ÉCONOMISTES ET PUBLICISTES CONTEMPORAINS

LE

PROBLÈME DE LA MISÈRE

ET

LES PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES NATURELS

PAR

J. NOVICOW

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1908

LE
PROBLÈME DE LA MISÈRE
ET LES
PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES NATURELS

DU MÊME AUTEUR

La Justice et l'expansion de la Vie. Essai sur le bonheur des sociétés humaines. Paris, Félix Alcan, 1905, 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine*. . . . . 7 fr. 50

La Politique internationale. Paris, Félix Alcan, 1886, 1 vol. in-8 7 fr. »

Les Luttes entre sociétés humaines et leurs phases successives. 3e édition. Paris, Félix Alcan, 1904, 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine* . . . . 10 fr. »

Les Gaspillages des sociétés modernes. 2e édition. Paris, Félix Alcan, 1899, 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine* 5 fr. »

La question de l'Alsace-Lorraine. Paris, Félix Alcan, 1895. . . . 1 fr. »

L'Avenir de la race blanche. 2e édition. Paris, Félix Alcan, 1902, 1 vol. in-12 de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine*. . . . . 2 fr. 50

Une définition de l'Art. Paris. Plon, 1882, brochure.

Le Protectionnisme. Saint-Pétersbourg, 1890, 1 vol. in-8 (en russe).

La Guerre et ses prétendus bienfaits. Paris, Armand Colin, 1894, 1 vol. in-12.

Essai de notation sociologique. Paris, Giard et Brière, 1897, 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque sociologique internationale*.

La federazione europea. Milan, Verri, 1895.

Conscience et volonté sociales. Paris, Giard et Brière, 1897, 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque sociologique internationale*.

La théorie organique des sociétés. Paris, Giard et Brière, 1899, 1 vol. in-8.

Les assimilations nationales. Odessa, 1899, brochure (en russe).

Der ewige Krieg. Berlin, Deutsches Verlagshaus, Vita, 1899, brochure.

La fédération de l'Europe. 2e édition. Paris, F. Alcan, 1901, 1 vol. in-12. . . . . 3 fr. 50

La Missione del Italia. 3e édition. Milan, Trèves, 1903, 1 vol. in-12.

L'affranchissement de la Femme. Paris, Félix Alcan, 1903, 1 vol. in-12. . . . . 3 fr. »

L'expansion de la nationalité française. Paris, Armand Colin, 1903, 1 vol. in-12.

La possibilité du bonheur. Paris, Giard et Brière, 1904, 1 vol. in-12 de la *Bibliothèque pacifiste contemporaine*.

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY ET FILS.

LE PROBLÈME DE LA MISÈRE

ET LES

PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES NATURELS

PAR

J. NOVICOW

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1908

Quarterly Journal of Economics

LE PROBLÈME DE LA MISÈRE ET LES PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES NATURELS

AVANT-PROPOS

Les statistiques les plus exactes établissent que, sur cent hommes vivants dans les sociétés civilisées, il y en a à peine un qui possède la richesse, neuf qui sont dans l'aisance et quatre-vingt-dix dans la pauvreté. D'où vient cet état lamentable? Il vient de ce que l'on ne comprend pas encore la nature exacte de la richesse. Cette explication, à première vue, peut paraître paradoxale. Elle n'en est pas moins absolument vraie et le lecteur pourra s'en convaincre en prenant connaissance des pages qui suivent. Si les hommes avaient compris la véritable nature de la richesse et s'ils avaient agi en conséquence, la misère aurait disparu depuis longtemps.

La science chargée de nous expliquer la véritable nature de la richesse est l'économie politique. Malheureusement cette science, jusqu'à ce jour, a failli à sa tâche. L'économie politique est exposée de notre temps d'une façon si imparfaite que le grand public la considère comme une science ennuyeuse, obscure et même incompréhensible. D'aucuns disent même qu'elle n'est pas une science du tout. Dans ces dernières années elle a été particulière-

ment discréditée et le terme d'économie politique « orthodoxe » est presque devenu synonyme de doctrine étroite et erronée. Cette malheureuse économie « orthodoxe » a été d'abord accablée de mille sarcasmes, puis accusée des plus noirs forfaits. On lui a presque reproché d'empêcher le bien-être des classes déshéritées, on en a presque fait une ennemie du genre humain.

L'économie politique en général, et même l'économie « orthodoxe », en particulier, ne méritent certes ni ce discrédit ni cette haine. L'économie politique est la plus ancienne des sciences sociales. Elle est cultivée sans interruption depuis plus d'un siècle et demi. Elle a découvert et établi une somme très importante de vérités. Si elles avaient été déjà appliquées dans les sociétés humaines, elles auraient assuré un bien-être de beaucoup supérieur à celui dont nous jouissons actuellement. Par malheur, non seulement les vérités découvertes par l'économie politique n'ont pas été appliquées, mais, au contraire, on leur a tourné le dos avec une persévérance digne d'un meilleur sort.

D'où viennent des circonstances si regrettables dont les conséquences sont si funestes? Je le répète, de ce que les faits économiques ont été exposés d'une façon défectueuse. Il faut donc les exposer d'une façon complétement différente. Au lieu de procéder par des définitions et des déductions, il faut présenter les faits d'une manière concrète qui fasse image dans l'esprit. Puis il faut s'astreindre à un ordre très systématique et passer des phénomènes les plus simples et les plus universels aux phénomènes les plus particuliers et les plus enchevêtrés. Bref, il faut abandonner complétement la méthode scolastique et abstraite et lui substituer la méthode naturelle et positive.

Les phénomènes sociaux sont extrêmement complexes. Ils se composent d'un très grand nombre d'actions s'accomplissant simultanément. De plus, le champ de ces phénomènes dépasse dans une mesure considérable la portée de

notre œil. Nous ne pouvons pas les observer directement comme les phénomènes physiques et biologiques. Nous devons nous représenter les phénomènes sociaux non pas tant par les yeux du corps que par la vision intime de l'intelligence. D'autre part, les phénomènes sociaux échappent encore parfois à l'observation par leur universalité même. Quand un fait s'accomplit autour de nous des centaines de fois par jour, nous finissons par ne plus l'apercevoir. Alors il est très difficile d'en saisir la nature véritable et, quand la science vient nous l'expliquer, nous sommes tentés de traiter cette explication de paradoxale et de la repousser. Ces circonstances font qu'il est très malaisé d'exposer clairement les phénomènes sociaux et d'en faire comprendre l'essence réelle. Aussi non seulement les simples mortels, mais des économistes célèbres ne s'expliquent pas la nature véritable de la richesse.

Mais plus les phénomènes sociaux sont difficiles à saisir, plus il est indispensable de posséder une méthode claire pour les exposer.

Dans les pages qui suivent je vais me servir de ce que j'appelle la méthode naturelle. Espérons que, grâce à elle, les phénomènes économiques pourront être présentés d'une façon aussi simple et aussi compréhensible que les phénomènes biologiques.

Mais le lecteur ne doit pas s'attendre à trouver dans ce volume un précis d'économie politique. Je n'ai pas la moindre prétention de parler de tous les phénomènes économiques si multiples et si complexes. Je présenterai, à ma manière, seulement quelques phénomènes principaux. Mon but n'est pas d'exposer l'économie politique, mais de montrer comment elle devrait être exposée.

La seconde partie de ce volume sera consacrée aux aberrations économiques. Après avoir décrit, dans la première, les phénomènes réels, je montrerai, dans la seconde, comment les hommes, n'ayant pas compris la vérité, se sont fourvoyés dans les sentiers de l'erreur, qui les ont conduits

à la misère. On ne saurait mettre assez en évidence la marche parallèle de l'erreur et de la vérité [1]. L'esprit humain a toujours oscillé entre ces deux pôles et le bonheur de notre espèce a été en raison directe de son éloignement du premier et de son rapprochement du second.

1. Il n'y a pas de matière sur laquelle on ait dit autant d'absurdités que l'économie politique... sauf, bien entendu, la politique tout court.

PREMIÈRE PARTIE

LES FAITS NATURELS

LIVRE PREMIER

L'ADAPTATION DU MILIEU

CHAPITRE PREMIER

LES PHÉNOMÈNES BIOLOGIQUES

La vie est une action du milieu sur l'organisme et une réaction de l'organisme sur le milieu. Cette réaction est la *production*. La production comprend deux phases : l'assimilation interne des éléments tirés du dehors ou la *nutrition* et l'arrangement spécial des éléments tirés du dehors ou l'*adaptation*.

Chez les animaux inférieurs, les amibes, par exemple, lorsqu'un corps étranger se trouve englobé dans leur protoplasme, il s'y forme une cavité qu'on appelle vacuole. L'amibe attire les corps contenus dans cette vacuole, les transforme et en fait, en dernier lieu, une substance semblable à la sienne. C'est la nutrition. Celle-ci peut être appelée la phase passive de la production, parce qu'elle vient du dehors au dedans, parce qu'elle est, dans une certaine mesure, subie par l'organisme. Au contraire, l'adaptation du milieu doit être considérée comme la phase active de la vie. Ce processus consiste à attirer certaines substances qui se trouvent à portée de l'organisme, et à leur donner une élaboration spéciale qui en fait des instruments servant à entretenir et à intensifier sa vie.

On sait que les cellules sont entourées d'une membrane plus résistante que la matière protoplasmique dont elles sont composées. Cette membrane peut être considérée

comme l'origine de l'outillage. De nombreux organismes monocellulaires exsudent des composés chimiques qui leur servent d'enveloppe ou, si l'on veut, de maison. Les annélides à branchies fabriquent des tubes dans lesquels ils s'installent. De même les spicules des éponges, les coquilles des crustacés, la cire des abeilles ne sont autre chose que des outils, c'est-à-dire des matières tirées du milieu physique et accommodées aux besoins de l'être vivant.

« Les produits de la sécrétion, dit M. Y. Delage [1], sont extrêmement nombreux. Les uns, comme l'huile, l'amidon, le gluten, sont des réserves alimentaires destinées à être reprises à un moment de besoin, lorsque l'alimentation ne pourra plus se faire aux frais de la dépense... D'autres produits de la sécrétion jouent un rôle passif... comme les squelettes intracellulaires de certains zoophites, les spicules des éponges, les squilles des radiolaires, les coquilles des mollusques, etc., etc. »

Tout organisme se compose d'une certaine quantité de protoplasme (substance vivante) et d'une autre quantité de matière non vivante (coquilles, etc.) qui est un instrument élaboré par la substance vivante. On voit que l'outillage biologique apparaît à l'origine même de la vie. Or, comme l'outillage est aussi un phénomène économique, on peut dire que les phénomènes de la biologie et ceux de l'économie politique commencent presque au même moment.

L'instrument n'est autre chose qu'une certaine quantité de matière façonnée selon les convenances de l'être vivant. C'est donc, en dernière analyse, un réarrangement de la matière ambiante, ou, en d'autres termes, une adaptation du milieu. L'adaptation de l'être à son milieu, qui est l'organisation, et l'adaptation du milieu par l'être vivant, qui est la production, sont deux séries de faits parallèles qui

1. *La structure du protoplasme, l'hérédité et les problèmes de la biologie.* Paris, C. Reinwald, 1895, p. 56.

constituent la trame même de la vie. On voit donc qu'à ce point de vue encore la biologie et l'économie politique se tiennent par leurs origines.

La nature est une. Les prétendues séparations étanches que nous croyons pouvoir établir entre les différentes sciences sont de pures abstractions de notre esprit sans aucune réalité objective. Tout se lie dans le domaine de la phénoménalité par des transitions ininterrompues.

Je vais montrer comment on passe insensiblement, et sans qu'il manque un chaînon, des phénomènes biologiques aux phénomènes économiques.

Quand une femme donne le sein à son enfant, certaines cellules du corps de la mère élaborent la substance qui entretient la vie du nourrisson. Nous sommes donc en présence d'un phénomène biologique. Mais quand la femme, après avoir sevré son enfant, lui donne des aliments tirés du milieu ambiant, c'est l'ensemble des cellules de cette femme (c'est-à-dire son individu) qui élabore les substances servant au nourrisson. La gradation est d'autant plus insensible que, pendant une période, l'enfant peut recevoir alternativement et le lait de la mère et de la nourriture extérieure.

Second exemple tiré du règne animal. L'œuf de la poule contient une cellule germinative entourée de substances alimentaires dont se sert le poussin pendant l'incubation. Ce sont les cellules du corps de la poule qui ont préparé ces substances. C'est un acte purement biologique. Mais il n'en est plus de même chez les abeilles. « Les ouvrières approvisionnent chaque cellule avant que l'œuf n'y soit déposé par la femelle, puis la cellule est obstruée[1]. » Ici c'est un fait déjà économique : les abeilles, par le travail de l'ensemble de leur individu, accumulent les réserves alimentaires nécessaires à l'évolution de la cellule germinale.

Après la nutrition, considérons un autre phénomène

1. Voir R. Pétrucci. *Les origines naturelles de la propriété.* Bruxelles, Misch et Thron, 1905, p. 51.

ayant plus directement rapport à l'adaptation du milieu. Chez les animaux obligés d'habiter les pays froids, les cellules épithéliales élaborent une épaisse fourrure. Quel effet celle-ci produit-elle en dernière analyse? Elle fait régner autour du corps de l'animal une température plus haute, sans laquelle il ne pourrait pas vivre. Si cette température favorable était naturelle, la fourrure épaisse n'eût pas été nécessaire. Les cellules épithéliales des organismes, vivant en pays froids, créent donc artificiellement une couche d'atmosphère chaude qui n'existe pas naturellement. Cela revient, en dernière analyse, à modifier le climat dans un certain périmètre ou, en d'autres termes, à adapter le milieu au tempérament de l'animal ou, si l'on veut encore, à établir une concordance plus complète entre l'organisation interne de l'animal et son ambiance.

Maintenant quand un homme, vivant dans un pays froid, tue une bête, la dépouille de sa fourrure et endosse celle-ci sur son corps, il crée aussi autour de sa personne un périmètre de température plus élevée. Il adapte aussi le milieu à ses convenances. Il se crée artificiellement une chaleur qui n'existe pas naturellement. C'est en somme le même processus que la croissance de la toison sur le corps de l'animal, avec cette seule différence que la fourrure vient du travail de l'ensemble de l'individu, tandis que la toison vient du travail spécial de certaines cellules particulières. On n'a pas fait assez attention jusqu'à nos jours à la similitude complète du travail des cellules et du travail des individus. Cependant on commence à y venir. « L'homme a prolongé son activité par le moyen de son industrie : outils, armes, vêtements, dit M. Petrucci[1]. L'animal en général et l'insecte, en particulier, porte sur son corps même ses éléments de protection et de défense. Les armes d'un termite soldat sont ses mandibules ; les outils d'un ouvrier ses mandibules, ses pattes, la gomme qu'il sécrète ;

1. *Op. cit.*, p. 66.

le revêtement chitinéux du corps constitue tout à la fois un vêtement et une cuirasse. »

L'homme n'ayant pas d'armes naturelles s'en crée d'artificielles par l'ensemble du travail de sa personne, et le processus économique est la continuation directe sans solution de continuité, du travail biologique (croissance des mandibules, par exemple).

Ce passage du fait biologique au fait économique est encore très apparent dans un autre phénomène. Ainsi le foie a pour fonction de fabriquer le sucre nécessaire à notre organisme. Quand nous produisons du sucre et nous le mangeons « nous complétons la nature par nos artifices... le sucre que nous avalons représente, pour ainsi dire, du combustible tout préparé », dit L. Bourdeau[1].

D'une façon générale, on peut dire que le phénomène de la nutrition est à cheval sur la biologie et l'économie politique. Car la nutrition n'est possible que par la production. Et dès qu'on se place à ce point de vue on voit combien il est erroné de croire que la production soit uniquement un fait humain et social. Au contraire, elle est un phénomène biologique et universel. Le plus simple des infusoires s'efforce à chaque instant de modifier le milieu ambiant, donc il travaille et produit. Les phénomènes économiques et sociaux ne flottent pas dans une région où domine uniquement la volonté humaine ; non, ils rentrent en entier dans la sphère des faits naturels. Vivre et produire sont, à un certain point de vue, des notions identiques.

L'être qui ne s'adapte pas à son milieu doit périr. Mais l'adaptation comporte une alternative : la soumission ou la réaction.

Supposons un animal habitué à vivre dans un pays chaud. Soudain la température s'abaisse. Quatre combinaisons principales s'offrent alors à lui.

1. *Histoire de l'Alimentation*. Paris, F. Alcan, 1894, p. 34.

D'abord la soumission absolue au milieu. L'animal peut quitter la région où la température s'est abaissée et émigrer vers un climat moins rigoureux. Il peut rester dans le pays froid mais se résoudre à l'hibernation, en d'autres termes se résoudre à mener une vie moins intense, à ne développer l'activité complète de ses organes que six mois sur douze. Ces deux actions sont des faits d'adaptation passive, des soumissions au milieu.

Mais l'animal peut aussi réagir. D'abord par le procédé biologique. Ses cellules épithéliales peuvent élaborer un duvet abondant ou une riche fourrure à l'aide desquels il peut résister au froid. Dans ce cas, les cellules de l'animal créent autour de son corps la température à laquelle il était habitué auparavant, en d'autres termes, la température conforme à son organisation. C'est une adaptation du milieu par le procédé biologique.

D'autre part, si l'animal peut se revêtir d'une fourrure enlevée à un autre être ou s'il peut se construire une demeure chauffée, nous sommes en présence d'une adaptation du milieu par les procédés économiques. L'homme obligé de vivre dans des pays froids, s'il sait fabriquer des appareils de chauffage perfectionnés, peut continuer à mener une vie très active ; s'il ne le sait pas, il doit se résigner à une vie terne et languissante comme les Esquimaux.

Ainsi donc le phénomène biologique et le phénomène économique se ramènent l'un à l'autre : la vie est impossible sans une adaptation du milieu aux convenances de l'animal, et cette adaptation est la production.

Je n'établis pas ces analogies entre les faits biologiques et sociaux pour le plaisir d'exposer une théorie ingénieuse. De pareils jeux d'esprit produiraient une pure perte de temps. Il serait indigne de leur consacrer une seule minute si ces analogies n'avaient pas la plus haute importance. La méthode naturelle doit constituer le fondement inébranlable de l'économie politique. Pour comprendre

l'essence véritable des phénomènes économiques, il faut remonter à leur origine, c'est-à-dire aux phénomènes biologiques. Alors seulement on peut appuyer la science économique sur un fondement inébranlable, sur ce tuf primordial au-dessous duquel il n'y a plus moyen de descendre.

Quand une fois on adopte la méthode naturelle, on ne peut plus édifier l'économie politique sur la base fragile des opinions personnelles. Or c'est ce qu'on a fait jusqu'à présent. A propos de chaque phénomène économique on donne les opinions d'Adam Smith, de Ricardo, de Bastiat, de Roscher et d'autres, et on essaie de déduire une moyenne que l'on considère comme la vérité. Cette méthode est complétement fausse. Il faut cesser de *jurare in verba magistri;* il faut se décider à observer directement les faits naturels.

Prenons comme exemple la question du capital. Est-il un phénomène naturel, un produit de notre volonté ou une aberration de notre esprit? Si le capital est un fait naturel, toutes les tentatives que l'on fera pour le supprimer seront aussi vaines que les tentatives pour supprimer la circulation du sang chez les vertébrés. Si, au contraire, le capital ne se retrouve pas dans la nature, il est une fiction humaine dont on peut se débarrasser.

D'autre part, si la différenciation des fonctions est un fait *naturel* et si la perfection vitale est en raison directe de cette différenciation, on ne peut pas combattre les partisans du libre échange en leur opposant seulement qu'ils sont manchestériens. Manchester ou Birmingham n'ont rien à voir dans cette affaire. Si un phénomène est de l'ordre *naturel*, il existe par lui-même, en dehors de toute opinion individuelle et subjective.

CHAPITRE II

LES PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES

Le travail d'adaptation du milieu, accompli par tous les organismes, en commençant par les plus élémentaires, est continué par l'homme, mais sur une échelle si vaste qu'il fait oublier son humble origine biologique. Il paraît un fait complètement nouveau et semble comme planer au-dessus des faits naturels.

Pour ne pas fatiguer le lecteur et pour me borner à ce qui est strictement indispensable à l'exposition de ma thèse, je laisse complètement de côté le domaine de la zoologie. Mais cela ne signifie nullement que les faits d'adaptation du milieu en soient absents. Au contraire, ils se produisent pour tous les animaux dans les limites les plus variées. Il n'y a pas une seule créature vivante, quel que soit le degré qu'elle occupe sur l'échelle des êtres, qui n'adapte constamment le milieu à ses convenances.

L'homme trouve autour de lui des plantes qui peuvent servir à son alimentation et d'autres qui ne le peuvent pas. Il fait des efforts pour propager les unes et éliminer les autres. De cette façon il modifie la flore terrestre selon ses convenances ou, en d'autres termes, il transforme et adapte le milieu végétal. A chaque printemps, la France, se serait revêtue naturellement d'herbe des prairies. Mais l'homme intervient : il sème du blé ici, de l'avoine plus loin, de l'orge dans un troisième endroit et, à chaque printemps, certaines parties de la France, au lieu de se revêtir

d'herbe, se couvrent de blé, d'avoine et d'orge. L'ensemble des efforts accomplis par l'homme en vue de modifier la flore terrestre s'appelle l'agriculture.

Si le sol de la France, au lieu de donner de l'herbe, avait donné naturellement du blé, le travail agricole des Français aurait été réduit de moitié. Il aurait consisté seulement à faucher le blé, à le battre et à le mettre en grange. Le labourage et l'ensemencement auraient été inutiles. Mais comme le blé ne pousse pas spontanément, les Français sont obligés de pratiquer le labourage et l'ensemencement pour obtenir d'une façon artificielle ce qui n'est pas produit d'une façon naturelle, c'est-à-dire pour modifier le milieu.

Par suite du travail agricole la flore terrestre est complétement transformée. La Russie devient à chaque printemps un immense champ de céréales, la Caroline un champ de coton, Cuba un champ de cannes à sucre, etc., etc. Lorsque le globe entier sera cultivé, la flore terrestre sera complétement transformée selon les convenances de l'homme. Il ne poussera plus sur la terre une seule plante qui ne nous soit utile pour quelque raison (soit besoin matériel, soit agrément) et il ne restera plus un pouce de terrain sur lequel ne pousseront pas des plantes dont nous pourrons faire notre profit.

Le but dernier de l'agriculture n'est pas d'obtenir une récolte pour une seule année, mais d'obtenir les récoltes les plus abondantes possible pour un nombre d'années indéterminé. Par suite, l'agriculture est amenée à opérer une nouvelle série d'adaptations du milieu. D'abord la destruction, si faire se peut, des plantes parasites et nuisibles[1], puis l'aménagement du sol en vue d'obtenir de plus gros rendements[2]. Dans cette circonstance l'homme ne

1. Le déboisement de certaines régions pour créer des champs cultivables rentre dans cette catégorie d'actions.

2. On évalue à 15 ou 20 milliards de francs le capital investi par les propriétaires anglais en améliorations agricoles depuis le commencement

se contente plus d'opérer des transformations dans la flore, il en opère aussi sur l'écorce terrestre, il modifie pour ainsi dire la géologie de notre planète. Il supprime les sols durs et les transforme, grâce à la charrue, en sols légers. Si sur certaines étendues il se trouve des pierres, il les fait disparaître; par les engrais il change la composition chimique des terrains, etc., etc.

Mais l'homme ne se borne pas seulement à remplacer les plantes inutiles par des plantes utiles et à créer ainsi des variations dans les aires botaniques de la planète. Il veut encore que les plantes correspondent à ses besoins par leur composition chimique. Cela nécessite une nouvelle série de travaux. Comme résultat final, non seulement la terre sera couverte exclusivement de plantes utiles à l'homme, mais, de plus, ces plantes seront modifiées de la façon qui lui est la plus avantageuse [1].

Si, comme on le prétend, la chimie peut tirer un jour directement des substances minérales les éléments nécessaires à notre alimentation, l'agriculture sera abandonnée. Alors l'adaptation de la flore terrestre se concentrera uniquement sur les plantes utiles à l'industrie (arbres donnant des bois de construction, etc.) et servant à l'agrément (jardins, parcs, etc.).

Simultanément avec la flore, l'homme produit la transformation de la faune. Certains animaux lui ont paru utiles, d'autres nuisibles. Il a essayé d'abord de détruire ces derniers. Dans certains pays, peuplés depuis longtemps, ce travail est très avancé : en France, par exemple. Dans certains autres, il l'est encore peu : le Brésil est infesté par de nombreux serpents, l'Inde est désolée par les tigres.

Mais tous les animaux sont loin d'être nuisibles à l'homme. Il y en a, au contraire, qui lui sont fort utiles,

du XIXe siècle. Voyez P. Leroy-Beaulieu, *Traité d'Économie politique*. Paris, F. Alcan, 1896. Tome 1er, p. 763.

1. Le blé n'existe plus à l'état naturel. Il a été complètement transformé par l'homme et sensiblement amélioré.

parce qu'il peut se nourrir de leur chair. Alors, pour se rapprocher de ceux-ci, l'homme a pratiqué, en premier lieu, la chasse et la pêche. Ces deux occupations sont aussi, si l'on veut, une adaptation du milieu, mais à rebours. Si la montagne ne veut pas aller à Mahomet, Mahomet va à la montagne. Si le gibier ne veut pas se mettre à notre portée, nous l'y obligeons pour ainsi dire en le mettant dans l'impossibilité de nous échapper. Puis cet effort pour placer certaines espèces sous notre prise constante a abouti à la domestication des animaux. L'ensemble des rapports entre l'humanité et l'animalité se ramène à une transformation de la faune terrestre. Ainsi l'Australie nourrissait autrefois seulement quelques centaines de milliers ou quelques millions de kangourous. Elle nourrit maintenant plus de 75 millions de moutons. Dans l'Argentine, il n'y avait il y a quatre siècles que des lamas, des guanacos et des vigognes. Il y a maintenant 21 millions de bêtes à cornes et 74 millions de moutons. Un jour, sur l'étendue entière du globe, les espèces nuisibles à l'homme seront remplacées par des espèces utiles. Alors l'adaptation de la faune terrestre sera complète. Si les espèces nuisibles n'eussent pas existé sur la terre, cette adaptation, au point de vue de la faune, n'aurait exigé aucun travail et se serait établie dès la plus haute antiquité. Les régions où il n'y a jamais eu d'animaux féroces sont *naturellement* adaptées aux convenances de notre espèce.

L'homme accomplit des actions qui se ramènent à une modification du climat, à une transformation de la météorologie de la planète. C'est par des procédés détournés qui sont cependant fort efficaces. Le premier est le vêtement qui constitue autour de nos corps une petite zone de température en rapport avec notre constitution. J'en ai parlé au chapitre précédent.

Ce procédé est amplifié par la demeure. L'homme prend dans le milieu ambiant des pierres, du sable, des arbres,

des métaux, il les arrange et les transforme d'une certaine façon et édifie des maisons qui se chauffent en hiver. Cela revient à dire que, pendant qu'il fait 10 à 20 degrés de froid (température à laquelle on ne peut pas résister et qui amène la mort à bref délai), l'homme crée autour de sa personne des espaces où la température est de 15 à 20 degrés de chaud. C'est comme s'il avait modifié le climat dans cet espace restreint. C'est comme s'il s'était arrangé de telle sorte que sous la latitude de Saint-Pétersbourg il régnât la même température, en hiver, que sous celle du Caire. Le jour où tous les hommes habitant les régions boréales auront des maisons chauffées, aucun d'eux ne souffrira du froid. Mais, si le climat des régions boréales redevenait ce qu'il était à l'époque miocène, où l'Allemagne du Nord avait le climat de la Louisiane, l'homme n'aurait plus besoin d'édifier une seule demeure pourvue d'appareils de chauffage. Grâce à ces appareils, il n'y a pour ainsi dire plus de climats froids. Cela revient à dire que l'homme a modifié d'une façon indirecte les conditions météorologiques. Si un jour on emploie les appareils frigorifiques dans les demeures sur une aussi grande échelle que les appareils de chauffage, on pourra dire qu'il n'y a plus de zone torride.

Après la température, ce qui importe le plus à l'homme c'est la quantité de pluie. Quand un pays est suffisamment arrosé, d'une façon naturelle, l'homme n'a rien à faire. Mais si la quantité d'eau qui tombe du ciel est insuffisante, l'homme réagit. Il crée, quand les circonstances le permettent, des canaux d'irrigation. Ces canaux procurent artificiellement ce qui n'existe pas naturellement. Ils constituent donc comme une pluie produite par l'homme, comme une modification du climat.

Après la météorologie, passons à l'orographie et à l'hydrographie.

Les montagnes en certains endroits opposent des obstacles

aux convenances de l'homme. Il réagit au moyen des routes et des tunnels et supprime pour ainsi dire les montagnes. Si une vallée profonde, au niveau du lac de Genève, se trouvait dans la chaîne des Alpes, aux environs de Brigue, le percement du Simplon eût été inutile. Mais comme cette vallée n'existait pas naturellement, l'homme l'a créée artificiellement. Il a donc comme modifié le relief de la contrée.

« Le problème économique de l'Afrique centrale est de *supprimer* la région des chutes en *créant* une voie de communication entre Stanley-Pool et la mer », dit M. le comte Henry de Castres[1]. On sait que l'Afrique représente comme une assiette renversée. A peu de distance des côtes, ses fleuves offrent des rapides et des cataractes infranchissables aux navires. Grâce à cette conformation, l'intérieur de ce continent, longtemps inaccessible, est resté sauvage. Le chemin de fer, établi par les Belges entre Matadi et Stanley-Pool, semble comme rabaisser le plateau de l'Afrique au niveau de l'océan. C'est encore une manière d'obtenir artificiellement ce qui n'existe pas naturellement; car, si l'Afrique n'était pas un plateau élevé, le chemin de fer de Matadi à Stanley-Pool eût été inutile.

Le réseau de routes dont les hommes couvrent les pays qu'ils habitent est aussi une adaptation du milieu. L'homme a besoin de faire rouler des voitures et des camions dans certains endroits déterminés. Si les conditions naturelles du sol opposent des obstacles à ce roulement, l'homme fait des travaux qui les lèvent[2]. Si les conditions du sol eussent été partout favorables au roulement des voitures (ce qui revient à dire que le globe aurait été alors mieux adapté aux besoins des hommes), ces travaux n'eussent jamais été entrepris.

1. *Revue des Deux Mondes*, du 15 juillet 1898, p. 117.

2. On a calculé que le mauvais état des routes fait perdre à la population de la Virginie 21 millions de francs par an. Or tous les impôts de cet État montent à peine à 10 millions de francs. Ainsi la seule mauvaise viabilité cause plus de dépenses aux Virginiens que l'entretien de tous leurs services publics.

De même si un détroit, semblable au Bosphore, avait existé entre Suez et Port-Saïd, la conformation du globe aurait été plus avantageuse. Mais ce détroit n'existant pas naturellement, l'homme l'a creusé artificiellement. Par suite, le globe est devenu mieux adapté aux convenances de notre espèce.

Un dernier exemple pour montrer que l'homme est même capable d'accomplir comme des transformations astronomiques.

Les ténèbres mettent un terme à notre activité. Pour les supprimer, l'homme a inventé des appareils d'éclairage. Si notre terre faisait partie d'un système sidéral comprenant plusieurs soleils et si l'un d'eux s'élevait à l'horizon au moment où l'autre se couche, les appareils d'éclairage eussent été inutiles. Mais, comme cette combinaison n'existe pas naturellement, l'homme l'a pour ainsi dire créée artificiellement au moyen des torches, des lampes, des bougies et des appareils électriques.

Je pourrais multiplier ces exemples et y faire rentrer toutes les branches de l'activité humaine depuis la préparation des aliments jusqu'à la confection des articles servant à entretenir, à intensifier et à embellir notre vie (vêtements, mobilier, demeures, œuvres d'art, etc., etc.). Mais les exemples donnés suffisent à démontrer que la *production économique* est une adaptation du milieu extérieur aux convenances de l'homme.

Avant d'aller plus loin, il faut considérer la production d'un vaste ensemble d'objets qui servent à des fins indirectes : j'entends les outils et les instruments de tout genre. Le corps de l'homme est faible : il n'a presque aucune arme naturelle. Alors, grâce à son intelligence supérieure, l'homme s'en est créé d'artificielles. La liste en est interminable. Elle commence au bâton servant de levier et aboutit, pour le moment, aux bateaux à vapeur de 25 000 tonnes et aux machines électriques les plus merveilleuses. Il faut considérer aussi que l'outillage se complique

de plus en plus et passe, pour ainsi dire, de la seconde à la troisième puissance et de la troisième à la quatrième. Il faut maintenant des dragues mécaniques pour creuser le canal de Panama, des machines pour fabriquer ces dragues, des machines qui exécutent ces secondes machines et ainsi de suite en remontant à la hache primitive de silex dont se servaient nos ancêtres du pléistocène.

La fabrication de l'outil est une phase préparatoire, un moyen : le but est l'adaptation de la planète. Mais, bien entendu, dans la pratique courante, il est parfois assez difficile d'établir si un objet constitue un outil ou une adaptation du milieu. Ainsi le vêtement peut être considéré comme un outil (moyen de travailler sans être incommodé) et comme une transformation du climat. De même on peut dire qu'un champ cultivé est un outil servant à produire du blé. Assurément la limite entre l'idée d'outil et l'idée d'adaptation du milieu est flottante. Cela offre de très grands inconvénients, mais, par malheur, il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de tracer une limite nette et tranchée entre les deux notions.

On voit maintenant quelles ramifications prodigieuses prend, dans l'espèce humaine, le phénomène primordial de la vie : la réaction de l'être sur le milieu. Mais, si prodigieuses que soient ces ramifications, elles ne doivent pas faire perdre de vue l'essence du phénomène : toute production économique n'est autre chose qu'une adaptation du monde extérieur aux convenances de l'homme; toute production est l'établissement d'une concordance, d'un état d'équilibre, si l'on veut, entre le microcosme homme et le macrocosme terre. L'équilibre complet sera atteint quand il n'y aura plus une lande inculte, pas un cours d'eau dont le maximum de puissance ne soit mis à profit comme moyen d'irrigation, comme source de puissance motrice, ou comme chemin de communication, pas un métal qui ne soit retiré des entrailles de la terre, transformé selon nos besoins et appliqué à notre service. Naturellement l'adap-

tation de la planète ne sera jamais terminée. Chaque jour notre esprit trouvera de nouveaux procédés pour la rendre plus complète, plus entière. Ainsi les anciens ne retiraient jamais plus de 10 à 12 hectolitres de blé à l'hectare, en moyenne. Maintenant, grâce à nos connaissances supérieures, nous en retirons 30. C'est comme si nous avions modifié la composition minéralogique de l'écorce terrestre. Mais nos petits-fils pourront peut-être retirer 50 hectolitres à l'hectare. Il est impossible de poser des limites à l'esprit d'invention de notre espèce. C'est pourquoi, je le répète, l'adaptation du globe se poursuivra éternellement et ne sera jamais terminée.

L'adaptation peut s'étendre dans deux sens : dans l'aire et dans la masse. Ainsi, de nos jours, la partie occidentale du Canada n'a pas encore été mise en culture et en exploitation. Plus tard, quand ce travail aura été accompli, l'adaptation de la planète aura progressé dans l'aire ou, si l'on veut, dans l'espace. L'extension dans la masse se ramène à une plus grande intensité de rendement. Ainsi on parvenait d'abord à extraire d'un minerai 60 p. 100 du métal qu'il contenait. Mais ensuite, ayant découvert des procédés plus parfaits, on parvint à extraire 90 et 95 p. 100. Il y a accroissement de production sans extension dans l'aire. Toutes les fois qu'on obtient un rendement plus grand qu'auparavant, on est en présence d'un accroissement d'adaptation dans la masse.

Le fait que la production n'est pas autre chose que l'adaptation du milieu peut se présenter encore à un autre point de vue.

L'humanité arrivera au maximum de bien-être lorsque chacun aura la quantité la plus grande possible de denrées alimentaires, de vêtements, de meubles, etc., etc. Mais cela revient à dire qu'elle arrivera au maximum de bien-être quand elle aura adapté le milieu physique le mieux possible. En effet, pour avoir la plus grande quantité de blé il faut que tous les champs de la terre, susceptibles de

produire cette céréale, soient consacrés à sa culture; il faut, de plus, que tous ces champs soient transformés de façon à donner les plus gros rendements. De même, pour que l'humanité ait la plus grande somme possible de vêtements de laine il faut que toutes les terres susceptibles de nourrir des moutons soient affectées à cet usage. Il faut, en d'autres termes, une adaptation complète de la flore et de la faune.

D'autre part, pour avoir les denrées nécessaires en quantités les plus grandes possible dans tous les endroits, il faut des routes pour les transporter, des outils pour leur donner la forme convenable, etc., etc. Ici encore nous arrivons au même résultat, car les routes, les canaux, les captations des forces motrices naturelles, le creusement des ports[1] ne sont autre chose que des adaptations du milieu physique. Plus le genre humain fera de progrès, plus le contact de notre espèce avec la nature deviendra intime, en d'autres termes plus notre action sur le milieu sera puissante. Nous ne savions pas produire autrefois de l'électricité. Cela revient à dire que nous n'avions pas su établir des rapports quelconques entre cette force universelle et nos personnes. Maintenant nous savons produire de l'électricité. Cela revient à dire que nous exerçons une action sur cette force ou, en d'autres termes, que nous adaptons cette force à nos besoins. Nous ne savons pas encore tirer de la force motrice directement des rayons solaires. Ceux-ci nous donnent toute l'énergie dont nous disposons, mais d'une façon indirecte, par le vent, les chutes d'eau et les combustibles. Le jour où nous aurons appris à transformer directement les rayons solaires en puissance motrice, nous aurons aussi adapté cette force à nos convenances.

Si nous examinons à fond le phénomène de la produc-

1. S'il y avait partout des baies bien abritées et profondes, jamais les hommes n'auraient été poussés à creuser des ports. Mais comme ces baies naturelles ne se trouvent pas partout, on a été obligé de faire des ports artificiels.

tion, nous verrons qu'il se ramène, en définitive, à un transport dans l'espace. Considérons, par exemple, ce que signifie la confection d'un vêtement. Elle suppose le transport d'une certaine quantité de laine qui se trouvait auparavant sur le dos d'un mouton dans un atelier où elle est lavée. Puis viennent le peignage et le filage. Ces deux opérations ont aussi pour but de transporter les fibres d'un lieu de l'espace dans un autre[1]. Le tissage n'est qu'un déplacement des fils, la coupe qu'un déplacement de pièces d'étoffe. De même, la construction d'une maison n'est qu'une série de transports de tout genre : pierres enlevées de la carrière et empilées les unes sur les autres, bois coupés des forêts et placés aux endroits voulus, etc., etc.

Si tous les matériaux dont nous avons besoin se trouvaient à portée de nos mains, dans le même lieu, une immense part de notre activité deviendrait inutile. A ce point de vue on peut donc dire que la production, en dernière analyse, se ramène à une suppression de l'espace. On verra plus loin, au chapitre IV, comment ce fait doit être interprété.

1. Avant le peignage les fibres peuvent avoir une certaine courbe. Cette courbe se modifie par le peignage et se ramène à des lignes droites parallèles. Puis le filage leur donne une torsion, c'est-à-dire en définitive leur fait prendre une place autre que celle qu'elles occupaient auparavant.

CHAPITRE III

LE MÉCANISME DE L'ADAPTATION

Comment la réaction de l'organisme sur le milieu s'opère chez les êtres les plus simples, c'est ce que nous ignorons complétement. Chez les êtres doués de conscience, comme l'homme, cette réaction s'opère par le moyen de trois facteurs : l'idée, le capital et le travail.

Imaginons le fait le plus simple. Un sauvage est incommodé par les rayons du soleil. Il arrache des branches, des lianes et des feuilles et se crée un abri sous forme de hutte. Par cela il adapte un certain lieu de l'espace à ses besoins, il produit de la richesse.

Analysons ses opérations.

Évidemment si l'idée n'était pas venue au sauvage de construire sa hutte, jamais celle-ci n'aurait existé. La première condition nécessaire pour adapter le milieu consiste dans la représentation d'un état de choses, encore non existant, mais qui pourra exister dans la suite. Telle est la conception de la hutte dans la tête du sauvage. Chaque adaptation postérieure n'existe, à un certain moment, que sous forme d'image interne dans le cerveau de celui qui l'a conçue ; elle forme comme on dit un *idéal*. Sans l'idée, aucune action de l'homme sur le milieu ne sera jamais possible.

Il ne faut pas donner au mot *idée* l'acception trop étroite qu'on lui attribue parfois. *Idée* ne signifie pas seulement la représentation d'un état de choses qui n'a *jamais* existé auparavant. Ce mot s'applique aussi à la répétition d'actes

déjà exécutés un nombre illimité de fois. Bâtir une maison à côté de la maison du voisin est aussi bien une idée que de fabriquer le premier phonographe. Car si un individu, à certain moment, ne se représente pas dans l'esprit la maison bâtie à côté de celle de son voisin, cette maison ne peut pas être édifiée.

Le second facteur de la production est la réserve d'énergie potentielle ou, en d'autres termes, le capital.

Reprenons l'exemple de la hutte. Pour que le sauvage puisse la bâtir il faut qu'il mette ses muscles en mouvement. Mais pour cela il faut que son corps ait absorbé précédemment une certaine quantité de nourriture qui lui donne la force d'accomplir ces mouvements. Les aliments du sauvage ont constitué, à un certain moment, une réserve qui permettait un travail subséquent; ces aliments ont donc été une source d'énergie potentielle : en langage économique, un capital.

Enfin le dernier élément de la production est le travail. Si le sauvage n'avait pas bougé ses pieds et ses mains, jamais il n'aurait pu construire sa hutte.

Les trois facteurs de la production sont des *faits naturels*, non des inventions de l'esprit humain. Il ne s'agit pas ici d'économie politique « orthodoxe » ou « hétérodoxe », de Manchester ou de Birmingham, il s'agit de réalités concrètes et absolument incontestables. Car, je le demande au plus fanatique des collectivistes, comment peut-on transformer le milieu physique si on n'a pas auparavant l'idée de le faire, comment peut-on transformer le milieu si l'on n'a pas une provision d'énergie potentielle indispensable pour le mouvement des muscles et enfin comment peut-on transformer le milieu sans travail ?

Que les trois facteurs de la production se trouvent, à certains moments, répartis entre trois individus différents, cela importe peu ; cela n'empêche pas que chacun d'eux ne soit indispensable et que sans l'un d'eux aucune production ne soit possible.

Si l'homme est seul, les trois facteurs de la production se concentrent en une personne et sont exercés successivement. Quand Robinson s'est construit une cabane, il en a eu d'abord l'idée. Puis, pour pouvoir la réaliser, il a dû posséder des réserves alimentaires et enfin il a dû travailler. Robinson a donc été successivement entrepreneur, capitaliste et manœuvre. Ce qui est vrai pour un homme absolument seul comme Robinson l'est aussi, mais dans une mesure plus restreinte, pour certains individus qui sont presque indépendants dans la société. Ainsi dans les petits ateliers familiaux qui existent encore de notre temps dans les régions arriérées, il peut arriver des cas où l'idée, le capital et le travail se concentrent en la même personne. Il en serait ainsi, par exemple, pour un tourneur qui inventerait un nouveau joujou ou un objet quelconque d'utilité domestique et qui l'exécuterait lui-même avec ses propres outils.

A mesure que les sociétés se civilisent et se compliquent, les trois facteurs de la production peuvent se partager entre trois individus particuliers : l'inventeur ou l'entrepreneur, le capitaliste et l'ouvrier. Ce partage ne modifie en rien la nature du phénomène de la production qui reste identique dans son essence, qu'il soit le résultat de l'association de plusieurs hommes ou de l'action d'un seul. Ce qu'il ne faut pas oublier non plus, c'est que les rôles d'inventeur, de capitaliste et d'ouvrier, même dans les sociétés les plus civilisées, ne sont nullement inhérents à certains individus ou à certaines catégories d'individus. Les rôles peuvent être joués par tous indistinctement. On est inventeur, capitaliste ou ouvrier non d'après une prédestination fatale, non par la situation qu'on occupe dans la société, on l'est *par position*. Ainsi un capitaliste et un ouvrier manuel peuvent avoir une idée. Dans ce moment ils jouent le rôle de l'inventeur. Le moment d'après, le capitaliste va prendre dans sa caisse l'argent nécessaire pour réaliser son idée. Dans ce moment il joue strictement

le rôle du capitaliste. D'autre part, l'ouvrier se met à travailler de ses mains pour exécuter l'idée qu'il a en tête. Dès ce moment il cesse de jouer le rôle d'inventeur et passe à celui de travailleur. Le travailleur peut être aussi capitaliste, il peut avoir des économies. Il apprend qu'une compagnie se forme pour exploiter une invention nouvelle. Il peut en acheter une action. Imaginez que toutes soient souscrites par des travailleurs, alors ceux-ci, par rapport à cette entreprise, sont des capitalistes, par position.

De même qu'il n'y a pas dans la société d'individus qui soient entrepreneurs, capitalistes ou ouvriers *par nature*, il n'y a aucun objet qui soit capital *par essence;* tout objet peut devenir capital *par position*. Le capital est une accumulation, un emmagasinement, une réserve d'énergie potentielle. Mais ce n'est pas la *nature* de l'objet qui procure la qualité de capital, c'est sa *position*. Imaginez, au sommet d'une montagne, un gros rocher qui peut se détacher à chaque instant et rouler dans la vallée. En tombant, ce rocher peut développer une énergie cinétique énorme. Cette énergie ne vient pas de la nature du rocher. Qu'il soit en grès, en granit, ou en calcaire, l'énergie sera la même, puisque celle-ci tire sa source de la position sur le sommet de la montagne et non de la composition chimique du rocher.

De même dans les faits sociaux. Les économistes se sont livrés autrefois à de longues recherches pour déterminer quels objets pouvaient devenir des capitaux et quels autres ne le pouvaient pas. Ces discussions étaient complétement oiseuses. Tout objet peut être, à un moment donné, capital par position. Le matin, les pains que le boulanger a apportés dans un panier pour être vendus sont un capital *pour ce boulanger*, mais cela pendant quelques heures seulement. Le soir, si les pains ne sont pas vendus et sont invendables, ils cessent de constituer un capital. On voit donc que c'est la position dans laquelle se trouve un objet qui lui fait jouer le rôle de capital. Le rocher, descendu au

fond de la vallée, perd son énergie potentielle, de même les pains que le boulanger n'a pas pu vendre la perdent à la fin de la journée.

A un autre point de vue, on peut montrer également que tout objet peut devenir capital selon les circonstances et les conjonctures.

Un inventeur a l'idée de construire des machines à coudre. Pour la réaliser, il lui faut de l'acier, de la fonte et des outils de tout genre. Ce sont ces objets qui, dans ce moment, constituent des capitaux pour cet inventeur. Un autre individu se met en tête d'engraisser des huîtres dans des parcs. Il lui faudra pour cela des objets complétement différents de ceux qui sont nécessaires aux fabricants de machines, mais ces objets seront des capitaux pour lui, tandis qu'il ne considérera pas comme tels l'acier, la fonte et les outils mécaniques.

Ces raisonnements montrent combien est grossière l'erreur qui identifie les capitaux avec la monnaie. C'est du pur enfantillage. La monnaie n'est qu'un intermédiaire et rien de plus. Mais pour produire il faut nécessairement aboutir aux objets naturels. Celui qui a l'idée de faire du vin doit se procurer une terre, des plants de vigne et des instruments de tout genre. Le fait qu'il peut les avoir en donnant une certaine somme de monnaie ne change rien à la véritable nature de l'opération : impossible de faire du vin sans les objets spéciaux nécessaires à cette industrie.

Quand on voit nettement que tout objet peut devenir capital par position, on comprend la véritable essence de la production. Celle-ci n'est autre chose qu'une transformation de l'énergie potentielle en énergie cinétique et une retransformation de l'énergie cinétique en énergie potentielle. Soit un individu qui découvre du minerai de fer à une certaine profondeur au-dessous de la surface terrestre. Au moyen de réserves alimentaires et d'instruments qu'il se procure, il élève ce minerai au-dessus du sol. Alors une

certaine réserve d'énergie potentielle (celle qui est contenue dans les aliments et les instruments employés) est transformée en énergie cinétique (transport du minerai des profondeurs à la surface). Une fois accumulé, ce minerai devient, pour le mineur, une réserve d'énergie potentielle, un capital. Puis vient le fondeur qui le change en fer. Nouvelle transformation d'énergie potentielle en énergie active (fabrication du fer) et nouvelle accumulation d'énergie potentielle sous l'aspect de provisions de fer et ainsi de suite à travers les travaux sans fin que l'homme opère sur la surface du globe. Avec le fer on fait la charrue. La charrue, à son tour, devient le capital qui produit les denrées alimentaires. Les denrées alimentaires sont un capital pour le mineur qui extrait le minerai des entrailles de la terre. Le cercle se referme complétement.

Ce cercle sans fin, constitué par le passage de l'énergie potentielle en énergie cinétique et vice versa, se trouve non seulement dans le domaine de la sociologie, mais dans celui de toutes les autres sciences. C'est un phénomène universel et c'est précisément pour cela qu'il ne peut pas ne pas se retrouver dans la société. Les associations humaines ne sont en aucune façon en dehors de la phénoménalité naturelle et elles obéissent à toutes les lois générales de la physique.

Il est très facile de prouver que la capitalisation est un fait universel. Je ne remonterai pas jusqu'au domaine de la chimie. Cela m'éloignerait trop de mon sujet : je me bornerai au domaine de la biologie.

Les substances chimiques du sol sont les réserves d'énergie potentielle que les plantes transforment en énergie actuelle par leur vie et par leur croissance. Les minéraux constituent donc les capitaux des végétaux. Ceux-ci, à leur tour, sont des capitaux pour les animaux. « La plante emmagasine, l'animal dépense », dit M. L. Bourdeau[1];

1. *Le problème de la Vie.* Paris, F. Alcan, 1901, p. 154.

cela pour les animaux herbivores. Ceux-ci, à leur tour, emmagasinent pour les carnivores. Il est clair qu'aucun animal n'aurait pu vivre sans les réserves alimentaires créées par les plantes, donc sans être, à un certain point de vue, un capitaliste.

Mais la capitalisation plonge encore beaucoup plus profondément dans le domaine de la biologie. Elle pénètre l'ensemble des phénomènes embryologiques et physiologiques. « A côté des substances plastiques ou vivantes, dit M. Le Dantec[1], l'œuf contient des substances alimentaires mortes, appelées réserves, aux dépens desquelles se produit l'assimilation des substances vivantes. » Voilà pour l'embryon. Quant à l'organisme adulte, « les éléments de la ration alimentaire semblent moins destinés à une consommation immédiate pour subvenir aux dépenses énergétiques qu'à la reconstitution et à l'entretien des réserves qui assurent d'une manière permanente à l'organisme le potentiel nécessaire pour l'exercice de ses fonctions... C'est dans ces réserves que l'organisme se pourvoit de l'énergie potentielle qu'il transforme en énergie actuelle pour la mise en activité des éléments intimes des tissus[2]. »

Toute vie, pour se manifester, exige le jeu des trois facteurs que nous avons retrouvés dans la production économique : l'idée, le capital et le travail. L'idée ou, si l'on veut, la faculté de réaliser la forme chêne se trouve dans le gland qui ne peut pas réaliser la forme sapin ou la forme platane. Le capital est constitué par les réserves alimentaires contenues dans le gland autour de la cellule germinative et ensuite par les substances minérales contenues dans la terre. Pour le poulet, la cellule germinative en contient l'idée, le blanc et le jaune de l'œuf sont le capital. Chez les vivipares, l'embryon contient l'idée, et le sang fourni par la mère est la réserve nutritive ou capital. Quant au travail, c'est dans tous ces cas l'ensemble des

1. *L'Unité de l'être vivant.* Paris, F. Alcan, 1902, p. 30.

2. *Revue scientifique* du 8 février 1902, p. 189.

mouvements opérés par les cellules pour constituer les êtres nouveaux.

L'idée biologique, pour être inconsciente, ne change cependant pas de caractère fondamental. C'est toujours un effort en vue de donner à un certain ensemble de matière un arrangement nouveau conforme à une vue (consciente ou non) qui préexistait auparavant. Certes nous ne savons pas pourquoi la substance de la cellule germinative de l'œuf d'une poule accomplit les mouvements nécessaires pour produire un poulet. Mais il y a un parallélisme complet entre ces mouvements et les mouvements sociaux où un certain ensemble d'individus modifie le milieu ambiant conformément à une idée qui est contenue dans leur cerveau.

Les phénomènes économiques, si immenses que deviennent ensuite leurs amplifications, ne perdent jamais le trait fondamental des phénomènes vitaux et ils parcourent des phases analogues.

De la biologie passons à la psychologie.

Parlant des formes supérieures de l'abstraction mentale, M. Th. Ribot dit : « Les termes généraux couvrent un savoir organisé, latent, qui est le *capital caché* sans lequel nous serions en état de banqueroute... Toute mémoire est réductible à un savoir latent... à un savoir potentiel[1] ».

L'analogie est complète entre le fait psychologique et le fait économique. Pour agir, aussi bien que pour produire, il faut un capital. L'action est impossible sans l'idée de la chose à faire et l'idée est la mise en œuvre et l'arrangement nouveau de matériaux fournis par la mémoire. Or, la mémoire est une accumulation d'images à l'état latent, donc un emmagasinement d'énergie potentielle. Pour produire une idée il faut un choc extérieur (une sensation) ou l'action déterminante d'une cellule interne qui rompent un

1. *L'Évolution des idées générales*. Paris, F. Alcan, 1897, p. 149 et 150.

équilibre précédemment établi dans les centres nerveux. Cette action est exactement semblable à celle de l'entrepreneur dans le domaine économique. Ensuite, pour que l'impulsion déterminante se transforme en une image nette d'une action à accomplir, il faut l'aide des images latentes contenues dans le cerveau, donc un emprunt de capital cérébral. Enfin, le mouvement des nerfs moteurs par lesquels les muscles sont mis en activité correspond entièrement au travail des ouvriers[1].

Les trois facteurs de la production, l'idée, le capital et le travail sont donc des faits naturels. Il est aussi impossible de produire sans l'un de ces facteurs que de se mouvoir sans changer de place. Personne ne conteste cette vérité aussi longtemps qu'il s'agit de l'idée et du travail ; mais, dans ces dernières années, toute une école, les socialistes, prétend qu'on peut produire sans capital.

M. E. Ferri soutient qu'après l'erreur géocentrique anthropocentrique nous sommes affectés de l'erreur capitalo-centrique. C'est l'illusion qui consiste à considérer « comme éternelles et invariables les lois sociologiques relatives à notre période de l'évolution sociale, à la civilisation bourgeoise à peine âgée de deux siècles en Angleterre, dans l'Europe occidentale et en Amérique[2] ». M. Labriola, également socialiste, affirme aussi « que le capital tend à vaincre toute autre forme de production[3] ». Ainsi pour M. Ferri la production capitaliste est une erreur de notre temps comme l'erreur géocentrique et pour

1. On voit comment les phénomènes économiques sont liés sans discontinuité aux phénomènes biologiques et psychologiques. De plus, ils forment un circuit perpétuel. Ainsi pour produire il faut avoir au préalable, dans le cerveau, l'image de quelque chose à réaliser. C'est ainsi que se forment les capitaux nouveaux. Mais l'idée qui pousse à l'action est, elle aussi, la résultante d'une capitalisation cérébrale. Ainsi la capitalisation physiologique se transforme en capitalisation sociale et vice versa quand, par suite de la richesse, l'homme peut acquérir un plus grand nombre d'idées.

2. *La science et la vie*, discours à la séance de rentrée de l'Université libre de Bruxelles, prononcé le 11 octobre 1897.

3. *Essai sur la conception matérialiste de l'histoire*. Paris, Giard et Brière, 1897, p. 196.

M. Labriola le capitalisme tendant à vaincre toute *autre* forme de production. Il peut donc exister une forme de production sans capital. Je pourrais multiplier ces exemples. Un certain nombre de personnes, de nos jours, considèrent le capital comme la source principale des malheurs de l'humanité. Établir la production sans capital paraît aux socialistes résoudre le problème de la misère.

L'analyse du mécanisme de la production montre dans quelles colossales erreurs tombent ceux qui soutiennent de pareilles opinions.

Écartons d'abord une erreur subsidiaire. Les socialistes peuvent confondre le capital avec le *prêt* du capital. Il est aussi absolument impossible de produire sans capital que de condenser un gaz sans en rapprocher les atomes. Mais il est parfaitement possible de produire sans *emprunter* un capital à ses voisins. L'emprunt du capital et l'emploi du capital sont des choses complétement différentes. Ce n'est pas l'occasion de discuter dans ce chapitre si le prêt du capital est avantageux ou nuisible à l'humanité. La seule chose qu'il faut mettre en évidence c'est que la production sans capital est contraire aux lois de la nature et, partant, est une contradiction. En effet, produire sans capital signifierait obtenir de l'énergie cinétique sans aucune accumulation préalable d'énergie potentielle. Cela serait une création *ex nihilo*, un effet sans cause. Tout le monde comprend que c'est impossible, puisque dans la nature il n'y a ni création, ni destruction de la matière et de l'énergie, mais seulement des transformations de l'une et de l'autre.

La capitalisation est l'aspect que prend la transformation de l'énergie cinétique en énergie potentielle quand nous l'envisageons au point de vue des faits économiques. Cette transformation est perpétuelle et universelle ; elle est de tous les temps et s'accomplit dans tous les lieux de l'espace. Prétendre que l'homme pourra jamais supprimer un phénomène de cette immensité est tout simplement ridi-

cule. Autant vouloir supprimer l'attraction des astres. Il ne faut pas s'aveugler. Parce que les phénomènes économiques sont tout près de nous, parce qu'ils semblent obéir à notre volonté, parce que l'homme peut être riche ou pauvre selon qu'il se conduit d'une certaine façon ou d'une certaine autre, nous sommes tentés de croire que les phénomènes économiques ne font pas partie intégrante des phénomènes universels. C'est une très profonde erreur. L'homme plonge tout entier dans le domaine des faits naturels et ne peut pas s'en dégager un seul instant. Ou plutôt il s'en dégage seulement par la pensée, par le rêve, c'est-à-dire par l'illusion et l'erreur. Les socialistes auront beau entasser Ossa sur Pélion, ils ne feront pas que la production la plus élémentaire soit possible sans capital. Et non seulement cela est impossible, mais il est aisé de comprendre que la puissance de l'homme est précisément en raison directe de l'importance des capitaux accumulés.

Reprenons l'exemple du roc situé sur un sommet et pouvant rouler dans une vallée. Plus ce roc sera grand et plus haut il sera placé, plus considérable sera la quantité d'énergie cinétique qu'il pourra développer en tombant. Cette énergie sera naturellement proportionnelle à celle qui a été nécessaire auparavant pour l'élever à la hauteur où il se trouvait.

C'est l'image exacte des phénomènes économiques. Plus les capitaux accumulés par une société sont considérables, plus vite les entrepreneurs peuvent y créer des richesses nouvelles en quantités importantes. C'est pour cette raison que les sociétés primitives, qui ont peu de capitaux, sont si conservatrices, c'est-à-dire modifient lentement le milieu, tandis que les sociétés avancées, qui ont des réserves importantes, sont progressistes et modifient le milieu avec rapidité. Les premières sociétés ont une petite provision d'énergie potentielle, les secondes en ont une grande. Naturellement les résultats sont en conséquence.

Toute production sort donc de la capitalisation et y

aboutit. Comme le passage de la forme potentielle à la forme cinétique est constant et perpétuel et s'accomplit simultanément en des millions de lieux, il n'affecte généralement pas notre conscience. De même, le passage de la production à la capitalisation et de la capitalisation à la production s'accomplit constamment autour de nous. Nous sommes plongés dans ce phénomène comme notre corps est plongé dans l'atmosphère terrestre. Aussi échappe-t-il à notre conscience. De là cette erreur colossale qu'il est possible de produire sans capital. Mais il suffit de l'analyse la plus superficielle pour comprendre que cela n'est pas. Ce qui vient encore obscurcir ce phénomène c'est l'argent. Comme on est à même dans nos sociétés de se procurer tout ce que l'on désire au moyen de l'or, il se forme dans les cerveaux une association extrêmement puissante entre l'idée de capital et l'idée de monnaie. Pour plusieurs esprits cette notion est absolument identique : le capitaliste est celui qui possède des métaux précieux. D'autre part, comme on voit fort souvent la production s'opérer sans l'intervention de la monnaie, on tombe dans la grossière erreur de croire que la production est possible sans capital. Comprenant mal l'essence des phénomènes économiques, des hommes très célèbres et qui se posent en tribuns du peuple viennent déclarer sérieusement que la production capitaliste est seulement une phase transitoire de l'humanité : la phase bourgeoise qui caractérise la période allant du XVIIe au XXe siècle. Dès que l'économie politique, exposée par des méthodes positives, sera bien comprise, de pareilles aberrations ne pourront pas durer une seule minute. En réalité la production, toujours et partout, a été capitaliste, aussi bien chez les sauvages de l'époque paléolitique que de nos jours à l'usine Krupp et au Creusot. Seulement le capital employé par les sauvages ne frappe pas les yeux des gens ignorants, tandis que les capitaux de Krupp et du Creusot frappent les yeux des plus aveugles. Mais il faut absolument se débarrasser de l'erreur enfan-

tine qui consiste à déclarer inexistant ce que nos sens grossiers ne peuvent pas apercevoir. Une conception de l'univers faite à l'échelle humaine est subjective et partant fausse. On a dit que la production capitaliste n'a pas existé dans le monde ancien, qu'elle n'était pas pratiquée à Athènes au temps de Périclès et à Rome au temps de Caton. Ce sont de pures erreurs de perspective. Les gens qui connaissent mal l'histoire de l'antiquité soutiennent de pareilles propositions ; ceux qui la connaissent y renoncent immédiatement. Non seulement la production était capitaliste à Athènes et à Rome (le contraire est impossible), mais le *prêt* même du capital s'y pratiquait sur une large échelle.

En résumé, l'idée, le capital et le travail sont les trois facteurs naturels de la production et chacun d'eux est aussi indispensable que les deux autres.

LIVRE II

L'ACCÉLÉRATION DE L'ADAPTATION

CHAPITRE IV

CONSIDÉRATIONS PSYCHOLOGIQUES

I

L'équilibre entre l'organisme et le milieu ambiant est la condition même de la vie. Cet équilibre s'appelle d'un autre nom l'adaptation au milieu. L'amoindrissement de cet équilibre est la douleur, son accroissement la jouissance. « La douleur, dit M. Ribot[1], révèle un conflit de l'organisme avec les forces extérieures, un manque d'adaptation. » Le corps humain est constitué de façon à pouvoir vivre dans un pays de température modérée. Sitôt que l'air devient trop chaud ou trop froid, il y a souffrance; sitôt, au contraire, que d'une température extrême, soit dans un sens, soit dans l'autre, on passe à la température modérée requise par notre organisme, il y a jouissance.

La nature est une. Aussi les phénomènes les plus complexes sont contenus en germe dans les plus simples. Le phénomène de l'adaptation au milieu commence à l'origine de la vie, mais lorsque dans un être vivant les organes psychiques se surajoutent aux organes de la vie végétative, l'adaptation psychique se surajoute aussi à l'adaptation purement biologique. Or l'adaptation psychique est une concordance entre le monde externe et son image

1. *La Psychologie des sentiments*. Paris, F. Alcan, 1896, p. 76.

interne dans nos centres nerveux. « L'activité du cerveau se traduit par des combinaisons de toute nature qui ne sont autre chose que d'incessantes adaptations », dit M. Waxweiler[1]. Le macrocosme et le microcosme sont deux centres de forces qui luttent entre elles. Quand il y a discordance entre les mouvements de l'un et les mouvements de l'autre, les forces s'opposent et se neutralisent et la somme d'énergie diminue. Si, au contraire, les mouvements se conjuguent et s'harmonisent, il y a accroissement d'énergie. Mais dire que les mouvements du macrocosme et du microcosme s'harmonisent, c'est dire, en d'autres termes, que l'adaptation de l'individu au milieu devient plus complète. D'après les lois universelles de la nature deux forces opposées et contraires tendent à l'équilibre et l'équilibre, étant la suppression des oppositions, aboutit à une accélération, à une intensification du mouvement. Par suite, tout être vivant tend à s'équilibrer avec son milieu, donc à intensifier ses mouvements vitaux ou, au point de vue psychologique, à avoir le maximum de jouissance. Cette vérité connue depuis longtemps est exprimée par la phrase que tout être vivant recherche le plaisir et fuit la douleur.

L'équilibre complet entre le cerveau et l'univers ambiant serait obtenu lorsqu'il y aurait concordance complète entre le monde externe et son image interne. Pour cela il faudrait que *tous* les phénomènes affectassent notre cerveau. Nous aurions alors l'omniscience. Mais cela est impossible parce que nos centres nerveux ne peuvent percevoir, à la fois, qu'un nombre limité de sensations externes. Si l'on veut multiplier le nombre de ces sensations (ce qui se ramène en dernière analyse à une connaissance plus étendue du monde extérieur), il faut les recevoir successivement. Mais alors, plus le temps nécessaire pour recevoir chaque sensation sera court, plus l'organisme pourra rece-

1. *Esquisse d'une sociologie*. Bruxelles, Misch et Thron, 1906, p. 21.

voir de sensations dans une période donnée. D'où la conclusion générale que l'adaptation au milieu (donc la jouissance) est en fonction du temps. Moins il faut de temps pour recevoir une information du monde extérieur, plus complet est l'équilibre entre le microcosme et le macrocosme ou, en d'autres termes, plus parfaite est l'adaptation entre l'individu et le milieu.

La vie n'est possible que par une action du monde extérieur sur l'organisme et une réaction de l'organisme sur le monde extérieur. L'action du dehors au dedans est l'adaptation passive; l'action du dedans au dehors est l'adaptation active. Cette dernière se présente, au point de vue psychique, sous l'aspect de l'idéal et de l'invention, au point de vue économique, sous l'aspect de la production. Dans les deux cas, dans l'adaptation active, comme dans l'adaptation passive, le maximum de jouissance est produit par la suppression du temps. Si nous pouvons apprendre une chose en une minute, au lieu de deux, nous vivons avec plus d'intensité dans le premier cas que dans le second (accélération de l'adaptation passive). D'autre part, si nous pouvons enseigner une vérité en une minute au lieu de deux, nous vivons également avec plus d'intensité (accélération de l'adaptation active).

Ainsi donc en vertu de la loi universelle que les forces contraires tendent à l'équilibre [1], l'être vivant est poussé à adapter le milieu à ses convenances et à l'adapter dans le temps le plus court possible. Le premier phénomène de l'économie politique est donc la production, c'est-à-dire l'adaptation du milieu, le second l'*accélération de l'adaptation*.

1. Le mot *équilibre* ne signifie nullement suppression du mouvement, mais constance des trajectoires. La suppression du mouvement est une abstraction, puisque matière et mouvement ne font qu'un. Loin que l'équilibre signifie cessation de mouvement, il peut, au contraire, signifier accélération de mouvement. Le système solaire est de nos jours en état d'équilibre, puisque les planètes parcourent des trajectoires régulières dans des temps égaux. Cela n'empêche pas tous les corps du système solaire d'être animés de mouvements vertigineux.

Je viens de dire que si nous pouvons apprendre et enseigner une chose en une minute au lieu de deux nous avons plus de jouissance. Oui, mais à une condition, c'est que nous soyons conscients de cette différence. La jouissance n'est possible que par la perception d'une différence. Quand le vent souffle au dehors en hiver et que nous sommes assis chaudement au coin du feu, nous éprouvons une jouissance parce que nous comparons la condition au dehors avec la condition à l'intérieur de notre appartement. L'adaptation du milieu est la condition de la vie et son accélération est la jouissance. Mais pour être ressentie comme telle il faut la discrimination, la possibilité de comparer l'état antécédent à l'état conséquent. Si un homme remue deux mètres cubes de terre par jour au moyen d'une pioche et d'une pelle et ensuite dix mètres cubes au moyen d'une drague, la deuxième opération ne lui procurera de jouissance que s'il peut la comparer à la première et être conscient du progrès accompli (ou en d'autres termes du temps économisé). Car, s'il oublie l'opération avec la pioche, celle de la drague lui paraît conforme à la nature des choses : elle cesse d'affecter sa conscience, elle reste indifférente et ne procure aucune jouissance. Il ne suffit pas d'être riche, il faut, le lendemain, l'être un peu plus que la veille. Alors seulement on peut considérer la vie avec satisfaction. La jouissance, pratiquement parlant, ne vient que de l'*accroissement* de la richesse et de la comparaison entre ce qui est et ce qui fut[1].

II

Les phénomènes économiques s'encadrent donc dans les

1. A un certain point de vue on peut dire que le bonheur est en raison directe de la connaissance du passé. Le meilleur moyen de combattre les révolutionnaires de nos jours serait de leur montrer les conditions des classes deshéritées au moyen âge et même dans les temps modernes. Les historiens feraient une œuvre utile et humanitaire en nous parlant de ces sujets, au lieu de se borner seulement à nous faire connaître la vie des rois et leurs hauts faits militaires.

catégories de l'espace et du temps. La production, comme je l'ai montré plus haut, est un déplacement dans l'espace, le progrès, une suppression du temps ou, si l'on veut, une accélération de l'adaptation. Cette vérité est reconnue depuis longtemps mais sous une forme un peu différente et qui n'est pas suffisamment précise. On a dit que tout progrès consistait dans la diminution de l'*effort*. L'économie politique serait précisément la science enseignant à *économiser* l'effort. Il y a certainement une grande part de vérité dans cette matière de voir, mais elle contient aussi une part d'erreur, qu'il est bon d'éliminer.

Nous n'avons pas d'instrument pour mesurer l'intensité de l'effort. Assurément, dans certaines circonstances, nous avons conscience de donner un puissant coup de collier. Mais nous manquons d'un dynamomètre psychique pour traduire cet effort en chiffres exacts. Par suite, l'homme apprécie les efforts moins par leur énergie que par leur durée. S'il a fallu beaucoup de temps pour produire un objet ou pour découvrir une vérité, on dit que cette production et cette découverte ont exigé beaucoup d'efforts. Si, au contraire, une découverte naît spontanément dans le cerveau, comme son éclosion a demandé un temps très court, on dit qu'elle a été accomplie sans aucune peine. L'effort, l'énergie, la jouissance et la souffrance se ramènent, en dernière analyse, à la catégorie du temps. Toute accélération de la production est une économie d'effort et une jouissance, tout ralentissement de la production un gaspillage et une souffrance. Si l'homme pouvait transformer son milieu instantanément, s'il pouvait supprimer le temps, il aurait la toute-puissance, il serait un dieu.

Pourquoi toute jouissance consiste-t-elle dans la suppression du temps? Une explication philosophique est possible. Le temps et l'espace sont les deux catégories subjectives de notre esprit qui *déforment* notre image du monde extérieur. Nous ne pouvons nous représenter l'univers que dans le cadre de ces deux catégories. Et cepen-

dant il est facile de comprendre que le temps est une illusion interne de notre esprit sans aucune réalité objective. Dans la nature il y a seulement des successions de phénomènes, mais il n'y a pas de temps. Tous les phénomènes sont, les uns par rapport aux autres, tantôt antécédents, tantôt subséquents. Ils forment comme un cercle sur lequel aucun point ne peut être considéré comme initial. Or pour obtenir l'idée du temps, il faut précisément un point initial. Mais ce point ne peut être que le *moi* de la conscience. Ce qui était avant moi est le passé, ce qui sera après moi est le futur. La notion du temps est impossible sans cette division en passé et en avenir, mais cette division n'existe pas dans la nature, elle existe uniquement dans notre esprit. L'époque où la nébuleuse solaire a commencé à se former marque le commencement de la création *pour nous*, mais non pour l'univers qui était composé alors, comme maintenant, de systèmes stellaires à toutes les phases possibles de l'évolution. L'univers n'était pas alors d'une seule seconde plus vieux ou plus jeune que de nos jours, parce que chaque seconde de la durée marque aussi bien le commencement que la fin des temps.

Nous aurions une représentation *exacte* de l'univers si nous pouvions nous débarrasser de l'erreur du temps. Alors il y aurait adaptation complète entre le milieu et nous. Cela est impossible puisque cela impliquerait une passivité absolue de notre organisme qui équivaudrait au non-être. Mais on comprend que toute suppression partielle du temps augmente l'équilibre entre le monde externe et notre moi interne et par conséquent constitue pour nous une adaptation plus complète, c'est-à-dire une jouissance.

Il paraît beaucoup plus difficile de contester la réalité objective de l'espace. Mais, au point de vue des actions humaines, l'espace se ramène à la catégorie du temps. En effet, nous apprécions l'espace par le temps que nous mettons à le parcourir. Si nous pouvions nous transporter partout en zéro temps, nous aurions le don de l'ubiquité et

alors l'espace, même en existant objectivement, n'existerait pas *pour nous*. On dit avec raison que les moyens de transport perfectionnés suppriment l'espace. Mais c'est une manière d'exprimer qu'ils suppriment le temps nécessaire pour parcourir l'espace. Toute suppression de l'espace se ramène à une jouissance, parce qu'elle augmente le nombre de nos impressions. Si j'avais le tapis merveilleux des contes arabes, habitant la Russie, j'irais me promener un soir à Naples, un autre à Paris, un troisième à Nice. La monotonie de ma vie serait diminuée, j'aurais un plus grand nombre de sensations dans un temps égal. Si nous pouvions avoir un nombre de sensations infinies, le temps n'existerait pas pour nous comme je l'ai montré plus haut.

Arrivons aux applications sociales de ces considérations psychologiques. On verra que dans le domaine social également toute jouissance se ramène à une suppression du temps.

Plaçons-nous en premier lieu au point de vue de l'adaptation passive.

Soit un champ dont la terre est légère et fertile et imaginons que ce champ soit arrosé par des pluies suffisantes juste au moment nécessaire. L'homme aura besoin de zéro temps pour adapter ce champ à ses convenances ou, en d'autres termes, pour y faire pousser d'abondantes moissons. Si, au contraire, le champ est rempli de pierres, l'homme devra les enlever; s'il est mal arrosé par les pluies, l'homme devra l'irriguer. Donc il faudra plus de temps pour l'adapter. La jouissance sera plus grande dans le premier cas que dans le second. Généralisons ce cas particulier. Imaginez le globe couvert partout de champs fertiles et bien arrosés. Alors le temps nécessaire pour l'adapter à l'agriculture eût été nul; les besoins alimentaires de l'homme auraient été plus complétement satisfaits, donc il aurait eu plus de jouissance. J'ai déjà montré que l'effort de l'humanité tend à faire du globe un vaste jardin. Mais

plus le globe aurait été cela naturellement, moins il aurait fallu de temps pour le rendre tel, plus l'humanité eût été heureuse.

Au point de vue social toute *qualité* se ramène à la catégorie du temps. Un champ peut donner 30 hectolitres de blé à l'hectare, un autre seulement 10. Pourquoi dit-on que la terre du premier est meilleure que celle du second? Mais simplement parce que le premier fait gagner du temps. La fertilité du premier champ se ramène au fait que 3 hommes, travaillant cent heures, par exemple, auront produit 30 hectolitres de blé, tandis que la stérilité du second se réduit au fait que ces hommes dans le même temps auront produit seulement 10 hectolitres. Donc dans le premier champ il a fallu dix heures par hectolitre et dans le second trente heures.

De même qu'appelle-t-on une *bonne* machine? Celle qui fait gagner du temps. Soit une presse capable d'imprimer 400 exemplaires à l'heure et une autre capable d'en imprimer 60 000. Nous disons que la seconde est meilleure, plus parfaite que la première. De même quand les machines sont mises en train, nous disons qu'elles marchent *bien* s'il ne se produit aucun accroc, aucune interruption pendant le travail, bref si elles ne perdent pas de temps.

La perfection en raison directe de la suppression du temps s'applique aussi aux domaines biologique et politique. Un animal chez lequel l'afflux nerveux arrive plus lentement de la périphérie aux centres nerveux est plus imparfait qu'un autre chez lequel cet afflux arrive plus vite. L'homme capable de comprendre plus rapidement ce qu'on lui explique est plus intelligent que celui qui comprend moins vite. D'autre part, un pays très centralisé et gouverné despotiquement a des institutions imparfaites précisément parce que l'initiative des citoyens y est très limitée, en d'autres mots, parce que les citoyens y perdent beaucoup de temps.

D'une façon générale on peut dire que la civilisation se

ramène à la suppression du temps. Cela à plusieurs points de vue.

La civilisation équivaut au progrès des lumières. Mais l'homme éclairé est celui dont l'horizon mental est très étendu dans l'espace et dans le temps. Par suite, il peut se former un idéal très élevé. Mais plus l'idéal est élevé, plus il faut de temps pour l'atteindre. Alors on se presse, on ménage les minutes. Quand un homme ne conçoit pas la possibilité de faire un grand nombre d'opérations commerciales dans sa journée, il n'hésite pas à se livrer à de longues négociations pour la vente et l'achat d'articles peu importants. De là ces marchandages interminables que l'on observe chez les barbares. Mais le civilisé voit la possibilité d'étendre le champ de son activité sur toute l'étendue du globe. Alors il tâche de réduire au minimum possible le temps nécessaire pour chacune de ses opérations. Cette réduction marque comme l'étiage d'une civilisation. Les Anglais qui se sont mis à la tête du mouvement économique ont inventé le dicton *Time is money*.

On peut encore identifier la civilisation et l'économie de temps à un autre point de vue. Chez les sauvages et les barbares le nombre des jouissances possibles est des plus restreints. Aussi voyons-nous les individus passer de longues heures et de longues journées dans une inaction complète. Plus l'organisation sociale évolue, plus le nombre des jouissances augmente. L'éclat de la civilisation est en raison directe de la possibilité de jouissance. Un Parisien peut entendre le matin un professeur à la Sorbonne, puis aller à un concert, ensuite il peut faire une promenade au Bois de Boulogne et le soir se rendre encore au bal ou au spectacle. Bref, les plaisirs du Parisien sont innombrables. C'est à cause de cela que Paris est un très grand centre de civilisation. Mais on comprend que plus la vie est intense, c'est-à-dire plus le nombre des impressions agréables venant du dehors peut être élevé; plus le temps à donner à chacune d'elles doit être limité. Alors l'homme est poussé à

raccourcir autant que faire se peut le temps consacré aux besognes purement négatives, aux besognes qui ne procurent pas de plaisir, mais seulement la possibilité d'avoir du plaisir, c'est-à-dire à la production économique qui est un moyen et non un but. A ce point de vue on peut affirmer aussi que la suppression du temps se ramène à la jouissance.

Enfin, s'il m'est permis pour un instant de sortir du cadre de ce travail, je dirai que la suprême jouissance psychique, l'extase, qu'elle soit amenée par la religion ou par l'amour, se réduit à la perte momentanée de la notion du temps. Les croyants abîmés dans leurs visions mystiques, les amants enivrés par leur passion oublient complètement la fuite des heures.

En résumé, tout l'effort du genre humain depuis la plus haute antiquité tend *à adapter la planète à ses convenances dans le temps le plus court possible*, ce qui peut s'exprimer sous la forme usuelle en disant que tout l'effort de l'humanité tend à produire le plus possible avec la plus grande économie possible.

CHAPITRE V

L'ACCÉLÉRATION PAR L'OUTILLAGE

I

D'une façon générale l'accélération, comme l'adaptation elle-même, a pour point de départ une idée. Pour produire, il faut nécessairement se représenter un état de choses non existant que l'on cherche à réaliser. De même pour accélérer la production, on doit commencer d'abord par se représenter un mode de travail plus rapide que celui qui était précédemment en usage. Il faut donc avoir une idée nouvelle ou, à proprement parler, faire une invention. L'invention est la source de toute accélération. Mais l'invention est l'établissement d'un rapport nouveau entre le monde externe et l'individu. Un homme observe les objets environnants : il peut lui venir à l'idée qu'il est possible d'exercer une action plus efficace sur eux s'il s'y prend autrement que ses devanciers. Cette action des objets extérieurs sur les centres nerveux est précisément la découverte de la vérité ou, au point de vue psychologique, l'adaptation passive. On peut observer ici comment les phénomènes naturels se suivent sans solution de continuité. L'adaptation passive est la cause directe de l'adaptation active. L'action du dehors sur les centres nerveux (découverte de la vérité, connaissance) est suivie par la réaction des centres nerveux sur le monde externe, qui est la production.

L'invention, ayant pour but l'accélération, se divise, dès le premier moment, en deux grandes branches princi-

pales : si elle s'applique aux choses, elle prend le nom d'outillage; si elle s'applique aux hommes, elle prend le nom d'*organisation*.

Dès la plus haute antiquité l'homme a vu la possibilité d'accélérer la transformation du milieu à l'aide de certains objets naturels qui se trouvaient à sa portée. Ces objets sont devenus les instruments ou les outils. L'outillage a même devancé l'espèce humaine. Certains singes semblent savoir employer des branches d'arbre comme leviers et il est fort probable que le *pithecanthropus erectus*, dont notre espèce est provenue, en savait faire autant.

L'instrument a commencé par être formé d'objets tirés directement de la nature. Puis ces objets ont été transformés et modifiés pour les besoins des hommes. En partant de la hache en silex qui constituait l'unique outil de nos ancêtres de l'âge quaternaire et en arrivant aux machines électriques les plus perfectionnées de notre temps, nous voyons que l'outillage a réalisé des progrès énormes. Mais la trajectoire suivie par ces progrès a toujours tendu à la suppression du temps.

Considérons une invention très ancienne. Lorsque les hommes se mirent à pratiquer l'agriculture, ils commencèrent, fort probablement, par se servir de bêches pour remuer la terre. Un jour l'idée vint à quelqu'un qu'en donnant une forme particulière à cette bêche et en la faisant traîner par un animal, on remuerait la terre beaucoup plus vite. La charrue était inventée. Ainsi d'invention en invention nous sommes allés de l'instrument unique de nos ancêtres sauvages à l'outillage prodigieux de notre civilisation moderne. Chaque perfectionnement n'a eu d'autre but que de faire gagner du temps. Même nos hideux canons modernes n'en ont pas d'autre. Tous les jours on en invente de nouveaux qui peuvent tirer un plus grand nombre de coups, donc tuer un plus grand nombre d'hommes dans un temps égal.

Assurément la suppression du temps n'était pas toujours

le but *consciemment* poursuivi par l'inventeur. Celui-ci pouvait avoir surtout en vue une diminution d'effort ou une diminution de peine. Mais, consciente ou inconsciente, chaque invention d'un instrument nouveau tendait à une suppression de temps.

Il est à peine besoin de donner des exemples. La locomotive de Stephenson marchait plus vite que les chevaux ; la locomotive moderne marche deux fois plus vite que celle de Stephenson, et les locomotives électriques de demain atteindront probablement des vitesses de 200 kilomètres qui permettront d'aller de Paris à Vienne en huit heures au lieu de vingt-quatre.

Si nous analysons maintenant d'une façon plus précise la confection de l'outil, nous voyons, de nouveau, qu'elle comporte le point de vue actif et le point de vue passif. L'accélération par l'outillage est obtenue, d'une part, par l'action de l'homme sur les objets extérieurs et, de l'autre, par la conduite de l'homme lui-même. L'action de l'homme sur les objets se manifeste par la forme qu'il leur imprime : par exemple, la bêche recourbée d'une façon spéciale pour faire un soc de charrue. Ici l'invention s'applique directement aux choses. Mais l'homme peut aussi découvrir qu'en se conduisant d'une certaine façon plutôt que d'une autre il peut aussi accélérer la production. La plus importante découverte faite dans cet ordre d'idées est celle de l'économie de temps obtenue par l'homogénéité des tâches. Quand un courant nerveux suit la même direction dans l'organisme, il s'accélère. Par suite, si l'on répète le même geste, il s'accomplit de plus en plus vite. L'homme s'est aperçu très tôt qu'en remplissant successivement des tâches homogènes il arriverait plus rapidement au but désiré qu'en accomplissant simultanément des tâches hétérogènes. Prenons l'exemple le plus vulgaire. On coupe plus vite un livre en séparant d'abord toutes les tranches supérieures et puis toutes les tranches latérales qu'en coupant successivement la tranche supérieure et la tranche latérale de chaque

feuille. La division des tâches peut être pratiquée par une seule personne. Elle est le germe de l'organisation. Elle commence encore dans la phase individuelle, elle est présociale si l'on peut s'exprimer ainsi. Mais l'organisation, exactement comme l'outillage, sort de l'invention, car il faut aussi bien inventer une manière d'agir plus rapide que l'ancienne, qu'une nouvelle forme d'instrument. On verra plus loin que l'organisation est un facteur d'accélération non moins efficace que l'outillage.

Les résultats produits par l'outillage ont été appréciés depuis longtemps à leur juste valeur par les économistes. Mais ceux-ci ont considéré les faits seulement au point de vue dynamique et ne sont pas allés plus loin. Ainsi M. Paul Leroy-Beaulieu dans son grand Traité d'Économie politique dit, par exemple, qu'il y avait en France, en 1888, 71 501 machines à vapeur pouvant développer une force de 4 800 000 chevaux. « En les multipliant par 20, puisqu'il est admis que chaque cheval-vapeur équivaut à vingt hommes comme puissance, on a une force qui représente 96 millions d'hommes. Ainsi chacun des 10 millions de travailleurs en chair et en os formant la partie masculine actuelle de la population française aurait à son service, en moyenne, près de dix esclaves de fer et d'acier[1]. » Cette considération montre, en effet, l'immense importance de l'outillage. Mais la possession des esclaves n'est qu'un moyen. Il faut aller plus loin et considérer l'action de ces esclaves. Quelle qu'elle soit, elle se ramène à une transformation du milieu. La possession des machines à vapeur signifie, en dernière analyse, que 10 millions de Français, grâce à elles, peuvent opérer autant de transformations que 100 millions non pourvus de machines. Mais il va sans dire qu'il faut ajouter *dans un temps égal*. Car si le Français, aidé de ses machines, peut faire un travail égal à celui

1. *Traité d'Économie politique*. Paris, Guillaumin, 1896, tome Ier, p. 496.

de dix hommes dans un temps dix fois plus long, il n'y a aucun bénéfice pour lui. Cette remarque sur le temps est tellement dans l'ordre des choses qu'elle va de soi et qu'elle n'a même pas besoin d'être exprimée. Aussi M. Leroy-Beaulieu néglige-t-il d'en parler. Mais alors, dire que le Français, grâce aux machines, peut faire le travail de dix hommes dans le même temps, revient à dire que chacun de ses travaux lui prend dix fois moins de temps que s'il n'avait pas de machines. Donc l'outillage se ramène à une suppression de temps.

Les traités de mécanique disent que l'homme peut développer une force de 5 kilogrammètres par seconde. Théoriquement parlant, il faut donc à un homme un cinquième de seconde pour élever un kilogramme à un mètre. Mais grâce à une grue hydraulique un seul ouvrier peut élever 20 tonnes à un mètre en moins de deux secondes. Cela fait donc que l'élévation d'un kilogramme à un mètre demande à cet ouvrier non pas un cinquième de seconde, mais un dix-millième de seconde.

Généralisons ce point de vue dynamique. Un statisticien anglais, M. Mulhall, a calculé qu'étant donné l'outillage possédé par les différentes nations, on pouvait ramener leur puissance en pieds-tonnes aux chiffres suivants[1] :

États-Unis	1940
Grande-Bretagne	1470
Allemagne	922
France	910
Italie	380

Si ces chiffres sont exacts, il revient à affirmer que les Américains, grâce à leur outillage, peuvent opérer la transformation du milieu dans un temps deux fois plus court que les Français et six fois plus court que les Italiens.

En résumé, il est assurément correct de représenter les

1. Voir la *Revue scientifique* de l'année 1896, tome Ier, p. 719.

phénomènes économiques au point de vue dynamique, mais c'est s'arrêter à mi-chemin. Dire qu'un homme, pouvant d'abord développer une puissance de 150 000 kilogrammètres par journée de travail avec ses seuls muscles, a pu ensuite en développer 1 500 000 dans le même laps de temps par l'emploi des machines, ne suffit pas. Mais dire qu'une transformation, exigeant auparavant dix heures, n'en a plus exigé ensuite qu'une seule, grâce aux machines, c'est exposer le phénomène économique jusqu'au bout. L'homme qui disposerait d'une force infinie pourrait transformer le monde selon ses désirs en zéro temps. Il aurait l'omnipotence. Le point de vue dynamique et le point de vue psychologique se fondent l'un dans l'autre, c'est incontestable. Mais le point de vue dynamique est abstrait et ne parle pas à l'imagination, tandis que le point de vue psychologique est parfaitement clair.

Pendant que j'écris ces lignes, un appareil automatique arrose les gazons dans mon jardin. S'il pleuvait assez souvent dans le pays que j'habite, cet appareil eût été inutile et il n'aurait pas été fabriqué. Mais la pluie étant rare, cet appareil fait artificiellement ce qui n'existe pas naturellement : une pluie quotidienne. Il modifie le climat sur un certain espace limité. Si cet appareil automatique n'avait pas été inventé, un homme aurait dû arroser à la lance. Maintenant cet homme fait autre chose. En sorte que dans le même laps de temps, au lieu d'avoir seulement mon jardin arrosé, j'ai aussi mes allées ratissées et mes fleurs soignées. Le jour où nous aurons des outils pour tout faire, la terre sera complétement arrangée conformément à nos désirs et, plus nos instruments seront parfaits, plus cet arrangement sera rapide.

Je viens de montrer le rôle de l'outil. Je dois dire maintenant un mot sur l'outil lui-même. Quels objets méritent précisément ce nom ? Quelle différence y a-t-il entre l'adaptation du milieu et l'outillage ? Une maison est-elle un

outil ou une adaptation du milieu? De même une route ou un canal[1].

Il faut dire d'abord que dans le domaine des sciences sociales les définitions précises sont parfois impossibles. D'ailleurs tout se fond dans la nature et dans la société. On passe insensiblement d'un phénomène à l'autre sans aucune transition tranchée. D'autre part, je dois répéter ici ce que j'ai dit sur le capital. Un objet devient capital par position. De même un objet peut être successivement une source de jouissance (c'est-à-dire une adaptation du milieu), ou être un outil *par position*. Un individu possède une maison et l'habite. Elle lui sert à le préserver de l'intempérie des saisons. Elle a donc un but en elle-même. Mais le lendemain le propriétaire la transforme en atelier pour la confection d'un article quelconque. Alors la maison n'a plus de but en elle-même. Elle devient un moyen, un instrument à l'égal d'une machine motrice ou d'un métier à tisser. De même une route peut être considérée par les uns comme une adaptation du milieu (comme une source de plus grand agrément de la vie) par les autres comme un instrument si elle sert au transport d'un minerai qui est travaillé par une fabrique. On comprend qu'il est impossible de déterminer nettement quels objets sont des outils et quels autres ne le sont pas. Mais d'une façon générale on peut appeler outil toute chose façonnée par l'homme en vue de l'aider à accélérer l'adaptation du milieu naturel.

Il va sans dire que le lien entre le but dernier, l'adaptation de la planète, et l'instrument peut être si lointain qu'il peut ne plus être perçu. On peut se demander, par exemple, ce qu'il y a de commun entre un atelier fabriquant des machines à relier les livres et l'adaptation du milieu. Ces deux actions sont placées à une si grande distance l'une de l'autre qu'on ne distingue plus le joint qui

1. Voir plus haut, page 20.

les réunit. Cependant il existe et, pour peu qu'on se donne la peine d'analyser les choses de près, on ne tarde pas à le découvrir. La science est ce qui nous permet d'adapter le milieu dans le temps le plus court. La science est consignée dans les livres. Pour pouvoir servir longtemps, ceux-ci doivent être reliés. Cette besogne s'opère plus rapidement si on emploie des machines spéciales. Donc celui qui les fabrique contribue, d'une façon indirecte, à adapter la planète aux convenances des hommes, mais d'une façon si indirecte que le lien entre les deux actions semble ne pas exister. Cet exemple peut servir à tous les autres cas semblables. Seulement il faut prendre en considération qu'il ne suffit pas de modifier le milieu physique, il faut aussi modifier le milieu humain. Ainsi de nos jours la guerre sévit en permanence sur le globe terrestre. Naturellement les forces consacrées à la guerre sont détournées de la production économique. Si l'on pouvait amener les hommes à ne pas se combattre, une plus grande somme d'efforts pourrait être consacrée à l'adaptation de la planète, qui de cette façon avancerait beaucoup plus vite. Pour opérer cette accélération, il faut agir sur les hommes, et pour atteindre ce but il faut également se servir d'instruments (machines fabriquant le papier, presses, télégraphes, etc.). Ce genre d'outillage s'éloigne encore plus de celui qui sert à l'adaptation directe. Il s'y rattache cependant, car l'action sur les hommes est un circuit pour arriver, en définitive, à l'action sur la terre.

II

Le lecteur pense bien qu'il m'est impossible de tracer une esquisse même superficielle des progrès de l'outillage humain. Depuis la hache paléolithique jusqu'à nos presses rotatives modernes, on passe par une série d'inventions discontinues. Tenter d'en donner une liste, si brève fût-elle, serait refaire l'histoire de la civilisation. Je veux me

contenter de quelques exemples montrant dans quelle mesure les outils ont contribué à la suppression du temps.

Il faut remarquer cependant que l'outillage humain monte pour ainsi dire les degrés de complexité passant du carré au cube et ensuite à la quatrième puissance. Ainsi il y a des outils fabriqués pour le travail direct de la terre. Puis il y a des outils pour fabriquer des outils; des machines pour fabriquer ces outils et ainsi de suite. Une locomotive transportant le minerai pour les hauts fourneaux d'une usine métallurgique est un instrument du cinquième ou du sixième degré. Il faut considérer encore que tous les outils se rendent des services mutuels : les locomotives transportent le minerai aux usines métallurgiques et celles-ci, à leur tour, confectionnent ces mêmes locomotives.

Après ces considérations, passons aux exemples de suppression du temps par les machines.

Des calculs très exacts, faits par des spécialistes, montrent que le labour d'un hectare de terre prend quatre-vingts jours à la bêche et deux jours et demi seulement avec une charrue attelée de chevaux. Naturellement il en faudra encore moins avec une charrue électrique. La récolte d'un hectare de blé à la sape prend trois jours et un tiers et seulement un cinquième de jour avec une moissonneuse-lieuse. En 1854, en Amérique, il fallait quatre heures trente-quatre minutes pour produire un boisseau de maïs ; en 1900, il ne fallait plus que trente-quatre minutes, soit huit fois moins. Pour le blé, les proportions sont trois heures trois minutes et dix minutes, soit une vitesse dix-huit fois plus grande. Aux États-Unis, un homme peut produire assez de blé pour nourrir 250 individus; dans les pays arriérés de l'Europe, un homme peut en produire seulement de quoi en nourrir 30. Un travailleur aux États-Unis produit autant de blé que trois travailleurs en Angleterre, quatre en France, cinq en Allemagne, grâce à son outillage plus perfectionné. Naturellement, quand l'agriculteur américain nourrit 250 individus, il leur donne la faculté de s'occuper

à d'autres besognes et libère ainsi 249 personnes des besognes agricoles. L'agriculteur européen n'en délivre que 29. Admettons un instant que dans tous les genres la proportion entre le travail américain et le travail européen soit la même. Dans ce cas 250 Américains pourront se livrer à 250 tâches différentes, tandis que 250 Européens ne pourront se livrer qu'à 30 tâches. C'est dire que chaque tâche en Amérique sera accomplie en huit fois moins de temps qu'en Europe.

De l'agriculture passons à l'industrie extractive. On a inventé, il y a quelques années, des machines spéciales pour les houillères : les haveuses. Elles sont mues à l'électricité. Grâce à elles, l'extraction d'une tonne de charbon, qui exigeait auparavant trois cent quatre-vingt-sept heures, n'en exige plus que cent quatre-vingt-onze. Les industries métallurgiques ne restent pas en arrière des industries extractives. En 1851, les hauts fourneaux produisaient de 25 à 30 tonnes de fonte en vingt-quatre heures ; en 1896, ils en produisaient 480 aux usines de Carnegie à Pittsburg, en Pensylvanie. Depuis lors ce chiffre a été encore dépassé, il atteint 600 tonnes. Ainsi en quarante-cinq ans seulement, grâce aux nouvelles inventions, la production de la fonte a pu se faire *vingt fois* plus vite.

Dans la maison de Pénélope, il y avait 36 habitants dont 12 s'occupaient à moudre le blé. Aujourd'hui dans les moulins les plus perfectionnés un seul ouvrier peut moudre 4600 kilogrammes de blé par heure, tandis que l'esclave antique n'en pouvait moudre que 7. Ainsi, de nos jours, un ouvrier mout la farine pour 92000 personnes, tandis que dans la maison de Pénélope c'était seulement pour 3 personnes.

Dans les diverses industries modernes l'accélération du travail est parfois prodigieuse. On pourrait en donner d'innombrables exemples qu'il serait fastidieux de multiplier. En voici quelques-uns cependant qui sont fort intéressants. Grâce à une machine, inventée par un Améri-

cain, les œillets de laçage des corsets se posent dix fois plus vite qu'autrefois. Maintenant une nouvelle invention accélère encore la besogne de cinq fois, soit en tout de cinquante fois sur les procédés anciens. On a trouvé dernièrement un nouveau système de guipage des fils électriques qui, au lieu de faire de 60 à 100 mètres à l'heure, en fait plus de 1 000. Un seul ouvrier peut maintenant livrer 70 mètres de papier de journal par minute. Et encore cet ouvrier ne fait rien, il surveille seulement la marche de la machine. On sait quel immense progrès l'imprimerie a réalisé sur le travail des copistes. Mais, de nos jours, on a parcouru, par rapport aux presses existant il y a un siècle à peine, la même distance qu'entre celles-ci et le travail des copistes. Il y a une vingtaine d'années on a inventé diverses machines à composer qui travaillent *six* fois plus vite que les compositeurs à la main. On connaît aussi, dans la même industrie, l'énorme perfectionnement opéré par les presses rotatives. Tandis qu'avec les anciennes presses on pouvait imprimer de 400 à 500 feuilles par heure, aujourd'hui on en imprime 72 000. On a parlé dernièrement d'un procédé de reproduction des imprimés par les rayons Rœntgen, qui aurait donné la possibilité à un seul individu de faire près de 10 000 copies par heure.

S'il était possible de calculer le temps économisé par les machines dans toutes les branches de l'activité humaine, on aurait, en raccourci, la formule du progrès réalisé par notre espèce. Naturellement cette somme est impossible à donner dans l'état de nos connaissances. Cependant on peut citer des chiffres se rapportant à quelques branches spéciales. On a établi que ce qui exige aujourd'hui le travail d'un ouvrier aurait exigé il y a cent ans à peine [1] :

Dans la cordonnerie	5 ouvriers.
— la chapellerie.	6 —

1. Voir Seignobos. *Histoire politique de l'Europe contemporaine*. Paris, A. Colin, 1897, p. 646.

Dans le tissage	30 ouvriers.	
— l'imprimerie	100	—
— la filature	1100	—

Il me reste à parler d'un dernier ordre d'accélération qui, bien que basé, en partie, sur l'outillage, use aussi d'un autre moyen qui est le *procédé*.

En 1890, les manipulations pratiquées au Transvaal permettaient de récupérer seulement 55 p. 100 de l'or contenu dans le minerai. Maintenant, grâce à une nouvelle machine, le tubemill, mais aussi grâce à de nouveaux procédés chimiques, on est arrivé à extraire 90 p. 100 et on espère bientôt arriver à 100. En d'autres termes, pour avoir maintenant la même quantité d'or, il faudra tirer du sein de la terre la moitié du minerai nécessaire il y a dix-sept ans. Comme cela prendra moins de temps, les nouveaux procédés équivalent à supprimer le temps dans une certaine mesure.

Il en est de même des nouveaux procédés permettant d'obtenir un plus grand rendement de la betterave. Ils se réduisent à supprimer le temps, puisqu'ils permettent d'ensemencer moins de champs pour avoir le même poids de sucre [1].

Un chimiste allemand a découvert il y a quelques années le moyen d'enlever l'encre d'imprimerie du vieux papier. Grâce à ce procédé nouveau, des millions de tonnes de journaux et de livres, qui étaient auparavant détruits et brûlés, peuvent être retransformées en papier. Par suite, pour en fabriquer la même quantité, il faudra récolter moins d'alfa ou couper moins de forêts. Cela se ramène encore à une suppression de temps.

Le fait du papier peut être généralisé. De nombreuses découvertes modernes ont permis l'emploi très lucratif de déchets dont il fallait autrefois se débarrasser à grand prix.

1. Ceci est encore un genre d'adaptation. Les procédés plus parfaits d'extraction équivalent à la production d'une betterave plus riche en sucre, en d'autres termes, à une transformation de la flore terrestre selon les convenances de l'homme.

La suppression du temps, par l'outillage et les procédés, ne se limite pas au domaine de l'économie politique. Il s'étend au domaine de la sociologie et de la psychologie. Un très grand nombre de réformes sociales se ramènent à des économies de temps. Ainsi le fameux acte Torrens n'est autre chose qu'un ensemble de procédés permettant de transférer la propriété foncière d'un individu à un autre aussi promptement que l'on transfère une lettre de change. Dans les pays où l'acte Torrens n'a pas encore été introduit, le transfert de la propriété exige des formalités longues et fastidieuses qui peuvent durer des semaines et des mois. Avec l'acte Torrens, le transfert se fait en quelques minutes. Inutile de m'étendre sur ce sujet. Le lecteur comprend que tout perfectionnement de l'administration et de la législation se ramène fort souvent à une suppression de temps. Un pays est d'autant plus prospère (toutes choses égales d'ailleurs) que la justice y est plus *prompte*.

Dans le domaine de la psychologie nous trouvons une série d'inventions qui suppriment le temps. Les chiffres arabes rendent la notation plus brève et les opérations arithmétiques plus rapides qu'avec les chiffres romains. L'algèbre remplace les chiffres par les symboles et raccourcit le temps nécessaire pour les calculs. De nombreuses inventions en mathématiques n'ont pas d'autre but : les logarithmes, par exemple, permettent de faire de grandes multiplications par des procédés abrégés. L'écriture phonétique a remplacé l'écriture hiéroglyphique[1]. Le système métrique a été inventé pour abréger les opérations se rapportant aux poids et aux mesures.

Enfin le langage lui-même n'est, au fond, qu'un procédé pour gagner du temps. Les animaux pensent probablement par images. Nous pensons par signes, par symboles. Quand le mot *maison* est prononcé, nous n'avons pas besoin de nous figurer une maison quelconque pour en comprendre

1. L'ancienne écriture hiéroglyphique des Égyptiens avait plus de 3 000 signes. L'alphabet latin en a 24.

le sens. Et précisément l'inutilité d'évoquer une image concrète (qui demande un certain temps) est ce qui nous permet de penser si vite. Le mathématicien fait tous ses calculs avec des A, des B, des X et des Y, sans penser chaque fois aux nombres concrets qui sont symbolisés par ces lettres. De là le gain de temps produit par l'algèbre. Le mot est un symbole comme les A et les X des mathématiciens. Les mots, qui ont été d'abord longs, ont une tendance à se raccourcir de plus en plus pour aboutir au monosyllabisme. L'anglais est la langue la plus avancée sous ce rapport. Il y a une ville en Écosse dont le nom s'écrit Borrowstouness et se prononce Bonès.

Assurément je suis loin d'avoir exposé dans ce chapitre l'ensemble des moyens matériels par lesquels l'homme parvient à accélérer l'adaptation de la planète par l'outillage. J'ai peut-être oublié quelques procédés importants. Mais ce que j'en ai dit suffit à mettre en évidence le processus de l'accélération par l'action sur les *choses*.

Il faut encore considérer l'accélération par l'outillage à un autre point de vue. Avec des instruments primitifs un homme peut fabriquer 600 briques par jour ; mais il peut inventer une machine plus parfaite, qui lui donne la possibilité d'en fabriquer 6 000 dans le même espace de temps. L'idéal serait de trouver une machine qui donnât la possibilité à un seul individu de fabriquer toutes les briques nécessaires pour la consommation annuelle du genre humain. Alors le temps exigé pour la fabrication de chaque brique serait réduit au minimum correspondant au bonheur de notre espèce [1].

On peut généraliser ce fait particulier. Si chaque homme pouvait produire à lui seul un article quelconque en quantité suffisante pour notre espèce, notre espèce aurait à sa disposition, chaque année, 1 200 000 000 d'objets de jouis-

1. Si un homme pouvait fabriquer plus de briques qu'il n'en faut pour l'humanité, le surplus, étant inemployé, serait inutile ; il serait comme s'il n'était pas.

sance[1]. L'économie de temps serait alors la plus grande possible et la richesse du genre humain atteindrait le point culminant.

Cet idéal est naturellement irréalisable, mais c'est vers lui qu'on tend constamment. Les progrès de l'outillage ont pour but de diminuer le nombre d'hommes indispensables pour accomplir chaque service. Par suite, les individus libérés peuvent se consacrer à un autre travail et le nombre des objets de jouissance, versés sur les marchés, va toujours en augmentant. La Société d'Électricité de Paris vient d'installer à Saint-Denis une nouvelle usine pouvant développer trois milliards d'hectowatts par heure. « A peine par-ci par-là dans le vaisseau de cette vaste usine aperçoit-on, perdus dans l'immensité, un homme ou deux qui, silencieusement, tournent une vis ou déplacent une manette... A la salle des chaudières le spectacle n'est pas moins merveilleux. Vous cherchez un chauffeur, il n'y en a pas. Le charbon arrive mécaniquement dans le foyer; il est évacué mécaniquement. Dans la salle d'à côté seulement *un* homme se tient qui surveille une colonne où des disques de couleurs variées indiquent le niveau de l'eau[2] ».

Ainsi dans chaque nouvelle installation on diminue le nombre des ouvriers nécessaires pour produire une tâche donnée. Naturellement cette combinaison n'est avantageuse que s'il y a constamment des entreprises nouvelles (soit imitées des anciennes, soit inédites) qui absorbent immédiatement le surplus de bras restés sans emploi par suite des perfectionnements de l'outillage.

1. Le nombre des hommes, non compris les enfants et les malades, est égal à ce chiffre.

2. Voir la *Revue* du 15 septembre 1907, p. 160.

CHAPITRE VI

L'ACCÉLÉRATION PAR L'ORGANISATION

L'accélération de l'adaptation par l'action sur les hommes donne des résultats encore plus importants que l'action sur les choses. Ce processus, comme je l'ai dit au chapitre précédent, prend le nom d'organisation.

L'organisation, quand on l'analyse à fond, se ramène à la substitution de certains mouvements nouveaux à ceux qui s'accomplissaient auparavant. De même que les plantes et les animaux sont issus d'un organisme élémentaire semblable et qu'aux échelons inférieurs de la vie les domaines de la botanique et de la zoologie se confondent, de même l'outillage et l'organisation procèdent d'un fait primordial semblable et se distinguent assez mal dans les commencements de la vie économique. Ainsi que signifie, en définitive, fabriquer une charrue ? Cela revient à accomplir d'autres mouvements que ceux qui étaient nécessaires pour fabriquer une bêche. Toute invention se ramène à une modification de mouvements. La seule différence initiale entre l'outillage et l'organisation, c'est que pour le premier les modifications de mouvements peuvent ne concerner qu'un seul homme, tandis que pour la seconde elles en concernent plusieurs et deviennent des phénomènes collectifs.

L'organisation procède de l'invention exactement comme l'outillage. Un individu imagine des ensembles de mouvements de groupes humains par suite desquels le but désiré est atteint plus vite que par les mouvements anciens. Quand

les mouvements nouveaux ont remplacé les anciens, l'invention est réalisée. Toutes les modifications de l'organisation, comme toutes celles de l'outillage, tendent à abréger le temps nécessaire pour adapter la planète aux convenances de l'homme. Le nombre des découvertes et des inventions dans le domaine de l'organisation est très grand et il s'est poursuivi sans interruption pendant la période historique. Tous les jours on invente de nouvelles organisations, seulement elles frappent moins les yeux du grand public que les inventions dans le domaine de l'outillage. L'apparition d'un instrument comme le téléphone est connue de tous. Elle affecte vivement la conscience sociale. Au contraire, une nouvelle organisation des ateliers d'une grande usine n'intéresse personne et n'affecte pas la conscience sociale. Cependant il y a des cas où une bonne organisation des ateliers peut contribuer autant à diminuer le temps nécessaire pour la confection d'un article que l'invention d'une machine nouvelle.

Il est incontestable cependant que le nombre des inventions dans le domaine de l'organisation ne peut pas être aussi considérable que dans celui de l'outillage. Dans les pays civilisés on prend plusieurs milliers de brevets tous les ans pour les inventions techniques. Sans aucun doute on n'en pourrait pas prendre un aussi grand nombre pour des inventions dans le domaine de l'organisation.

Le procédé le plus général pour accélérer l'adaptation du milieu est la coopération : se mettre à plusieurs pour accomplir une tâche plus rapidement. Ce procédé avait été déjà trouvé par les animaux ; il n'est donc pas une invention humaine. Il est antérieur à l'époque où nos ancêtres ont pris une forme semblable à celle que nous avons maintenant.

Il faut dire que la coopération n'amène pas seulement une suppression de temps qu'on peut appeler *relative*, mais encore une suppression de temps qu'il est plus juste de

qualifier d'*absolue*. Il y a des tâches que l'homme n'aurait *jamais* pu accomplir sans l'aide de ses semblables. C'est dire, en d'autres termes, que ces tâches auraient exigé un temps infini pour l'individu isolé. Si l'individu isolé peut accomplir un travail en dix années et des individus associés en une seule, la coopération donne une suppression de temps *relative*. Mais si l'individu ne peut jamais accomplir un certain changement sans l'aide de ses semblables, la coopération donne une suppression de temps *absolue*.

Ainsi l'homme n'aurait jamais réussi à abattre certains grands carnassiers par des efforts individuels. Les forces étaient beaucoup trop inégales entre les combattants. Par suite, la transformation de la faune terrestre, l'adaptation du milieu, dans ce cas spécial, eût été irréalisable sans la coopération. A ce point de vue on peut dire que la coopération donne une suppression de temps infinie.

La forme la plus élémentaire de la coopération est l'échange direct des services en vue d'accomplir simultanément une tâche homogène. Tels sont les individus qui s'assemblent pour soulever une pierre très lourde. Dans les circonstances les plus simples cette coopération est pour ainsi dire spontanée et ne demande aucune invention. Mais, dès que les cas se compliquent, l'invention apparaît aussitôt.

Prenons pour exemple l'attaque d'un grand carnassier par une bande de chasseurs. L'idée de se mettre à plusieurs pour l'entreprendre est si naturelle qu'elle est pré-humaine. Les animaux faibles s'associent pour combattre des ennemis plus puissants. Mais il ne suffit pas de combiner les efforts ; il faut encore trouver le mode le plus efficace. Une bande désordonnée de cent hommes peut être mise en fuite par un groupe organisé de dix soldats. Or l'organisation vient de l'invention. Sans doute dans les temps quaternaires il s'est trouvé des hommes de génie qui ont réuni des bandes et les ont dressées à combattre les animaux

féroces. Ils ont indiqué à chacun des individus qui les composaient quels mouvements il devait accomplir dans chaque circonstance donnée. En d'autres termes, ces chefs ont *inventé* une organisation et une tactique [1]. Plus cette organisation était heureuse et cette tactique habile, plus vite les chasseurs venaient à bout des grands carnassiers et modifiaient la faune terrestre à leur convenance.

Le domaine de la coopération directe par des tâches homogènes est très vaste, même de nos jours, malgré tous les progrès du machinisme.

Bientôt cependant cette forme élémentaire se modifie un peu. A l'échange des services homogènes simultanés s'ajoute l'échange des services hétérogènes simultanés. Cette seconde phase découle naturellement et insensiblement de la première. Ainsi dans la chasse des sauvages contre les animaux carnivores quelques-uns des participants peuvent exercer une fonction et quelques autres une autre. De très bonne heure il s'opère une différenciation très tranchée entre les chefs et les subordonnés.

On voit poindre ici la division du travail social.

Aux services hétérogènes simultanés succèdent, à un plus grand degré de complexité, les services hétérogènes successifs. Ainsi, pendant que quelques chasseurs se livrent au sommeil, d'autres peuvent faire le guet.

Puis à la coopération directe entre individus réunis dans le même lieu et à portée de voix les uns des autres s'ajoute la coopération entre individus se trouvant dans des endroits différents. Ici nous entrons dans un monde nouveau et immense qui embrasse les provinces les plus variées de l'économie politique, dans le phénomène de l'échange des produits.

Évidemment les deux procédés : la différenciation des tâches dans le même lieu (division du travail) et la différenciation des tâches dans des lieux différents sont issus l'un

1. La tactique militaire, dans la suite des temps, donna également lieu à de nombreuses inventions.

de l'autre par gradation insensible et se sont poursuivis ensuite parallèlement puisqu'ils sont en partie conditionnés l'un par l'autre. A proprement parler, le second phénomène est comme une amplification du premier et il est aussi appelé habituellement la division du travail. La différenciation, dans le même lieu, serait une division du travail en petit; la différenciation, dans des endroits différents, une division du travail en grand.

Examinons d'abord les résultats de la différenciation des tâches dans le même lieu, au point de vue de la suppression du temps. Elle a une importance incalculable. Aussi a-t-elle été poussée de plus en plus loin par une série d'inventions. On peut dire que tous les jours les entrepreneurs et les industriels trouvent des modes nouveaux d'organisation des ateliers. C'est une de leurs plus constantes préoccupations et à notre époque la division du travail a été étendue jusqu'aux limites les plus extrêmes. La fabrication des cartes à jouer donne lieu à 70 opérations différentes; celle de la montre Oméga, à 1662. Les corsets des dames, dans les manufactures en grand, passent par 25 mains; certains vêtements confectionnés mécaniquement, par 30 mains. Mais aussi les résultats sont surprenants. Jean-Baptiste Say cite une fabrique de cartes à jouer où 30 ouvriers produisent journellement 15 000 cartes. Or il a été constaté que si chaque homme faisait une carte entière depuis la première jusqu'à la dernière opération, ces 30 individus n'en feraient pas plus de 60 par jour. Sans la division du travail on a une carte en 21 600 secondes (6 heures) et avec la division, en 90 secondes, soit 240 fois plus vite.

Passons maintenant à la coopération entre individus se trouvant dans différents lieux de l'espace. Sur ce terrain immense les inventions ont été extrêmement nombreuses.

A partir du moment où les hommes se sont partagé les tâches et ont cessé de travailler en commun dans le même endroit, il s'est opéré une différenciation des métiers. Les uns ont labouré le sol et en ont tiré des produits alimen-

taires, les autres ont fabriqué des instruments aratoires, des vêtements, etc., etc. Mais il va de soi que cette différenciation des tâches n'offre des avantages que si les producteurs peuvent échanger entre eux les produits de leur travail. Les animaux pratiquent la coopération sur le même lieu ; ils ne pratiquent pas la coopération par tâches hétérogènes opérées dans des lieux différents. L'échange des produits est donc une invention humaine. Elle a été grandement perfectionnée dans la suite des temps. Dans la très haute antiquité quelque homme extraordinaire a dit un jour à ses compagnons : « Notre bien-être augmentera beaucoup plus vite si chacun de nous élabore un article spécial et si nous échangeons ces articles. » On objectera que l'échange est un fait si naturel qu'il a dû se présenter spontanément à l'esprit des hommes. Peu importe : que cette invention soit consciente ou inconsciente, elle n'en reste pas moins d'une importance de premier ordre.

L'échange des produits a commencé par se faire au hasard. Celui qui avait trop de fruits pouvait être porté à les échanger contre une hache de silex. C'est ce qui arrive chez les enfants. Ils échangent parfois leurs jouets quand ils sont réunis dans le même endroit. Mais ils ne se réunissent pas précisément pour les échanger. L'échange accidentel a été probablement la première forme du troc chez nos ancêtres.

Mais sans doute quelque sauvage plus intelligent s'est aperçu un jour que le troc présentait de nombreux avantages. Alors il a cherché à l'effectuer délibérément. Il a pu aller chercher des individus qui possédaient les articles qu'il désirait avoir et il a pu leur offrir de les échanger contre ceux qu'il avait fabriqués lui-même. Mais des recherches de ce genre prenaient assurément beaucoup de temps. Les producteurs étant disséminés dans des demeures éloignées les unes des autres, on ne pouvait pas savoir dans laquelle se trouvait précisément l'individu possédant l'article désiré.

Alors, de nouveau, quelque homme de génie inventa le *marché*. Il proposa à ses semblables de se réunir à un moment donné et dans un endroit déterminé pour opérer l'échange des denrées et des marchandises. L'invention du marché est l'une des plus importantes qui se soit opérée dans l'espèce humaine. Elle a accéléré l'adaptation de la planète dans une mesure immense; elle a supprimé des pertes de temps énormes.

Les marchés ont été d'abord périodiques. Tels ils sont encore dans les campagnes où ils se tiennent à certains jours de la semaine. Dans les pays de civilisation peu avancée ils se tiennent sous le nom de foires à des époques particulières de l'année. Plus tard les marchés sont devenus permanents.

A partir de ce jour, il se produit une nouvelle division du travail : l'apparition du commerçant ou, si l'on veut, la différenciation entre la fonction de la production et celle de la distribution. Le producteur n'échange plus toujours directement avec le consommateur. Le producteur livre à un intermédiaire, le marchand qui, à son tour, livre au consommateur. L'invention du commerce a eu également pour résultat une immense suppression de temps, car le producteur n'a pas besoin d'attendre le moment où le consommateur viendra au marché et n'a pas besoin de chercher ce consommateur. La permanence de la fonction du négoce et la fixité de la demeure du négociant produisent une énorme accélération des échanges.

Après l'organisation des marchés, une autre invention des plus admirables et des plus efficaces a été celle de la monnaie. La monnaie est une marchandise qu'on choisit entre un grand nombre d'autres comme *moyen* d'échange, comme intermédiaire et comme mesure. En Abyssinie, par exemple, on s'est servi de blocs de sel, en Virginie, au XVIIIe siècle, de feuilles de tabac, au Queensland, au XIXe siècle, de poudre à fusil. On comprend l'immense bénéfice de temps produit par le choix d'une marchandise

type. Les trocs demandent beaucoup moins de discussions. Il n'y a plus qu'un seul article à évaluer et non plus deux. Ces faits sont tellement connus qu'il me paraît inutile d'y insister.

Je ferai seulement remarquer que la monnaie elle-même a passé par une série d'inventions qui l'ont sensiblement améliorée. D'abord on rejeta tous les articles qui pouvaient se détériorer rapidement, comme le tabac. On finit par s'arrêter aux métaux précieux qui sont relativement indestructibles. Le second progrès consista à choisir parmi les métaux ceux qui n'étant tirés des entrailles de la terre qu'en petites quantités n'étaient pas encombrants. Enfin le dernier perfectionnement a consisté à donner à la monnaie une forme spéciale permettant de la compter au lieu de la peser. On est arrivé, de modifications en modifications, à ne considérer comme monnaie que des pièces d'or [1] revêtues par les gouvernements de certains signes qui en garantissent le titre et le poids.

Toute la série d'inventions opérées sur la monnaie depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours n'avait d'autre but que de réduire le temps nécessaire pour les payements, c'est-à-dire de donner la possibilité d'opérer un plus grand nombre de transactions dans un temps égal, ce qui revient à accélérer les échanges.

C'est ici l'occasion de parler de quelques autres inventions qui ont donné la possibilité d'effectuer les échanges dans des temps de plus en plus courts. Bien que ces inventions se rapportent au commerce, quelques-unes d'entre elles eussent été impossibles sans l'existence de la monnaie.

Un premier perfectionnement de l'échange a consisté dans une organisation plus savante et dans la différenciation entre le gros commerce et le commerce de détail. Le détaillant peut perdre beaucoup de temps s'il est obligé de

1. L'argent est presque complétement démonétisé de nos jours dans tous les pays civilisés et ne sert plus que comme appoint dans les transactions.

s'adresser directement à tous les producteurs. Ceux-ci perdent aussi trop de temps à s'informer de trop petits clients se trouvant à de grandes distances. Les négociants en gros suppriment ces pertes de temps. Ils s'établissent dans certains centres bien choisis et épargnent des démarches fastidieuses et aux petits détaillants et aux grands producteurs. En second lieu, le négociant en gros a pour fonction de débarrasser l'industriel du souci de la vente. Le jour où chaque usine aurait un individu spécial qui lui achèterait toute sa production, le fabricant n'aurait d'autre souci que de perfectionner la marche de ses machines. Une immense économie de temps sera obtenue par la différenciation complète des deux fonctions économiques, la manufacture et le commerce.

Le commerce en gros a pris une nouvelle forme, vers la moitié du XIXe siècle, par l'invention des grands magasins. Ceux-ci sont comme une ruche composée de nombreuses alvéoles. Les grands magasins réunissent les avantages de la vente en gros avec les avantages de la vente au détail. Par suite de leur existence, le client ne perd pas le temps nécessaire pour chercher les différentes spécialités [1]. Elles sont toutes réunies dans un immeuble unique. Mais, d'autre part, chacune des spécialités forme une boutique de détail où le client peut faire le plus minime des achats, tandis qu'il n'en peut faire autant dans les magasins de gros. Enfin je dois signaler une autre invention et des plus importantes dans cet ordre d'idées : celle du prix fixe et du prix marqué.

On sait que chez les peuples primitifs les échanges donnent lieu à des marchandages interminables qui, non seulement font perdre un temps infini, mais amènent aussi parfois l'hostilité la plus profonde entre l'acheteur et le vendeur. Cette hostilité contribue, dans une forte mesure,

1. Le lecteur a fait sans doute l'expérience de la difficulté de cette recherche surtout dans les villes où l'on se trouve depuis peu. On cherche un chapelier; on passe parfois vingt, trente, quarante boutiques sans en trouver un.

à restreindre le nombre des transactions, donc elle ralentit l'adaptation du milieu. La base du commerce primitif est ce qu'on appelle la vente *au procédé*, c'est-à-dire la fixation du prix selon la qualité et la situation de l'acheteur. Cette pratique est nécessairement entachée d'une grande dose de fourberie et de fraude qui rend les échanges toujours plus lents et parfois même très pénibles. Par l'invention du prix fixe et marqué ces lenteurs sont évitées et les transactions s'accélèrent dans une mesure immense.

Si perfectionné que fût le payement en monnaie d'or en comparaison du troc primitif, l'homme ne consentit pas à s'arrêter à cette phase très élevée. Il fit une invention qui opéra dans les payements une réduction de temps encore plus considérable que ne l'avait opéré la monnaie : je veux parler de l'invention des *symboles*. Les symboles ont amené une révolution économique d'une importance qui n'est pas toujours appréciée à sa juste valeur par le grand public. C'est, à vrai dire, la création d'un monde nouveau.

Les premiers symboles ont été trouvés pour représenter la monnaie. Longtemps on n'est pas allé au delà ; mais, de nos jours, on a fait un pas en avant : on a créé des symboles qui représentent des marchandises de tout genre : les warrants. L'invention du symbole de la monnaie semble être provenue du besoin des transports. Autant qu'on peut en juger elle a été faite par les Babyloniens. Il est arrivé, par exemple, que A, habitant de Ninive, avait besoin de payer une certaine somme à B, habitant de Babylone, et C, habitant de Babylone, une somme correspondante à D, habitant de Ninive. Alors l'idée vint à quelque forte tête de l'époque de ne pas effectuer deux transports réels de monnaie entre Ninive et Babylone, mais de les remplacer par deux ordres écrits : B demandant à A de remettre la somme qu'il lui doit à D, habitant de Ninive, et celui-ci demandant à C de remettre la somme qu'il lui doit à B, habitant de Babylone.

L'écrit portant ces ordres fut le premier symbole économique. Le second fut probablement la reconnaissance d'un dépôt. Pour mille raisons il pouvait se trouver qu'un individu n'avait pas intérêt à tenir son argent chez lui, mais allait le confier à quelqu'un capable de le garder mieux ou de le faire valoir. Ce trésorier spécial devint le banquier. Il donnait à son client un reçu, une reconnaissance pour les sommes déposées chez lui. Cela représentait une quantité de monnaie qu'il était possible d'aller, à chaque instant, toucher chez le banquier. Le reçu devint le symbole de cette monnaie. Alors, ayant un payement à effectuer, au lieu de donner de la monnaie, on put donner la reconnaissance. Celle-ci pouvait passer de la main à la main un grand nombre de fois, opérant, à chaque transfert, une sensible diminution du temps nécessaire pour le payement.

Peu à peu ces reconnaissances de monnaie se transformèrent en billets de banque. Les billets sont une obligation, un engagement de la part de la banque qui les émet à donner immédiatement au porteur une certaine somme de monnaie métallique. Cela suppose nécessairement que le banquier possède des réserves de cette monnaie en quantité suffisante pour faire face aux demandes qui lui seront faites. L'invention du billet de banque réalisa un immense bénéfice de temps. D'abord parce que le transport d'une mince feuille de papier est toujours plus facile que le transport d'une marchandise même aussi peu encombrante que l'or. Notez que le billet de banque peut représenter une valeur quelconque. Sur une feuille de dimension égale on peut aussi bien symboliser un franc que 25 millions de francs [1].

Les gros billets font déjà gagner beaucoup de temps, parce que le nombre des feuilles à compter se réduit dans une mesure sensible. Mais le billet de banque ne fut pas

1. Après Waterloo, l'Angleterre vota un cadeau national d'un million de livres sterling à Wellington. Cela lui fut offert sous la forme d'un billet de la banque d'Angleterre représentant cette somme.

la seule invention de ce genre. Au XVIIIe siècle on en fit une autre très précieuse : le chèque. Le chèque produisit aussi une immense économie de temps. L'individu ayant un dépôt dans une banque, au lieu de se donner la peine d'aller en retirer soit des signes métalliques, soit de la monnaie fiduciaire, peut se contenter de remplir un chèque et son payement est fait.

On sait que le chèque amena une autre invention des plus fécondes : les chambres de compensation ou *clearing houses*. Les garçons de recettes des institutions de crédit y échangent les chèques et les autres créances qu'ils ont les uns sur les autres et ils parfont les différences par un chèque sur une banque centrale. De cette façon on opère des payements montant à des centaines de milliards de francs sans remuer une monnaie métallique. On peut comprendre quelle immense économie de temps cela produit. En 1905 les opérations pour l'ensemble des chambres de compensation (*clearing houses*) des États-Unis ont dépassé 712 milliards de francs et pour l'Angleterre 480 milliards.

Après la lettre de change, le chèque et le billet de banque qui sont les symboles de la monnaie, on fit un pas nouveau, on inventa, comme je viens de le dire, la reconnaissance témoignant du dépôt d'une marchandise quelconque. Ce fut un nouveau trait de génie qui permit une immense réduction de temps dans les transactions commerciales. De nos jours il existe d'immenses édifices pour l'emmagasinement du blé. Ce sont les élévateurs. Quand un individu y a versé une certaine quantité de grains, il reçoit une reconnaissance. Elle est le symbole de son blé. Alors quand il veut le vendre, au lieu de le transporter effectivement chez l'acheteur, il lui transmet la reconnaissance de l'élévateur.

On fit un nouveau pas et encore plus important lorsque les symboles représentèrent non plus une seule marchandise, mais un immense ensemble de marchandises, d'ou-

tils et d'objets de tout genre, bref, quand ils représentèrent une part dans une entreprise. Naturellement ces symboles furent au second degré, s'il est possible de s'exprimer ainsi. Ils ne purent s'établir que par l'intermédiaire de la monnaie. Ces symboles sont ce qu'on appelle des titres. Les actions d'une Compagnie de navigation représentent en réalité un certain nombre de navires, de machines, d'immeubles, d'outils, etc., etc. Mais il est impossible de faire des reconnaissances partielles pour chacun de ces objets et de les attribuer à différents individus. On procède autrement. On évalue tous ces objets en argent, et l'ensemble de la somme obtenue est divisé en parts dont le titre sur papier est précisément le symbole.

L'invention de ces symboles d'entreprises fut un des événements les plus heureux de l'histoire de l'humanité. Elle permit l'accroissement de la coopération avec une rapidité prodigieuse. Sans les symboles, l'individu ayant en tête de fonder une Compagnie de navigation aurait dû aller chez chacun des fournisseurs pour leur demander d'entrer en association avec lui. Avec chacun il aurait dû rédiger un contrat séparé. Grâce aux symboles, toutes ces difficultés sont évitées. Un statut, une circulaire, un avis dans les journaux suffisent. Le public lit tout cela ; s'il se trouve des individus à qui l'entreprise paraît avantageuse, ils vont chez le banquier et souscrivent les actions. L'association peut se former en quelques jours et le dernier acte, la souscription du capital, fût-il même de plusieurs centaines de millions, peut s'effectuer en quelques heures.

C'est par suite des facilités offertes par l'invention des symboles d'entreprises que la face du globe a été transformée. C'est par l'association des capitaux que l'Afrique est devenue une île, qu'un ruban de fer, allant de Lisbonne à Pékin, permet de traverser tout le vieux continent en moins de quinze jours et qu'une nouvelle arrive de la Nouvelle-Zélande à Paris plus vite qu'elle n'arrivait autrefois de Pontoise. Inutile de m'étendre davantage sur l'im-

portance de l'invention des symboles ; ce sont des faits que tout le monde connaît.

On voit les immenses développements pris par la coopération d'individus résidant dans des endroits différents, qui est la division du travail dans son sens le plus large. On voit aussi l'immense série d'inventions auxquelles cette division du travail a donné lieu. Toutes ces inventions se ramènent (cela est maintenant manifeste) à une modification des mouvements humains. Ainsi le transfert d'argent dont j'ai parlé plus haut (p. 73) est la substitution d'un transport de maison à maison dans la même ville à un transport entre deux villes.

Considérons maintenant la division du travail, au point de vue du temps, d'une façon générale. On a vu que 30 ouvriers associés se partageant les tâches pouvaient produire non pas 30 fois plus de cartes qu'un seul ouvrier travaillant séparément, mais 240 fois plus (voir plus haut, page 68). L'immense importance de la division du travail vient de ce qu'elle ne produit pas une pure addition de forces, mais une immense multiplication de force et de vitesse, en d'autres termes, une immense diminution du temps nécessaire pour élaborer les produits. Dans les cas spéciaux, comme ceux de la fabrication des cartes, cet accroissement de vitesse se laisse évaluer en chiffres précis. Si l'on considère la coopération de tous les individus dispersés sur le globe, cela représente une immense division du travail analogue à celle des ouvriers fabriquant les cartes. L'accroissement de vitesse, produit par cette division du travail, n'est probablement pas inférieure à celle qui est obtenue dans la fabrication collective des cartes. Mais, naturellement, cet accroissement général ne se laisse pas chiffrer. La seule chose que l'on puisse dire, c'est que la vitesse de l'adaptation du globe sera toujours en raison directe de la différenciation des tâches entre les individus et les nations.

Ce qu'il faut observer encore, c'est que la suppression du temps par l'organisation et sa suppression par l'outillage combinent leurs effets et sont en étroite corrélation : les perfectionnements dans l'outillage amènent des modifications dans l'organisation et celles-ci, à leur tour, entraînent des perfectionnements de l'outillage.

Tout le monde comprend l'importance de l'association des capitaux. Eh bien, cette association eût été impossible sans l'invention du papier et de l'imprimerie. Les titres, au moyen desquels l'association des capitaux s'organise d'une façon si parfaite, sont revêtus de coupons qui sont présentés au payement à des échéances déterminées. C'est par suite de ces procédés que les Compagnies par actions peuvent se constituer si vite. Mais les titres et surtout les coupons des Sociétés financières sont innombrables. C'est par milliards qu'ils s'impriment et circulent dans le monde. S'il fallait les imprimer sur parchemin, tous les moutons de la terre n'auraient pas pu en fournir une quantité suffisante. Faute alors d'avoir des titres et des coupons facilement transmissibles, le développement des Compagnies par actions eût été sensiblement ralenti. De plus, s'il fallait écrire tous les titres et les coupons à la main, les scribes du monde entier n'y auraient pas suffi et l'essor de l'association des capitaux eût été, de nouveau, retardé dans une forte mesure.

D'autre part, l'association des capitaux permet la création de vastes usines contenant des dizaines de milliers d'ouvriers. Par suite, il a été possible de pousser la division du travail jusqu'à partager la confection d'une montre entre 1 662 individus munis chacun d'une machine spéciale arrangée précisément pour faire une opération particulière. Pour fermer le cercle, il faut revenir au papier. C'est le papier qui donne la possibilité d'organiser rapidement les Compagnies par actions et ce sont les Compagnies par actions qui donnent la possibilité de créer un outillage colossal grâce auquel un seul ouvrier peut faire 70 mètres

de papier par minute et une presse rotative peut imprimer dans le même laps de temps des milliers et des milliers de titres et de coupons de ces mêmes Compagnies.

Il est à peine nécessaire de faire remarquer que la machine à vapeur est en grande partie la cause du mouvement socialiste contemporain. C'est par suite de l'immense agglomération d'ouvriers dans de vastes usines que le socialisme moderne est né. Si les ouvriers étaient restés dispersés dans de petits ateliers, la doctrine socialiste n'aurait peut-être jamais été inventée. Le socialisme est sorti de la machine à vapeur; à son tour le socialisme exerce une influence énorme sur l'organisation des masses ouvrières et de l'ensemble des sociétés. Il fera peut-être la fédération du genre humain, c'est-à-dire qu'il modifiera d'une façon radicale les bases des institutions politiques actuelles. Mais alors, de nouveau, la production économique prendra un essor colossal et il faudra inventer des machines motrices plus parfaites pour satisfaire aux besoins immensément accrus.

Ainsi l'action mutuelle de l'organisation sur l'outillage et de l'outillage sur l'organisation s'exerce sans trêve ni arrêt. Ces deux procédés sont entremêlés de mille façons dans leur marche parallèle. Mais leur marche est parallèle parce qu'elle mène au même but : la suppression du temps. La machine à vapeur accélère grandement la production et si cette machine, par l'effort du socialisme, amène l'établissement de la fédération des nations civilisées, cette fédération, à son tour, accélérera grandement la marche des machines à vapeur.

Avant de terminer ce chapitre, je veux dire encore quelques mots sur un sujet qui a été longuement discuté entre les économistes. C'est la question de savoir ce que les hommes échangent entre eux : des services ou des produits.

D'abord il est incontestable qu'ils peuvent échanger directement des services. Il y a en premier lieu la coopéra-

tion dans le même endroit, comme celle des sauvages qui se mettent en troupe pour chasser les animaux. Mais, en dehors de ces formes élémentaires, il y a, même dans les sociétés les plus avancées, des milliers de cas où se pratique l'échange direct des services. Par exemple, un individu peut donner des leçons d'anglais à un autre qui lui donne des leçons d'italien. Cependant un nombre immense de transactions consistent à échanger un service contre un produit (salaires) ou un produit contre un produit (commerce). Mais, dans ce dernier cas, derrière l'échange des produits, n'y a-t-il pas en définitive un échange de services? Le commerce ne revient-il pas à cette formule : « Je veux bien labourer la terre pour vous à condition que vous tisserez des étoffes pour moi? » Oui certes l'échange se résout, en dernière analyse, en un fait de coopération, en un échange de services.

Mais si l'on va encore plus loin, on arrive à comprendre que les hommes échangent entre eux, en réalité, des adaptations du milieu. Les agriculteurs font que les champs produisent certaines plantes plutôt que certaines autres; les mineurs font que les métaux soient à la surface de la terre et non dans ses profondeurs; les métallurgistes, que le fer se trouve à l'état pur et non mélangé de scories, etc., etc. Or tous ces travaux ne sont que des adaptations de la planète. En définitive, l'échange se ramène à la division du travail et la division du travail à la simultanéité des tâches de nature différente. Pendant que certains hommes creusent le canal de Panama, d'autres percent le tunnel sous les Andes, dessèchent des marais, irriguent des terres, bâtissent des maisons, éclairent les rues, etc., etc. Et par cela seul que de nombreux individus produisent des adaptations sur mille points divers et sous mille aspects, la planète se transforme plus rapidement. De nos jours 1 200 000 000 d'individus sont attelés à cette besogne. Si demain ils pouvaient être 3 milliards, la besogne s'accomplirait plus vite et non pas seulement deux

fois plus vite mais dans une proportion plus forte qu'il est impossible d'évaluer même approximativement.

Après les unités d'adaptation, si l'on peut s'exprimer ainsi, ce que les hommes échangent encore entre eux ce sont les procédés d'accélération. Comme je l'ai montré, ces procédés se divisent en deux grandes branches : l'outillage et l'organisation. Les procédés dans ces deux branches donnent lieu à des échanges. Des outils plus efficaces (ceux qui suppriment le plus de temps), inventés et fabriqués par certains individus, sont offert à certains autres et accélèrent ainsi la production de tous. L'échange des organisations plus efficaces se manifeste sous forme d'enseignement pour les initiateurs et d'imitation pour les initiés. Des hommes, pourvus d'idées plus avancées, viennent s'établir entre des hommes moins avancés et leur indiquent des organisations nouvelles qui rendent le travail plus rapide.

En un mot, depuis l'association de quelques sauvages pour une action commune jusqu'à l'organisation juridique et économique du globe entier, toutes les actions humaines n'ont qu'un but (conscient ou inconscient, peu importe) : l'adaptation du milieu dans le temps le plus court possible.

CHAPITRE VII

LA PROPORTION DANS LES ÉCHANGES

I

A partir du moment où les échanges s'établirent parmi les hommes, la question se posa de savoir dans quelle proportion ils devaient s'effectuer. Par exemple, combien fallait-il donner de gerbes de blé pour avoir une charrette, combien de moutons pour avoir un bœuf? C'est la question de la valeur, qui a eu une immense influence sur les destinées de l'espèce humaine. L'homme, en effet, ne se contente pas de constater comment s'opèrent les phénomènes sociaux, il se représente bientôt comment ils *devraient* s'opérer et tâche qu'ils s'opèrent conformément à ce qui lui paraît légitime. Dans la question de la valeur des objets et des services on ne se contente pas d'observer ce qui est, on pose immédiatement la question de savoir quel est le *juste prix* de tel objet et de tel service et, par des arrangements coercitifs ou législatifs, on essaye d'imposer ce juste prix aux échangeurs. Bien entendu, dès que le législateur considère comme juste un prix qui n'est pas tel en réalité, il cause des souffrances parfois intolérables aux citoyens. C'est en partie de l'idée du juste prix que découle le socialisme moderne. Aussi les discussions sur la valeur sont-elles la base du système de Karl Marx et de tous les collectivistes. La question de la valeur est donc d'une importance de premier ordre. On a écrit de très nombreux volumes pour l'élucider.

Qu'il me soit permis d'apporter ma modeste contribution à l'examen de ce grave problème.

Pour le résoudre il faut d'abord étudier les faits naturels et puis en tirer des conclusions.

Disons une fois pour toutes que la proportion dans laquelle s'échangent les objets détermine leur valeur ou leur prix[1]; le terme prix s'appliquant plus particulièrement à une comparaison avec une monnaie quelconque, le mot valeur s'appliquant à la comparaison directe des objets entre eux. Quand on dit qu'un bœuf vaut dix moutons, c'est comme si on disait qu'on échange un bœuf contre dix moutons; quand on dit qu'un hectolitre de blé vaut 20 francs, on dit qu'on échange un hectolitre de blé contre 6gr,45 d'or.

La proportion dans laquelle s'échangent les produits, c'est-à-dire leur valeur, dépend :

De l'état du monde extérieur (point de vue objectif).

De l'état d'âme des échangistes (point de vue subjectif).

Au point de vue objectif la valeur des objets est en fonction du temps, comme je vais le montrer tout à l'heure. Au point de vue subjectif la valeur dépend du raisonnement et du sentiment; ce dernier échappe à toute détermination précise et à tout critérium exact. C'est le domaine du for intérieur qui résiste à toute investigation. Pour l'analyser il faudrait connaître le mécanisme exact du cerveau humain qui est encore complétement inaccessible à nos recherches.

Tout échange implique nécessairement le facteur interne et le facteur externe. Aucun d'eux ne peut être éliminé à aucun moment. A chaque instant ils agissent dans une mesure aussi forte l'un que l'autre. Seulement les facteurs externes peuvent être analysés tandis que les facteurs internes ne

1. Assurément le mot valeur s'applique aussi à des états non échangeables, comme la santé, par exemple. Mais lorsque ce mot est employé à propos du phénomène de l'échange, il a la signification que je lui donne dans le texte.

peuvent pas l'être complétement. Voilà pourquoi les premiers sont plus compréhensibles que les seconds.

En se plaçant au point de vue externe on peut établir ces deux propositions :

1° La valeur d'un objet est en raison inverse du temps nécessaire à sa confection;

2° La valeur d'un objet est en raison directe du temps qu'il fait supprimer.

Que la valeur soit en fonction du temps, cela est déjà démontré par notre appréciation de la personnalité. Ainsi nous lisons avec étonnement et admiration que Haendel a composé son *Messias* en deux semaines et Rossini son *Barbier de Séville* en vingt jours. Par suite, nous déclarons que Haendel et Rossini sont de grands génies, c'est-à-dire ont une très haute valeur comme personnalités. Si Haendel avait mis quatorze ans à écrire le *Messias* et Rossini vingt ans à écrire le *Barbier de Séville*, nous dirions que leur génie musical était beaucoup plus faible, qu'ils avaient donc moins de valeur comme musiciens. Assurément fécondité ne signifie pas toujours supériorité; mais il ne reste pas moins incontestable qu'à égalité de qualité, l'auteur qui travaille le plus vite est considéré comme supérieur.

On dit parfois : « Un tel écrit des chefs-d'œuvre en se jouant » et on trouve cela hautement admirable. On a parfaitement raison. Mais le terme « en se jouant » signifie en peu de temps.

Autre appréciation. Un concours a été institué dernièrement pour les dactylographes. La personne qui est parvenue à écrire le plus grand nombre de mots par minute, en faisant le moins de fautes, a obtenu le prix. Encore ici, on le voit, le supérieur, à égalité de qualité, est celui qui travaille le plus vite. Un professionnel, capable de copier 70 mots par minute, a plus de valeur qu'un autre capable d'en copier seulement 50. Pour tous les métiers et tous les arts la valeur de l'artisan et de l'artiste est en raison

inverse du temps qui lui est nécessaire pour produire son œuvre.

Des hommes, passons aux objets ou aux produits.

Tout objet dont la confection ou l'appropriation demande zéro temps ne coûte rien, n'a aucune valeur au point de vue de l'échange. Tel est l'air que nous respirons. Il constitue la plus impérieuse nécessité de notre être, puisque nous mourons immédiatement si nous en manquons pendant plus de quelques minutes. Cependant, comme l'effort nécessaire pour nous procurer de l'air demande zéro temps, l'air n'a aucune valeur.

Successivement, en parcourant l'immense champ de la production soit agricole, soit industrielle, on voit que moins il faut de temps pour produire un article, moins son prix est élevé. Commençons par l'agriculture. Voilà un champ cultivé par cinq hommes : pendant la première année il donne 20 hectolitres de blé qui se vend 20 francs l'hectolitre. L'année suivante la récolte est plus belle. Les cinq hommes, sur le même champ, récoltent 40 hectolitres. Le prix du blé tombe sensiblement, à 10 francs, par exemple. Pourquoi? Parce que, dans le premier cas, il a fallu 75 journées pour produire un hectolitre[1] et dans le second cas seulement 37 journées. Si le blé poussait partout spontanément, en d'autres termes s'il fallait zéro jour de travail pour avoir du blé, il ne vaudrait rien. Autre point de vue. Il fallait auparavant cinq individus pour produire 20 hectolitres de blé sur un hectare. Viennent ensuite des inventions mécaniques qui permettent à un seul homme d'accomplir cette besogne. Dans ce cas l'hectolitre de blé ne demandera plus 75 journées, mais seulement 15 journées. Cela se ramène à dire que les frais généraux de l'agriculteur baissent sensiblement. Il est donc à même de livrer son blé à un prix inférieur que lorsqu'il était produit par cinq hommes.

1. Cinq hommes travaillant 300 jours par an, soit au total 1500 journées de travail, pour obtenir 20 hectolitres.

Pour ce qui est de l'industrie, les économistes évaluent les marchandises seulement en monnaie et donnent des exemples d'abaissements de prix fort remarquables. Ainsi l'acide sulfurique, qui coûtait autrefois 32 francs le kilogramme, est tombé, grâce aux nouveaux procédés, à 5 centimes. L'aluminium, qui coûtait 200 francs il y a un demi-siècle, est tombé à 2 francs. Le papier qui sert à imprimer un numéro du *Figaro* coûte 1 centime et 1/4. S'il fallait le fabriquer à la main, comme autrefois, il coûterait 2 fr. 10. Les économistes, malheureusement, n'évaluent pas en heures de travail. Mais il est aisé de comprendre que si l'abaissement des prix est possible, c'est uniquement parce que le nombre des unités produites, dans des temps égaux, a augmenté. Ainsi nous savons qu'une Bible manuscrite, au commencement du xv[e] siècle, se vendait environ 1 000 francs. Maintenant elle se vend au maximum 10 francs et quelquefois encore moins. Pourquoi? Parce que la copie d'une Bible demandait six cents jours de travail au xv[e] siècle, tandis que l'impression d'une Bible, de nos jours, sur les presses rotatives, ne demande, en moyenne, que quatre ou cinq heures.

Le transport à dos d'homme revient à 3 fr. 33 la tonne kilométrique[1]; en chemin de fer, il peut descendre jusqu'à un centime et sur les grands *cargo boats* jusqu'à un millime. Mais à quoi cela se ramène-t-il? A ceci, qu'un chauffeur, un mécanicien et deux conducteurs peuvent transporter, par un train de 35 wagons, 350 tonnes à un kilomètre en deux minutes, tandis que, s'ils les transportaient sur le dos, ils devraient mettre 8 750 minutes[1]. Le procédé mécanique moderne est 4 375 fois plus rapide que le procédé

1. La tonne transportée à un kilomètre.

2. Un homme peut transporter 30 kilogrammes à un kilomètre en 30 minutes, en comptant les arrêts pour le repos. Le transport de 35 000 kilogrammes prendra donc 35 000 minutes, soit pour chacun des quatre hommes 8 750 minutes. Bien entendu ces quatre individus n'accomplissent pas toute la besogne. Ils sont aidés par de nombreux compagnons (le personnel des gares, les gardes de la voie, etc.), mais ces compagnons modifient en somme assez peu le calcul fondamental.

primitif ancien. C'est pourquoi il est beaucoup moins cher ou, comme on s'exprime autrement, plus économique. De même pour les métiers à filer. Autrefois les broches faisaient quelques centaines de tours à la minute, maintenant il y en a qui en font jusqu'à 18 000. Les étoffes se fabriquent beaucoup plus vite et, par suite, le prix en est moins élevé.

Ainsi la valeur d'un objet est en raison inverse du temps nécessaire à sa confection.

Mais, dira-t-on, il n'en est pas toujours ainsi. Dans l'Afrique australe, par exemple, aux environs de Kimberley, certains chercheurs heureux ont trouvé de gros diamants en se promenant le long des routes. Ils n'ont eu besoin que d'une seconde pour les ramasser et cependant ces diamants ont pu avoir une valeur énorme. Cela ne contredit nullement ma thèse quand on se donne la peine de pousser jusqu'au bout l'analyse de ce cas. Si chaque individu, à chaque moment de sa vie, pouvait se baisser et relever des diamants, c'est-à-dire si leur appropriation exigeait un temps extrêmement court, les diamants ne vaudraient pas plus que les cailloux. Mais les cas où des hommes fortunés ramassent de gros diamants par hasard sont très peu fréquents. Des milliers d'hommes en se promenant pendant des années peuvent ne pas avoir cette chance. C'est le temps de l'ensemble de ces individus qu'il faut prendre en considération et non le temps de l'individu qui a eu une chance exceptionnelle. Le principe que j'ai posé sur la corrélation du temps et du prix reste donc inébranlable.

Passons maintenant à la seconde proposition formulée plus haut (p. 84) que la valeur d'un objet est en raison directe du temps qu'il économise.

Cela explique, en premier lieu, pourquoi les objets plus durables ont plus de valeur. Si un ouvrier se procure un outil qui lui sert deux ans au lieu d'un an, il peut produire la même quantité d'articles avec un seul outil au lieu de

deux. Dans ce cas, le temps nécessaire pour faire le second outil sera épargné et pourra être employé à autre chose. La société aura donc plus d'outils dans une même période de temps, ce qui revient à dire que la fabrication de chacun d'eux a été plus rapide. De même, quand les maisons édifiées dans une ville sont très durables, on peut les reconstruire tous les deux cents ans au lieu de tous les cent ans. Par suite de cette plus longue résistance, une certaine quantité d'effort est épargnée. Cette quantité peut être employée à construire des maisons nouvelles. Il y aura donc plus de maisons; c'est donc comme si la construction de chacune d'elles exigeait un temps plus court.

Mais la proposition que la valeur est en raison directe du temps épargné devient encore plus manifeste si l'on considère les procédés et les machines qui servent à la production.

Imaginez qu'on ait besoin d'élever un nombre à la 63e puissance[1]. On donne le calcul à faire à deux mathématiciens. L'un accomplit toutes les multiplications une à une : 2 fois 2, 4 ; 2 fois 4, 8 et ainsi de suite. La solution du problème lui demandera, par hypothèse, cent heures de travail. Un autre mathématicien trouve une formule ingénieuse et fait le travail en quelques minutes. Évidemment le procédé du second mathématicien *vaut* plus que celui du premier et, si quelqu'un a besoin de prendre un mathématicien à son service, il consentira à donner au second des appointements beaucoup plus élevés qu'au premier. Un champ fertile vaut plus qu'un champ aride, parce qu'il peut donner des récoltes plus abondantes. Or, comme je l'ai montré plus haut, cela se ramène à dire que la production de chaque hectolitre de blé prendra alors moins de temps aux individus qui cultivent ce champ (voy. p. 85).

Voilà une machine rotative de Marinoni et une ancienne

1. On connaît la légende sur l'inventeur des échecs. Il aurait demandé comme récompense un grain de blé sur la première case de l'échiquier, deux sur la seconde, quatre sur la troisième et ainsi de suite. C'était 2 à la 63e puissance.

presse à la main. La première tire 72000 exemplaires à l'heure, la seconde 400. Admettons un instant, pour simplifier le problème, que la fabrication de ces deux outils ait demandé le même nombre de journées de travail[1]. Quel est celui qui vaudra le plus? Évidemment la machine Marinoni. Pourquoi? Précisément parce qu'elle supprime le temps. Et la raison de ce fait est des plus simples. Mais, pour bien le comprendre, il faut réduire le problème à ses données fondamentales. Imaginons qu'un personnage, appelé Paul, désire acheter une presse Marinoni et qu'il sache pouvoir vivre encore 1000 heures après cet achat. En acquérant la machine Marinoni il acquiert, en réalité, 72000000 exemplaires d'un imprimé quelconque. En prenant l'ancienne presse il en acquiert seulement 400000. Il est donc naturel que Paul consente à échanger la machine Marinoni contre un plus grand nombre de produits, puisqu'elle lui en donnera un plus grand nombre à lui aussi. Or un plus grand nombre de produits, dans le même laps de temps, n'est autre chose que la limitation du temps nécessaire pour confectionner chacun d'eux.

Le cas pris ici en exemple doit être analysé jusqu'au bout. Il y a deux choses dans la machine Marinoni : 1° un ensemble de roues, de châssis, d'engrenages, etc., bref d'objets matériels et 2° l'idée qui a groupé ces objets matériels et qui en a fait un outil merveilleux. Les châssis, roues, etc., qui pour leur confection peuvent demander, à un certain moment, trois cents jours de travail, peuvent en demander seulement cent cinquante, à un autre. Les machines Marinoni vaudront alors moins qu'auparavant. C'est ce qui est arrivé pour les vélocipèdes qui ont commencé par être vendus

1. Ce n'est pas le cas pour les machines Marinoni qui sont fort complexes et dont la construction exige de longs efforts. Mais cela est vrai pour un grand nombre d'outils perfectionnés dont la confection ne demande pas plus de temps (et souvent même moins) que celle des outils imparfaits. Nos plaques photographiques de gélatino-bromure qui prennent des épreuves en un centième de seconde ne sont pas plus longues à fabriquer que les premières plaques de Niepce qui exigeaient des poses de plusieurs heures.

500 francs et qui sont descendus maintenant à 75. Mais si même le temps nécessaire pour fabriquer une machine Marinoni est réduit de moitié, la machine elle-même pourra conserver son prix ancien aussi longtemps que l'inventeur pourra exploiter son brevet, en d'autres termes, aussi longtemps que la réduction de temps procuré par cette machine sera le seul facteur en jeu.

On sait que Bessemer a gagné près de 25 millions de francs pas son procédé plus perfectionné de production de l'acier. Mais à quoi cela revient-il? Simplement à ceci : que sans l'invention de Bessemer le nombre de tonnes d'acier se trouvant à la disposition du genre humain eût été moindre qu'il ne l'est actuellement. L'invention de Bessemer a diminué le temps nécessaire pour fabriquer l'acier et, par conséquent, elle peut valoir tout l'acier qui existe de nos jours et qui n'aurait pas existé sans elle.

Abordons maintenant la grave question des salaires. Le salaire est l'échange d'un service contre une marchandise. Dans quelle proportion un travail va-t-il s'échanger contre une marchandise, par exemple combien faudra-t-il donner de kilogrammes de pain pour le labeur d'une heure [1] ?

La proportion de cet échange est conditionnée par deux facteurs qui sont tous les deux en fonction du temps : le facteur subjectif et le facteur objectif.

1° L'élévation du salaire est en raison directe du temps épargné aux autres. C'est le point de vue subjectif, c'est-à-dire considéré du dedans au dehors ;

1. Pour bien comprendre les phénomènes économiques il faut éviter autant que possible de parler de la monnaie parce qu'elle fausse immédiatement la vue nette des faits. En réalité, quand le patron donne 4 francs à un ouvrier pour une journée de travail, c'est comme s'il lui donnait une certaine quantité d'aliments, de vêtements, etc., car l'ouvrier va immédiatement échanger ses 4 francs contre ces objets. Seulement comme la corrélation entre une unité monétaire quelconque et les marchandises varie constamment, l'ouvrier peut recevoir plus d'argent et, en réalité, recevoir moins de pain, de viande, de bière et de vêtements. Voilà pourquoi il n'est pas désirable de parler de la monnaie, mais des réalités concrètes et exactes de la vie.

2e L'élévation du salaire est en raison directe du temps épargné par les autres. C'est le point de vue objectif ou, en d'autres termes, considéré du dehors au dedans. Ce point de vue s'appelle également la condition du milieu.

Pour ce qui est du point de vue subjectif, il est évident que plus vite un ouvrier peut accomplir une tâche, plus haute est la valeur de son travail. Imaginez deux ouvriers dont l'un enlève deux mètres cubes de déblais par jour et l'autre seulement un mètre. Tout patron consentira à payer au premier un salaire plus élevé qu'au second[1]. L'habileté personnelle, la capacité individuelle données par la nature peuvent assurer à l'ouvrier une rémunération plus haute ou plus basse en raison directe du temps qu'il peut supprimer pour les autres. Mais on ne peut pas se borner à considérer seulement les capacités individuelles. Dans les phénomènes économiques si complexes de notre époque l'outillage joue aussi un rôle des plus considérables.

Il y a une douzaine d'années un inventeur américain, M. Cooper, a lancé un nouveau métier à filer dont D. M. Bellet parle dans les termes suivants : « La disposition de première importance par laquelle cette machine diffère des métiers actuels, c'est qu'elle possède un bobinoir central, autrement dit un magasin qui, une fois plein, renferme 14 bobines; mais, ce qui fait le prix de cette disposition, c'est que, dès que la bobine dont le fil avait été enfilé tout d'abord dans la navette vient à s'épuiser, celle-ci reçoit automatiquement une nouvelle bobine : c'est-à-dire que le fil de la bobine voisine de celle qui est épuisée vient s'enfiler de lui-même et cela, bien entendu, en plein fonctionnement... Grâce à ces arrangements ce métier possède la faculté de travailler seul pendant un certain temps (le seul danger que l'on court en agissant ainsi étant qu'il s'arrête si quelque chose vient à se déranger) et cela augmente dans une proportion énorme la productibilité de l'engin. A la fin

1. En faisant abstraction de tout phénomène perturbateur. Il faut toujours faire cette réserve.

de la journée de travail, quand il n'y a plus personne à la fabrique, on laisse le métier travailler seul et fonctionner automatiquement sans direction à condition, bien entendu, de lui fournir de la force motrice. En rentrant le matin on trouve une sérieuse quantité de tissu fait[1].» Mais ce n'est pas le seul avantage de ce métier. Comme il est pourvu d'un même coup de 14 bobines, on n'a pas à arrêter la marche pour alimenter et enfiler la navette; par suite on perd quatorze fois moins de temps et la production est multipliée d'autant.

Ainsi, dans le même temps, un ouvrier, au lieu de fabriquer un mètre d'étoffe, en fabrique quatorze; il peut donc à lui seul remplacer quatorze personnes. C'est comme si l'ouvrier était devenu plus habile. La somme de services qu'il peut rendre désormais à ses semblables étant accrue, sa rémunération peut augmenter en proportion. Il livre plus d'articles dans un temps égal, il peut donc recevoir plus d'articles en échange ou, en d'autres termes, un salaire supérieur. On peut poser comme règle que *moins un ouvrier a besoin de temps pour produire une utilité, plus son salaire s'élève*. Donc le salaire est directement en fonction du temps.

Considérons maintenant le point de vue objectif, le salaire, en raison du temps épargné par les autres.

J'ai déjà montré précédemment que tous les phénomènes économiques s'emboîtent les uns dans les autres et que les principes généraux s'établissent dès la phase la plus embryonnaire. Il en est exactement ainsi du salaire. Il sort tout entier de la coopération directe sur le même lieu. Voilà des sauvages qui s'associent pour faire la chasse à un animal : un bison, par exemple. Quand la bête est abattue, les chasseurs se partagent sa chair. Le morceau échu à chacun des associés est le salaire du travail que représente la chasse. De ce processus sort ensuite tout le système du salariat qui

1. *Journal des Économistes*, du 15 décembre 1895, p. 379-380.

prend, dans nos sociétés modernes, des amplifications si énormes.

Quand le gibier est dépecé, quelle sera la part de chaque chasseur ? Il y a deux facteurs : la manière dont se fera la répartition et l'importance du gibier. Quelles que soient les conséquences du premier facteur, cela n'empêche pas qu'en définitive le rôle principal ne soit joué par le second. Car si le gibier est peu important, on aura beau faire les parts aussi égales que possible, cela sera toujours la faim. Au contraire si le gibier est très important, des parts, même inégales, peuvent fournir une alimentation suffisante.

L'humanité, dans son ensemble, est, en grand, ce que cette bande de chasseurs est en petit. Pour être amplifié dans une mesure énorme, le phénomène économique n'en reste pas moins identique. En somme, les travailleurs se partagent les produits qu'ils ont apportés sur les marchés. Que ce partage soit égal ou inégal, ce qui demeure toujours la question dominante, c'est le volume des produits. Si ce volume est trop petit, quoi que l'on fasse et de quelque manière que s'opère la distribution, c'est tout de même la misère. Or comme la masse des objets apportés sur les marchés est d'autant plus grande que le temps nécessaire pour produire chacun d'eux est plus court, on voit, de nouveau, que le salaire est en fonction du temps. Il n'y a pas de fonds spécial des salaires, comme le pensaient quelques économistes du commencement du siècle dernier. L'ensemble de la production humaine est ce fonds, et le salaire ne peut hausser d'une façon *réelle* [1] et absolue que lorsque ce fonds général augmente. Cela est facile à exposer d'une façon concrète.

Soit une récolte sur pied de 100 hectolitres de blé. Un ouvrier arrive et dit au propriétaire du champ : « Je consens à vous faucher ce blé contre la remise de dix hecto-

1. Et non d'une façon *fictive* (quand on a plus de monnaie, mais avec une moindre faculté d'achat), ou *relative* (quand les uns ont plus parce que les autres ont moins).

litres. » Si le marché est conclu, il s'opère en réalité un partage entre les deux coopérateurs dans la proportion de neuf parties pour le propriétaire du champ et d'une pour l'ouvrier. L'année suivante le champ donne encore 100 hectolitres, mais l'ouvrier exige pour le faucher non plus 10 hectolitres, mais 30 (c'est-à-dire un partage dans la proportion de 3/10 et de 7/10). Si le propriétaire accepte, le salaire de l'ouvrier *semble* avoir haussé. Pour cet individu oui, certes, mais non pour tous les autres en général. Le champ n'a toujours donné que 100 hectolitres et ce que l'un aura en plus un autre l'aura en moins. Si, au contraire, le champ qui a donné 100 hectolitres la première année en donne 300 dans la seconde, les choses changent. L'ouvrier peut exiger la même part, le dixième de la récolte, mais cette fois sa part sera triple sans que celle du patron soit diminuée. Cela sera un accroissement de salaire *réel* et *absolu* et non un accroissement relatif et, partant, fictif dans une certaine mesure.

Au lieu de la production d'un seul article dans un seul champ mettez la production de toutes les denrées sur l'ensemble du globe, vous aurez exactement le même phénomène ; et parce qu'il sera sur une échelle plus vaste, il ne changera nullement de nature. Ici, comme sur le champ de blé, la hausse réelle et absolue ne sera possible que par l'accroissement de la production, c'est-à-dire par la diminution du temps nécessaire pour l'effectuer.

III

J'ai dit plus haut (page 83) que la proportion dans laquelle s'échangent les produits dépend de l'état du monde extérieur et de l'état d'âme des échangistes. Je viens de parler du premier facteur ; je passe au second. Comme je l'ai indiqué, la détermination de la valeur au point de vue subjectif se divise en deux branches : le raisonnement et

le sentiment. La première est aussi en fonction du temps, l'autre lui échappe complétement.

Entrons directement dans l'analyse du sujet par un exemple. On fait venir un menuisier pour faire une réparation. Elle dure une heure. Le travail terminé, on lui demande combien on lui doit; je suppose qu'il réponde : 20 francs. Si la journée d'un menuisier se paye généralement 10 francs, on trouve ce prix exagéré. On dit à l'ouvrier : « Comment, vous recevez 10 francs pour dix heures de travail et vous en demandez 20 pour une seule? » On voit ici l'appréciation spontanée de la valeur basée sur le temps. Autre exemple. Chez un orfèvre on s'informe du prix d'un objet. Si celui qu'il demande paraît exagéré, on se récrie. Alors l'orfèvre répond souvent : « J'ai mis deux ans à le faire. » L'orfèvre aussi évalue en fonction du temps. Tous les cas semblables peuvent se ramener au même point par une analyse pénétrante. La règle est donc générale : consciemment ou inconsciemment le temps est pour tous la commune mesure, le mètre universel de la valeur.

Mais les phénomènes biologiques sont d'une complexité énorme et les phénomènes sociaux d'une complexité plus énorme encore. Par suite, des facteurs très nombreux entrent dans l'appréciation de la valeur et produisent les conséquences les plus diverses. Ces facteurs se compliquent, se conjuguent, se contrarient, s'éliminent, se multiplient. Bref, il y a une variété de résultantes prodigieuse.

Toutes les déviations de la ligne droite qui embrouillent et obscurcissent tant le phénomène n'en altèrent pas le fond véritable : la valeur reste toujours en fonction du temps. Mais les déviations sont si importantes que l'œil peu exercé du profane perd de vue le fondement véritable de l'édifice, par suite des superstructures nombreuses qui le cachent au regard.

Au point de vue subjectif, l'établissement d'une propor-

tion entre les objets échangés est d'abord une affaire de raisonnement. Tout marché conclu est comme la solution d'un problème. Les deux échangistes se demandent en premier lieu quelles sont les conditions du milieu, si les objets qu'ils offrent sont, dans ce moment, très rares ou très abondants, si ceux qu'ils désirent obtenir en retour sont aussi en nombre considérable ou en nombre limité. Alors, selon la représentation que l'on se fait de l'état du marché (représentation juste ou erronée, peu importe), on établit la proportion dans laquelle on consent à troquer les objets. Outre les considérations sur le marché, en général, il y a les considérations sur l'acheteur. Si on le croit riche, généreux et simple, on établit une proportion; si on le croit pauvre, avare et intelligent, on en établit une autre. Au point de vue psychologique la valeur dépend de considérations si nombreuses et si variées qu'il est impossible de poser des règles quelconques à leur sujet.

Je veux montrer encore à un autre point de vue comment le temps est un élément subjectif d'appréciation de la valeur.

D'une façon générale on peut dire que l'homme éprouve une souffrance aussitôt que, dans une transaction, il n'a pas obtenu un objet de valeur équivalente à celui qu'il a donné. Mais, comme je l'ai montré, valeur équivalente signifie, au fond, égalité du temps demandé par la confection. Sitôt que l'équivalence n'existe pas dans un échange, celui qui donne plus et qui reçoit moins se considère comme spolié et éprouve de la souffrance. A ce compte on peut dire que les hommes cherchent à échanger des égalités de jouissance.

Mais dans l'appréciation du temps il y a, de nouveau, deux facteurs : le moment actuel et l'avenir. Si la lampe d'Aladin était une réalité, elle aurait une valeur infinie, puisque celui qui la céderait serait en droit de demander en échange tout ce que la lampe peut donner, c'est-à-dire une quantité de biens infinie. Mais cela seul ne marquerait

pas la valeur de la lampe. Si elle me donnait tous les biens en 2008, elle n'aurait aucune valeur pour moi puisque je sais pertinemment que je ne serai plus de ce monde à cette époque. Mais c'est parce que la lampe pourrait donner instantanément tous les biens imaginables qu'elle serait d'une valeur infinie. La lampe supprime le temps et par rapport au présent et par rapport à l'avenir.

D'une façon générale on peut dire que l'homme cherche à obtenir des objets dont la confection a demandé un temps égal au temps demandé par la confection de ceux qu'il offre. C'est le point de vue du présent. L'homme cherche à obtenir des objets qui permettent une suppression de temps égale à la suppression de temps que peuvent permettre ceux qu'il donne. C'est le point de vue de l'avenir.

J'arrive maintenant au sentiment. L'assise dernière de la psychologie, la base de notre existence joue dans le phénomène de la valeur, comme dans les autres, un rôle prépondérant. Après que dans un échange tous les facteurs ont exercé leur action : l'appréciation du temps, les considérations sur l'état du milieu, il reste une dernière instance qu'il est impossible de décomposer en éléments plus simples. Un tableau de Fragonard plaît à un homme, un tableau de Delacroix à un autre. Pour le premier le Fragonard peut avoir une valeur immense et le Delacroix aucune et vice versa. Une dame aime les émeraudes et déteste les rubis. Les premières pierres ont de la valeur pour elle, les secondes n'en ont pas. Dès qu'on pénètre dans cette région du for intérieur, il reste dans l'appréciation de la valeur un élément irréductible qui échappe à toute analyse sociologique. L'économie politique aboutit au seuil de la psychologie et s'arrête devant une enceinte qu'elle est incapable de franchir.

Ainsi l'appréciation de la valeur, tirée du sentiment, est irréductible. Ce facteur exerce une action très prononcée mais plutôt dans des cas spéciaux qui, en somme, sont

d'une généralité assez restreinte. Pour ce qui est du vaste échange des marchandises de première nécessité, qui constituent à proprement parler le commerce du monde, il est soumis à l'action des grandes causes économiques et, sur ce terrain, le facteur temps reprend son importance de premier ordre.

IV

Pour terminer ce chapitre il me reste encore à dire quelques mots sur ce qui est le *juste* prix et le *juste* salaire.

Il faut considérer qu'en fait les hommes échangent entre eux seulement des services. A ce point de vue la notion du juste salaire et celle du juste prix se fondent l'une dans l'autre, car le juste prix du blé n'est autre chose que la juste rémunération de l'homme qui a produit ce blé.

Ceci posé, la notion du *juste* prix se dégage de ce qui a été dit dans les pages précédentes. Les hommes trouvent juste d'échanger les services en raison directe du temps. Si j'ai travaillé dix heures pour obtenir un article quelconque, je souffre de l'échanger contre un autre article obtenu dans un temps plus court. Les salaires tendent à l'équilibre. Toute rupture de cet équilibre est ressenti comme une peine que les hommes cherchent à éviter. Cette tendance à l'égalité des salaires s'observe d'une façon très nette dans certaines circonstances particulières. Dans l'Alaska, en 1897, à l'époque de la découverte de l'or, les gages d'une cuisinière montaient à 500 francs *par semaine*. A cette époque un mineur pouvait gagner, par hypothèse, 100 francs par jour en cherchant de l'or. Personne, au Klondyke, ne consentait à faire un autre métier pour un bénéfice moindre, ni ceux qui préparaient les aliments, ni ceux qui lavaient le linge. On voit ici se manifester la tendance à l'équilibre des salaires. La tendance à l'équilibre des prix, c'est-à-dire l'égalité de valeur en fonction du temps, découle de la même source. Si la confection

d'une pelle demande autant de minutes que celle d'un panier, personne n'éprouve de souffrance à échanger la pelle contre le panier, et le *juste* prix de la pelle sera le prix du panier.

Mais, comme je l'ai montré plus haut, les hommes n'échangent pas seulement les produits, ils échangent également des procédés d'accélération. Bessemer a trouvé le moyen de faire de l'acier beaucoup plus vite qu'auparavant; de ce fait les fabricants d'acier ont réalisé une économie de 27 à 39 milliards de francs[1], et ils ont trouvé parfaitement *juste* de payer à Bessemer 25 millions de francs pour l'exploitation de son brevet. On voit donc aussi que le *juste* prix d'un service est aussi directement en fonction du temps qu'il permet de supprimer.

C'est ce que les socialistes comprennent mal. Ils s'indignent de ce que la rémunération des services diminue à mesure que le travail devient plus pénible et de ce que les métiers les plus désagréables soient les moins payés. Mais cela est parfaitement explicable sitôt que l'on comprend la nature réelle des phénomènes économiques. La peine que se donne un homme n'accélère en aucune façon l'adaptation du milieu. Si un ouvrier est malhabile et qu'il mette un jour à faire un objet qu'un autre peut faire en une demi-journée, le travail de l'ouvrier malhabile ne vaut pas le double du travail de l'ouvrier habile. Au contraire, si Paul trouve moyen de faire en trois heures le travail que Pierre fait en six, le *juste* prix du travail de Paul est deux fois supérieur à celui du travail de Pierre. On donne un calcul à faire à un mathématicien. Il est peu doué; il emploie quatre jours. On le donne à un autre plus doué; il le fait en deux jours. La *juste* valeur du travail du second mathématicien est deux fois plus élevée que celle du travail du premier[2].

1. Expression chrématistique signifiant, en réalité, qu'ils ont fabriqué beaucoup plus d'acier dans le même temps.

2. Et cela en toute circonstance, car, en admettant qu'on leur donne la même rémunération pour les calculs opérés, le premier ne pourra en

Un balayeur nettoie les rues par le procédé le plus archaïque ; il se donne beaucoup de peine, il est faiblement récompensé. Un beau jour il invente une brosse mécanique. Dans le même temps il peut balayer une surface double. Il économise du temps. S'il exige un salaire plus élevé, c'est parfaitement juste.

A un autre point de vue, le *juste* prix d'un service ou d'une marchandise est celui que les échangistes établissent d'un commun accord et *librement*. Sitôt qu'il y a coercition, il n'y a plus de *juste* prix et, précisément, parce que la coercition amène une perte de temps. Sitôt qu'il y a contrainte, il y a injustice, que la contrainte vienne d'en haut ou d'en bas.

Imaginons une ville où en temps ordinaire on construisait 100 maisons et imaginons qu'il fallait 10 maçons par maison : 1 000 maçons trouvaient du travail dans cette ville[1]. Un beau jour les maçons se mettent en grève. Ils exigent du patron 20 francs par jour au lieu de 10. Les patrons acceptent. Mais étant donné l'accroissement des frais, il ne leur convient plus de bâtir 100 maisons mais seulement 50. Dans ce cas 500 ouvriers, au lieu de gagner 5 000 francs par jour, en gagnent 10 000 ; mais, par contre, les 500 autres, au lieu de gagner 5 000 francs, gagnent zéro franc. Les sans-travail trouvent naturellement cette combinaison peu avantageuse. Ils s'en vont chez les patrons et se déclarent prêts à travailler au taux ancien. Mais les ouvriers heureux, qui ont conservé leurs salaires, se livrent à des violences contre les nouveaux venus et les chassent. Si les sans-travail prennent peur et se retirent, les maçons se partagent en deux moitiés : les 500 restés

faire que 90 dans une année (un tous les quatre jours), le second 180. Si chaque calcul est payé 10 francs, le premier mathématicien pourra gagner 900 francs dans son année, le second 1 800 francs. Ou bien, en sens inverse : si chaque mathématicien est payé 2 000 francs par an, chaque calcul du premier reviendra à 22 francs pour son employeur et chaque calcul du second à 11 francs.

1. Je simplifie mon exposé à l'extrême pour présenter les faits de la façon la plus claire.

sur les chantiers et qui gagnent 10000 francs au lieu de 5 000 francs deviennent des privilégiés, les 500 autres, qui ont été chassés, deviennent des opprimés. Il y a là une double injustice, parce qu'il y a là une double perte de temps. D'abord les ouvriers chassés ne sont pas toujours ceux qui travaillent le moins vite (ou si l'on veut, ce qui revient au même, le plus mal), car les plus brutaux, ne sont pas nécessairement les plus habiles. Il y a donc une première perte de temps, puisque les ouvriers qui auraient pu travailler plus vite sont remplacés par ceux qui travaillent moins vite. En second lieu, les ouvriers chassés ne font rien (on construit dans cette ville 50 maisons par an au lieu de 100), donc l'adaptation est ralentie, ou, comme on dit en termes usuels, la production diminue. C'est précisément parce que la coercition exercée par quelques ouvriers sur leurs camarades amène des pertes de temps qu'elle est injuste.

Les contraintes économiques venant d'en haut se manifestent sous l'aspect de privilèges, de monopoles, de tarifs protecteurs, etc. Tous ces faits produisent des pertes de temps, car si le consommateur doit travailler un jour pour acquérir un hectolitre de blé lorsqu'il vaut 10 francs, il lui faudra travailler deux jours lorsqu'il en vaudra 20 par suite des droits de douane.

Coercition et perte de temps sont des termes synonymes. D'abord parce que les agents qui doivent exercer cette coercition sont empêchés d'exercer eux-mêmes un métier productif, en second lieu parce que le producteur a à surmonter des obstacles qui n'existeraient pas sans la contrainte. Toute coercition fait qu'un degré d'adaptation égal à A est atteint non pas dans un temps x, mais dans un temps égal à x-z. Or, empêcher un homme de profiter d'un degré d'adaptation supérieur, c'est diminuer l'intensité de sa vie, c'est lui causer comme une lésion. Si on lèse son voisin, il est évident qu'il va prendre des moyens pour se préserver de ce mal. Le temps nécessaire pour lutter

contre l'oppression est complètement perdu pour la production économique.

Il faut considérer encore un fait fort important. La coercition ne peut être profitable que si elle est exercée par un petit nombre de spoliateurs au détriment d'un grand nombre de spoliés. Si tout le monde volait son voisin, à chaque heure du jour, le métier de voleur ne rapporterait rien. Il faut qu'il y ait un grand nombre d'honnêtes gens et un petit nombre de voleurs pour que ceux-ci puissent réaliser des bénéfices. De même les privilégiés doivent être peu nombreux pour avoir des avantages. Si chacun était privilégié, personne ne le serait.

La coercition ne peut donc donner des profits que si l'on lèse un grand nombre d'individus qui, eux, ne lèsent personne. Mais causer une souffrance à qui n'en cause aucune est injuste, donc le *juste* prix d'un service et d'un objet est celui que les échangistes stipulent entre eux de plein gré, sans coercition aucune, ni internationale, ni politique, ni administrative, ni religieuse, ni corporative, ni syndicale.

Or l'absence de toute coercition se ramène au fameux « laissez faire, laissez passer » des économistes, que les collectivistes et les socialistes attaquent avec tant d'acharnement et qu'ils considèrent comme la cause principale de la misère humaine. C'est bien à tort. Car, je le demande, comment les collectivistes et les socialistes s'y prendront-ils pour nous faire accroire que nous pourrons un jour éprouver un accroissement de jouissance par suite d'une diminution de jouissance? C'est de la contradiction pure. Or, on l'a vu par l'analyse qui précède, il est *absolument* impossible de ne pas ralentir l'adaptation, sitôt qu'on emploie la coercition dans le domaine économique. Une scrupuleuse analyse des faits démontre que le principe du « laissez faire, laissez passer », ou, en d'autres termes, le bien suprême qui s'appelle la liberté, est véritablement la base de la prospérité sociale et de la félicité humaine.

CHAPITRE VIII

LA VÉRITABLE NATURE DE LA RICHESSE

I

Ce qui retarde dans une immense mesure le progrès des sciences sociales, c'est qu'elles ont à expliquer des phénomènes au milieu desquels nous vivons. De même que nous ne voyons pas l'air où nous sommes plongés, nous ne nous apercevons pas des faits que nous pratiquons à chaque instant de notre vie. Gabriel Tarde n'avait pas tort quand il adjurait les sociologues de *regarder* ce qu'ils voyaient constamment autour d'eux. « La science, dit avec raison M. Waxweiler[1], n'a jamais été autre chose que l'incorporation à la connaissance systématique des faits de connaissance banale. » Les faits les plus simples sont précisément ceux dont il est le plus difficile d'expliquer la véritable nature.

Ce qui vient d'être dit s'applique textuellement à la notion de la richesse. Non seulement les gens peu cultivés, mais les hommes les plus instruits, les hommes d'État et même *des économistes célèbres* n'en comprennent pas la véritable essence.

J'ai souvent demandé à des personnes, placées assez haut dans la hiérarchie sociale, ce qu'elles entendaient par le mot richesse. Un très grand nombre se sont récusées ; elles se sont déclarées incapables de donner une réponse. Celles qui l'ont faite ont fourni les définitions les plus sau-

1. *Esquisse d'une sociologie*. Bruxelles, Misch et Thron, 1906, p. 117.

grenues et les plus enfantines. Une autre catégorie de mes interlocuteurs me prenait même en pitié quand je leur posais cette question. Je me rappelle la directrice d'une institution de demoiselles qui me dit : « Comment est-il possible qu'un homme sérieux pose des questions aussi futiles ? A quoi peuvent-elles servir ? Vous voulez savoir ce que tout le monde comprend : quand on a de l'argent on est riche ! » Et là-dessus elle haussa les épaules et me tourna le dos.

Par malheur pour l'humanité, la compréhension de la véritable nature de la richesse est très compliquée et très difficile. Une définition, en une seule phrase, est complétement incapable d'éclairer la question ; il faut l'examiner sous toutes ses faces, il faut faire un siège en règle de la position. Alors seulement on pourra devenir maître de la place et acquérir une idée claire et adéquate sur la nature de la richesse.

Considérons d'abord la richesse au point de vue du milieu physique.

Une contrée qui a des terrains fertiles, un climat modéré, qui est bien arrosée par des pluies suffisantes, mais non excessives, qui a un réseau considérable de voies navigables, de nombreux ports naturels, de la houille et des minéraux de tout genre à des profondeurs modérées ou à la surface même du sol, des carrières livrant de bons matériaux de construction, des forêts donnant des bois de qualité supérieure, etc., etc., une contrée de ce genre est dite *riche*. Au contraire, une contrée dont les terrains sont arides et mal arrosés, qui est froide, qui n'a pas de voies navigables, de minéraux, etc., etc., est dite *pauvre*. Or quelle est la différence entre la première contrée et la seconde ? C'est que la première est bien adaptée à la nature humaine et la seconde mal adaptée, en d'autres termes, qu'entre la première contrée et l'organisme humain il y a une corrélation suffisante et satisfaisante, tandis que

cette corrélation n'existe pas entre l'organisme humain et la seconde contrée. Notre être souffre quand il est plongé dans une température inférieure à 18 degrés. Si notre pays offre un climat différent, ou plus chaud ou plus froid, la corrélation n'existe plus. D'autre part, l'homme désire transporter des objets d'un lieu dans un autre pour avoir plus de variété dans la vie, partant, plus de jouissance. Il lui est avantageux d'avoir des baies naturelles où l'on peut facilement débarquer les marchandises. Si le pays offre de nombreuses baies de ce genre, il y a corrélation entre ce pays et les convenances de la personnalité humaine. Ce qui constitue la richesse ou la pauvreté d'un pays c'est l'ensemble des conditions topographiques (orographie et hydrographie), géographiques (climat, conformation des côtes, etc.), minéralogiques (mines et carrières), botaniques (flore naturelle) et zoologiques (faune naturelle).

Je citerai seulement deux exemples : « A la fin du XVIIIe siècle, aux houillères de Borrowstouness, en Écosse, on avait établi, au milieu de l'eau, à 800 mètres de la plage, un quai circulaire en forme de puits communiquant avec l'intérieur de la mine. On y chargeait la houille directement des profondeurs[1]. » Voilà un cas où la nature extérieure est parfaitement accommodée aux convenances de l'homme, puisque la possibilité de charger directement la houille sur les navires rend son transport aussi rapide que possible.

Maintenant l'autre exemple, mais en sens inverse : « Ce n'est pas par suite d'une infériorité intellectuelle, dit M. G. Raymond[2], que les habitants de l'Amérique précolombienne ne sont pas parvenus à réaliser les mêmes progrès que les Européens : ce sont les conditions du milieu qui les ont retenues dans un état d'infériorité sur celles de l'Europe. La nature a été marâtre. L'ancien monde a dix

1. E. Reclus. *Nouvelle Géographie universelle*. Paris, Hachette, 1879 ; t. IV, p. 674.

2. *Revue scientifique*, 1897, t. II, p. 814.

mammifères domestiques (bât, trait, lait)... l'Amérique un seul, le lama. Il est à bât, mais petit, n'existe que dans un seul district et ne donne pas de lait à l'homme; donc pas de voitures, de grandes routes, de communications rapides, de commerce par terre, pas de sevrage et, par suite, lent accroissement de la population, pas de bêtes de labour et, par suite, pas d'agriculture véritable. Contre nos nombreuses céréales domestiques une seule, le maïs ; très peu d'arbres à fruits. »

Voilà une nature extérieure, ou plutôt une flore et une faune faiblement accommodées aux convenances de l'homme.

Dès la plus haute antiquité les régions naturellement adaptées à notre constitution biologique ont été appelées *riches*, les régions mal adaptées ont été appelées pauvres[1]. La compréhension de la véritable nature de la richesse, au point de vue du monde extérieur, s'est faite depuis longtemps. L'immense majorité des hommes a une idée juste de la réalité, à ce point de vue spécial, parce que personne n'appelle *riche* une contrée aride et désolée et *pauvre* une contrée fertile et riante.

Mais aucun pays au monde n'est *complètement* adapté aux convenances de l'homme. Dans l'un il fait trop froid en hiver, dans l'autre trop chaud en été, dans le troisième les plantes qui poussent naturellement ne sont pas celles qui donnent la meilleure alimentation, dans le quatrième les pentes des montagnes sont trop escarpées, dans le cinquième les côtes sont trop ouvertes et n'offrent pas de havres assez sûrs pour les navires, et ainsi de suite.

Alors commence pour l'homme l'ensemble des efforts tendant à modifier le milieu et à l'accommoder à ses convenances. Dans les pays trop froids en hiver on bâtit des maisons pourvues d'appareils de chauffage ; où il y a trop

1. Cela est aussi vrai au point de vue esthétique. Nous disons d'un pays bien adapté aux convenances humaines qu'il est beau, d'un pays mal adapté, qu'il est horrible.

de sécheresse on fait des canaux d'irrigation[1]; au lieu de certaines plantes on en fait croître d'autres; les pentes des montagnes trop abruptes sont transformées en terrasses sur lesquelles on fait pousser des céréales et des arbres fruitiers[2].

Ensuite vient l'ensemble des travaux ayant pour but d'augmenter la viabilité du pays : creusement de ports, construction de quais, établissement de routes, de canaux, etc. Ajoutons l'immense série d'efforts pour l'extraction des minéraux, l'exploitation des matériaux de construction, les transformations industrielles, la captation des forces motrices naturelles, etc., etc. L'ensemble de ces travaux produit une modification du pays, une adaptation plus complète aux convenances de ses habitants. Cette adaptation constitue précisément la richesse.

On ne doit pas perdre de vue que cette adaptation se poursuit perpétuellement. Il ne suffit pas de disposer un champ de façon à pouvoir être ensemencé. Il faut l'ensemencer chaque année et conserver sa fertilité première. Il ne suffit pas de bâtir une maison ; il faut l'entretenir en bon état, sans quoi elle est détruite par les intempéries des saisons. Il ne suffit pas de creuser des canaux et des ports; il faut les curer de temps en temps pour les empêcher de s'envaser, etc., etc. De plus, le travail de l'adaptation du milieu est également constant parce qu'il

1. Il ne pleut jamais dans la région des champs d'or de l'Australie occidentale. Aussi dans les premiers temps de l'établissement des mineurs à Coolgardie l'eau s'y payait 70 centimes la bouteille. Maintenant on a fait un aqueduc. C'est comme si la pluie avait commencé à tomber dans ce pays.

2. Je parcourais un jour, en voiture, la route merveilleuse qui va de Sestri Levante à La Spezzia en compagnie d'un professeur de sociologie de l'Université de Gênes. Je lui dis à un certain moment : « Vous êtes heureux, vous autres Italiens ; la nature a admirablement arrangé votre pays pour vos convenances. Chez vous les montagnes forment d'admirables terrasses où poussent les plantes les plus utiles. Chez nous, en Russie, quand nous avons des montagnes, elles sont si abruptes qu'on ne peut rien faire croître sur leurs pentes. » Mon professeur se mit à sourire. Je lui demandai pourquoi. « Mais ne voyez-vous pas, me dit-il, que toutes les terrasses de notre côte sont artificielles. Seulement comme nos ancêtres en ont élevé quelques-unes depuis deux mille ans, elles ont perdu toute trace d'intervention humaine et semblent naturelles. »

est amplifié. La superficie des terres mises en culture peut s'étendre au détriment des landes arides ; les champs déjà labourés peuvent être encore mieux débarrassés de leurs pierres et encore mieux engraissés. En un mot, la richesse provient d'une action incessante de l'homme sur le milieu. La richesse est un perpétuel devenir, un fait de l'ordre dynamique autant que statique.

Par suite d'efforts plusieurs fois séculaires, les habitants de la France ont considérablement transformé leur pays. Sur 53 600 000 hectares qu'il contient, ils en ont accommodé 18 000 000 pour la culture des céréales, 4 500 000 pour la culture de la vigne; ils ont bâti 10 000 000 de maisons afin de se préserver des intempéries des saisons ; ils ont établi 432 000 kilomètres de routes empierrées, 46 000 kilomètres de chemins de fer ; ils ont creusé 5 000 kilomètres de canaux ; ils ont élevé d'innombrables édifices publics : églises, palais, théâtres, casinos, hôtels, gares ; ils ont tracé de nombreuses promenades et des parcs, etc., etc. L'ensemble des transformations opérées étant très considérable, on dit avec raison que la France est un pays riche. Au contraire, on dit avec une raison égale que la Russie est beaucoup plus pauvre que la France, justement parce que l'accommodation de la Russie aux convenances de ses habitants est encore beaucoup moins avancée que celle de la France. Ainsi le midi de la Russie présente un steppe immense où les terres sont d'une fertilité énorme. Mais, par malheur, cette région est mal arrosée. Quand les pluies du printemps manquent, au lieu d'une récolte fabuleuse, on peut avoir la plus noire famine. Par suite, la Russie méridionale est un pays pauvre. S'il avait été couvert d'un réseau complet de canaux d'irrigation, il serait devenu immédiatement le pays le plus riche de la terre.

Considérons maintenant à quoi se ramènent les transformations opérées par les hommes sur la surface du globe.

Prenons un fait comme exemple. Grâce à ses 420 000 kilomètres de routes empierrées, le Français peut parcourir le territoire de sa patrie en automobile, en voiture, en camion, sans éprouver aucun désagrément. Ce n'est pas le cas du Russe. Il a en tout et pour tout dans son pays 26 000 kilomètres de chaussées (et encore dans quel état!) soit un kilomètre par 10 000 hectares, tandis que le Français en a 80. Les intempéries des saisons font que les Russes, sur leurs routes naturelles, se noient positivement dans la boue. La moindre traversée devient alors une source de souffrances considérables que le Français n'éprouve pas parce que, par l'établissement des routes, son pays a été arrangé à ses convenances. Ces considérations nous amènent à une autre définition de la richesse : *elle est une possibilité de jouissance*. Quels que soient les circonstances et les rapports dans lesquels se trouve placé un homme[1], s'il y a pour lui possibilité de jouissance (au point de vue objectif, cela va sans dire) on peut le considérer comme riche économiquement parlant.

Puisque la richesse est, en réalité, une possibilité de jouissance, et que le bonheur de l'individu est en raison directe de la somme de jouissance qu'il peut avoir dans un temps donné, puisque, d'autre part, la jouissance vient de l'accommodation du milieu, on voit que l'adaptation, la richesse, la jouissance et le bonheur sont des termes synonymes, quand on les considère au point de vue social et objectif.

Je viens de dire que la France a maintenant 18 millions d'hectares disposés pour la culture des céréales, 10 millions de maisons, 46 000 kilomètres de chemins de fer, bref, un ensemble déterminé d'adaptations du milieu. Désignons cet ensemble (en d'autres termes, la richesse de la France) par le nombre 1 000. Désignons d'autre part l'accroissement annuel d'adaptation produit par le travail des

1. Par exemple, qu'il soit majeur ou mineur, propriétaire foncier ou simple manœuvre.

Français (nouveaux champs mis en culture, nouvelles maisons bâties, etc.) par le nombre 2. La vie consciente de l'individu ne dure pas en général plus d'une quarantaine d'années. Si donc un Français vit soixante ans et qu'à sa majorité le degré d'adaptation soit égal à 1 000, il pourra, à sa soixantième année, voir une adaptation égale à 1080. Mais si le taux d'accroissement de l'adaptation est seulement de 1 pour 1 000, notre Français, à sa soixantaine, ne verra qu'une adaptation égale à 1 040. Or comme le degré d'adaptation et la jouissance sont des termes synonymes, on peut dire que le bonheur de l'individu dépend non seulement du degré d'adaptation, mais encore du taux d'accélération de l'adaptation ; cela revient encore à dire que la jouissance de l'individu est en fonction du temps, car moins il faut de temps pour chaque transformation, plus grand est le nombre de celles que chacun peut voir dans sa vie. Plus l'étiage de la civilisation qui s'offre à nos yeux au déclin de notre vieillesse est élevé par rapport à l'étiage que nous avons observé dans notre jeunesse, plus notre vie peut être considérée comme heureuse, au point de vue objectif et social.

L'intensité de la vie est en raison directe du nombre d'impressions perçues dans des temps égaux. Voici un être capable d'éprouver dix impressions par minute et un autre capable d'en éprouver seulement cinq. On dira que le premier vit avec une intensité double du second. Or ce que nous appelons jouissance est précisément l'intensité maximum de la vie en dedans de certaines limites conformes à notre nature. La monotonie, l'atonie sont des souffrances[1], la variété, l'exubérance, l'activité, des plaisirs. Le bonheur étant en raison directe du nombre des jouissances (un homme qui en aurait une série ininterrompue serait complétement heureux), le bonheur se ramène à une intensification, à une exaltation de la vie.

1. La prison cellulaire est une peine si cruelle précisément parce qu'elle supprime toute variété dans les impressions.

Maintenant comme toute perte de temps dans la production fait que le milieu se modifie moins vite, toute perte de temps fait diminuer le nombre des sensations que l'on peut recevoir dans sa vie. Toute perte de temps est donc une diminution de l'intensité vitale ou, en une formule plus brève, toute perte de temps est une perte de vie et, si l'on veut s'exprimer en sens inverse, toute suppression du temps est un accroissement de vie.

On peut se faire maintenant une idée très précise de la richesse. *Elle est l'adaptation du milieu réalisée dans le temps le plus court possible ;* R étant richesse, A adaptation et T temps, on a la formule suivante :

$$R = \frac{A}{T}.$$

D'où, si $T = 0$ $R = \infty$. C'est-à-dire que si l'on pouvait adapter le milieu en zéro temps, la richesse serait infinie (c'est là situation d'Aladin avec sa lampe) ou que si $A = \infty$, $T = 0$, c'est-à-dire que si l'adaptation était parfaite tout travail serait inutile (c'est la situation du paradis).

Sans doute ni l'une ni l'autre situation n'est réalisable, mais c'est vers ces situations que tend constamment l'évolution naturelle en vertu de la loi universelle de l'équilibre des forces.

La richesse est une concordance entre l'homme et son milieu, une certaine corrélation entre le microcosme et le macrocosme. La richesse n'est pas une *chose ou un ensemble de choses*, comme on l'a cru si longtemps et comme le croit encore l'immense majorité des hommes : la *richesse est un état des choses*.

Assurément on peut considérer la richesse à un point de vue restreint et dire qu'elle est l'ensemble des utilités apportées sur les marchés ou mises à la disposition de l'humanité. Cette définition ne sera pas complétement erronée, mais elle le sera cependant parce qu'elle considérera la

question sous un angle particulier et seulement sous cet angle, tandis que pour avoir une idée exacte d'un fait ou d'un objet il faut le considérer sous *tous* ses angles. Le produit (comme son nom l'indique) est le *second* état, c'est la condition du milieu qui est le *premier*. Un sauvage peut cueillir des noix de coco et les apporter sur le marché, mais il faut préalablement que les cocotiers existent. Ce sont eux qui constituent, à véritablement parler, la richesse du sauvage et non les noix apportées au marché. Celles-ci sont une partie, et peut-être très infime, de sa richesse. Or il n'est pas admissible en bonne logique de définir un fait ou un objet par la partie. De même le blé apporté par l'agriculteur sur le marché n'est qu'un épisode de sa vie. C'est l'état du champ qui produit ce blé qui constitue la trame même de son existence. Le bien-être de sa vie entière, son bonheur, en un mot, dépendent de cet état. Que le champ soit fertile ou aride, qu'il donne une récolte par an ou deux, voilà ce qui détermine la destinée de celui qui l'exploite.

On peut assurément ne considérer la richesse qu'au point de vue du produit, mais il ne faut jamais oublier que c'est seulement *une* face du problème, une autre manière de l'envisager. Si on peut à notre époque apporter tous les ans 1 218 millions d'hectolitres de blé sur les marchés du monde, c'est parce qu'un million et demi de kilomètres carrés[1] de notre planète sont disposés pour la culture de cette céréale. Si trois millions de kilomètres carrés étaient disposés à cette fin, on aurait pu apporter trois milliards d'hectolitres sur les marchés. On voit donc que le produit n'est qu'une manière partielle de considérer l'état d'accommodation du milieu physique. Ce qui est vrai du blé l'est également de toutes les autres denrées et de tous les autres articles, quels qu'ils soient. Leur quantité dépend unique-

1. Je donne ici un nombre hypothétique, mais qui me paraît probable. Je n'ai pas pu me procurer une statistique indiquant le nombre d'hectares cultivés en blé sur toute l'étendue de la terre.

ment de la manière dont le globe terrestre a été transformé pour les convenances de l'homme.

La considération de la richesse seulement au point de vue du produit étant partielle, est donc fausse. La vraie est la considération au point de vue du milieu.

Cependant la considération au point de vue exclusif du produit a aussi son importance et il est parfaitement vrai de dire, relativement parlant, que la richesse de l'humanité est l'ensemble des produits que les travailleurs du monde entier apportent sur les marchés. Ce point de vue est aussi en fonction du temps. Si l'élaboration de chaque produit demandait zéro temps, les hommes pourraient apporter sur les marchés un nombre de produits infini, alors la part de chacun serait aussi infinie, c'est-à-dire que la richesse serait universelle.

Si, au lieu de se placer au point de vue général et social, on se place au point de vue individuel et particulier on peut encore montrer combien ma définition de la richesse est exacte et précise.

Il y a en face de ma demeure une maison misérable et délabrée. Toutes les fois que mon regard tombe sur elle, j'éprouve une impression pénible. Si j'en avais les moyens, j'aurais acheté cette maison et je l'aurais convertie en jardin public. La ville où j'habite est située dans une région sèche et dénudée. Pendant l'été la poussière est aveuglante sur les routes. Les quelques petits arbres rabougris que je vois devant moi ont l'aspect le plus lamentable ; ils semblent comme des hommes qui vont mourir d'inanition. La vie dans une pareille contrée est une véritable souffrance. Si j'étais assez riche, j'aurais établi un aqueduc à mes frais, j'aurais fait arroser partout les routes et les arbres et, voyant alors partout la propreté et la verdure, au lieu des sensations pénibles que j'éprouve maintenant, j'aurais éprouvé des sensations agréables ; la somme de mon bonheur aurait augmenté, car le bonheur consiste précisément dans la corrélation entre le monde externe et notre

idéal interne. Si j'étais plus riche, j'aurais établi immédiatement cette corrélation plus complète entre mon idéal et mon milieu. On voit donc que la richesse, tant au point de vue individuel qu'au point de vue social, n'est rien autre que l'adaptation de l'ambiance.

Jusqu'ici j'ai considéré l'espace. Je passe maintenant au temps et encore pour exposer ma pensée je prends un cas spécial.

Les transatlantiques les plus rapides font actuellement 25 nœuds à l'heure. On pourrait construire un bateau à vapeur faisant 35 nœuds, mais il coûterait 80 millions de francs. Or que faut-il pour que ce bateau soit construit ? Il faudrait trouver un certain nombre d'hommes assez riches pour consentir à payer 125 francs de supplément par voyage afin de faire la traversée de New-York à Southampton en quatre jours au lieu de cinq. Les Anglais disent que le temps est de l'argent. Mais il est vrai de dire aussi que l'argent supprime le temps. Plus un homme est riche, plus vite il peut accommoder le milieu à ses convenances. Voici un archi-millionnaire. Il lui prend la fantaisie d'établir une villa dans un lieu quelconque. S'il veut faire une très forte dépense, il peut y transplanter de grands arbres en sorte que sa villa prendra l'aspect agréable d'un vieux jardin en quelques mois. Ces cas particuliers peuvent être généralisés. Plus un homme est riche, plus il se rapproche de la situation d'Aladin en possession de sa lampe.

II

Ce qui montre combien la véritable nature de la richesse est difficile à comprendre, c'est la masse d'erreurs répandues à son sujet. Ces erreurs peuvent se ramener à quatre catégories principales : la confusion de l'idée de richesse avec une chose ; avec un ensemble de choses ; avec un rapport entre l'homme et les choses (propriété) et enfin avec *toute* transformation des choses (travail).

Pour ce qui est de la confusion de l'idée de richesse avec *une* chose elle se manifeste le plus fortement dans sa confusion avec les métaux précieux. En possédant des métaux précieux, sous forme de monnaie, on peut se procurer immédiatement tout ce que l'on désire. Quand on a une autre marchandise, si indispensable soit-elle, il faut, quand même, trouver l'acheteur spécial qui en a besoin. Cette peine est inutile quand on offre de la monnaie qui est acceptée sans la moindre hésitation et la plupart du temps sans même aucune vérification du titre et du poids. Par suite de ce fait, il s'est formé une association des plus puissantes dans les esprits entre la possession des métaux précieux et l'idée de richesse. Vous entendez encore des millions d'hommes dire que l'on est riche quand on a de l'argent et qu'un pays est riche quand l'or y circule en abondance. Le moyen âge tout entier fut imbu de ces idées enfantines et les alchimistes s'imaginaient que, s'ils parvenaient à faire de l'or, ils pourraient assurer le bonheur universel. Les conquistadores espagnols se sont jetés sur l'Amérique parce qu'ils espéraient y découvrir des montagnes d'or, l'eldorado.

Faut-il montrer combien cette association d'idées entre la richesse et l'or est erronée ? Les enfants de treize ans le comprennent maintenant. Un fils de l'auteur qui a cet âge disait : « Mais si on pouvait fabriquer de l'or et en avoir autant que des cailloux, l'or vaudrait autant que ces cailloux. » Sa possession ne procurerait donc aucun avantage. D'autre part, si Robinson avait trouvé dans son île des montagnes d'or, cela ne l'aurait pas empêché de mourir de faim, c'est-à-dire d'être au comble de la misère. Grâce aux chèques et aux chambres de compensation, la quantité de monnaie nécessaire pour les transactions commerciales dans les pays les mieux organisés diminue constamment. Ces pays réduisent leur stock métallique ; ils n'en deviennent pas plus pauvres, au contraire.

Bien que l'association d'idées entre les métaux précieux

et la richesse soit d'une grossièreté à nulle autre pareille, il s'en faut de beaucoup, hélas, que l'humanité en soit déjà débarrassée. Elle est encore fort répandue. Les gens qui rougiraient de la partager, d'une façon directe, la suivent encore, cependant, dans ses conséquences. Tel ministre qui serait offensé si on le croyait capable de confondre l'or avec la richesse, sera cependant protectionniste pour ne pas laisser l'or sortir de son pays. Cette fausse association est encore une des causes qui retarde, dans une très forte mesure, l'accroissement du bien-être de l'humanité.

Il est à peine besoin de parler de l'association entre l'idée de richesse et celle de quelque autre article, excepté les métaux. Ces associations ont été nombreuses et ont duré longtemps (par exemple, les peuples pasteurs confondent la richesse avec les troupeaux), mais elles n'exercent plus aucune action dans les pays civilisés.

A. Smith dit que la richesse est « le produit annuel des terres et du travail ». Mac Culloch dit « qu'on doit considérer la richesse comme désignant tous les articles ou produits qui sont nécessaires, utiles, ou agréables à l'homme et qui en même temps sont doués d'une valeur échangeable ». Assurément ces définitions sont bien incomplètes, et, comme incomplètes, elles sont fausses. Le palais du Louvre, l'usine du Creusot, les dix millions de maisons de la France, ses 46 000 kilomètres de chemins de fer, ses 420 000 kilomètres de routes sont des richesses, cependant elles ne sont pas le produit annuel de la terre et du travail et elles ne sont pas toutes échangeables. Adam Smith et Mac Culloch se trompent beaucoup moins que ceux qui identifient la richesse avec une seule denrée, mais ils se trompent tout de même très fort en l'identifiant avec l'ensemble des denrées et cette erreur a causé des maux incalculables au genre humain. En représentant la richesse comme un ensemble d'objets, on lui conserve l'idée de quelque chose de mobile, de transportable et d'appropriable. Par suite on

peut penser que, si un pays s'enrichit, c'est qu'il accapare à son profit ces objets utiles et que, par cela même, il en prive les pays voisins qui doivent alors nécessairement s'appauvrir. Des flots de sang humain ont déjà coulé et couleront probablement encore par suite de cette fausse idée de la richesse.

On ne doit pas se lasser de dire et de redire qu'elle n'est pas un ensemble de choses mais *un état des choses*. Quand on dit que, si l'Allemagne augmente son commerce et s'enrichit, l'Angleterre devra nécessairement diminuer le sien et s'appauvrir, on commet une grossière erreur, car les Allemands et les Anglais peuvent très bien s'enrichir simultanément en transformant leurs pays selon leurs convenances. Tout homme apportant un article de plus sur le marché est un bienfaiteur de ses semblables, précisément parce que la production de cet article est un des actes de l'adaptation de la planète. Or ces adaptations peuvent se faire en même temps dans tous les pays et se poursuivre pendant un nombre de siècles indéfini. L'adaptation parfaite d'un pays est toujours profitable à tous les autres parce que le stock des utilités offertes au genre humain s'agrandit. Mais, quand on se représente la richesse comme un ensemble de choses, et surtout de choses échangeables et appropriables, on est toujours poussé à croire que, lorsqu'on en a ravi un certain nombre au voisin, on s'est enrichi, tandis qu'en réalité on s'est appauvri, parce que, pendant la période de la spoliation, la production de la richesse a dû forcément se ralentir.

Mais une des plus profondes erreurs au sujet de la richesse est celle qui confond un *état des choses* avec un rapport entre l'homme et les choses, en un mot qui confond la richesse avec la propriété. Tout le socialisme sort de cette erreur et le socialisme menace de ralentir peut-être pour des siècles le taux d'accroissement de la production, donc le bonheur du genre humain.

J'ai montré que la richesse est une possibilité de jouissance, provenant de l'état du milieu extérieur. Or qu'est-ce que la propriété ? Un rapport déterminé entre certains objets extérieurs ou une portion quelconque du milieu et un être humain. Dire qu'un champ appartient à Pierre, c'est dire que Pierre peut le cultiver ou le laisser en friche, qu'il peut le donner en ferme ou le vendre, en un mot, qu'il peut en disposer à son gré. Dire qu'un vêtement appartient à Paul, c'est dire qu'il peut le porter ou le donner, l'échanger ou le détruire. Or l'état extérieur du milieu et le rapport de l'homme et du milieu ne sont pas unis par un lien de cause à effet. De là vient que la propriété peut ne pas être une source de jouissance et que la jouissance est possible sans la propriété.

Un homme peut posséder une terre, une maison, une usine qui non seulement ne lui rapportent rien mais peuvent encore lui coûter de l'argent. Dans ce cas ces propriétés, loin d'être une source de jouissance, sont, au contraire, une source de souffrance. La propriété n'est avantageuse que dans des cas spéciaux qui peuvent ne pas se présenter nécessairement partout et toujours. Et je ne parle ici que de la souffrance par rapport à la perte de l'argent, je ne parle pas de celle qui vient de la servitude. Un grand nombre d'hommes aimeraient à vivre dans un endroit autre que celui où ils ont leurs propriétés, mais, faute de pouvoir s'en débarrasser, ils restent rivés à elles, menant une existence qui leur est parfois à charge. D'autre part, on peut avoir la jouissance sans avoir l'appropriation. L'enfant d'un père riche qui vit avec lui peut jouir d'un luxe considérable sans rien posséder.

La forme la plus importante de la jouissance, sans appropriation, vient des biens collectifs de la société. Comme la jouissance est en raison directe de l'accommodation du milieu, un pays riche offre infiniment plus de jouissances qu'un pays pauvre. Dans le premier, l'individu quel qu'il soit, a de nombreuses aises ; dans le second l'in-

dividu, même personnellement riche a des milliers de souffrances et d'ennuis. Je n'en veux d'autre exemple que la viabilité. Un nabab russe patauge dans la boue la plus profonde dès qu'il sort de sa demeure et, à certaines époques de l'année, ne peut pas faire plus de quatre kilomètres à l'heure (encore quand il les fait !) ; un simple paysan français roule gaîment et facilement sur les 420 000 kilomètres de routes empierrées de son pays. Tout le reste est à l'avenant.

Mais, répondent les socialistes, à quoi sert le luxe public le plus magnifique à l'homme dans la misère? Il lui sert grandement. On peut même poser en principe que l'avantage des biens collectifs est en raison directe de la pauvreté individuelle. M. de Rothschild n'a que faire des bibliothèques publiques, parce qu'il peut s'acheter tous les livres dont il a besoin. M. de Rothschild peut se passer des promenades publiques parce qu'il a de superbes villas et de très beaux parcs. C'est à l'individu peu fortuné que les bibliothèques et les parcs publics offrent précisément une source de jouissance des plus précieuses. A égalité de revenus un homme a toujours plus d'avantage à vivre dans un pays riche que dans un pays pauvre, puisque, dans ce dernier, aux souffrances que lui cause sa misère personnelle, s'ajoutent celles que lui cause la misère générale (absence de confort de tout genre, mauvaise viabilité, etc., etc.).

Il y a un dernier point de vue qui domine les autres. Un pays riche est celui qui est bien adapté aux besoins de ses habitants, donc qui est bien outillé. Or mieux un pays est outillé, moins il y faut de temps pour élaborer les produits, par conséquent moins il faut faire d'efforts pour s'en procurer. C'est parce qu'il y a maintenant de nombreuses presses rotatives tirant 72 000 exemplaires à l'heure qu'une Bible peut s'acquérir pour 10 francs au lieu des 1 000 francs qu'il fallait payer au moyen âge. En généralisant cet exemple on arrive à la conclusion que l'effort nécessaire pour obtenir un bien-être égal à X est

en raison inverse de la richesse collective d'un pays donné. A ce point de vue la richesse collective exerce une influence directe sur la destinée de chaque individu, et l'immense avantage de la richesse collective devient l'évidence même.

Très bien, diront les socialistes, on peut admettre que le pays le mieux adapté offre le maximum d'avantages à l'homme pauvre. Mais à celui qui n'a rien, qui meurt de faim, que peut-il offrir ? L'homme n'a rien pour deux raisons : ou parce qu'il ne veut pas travailler ou parce qu'il ne trouve pas de travail[1]. S'il ne *veut* pas travailler, il est un parasite social. Cette situation relève de la pathologie sociale dont il n'est pas l'occasion de s'occuper ici. Quant à l'homme qui ne trouve pas de travail, il faut bien comprendre que la demande de travail est précisément en raison directe de la richesse collective. Dans un pays où les capitaux abondent, les entreprises nouvelles surgissent plus vite et sont plus nombreuses que dans les pays pauvres qui manquent de capitaux. Un individu sans travail a donc toujours plus de chances d'en trouver dans une contrée opulente que dans une contrée misérable. Ainsi donc, si dénué de ressources que se trouve un homme, sa prospérité personnelle sera toujours en raison directe de la prospérité générale.

Il ne faut pas oublier encore une vérité peu contestable, c'est que les richesses publiques sont pour nous une source de jouissances beaucoup plus vives que les richesses privées. Un très grand nombre de personnes aiment mieux un revenu moindre dans un pays bien accommodé aux besoins de ses habitants qu'un revenu plus grand dans un pays mal accommodé. « Je préfère être femme de chambre à Paris que grande dame au Brésil », me disait il y a quelques années une très riche habitante de Rio-Janeiro. D'ailleurs si cette opinion n'était pas acceptée de tous, il y

1. Je ne parle pas ici des cas où l'homme ne *peut pas* travailler par suite de la maladie ou de quelque autre calamité. Ce fait est un malheur qui doit être guéri par des procédés spéciaux, et non un fait économique fondamental.

en a une autre qui me paraît difficilement contestable. Un ouvrier italien, gagnant 2 francs par jour, à Milan, peut parfaitement préférer s'en aller dans le Far-West américain et gagner 15 francs. Mais proposez à un homme le même salaire dans un pays riche (bien adapté) ou dans un pays pauvre (mal adapté), il n'y en a pas un seul qui préférera le pays pauvre[1].

Il me reste à dissiper une dernière erreur au sujet de la richesse, celle qui la considère comme produite *uniquement* par le travail. Cette idée ne soutient pas la critique. La beauté des paysages de leur patrie est une richesse pour les Suisses, la fertilité de la vallée du Pô une richesse pour l'Italie. Ni l'une ni l'autre ne viennent du travail de l'homme. D'autre part, un talent rare, des capacités hors ligne peuvent être des sources de grande richesse pour certains particuliers sans leur avoir coûté une seule minute de labeur.

Il s'en faut de beaucoup aussi que tout travail crée de la richesse; très souvent aussi il crée la misère. La Mésopotamie a été dans l'antiquité un des pays les plus riches et les plus peuplés de la terre; il est maintenant une solitude aride et désolée. Cela vient du travail humain. Les déboisements millénaires des hauts plateaux de l'Arménie ont modifié les conditions de la contrée. Autrefois les forêts régularisaient le débit du Tigre et de l'Euphrate; maintenant « sur la roche nue la neige glisse aux premiers rayons du soleil; elle forme des crues torrentielles qui ont enlevé les digues et comblé les canaux. La culture a péri[2] ».

1. Une des causes qui pousse à l'accroissement si rapide des villes comme Paris, par exemple, c'est précisément le grand nombre de jouissances que leur séjour peut procurer. Ce qui, au contraire, rend le séjour des villes nouvelles si odieux, c'est que là tout est ennui et source de souffrances : pas de routes, des fondrières partout, des rues non pavées, de la boue pendant l'hiver, de la poussière pendant l'été. Puis aucune satisfaction esthétique pour l'œil : l'aspect de provisoire, d'improvisation. Autant certains quartiers de Paris sont ravissants, autant certains quartiers de Chicago sont odieux. Le séjour dans les premiers est un plaisir, dans les seconds une souffrance.

2. *Revue des Deux Mondes*, du 1er avril 1907, p. 667.

La Mésopotamie était devenue un magnifique jardin grâce à certains travaux des hommes ; elle est devenue un désert grâce à d'autres travaux des hommes (le déboisement des montagnes). On voit donc que ce n'est pas le travail par lui-même, mais le travail ayant pour résultat une plus grande somme d'adaptation (le labeur *productif* comme on dit en termes usuels) qui crée la richesse ; le travail aboutissant à la désadaptation ne crée que la misère. Et ce genre de travail, hélas, est pratiqué par le genre humain sur la plus large échelle. Tous les moments consacrés à fondre des canons, à construire des cuirassés, à livrer des batailles, à faire sauter des ponts, à détruire des routes, à piétiner sur les champs cultivés, à opposer des entraves au commerce, sont des travaux de *désadaptation*. Quand on lit ce martyrologe de l'humanité qui s'appelle l'histoire, on trouve des périodes entières où le nombre des journées de travail consacrées à la désadaptation prend des proportions vraiment folles.

A la destruction il faut ajouter le sisyphisme. Bien souvent l'homme travaille avec la plus grande ardeur à des entreprises complètement inutiles. On se donne un mal énorme pour produire, dans un pays, des articles que l'on pourrait faire venir d'un autre en épargnant la moitié de la peine. Tout le monde comprend que le sisyphisme, loin d'accélérer l'adaptation du milieu, la ralentit par suite des efforts qui sont employés en pure perte.

On voit donc que la richesse n'est pas uniquement le produit du travail, en premier lieu parce que toute richesse ne vient pas du travail, en second lieu parce que le travail peut produire la misère et en troisième lieu parce que le but de l'évolution sociale est précisément d'obtenir la richesse avec le moins possible de travail. Mieux le globe sera adapté aux convenances humaines, moins il faudra de travail pour avoir la même somme de jouissances. Si l'adaptation était complète (toutes les forces naturelles seraient alors mises à notre disposition), le labeur serait réduit au minimum

au moment même où la richesse atteindrait le maximum.

Après avoir parlé des quatre erreurs principales répandues au sujet de la richesse, je dois en exposer encore une qui se rattache aussi à la catégorie du travail, mais en sens inverse, à l'absence du travail.

On voit dans nos sociétés des individus qui possèdent tous les biens de la terre sans rien faire. On se dit donc : si tout le monde était riche, personne ne voudrait travailler. On sait que c'était là une des craintes les plus sérieuses de Fourrier. Aussi faisait-il appel au patriotisme des hommes pour les décider à exercer certains métiers désagréables et pénibles, mais indispensables à la communauté.

Toutes ces fantasmagories proviennent d'une grossière erreur au sujet de la richesse. Comme on voit quelques riches qui ont tout ce qu'ils veulent sans rien faire, on en conclut faussement que le monde entier pourrait satisfaire ses besoins en restant dans l'inaction. Alors la richesse deviendrait quelque chose de miraculeux, comme la manne du ciel. Mais les réalités sont bien autres. Si certains hommes peuvent vivre sans rien faire, c'est qu'ils sont peu nombreux, un sur dix mille peut-être et même moins. Et précisément ils peuvent ne rien faire, parce qu'il y a à côté d'eux 9999 individus qui travaillent constamment. Mais si personne ne faisait rien, personne n'aurait rien. La minute après que *personne* ne voudrait travailler, M. de Rothschild, malgré ses milliards, deviendrait plus pauvre que le dernier des mendiants : il n'aurait pas un morceau de pain à se mettre dans la bouche et devrait mourir de faim [1].

L'idée que l'humanité pourrait vivre un seul moment

1. Cette erreur vient aussi de ce que l'on considère la richesse au point de vue statique, comme une quantité une fois donnée, tandis qu'elle est, en réalité, un perpétuel devenir.

sans produire, c'est-à-dire sans travailler, est une de ces grosses aberrations possible, seulement par suite d'une véritable éclipse du raisonnement humain. Mais ce genre d'éclipse est très fréquent dans le domaine de l'économie politique. Il provient de la puissance prépondérante de certaines associations fausses. On voit des riches vivre sans rien faire. Alors on associe *richesse* seulement avec loisir, comme on associe richesse *seulement* avec argent, *seulement* avec propriété, etc. On ne se préoccupe plus des autres phénomènes que comporte le mot « richesse ». On fait abstraction d'une immense série de circonstances au profit d'une seule. Naturellement on tombe de cette façon dans les erreurs les plus grossières.

Je viens de dire que, si certains individus peuvent vivre sans rien faire, c'est parce que d'autres travaillent à côté d'eux[1]. Examinons la situation du capitaliste dont l'unique souci est d'encaisser ses coupons. Quelle est la véritable nature de ce fait? Le capitaliste a certains objets (maisons, machines, outils, aliments, etc.) et il les cède[2] à des individus qui, à certains intervalles réguliers, lui rendent divers autres articles (aliments, vêtements, meubles, etc.)[3]. Mais, pour donner ces articles, les emprunteurs ont dû forcément les fabriquer. On voit donc que tout revenu implique nécessairement le travail. Le jour où tout le monde sera capitaliste ne marquera donc pas le moment où personne ne devra travailler, car, si personne ne travaille, personne n'aura aussi le moindre profit à être capitaliste.

Ce qui vient d'être dit dans ce chapitre montre combien la véritable nature de la richesse est difficile à com-

1. Un homme qui possède 100 000 hectares peut avoir de doux loisirs. Mais à quelle condition ? A la condition que ses domaines soient exploités, c'est-à-dire qu'on y travaille. Sans cela, 100 000 hectares, sur la terre, ne peuvent pas procurer plus de loisirs que 100 000 hectares sur la lune.

2. Le capitaliste a pu donner de l'argent, mais celui-ci est un simple intermédiaire, car l'entrepreneur, qui l'a reçu, s'est empressé de l'échanger contre les objets énumérés dans le texte.

3. Le capitaliste, peut recevoir de l'argent, mais, lui aussi, s'empresse de l'échanger contre les articles qui lui sont utiles.

prendre. Les nombreuses erreurs universellement répandues qui règnent encore à son sujet en sont la meilleure démonstration. Je n'hésite pas à le répéter : si la grande majorité des hommes pouvait saisir la véritable nature de la richesse, la face du monde changerait aussitôt et la somme du bonheur humain décuplerait en peu d'années. Donnez au genre humain la compréhension de l'essence de la richesse, le protectionnisme, l'étatisme, l'âpre poursuite des privilèges, les conquêtes des marchés par la force des armes, les compétitions coloniales, les exclusivismes nationaux, les antagonismes politiques, les annexions guerrières, le socialisme et le collectivisme disparaissent aussitôt. A la place se dresse une fédération du genre humain et, à l'intérieur des États, l'égalité absolue des citoyens devant la loi. Le protectionnisme, l'étatisme, les antagonismes mercantilistes, l'esprit de conquête, le collectivisme, toutes ces tendances qui causent des maux si cruels, viennent de ce qu'on croit avantageux de s'approprier violemment les biens du prochain, ils viennent donc du désir de posséder la richesse. Mais si on comprenait que la richesse est un *état des choses* et non un *ensemble de choses*, on verrait immédiatement qu'il est impossible d'augmenter sa propre richesse en pillant le voisin, parce que pendant ce moment on l'empêche de produire, c'est-à-dire précisément d'accroître la richesse. On aurait donc compris qu'il est contradictoire d'espérer en avoir *plus* en faisant qu'il y en ait *moins*.

CHAPITRE IX

DÉFINITION ET MISSION DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

I

Une conception erronée de la nature de la richesse a produit, comme il fallait s'y attendre, une conception erronée de l'essence de l'économie politique.

Le domaine de la science économique embrasse l'action de l'homme sur le milieu naturel environnant. Assurément cette action peut s'exercer, non seulement par l'homme seul, mais encore par l'homme associé à ses semblables. Cela est hors de doute, mais cela n'empêche nullement que l'association soit un *moyen* et non un but. L'association est donc le phénomène subordonné et l'action sur le milieu physique le phénomène principal. Le désir de modifier l'ambiance est le premier moment. Si l'homme voit qu'il ne peut pas y parvenir par des efforts individuels, il combine des efforts collectifs. Mais si, en agissant seul, il ne diminue pas son action sur le milieu, il préfère toujours agir seul[1]. A ce point de vue on peut se servir d'une expression très exacte de Gabriel Tarde et dire que l'économie politique est une science *pré-sociale*.

1. Cela encore en vertu du phénomène foudamental de l'économie politique, qui est l'accélération de l'adaptation. On fait plus vite ce qui paraît utile quand on n'a pas besoin de donner des explications à qui que ce soit. De nos jours les patrons sont obligés d'avoir des ouvriers. Mais s'ils pouvaient s'outiller d'une façon assez parfaite pour s'en passer et s'ils pouvaient faire tout le travail à eux seuls, ils considéreraient cette situation comme idéale.

Elle devient sociale dans ses ramifications ultérieures.

« Comme la mise en culture des végétaux alimentaires, la domestication des animaux comestibles a eu pour cause déterminante un accroissement de pression de la concurrence, dit M. de Molinari[1]. A mesure que la population des tribus carnivores se multipliait, la concurrence pour l'acquisition des subsistances devenait plus vive entre les membres. Les moins courageux, les moins agiles, ne parvenaient qu'avec un redoublement d'effort et de peine à atteindre le gibier devenu relativement plus rare ». Par suite les hommes faibles furent poussés à inventer la domestication des animaux.

Il est impossible de donner une meilleure preuve pour démontrer combien les maîtres de la science eux-mêmes méconnaissent encore la véritable nature de l'économie politique. M. de Molinari n'aperçoit que les relations sociales ; les relations entre l'homme et le milieu ambiant échappent entièrement à sa vue. Et cependant ces relations sont de toutes les secondes et se produisent sous mille aspects.

M. de Molinari se trompe : ce n'est pas la concurrence, c'est-à-dire l'action de l'homme sur l'homme, qui pousse la plupart du temps à l'invention, c'est l'action du milieu physique qui produit surtout cet important phénomène. Le célèbre aviateur brésilien, M. Santos-Dumont, possède une grande fortune personnelle. S'il travaille nuit et jour à créer l'aéroplane, ce n'est nullement parce que la concurrence des automobiles et des bicyclettes lui cause des pertes d'argent. Il travaille au navire aérien parce qu'il désire obtenir une somme de jouissances supérieure en supprimant l'espace et le temps. Il en a été de même de presque toutes les découvertes. Elles ont été faites, le plus souvent, non pour nous épargner une souffrance venant de nos semblables, mais pour nous épargner une souffrance

1. *Journal des Économistes* du 15, mai 1907, p. 325.

venant du milieu ambiant, ou, si l'on s'exprime en sens inverse, elles ont été faites pour nous procurer des jouissances. L'automobile n'a pas été le résultat de la concurrence des chemins de fer, la bicyclette, le résultat de la concurrence des tramways. Stephenson n'a pas inventé la locomotive parce qu'il a été ruiné par les diligences, ni Fulton, le bateau à vapeur, parce qu'il a été ruiné par les navires à voile, ni Graham Bell, le téléphone, parce qu'il a été ruiné par les télégraphes. Et il en a été ainsi depuis la plus haute antiquité. Le feu, la roue, la voile, la charrue, la domestication des animaux, l'agriculture, ne viennent pas de la concurrence, mais du désir d'accommoder le milieu. Les inventions dont je viens de parler ne pouvaient pas venir de la concurrence, précisément parce qu'elles avaient en vue de créer des instruments et des appareils qui n'existaient pas encore à l'époque où elles furent faites. La concurrence peut seulement s'étendre sur des instruments qui fonctionnent déjà et que l'on perfectionne dans une certaine mesure. La concurrence exerce une action, sans aucun doute, mais elle est de second ordre. Le but principal de l'activité humaine, c'est le désir d'adapter le milieu physique. L'homme qui a inventé le feu n'y a pas été poussé par la concurrence, puisque personne avant lui n'usait de ce procédé; il y a été poussé par le désir d'imposer sa maîtrise sur la nature, ce qui est la tendance innée de tout être vivant.

Il faut considérer cette question encore à un autre point de vue. Comme je l'ai déjà montré, M. Santos-Dumont (je le prends comme exemple) ne s'efforce pas de construire le navire aérien pour se préserver des souffrances que lui cause la concurrence des automobiles ou des chemins de fer. Mais, de plus, il ne cherche pas à construire le navire aérien pour le vendre à ses semblables et obtenir de l'argent qui lui procurera la jouissance d'avoir de bons dîners, de beaux meubles, etc. Non, ce que cherche M. Santos-Dumont, ce n'est pas le profit, la jouissance indirecte, c'est la

jouissance *directe*, le plaisir de voler dans les airs. Sans doute quand M. Santos-Dumont aura construit son navire, il ne sera pas assez égoïste pour vouloir être seul à en profiter, mais, tout de même, c'est la jouissance personnelle de voler dans les airs, d'établir sa maîtrise sur la nature (ce qui est un autre terme pour dire adapter le milieu) qui est le principal moteur de son activité. Il en a été ainsi de tous les inventeurs et de tous les temps. L'économie politique nous ramène à un interminable dialogue entre l'homme et la nature extérieure. Ce sont les deux grands interlocuteurs. Les entretiens des hommes entre eux sont négligeables en comparaison de ceux qui se tiennent entre les hommes et le milieu physique. C'est ce dont beaucoup d'économistes ne se rendent pas compte : les arbres les empêchent de voir la forêt.

L'économie politique embrasse le domaine de l'action de l'homme sur le milieu, donc toujours une action de l'homme sur les choses. Même quand il y a échange, donc phénomène social, cela ne devient un rapport d'homme à homme que *par l'intermédiaire des choses* ou en vue d'agir sur les choses. Il ne peut pas y avoir de fait économique sans qu'une chose ou un ensemble de choses ne soient en jeu. Quand il s'établit des rapports seulement d'homme à homme, sans intermédiaire des choses (par exemple le fait de savoir si un individu doit obéir à tel chef ou à tel autre) on est dans le domaine *politique*. Les actions des hommes sur les choses sont des faits économiques; les rapports directs entre les hommes, des faits juridiques. Les premiers relèvent de l'économie politique; les seconds, de la science du droit.

Ce qui vient troubler ces notions si simples et si claires, c'est que l'homme peut considérer ses semblables aussi comme un milieu qu'il peut désirer modifier selon ses convenances. On peut vouloir transformer des champs pour leur faire produire des récoltes plus abondantes, mais on peut vouloir aussi transformer les corps de ses semblables

par l'hygiène, la thérapeutique et la chirurgie, et l'esprit de ses semblables par l'instruction, la prédication et la littérature.

A ce compte, entre le médecin et les malades, entre le professeur et les étudiants, entre le prêtre et les fidèles, entre l'écrivain et les lecteurs, il s'établit des rapports économiques, bien que l'action du médecin, du professeur, du prêtre et de l'écrivain s'exerce directement d'homme à homme. Oui, certes, l'action s'exerce directement; mais, tout de même, pour qu'elle garde un caractère économique, il faut que les *choses* s'en mêlent. Le médecin donne des conseils, le prêtre des absolutions, le professeur des leçons, mais, en retour, ils reçoivent des aliments, des vêtements, des maisons, etc., etc., c'est-à-dire des choses[1]. Si un individu va prêcher des idées dans le public, sans réclamer aucune chose en échange, son action n'est plus de l'ordre économique, mais de l'ordre politique. Cet individu devient un tribun, un agitateur populaire.

Or pour que le malade, l'élève, le fidèle puissent donner des choses au médecin, au professeur et au prêtre, il faut qu'ils aient tiré ces choses du milieu, donc modifié le milieu. On voit donc que, même quand certains rapports semblent exister seulement d'homme à homme, s'ils sont économiques, ils se ramènent tout de même au phénomène économique fondamental : la transformation de l'ambiance.

Telle n'est pas l'opinion d'un grand nombre d'économistes, même parmi les plus célèbres. La plupart d'entre eux considèrent l'économie politique non pas comme une science dans une certaine mesure pré-sociale, mais comme une science *uniquement* sociale. « Robinson dans son île, dit M. Yves Guyot, est en dehors de l'économie politique ; quand il commence à contracter avec Vendredi, il y touche[2] ». Voilà une erreur des plus graves. Au contraire,

1. Ou bien, naturellement, de l'argent avec lequel on peut se procurer tout cela.

2. *L'Économie de l'Effort*. Paris, A Colin, 1896, p. 28.

Robinson, dans son île, accomplissait les deux phénomènes fondamentaux de l'économie politique : l'adaptation du milieu et l'accélération de cette adaptation. Robinson produisait, consommait, épargnait, inventait des outils et des méthodes, il pratiquait la division du travail par la division des tâches. Robinson pouvait être capitaliste ou prolétaire, riche ou pauvre. S'il avait débarqué dans une île aride et dénudée, il aurait été un misérable qui serait mort de faim en peu de jours. Au contraire, Robinson débarquant dans une île couverte de dattiers et de bananiers, peuplée de gibier abondant, pouvait être riche. Robinson avait la liberté de se créer des réserves alimentaires qui lui donnaient la possibilité de ne pas peiner tous les jours pour avoir de quoi manger. Cela le rendait « bourgeois » ou capitaliste, si l'on veut. Robinson était encore capitaliste par suite d'une autre circonstance : il possédait les réserves du navire naufragé. Il en tirait des outils qui lui donnaient la possibilité d'accélérer le travail d'adaptation de son île, qu'il entreprit aussitôt débarqué. Robinson aurait pu être insouciant, imprévoyant, ne pas songer au lendemain. Alors il aurait été prolétaire. Il lui serait arrivé de n'avoir rien à manger pendant quelques jours de suite si, pendant ces jours, sa chasse n'avait pas été heureuse. Le seul phénomène économique que Robinson ne pouvait pas pratiquer, avant l'arrivée de Vendredi, était l'échange. Mais ce qui prouve, précisément, que ce phénomène est subordonné et ne constitue pas l'essence de l'économie politique, c'est que tous les autres phénomènes peuvent se produire sans lui, et que Robinson a pu vivre plusieurs années sans échanger. L'échange, dans certains cas, manque totalement, surtout si l'on considère les familles et non les individus isolés. Dans les sociétés primitives l'échange se réduit à presque rien. Pendant une longue période de l'histoire de l'humanité l'économie familiale a été le type dominant; l'économie communale, puis l'économie nationale ont apparu relativement tard.

On peut se rendre compte maintenant combien est erronée la définition de Mac Culloch : « l'économie politique est la science des valeurs, la science de l'échange ». Et M. Yves Guyot ajoute : « Il n'y a de phénomène économique que lorsqu'un individu possédant tel ou tel article, tel ou tel autre individu a besoin de cet article ». Nullement ; il y a phénomène économique aussitôt qu'un individu accommode son milieu à ses convenances. La construction de la cabane de Robinson était une production, donc un phénomène économique. Que les résultats de l'accommodation soient ensuite échangés ou ne le soient pas, cela importe peu ; c'est l'accommodation qui est le véritable acte économique, l'échange (lorsqu'il se produit) n'est qu'un acte accessoire. Les Parisiens n'échangent pas les Champs-Élysées. Cependant cette belle promenade constitue pour eux une possibilité de jouissance, donc la création de cette promenade a été un acte économique. Avec la définition de Mac Culloch et le commentaire de M. Guyot, il faut laisser en *dehors* de l'économie politique la plus grande partie des phénomènes qu'étudie cette science, à savoir tous ceux qui ont trait à l'accélération de la production : l'outillage, les procédés nouveaux, la division du travail, l'organisation. Un petit propriétaire qui cultive son champ uniquement pour son usage personnel peut certainement chercher des procédés nouveaux pour y faire pousser plus de blé. L'invention peut aussi n'avoir rien de commmun avec l'échange. Le jeune Humphrey Potter qui, en 1713, réalisa une grande amélioration de la machine Newcomen[1], avait en vue non pas l'échange mais le désir de jouer avec ses camarades. Une invention nouvelle dans le domaine de la mécanique peut renouveler complétement la production. Cependant cette invention peut ne pas être échangeable, soit parce qu'on n'en peut pas toujours

1. Il était chargé d'ouvrir et de fermer des robinets pour introduire la vapeur et l'eau de condensation. Il imagina d'attacher des ficelles au balancier de la machine qui exécuta alors cette tâche automatiquement.

garder le secret, soit parce qu'au bout d'un certain temps elle tombe dans le domaine public. Mais même, si le secret est gardé, la nouvelle invention ne crée pas l'échange, elle ne fait que l'accélérer. Circonstances semblables pour l'organisation. Il vint à l'idée à quelques commis des banques londonniennes de se réunir en un lieu déterminé pour échanger les créances de leurs maisons respectives. Ce fut l'origine des chambres de compensation qui remuent maintenant des milliards et ont fait faire une immense révolution dans les payements. Voilà, certes, un phénomène économique. Cependant l'idée de la réunion des commis londonniens n'a pas eu l'échange pour but, puisque cet échange se pratiquait aussi par les procédés anciens, mais seulement une *accélération* de l'échange.

Lors donc que la définition de Mac Culloch et de M. Guyot laisse en dehors de l'économie politique la plus grande partie de ses phénomènes pour n'en considérer qu'un seul, qui est plus ou moins accessoire, cette définition est fausse.

John Stuart-Mill définit l'économie politique : « la science qui étudie la nature de la richesse et les lois de sa production et de sa répartition ». Cette définition est purement verbale et, par suite, ne jette aucune lumière sur le sujet. Elle définit ce qui est à définir (la richesse) par sa notion même.

A ces définitions qui me paraissent fausses et incomplètes, je me permets d'en substituer une autre qui me semble serrer la vérité d'aussi près que possible : *l'économie politique est la science qui enseigne les moyens par lesquels l'adaptation du milieu aux organismes humains s'accomplit dans le temps le plus court possible*, ou bien si l'on veut encore : *l'économie politique est l'étude des moyens par lesquels la concordance entre l'homme et le milieu physique peut s'opérer avec le maximum de vitesse.*

II

Le rôle de l'économie politique est d'enseigner aux hommes comment il faut s'y prendre pour adapter le plus vite possible la planète à leurs convenances. A un autre point de vue on peut dire que l'économie politique a pour mission de résoudre la question sociale, de faire que chaque famille humaine jouisse du maximum de bien-être réalisable sur la terre. Les deux points de vue sont connexes, car le jour où nous saurons le mieux aménager notre milieu physique, nous aurons les plus grandes ressources qu'il puisse nous fournir, donc la plus grande somme de richesse.

Périodiquement les économistes devraient dresser la liste des besoins de l'humanité en aliments, vêtements, demeures, moyens de culture intellectuelle, etc., etc., et indiquer les procédés les plus rationnels pour se les procurer dans le temps le plus court possible[1]. En un mot l'économie politique devrait enseigner à l'humanité à bien exploiter le globe terrestre, son domaine, à l'aménager de la façon la plus parfaite.

Pour montrer quelle colossale différence il peut y avoir entre une bonne et une mauvaise gestion de ce domaine, je signalerai seulement deux faits. Les États-Unis d'Amérique sont aujourd'hui un des pays les plus riches de la terre. Or il y a trois siècles ils contenaient à peine deux millions de Peaux-Rouges qui menaient l'existence la plus précaire et manquaient souvent d'aliments. Mais les États-Unis n'en sont alors qu'à leurs débuts. Un jour prochain ils auront sans doute 200 à 300 millions d'habi-

1. Quand les économistes seront parvenus à faire ce travail d'une façon suivie et sérieuse, combien paraîtront mesquines les préoccupations actuelles des hommes d'État qui ont pour objectif unique de s'emparer des provinces du voisin ou de garder celles qu'on lui a volées. Ce que nous appelons actuellement la *haute politique* paraîtra un enfantillage ridicule.

tants.[1] Ainsi 2 millions de Peaux-Rouges vivaient dans la misère où 300 millions d'hommes civilisés pourront vivre dans l'abondance. Le second exemple est la France. Une grande partie de ce pays était encore inculte en 1789. « Les landes et les bruyères occupaient peut-être le tiers des terres labourables, on dit même la moitié dans les provinces de l'Ouest[2]. » On sait de plus que la misère des populations françaises était extrême à cette époque. Cet état de choses s'est sensiblement modifié de nos jours. La France est devenue un pays des plus riches. Ces deux exemples suffisent à montrer quels immenses changements peut produire un meilleur emploi des ressources du globe[3].

Comment l'économie politique peut-elle accomplir sa mission ? Comment peut-elle enseigner aux hommes à aménager leur domaine physique de la façon la plus avantageuse ? Cela revient à poser la question de la méthode en économie politique.

Sa méthode doit être exactement celle de toute autre science positive : l'observation, la description et la déduction. L'économie doit d'abord étudier l'ensemble des procédés et des arrangements inventés par l'homme dans le courant de sa longue histoire pour adapter le milieu à ses convenances. Parmi ces actions humaines il y en a de plus efficaces et de moins efficaces. Il y en a même d'inefficaces, de positivement vicieuses qui, loin d'accroître l'adaptation, la diminuent. L'économiste, après avoir observé les faits, doit les analyser et établir ses déductions. Il doit montrer quel ensemble d'actions a pour résultante une adaptation positive, quel autre, une désadaptation. L'économiste doit recommander les premières et détourner des secondes.

1. Et ce n'est pas la limite. Si les États-Unis étaient aussi peuplés que la Belgique, ils auraient 1 140 000 000 d'habitants.

2. *Histoire générale*. Paris, A. Colin, 1896 ; tome VIII, p. 19.

3. Économie vient de οἶκος et νόμος, c'est-à-dire règles de la maison ou du ménage. C'est plus tard que le mot *économie* a pris l'acception de suppression de l'effort, précisément quand les hommes ont compris qu'un meilleur aménagement des choses les conforme à nos désirs dans le temps le plus court.

A la vérité il y a une distinction fort importante entre les sciences sociales et les sciences naturelles. Dans les premières, l'homme est en même temps sujet et objet, ce qui n'est pas le cas dans les secondes. Quand nous observons la marche des étoiles, ce que nous pouvons faire de plus parfait, le point culminant que nous pouvons atteindre, c'est de prévoir les trajectoires qu'elles parcourront dans l'avenir. Aussi notre étude est-elle complétement objective. Il n'en est pas ainsi dans le domaine des sciences sociales. Nous observons les faits ; mais nous pouvons aussi amener les hommes à agir d'une manière différente ; nous pouvons donc modifier les faits. Voilà pourquoi aucune science sociale ne peut être complètement objective, absolument désintéressée ; voilà pourquoi elle ne peut pas ne pas tendre vers un but pratique. Mais parce qu'il nous est possible de modifier les faits économiques, cela ne veut pas dire que l'étude patiente et attentive de ceux qui s'accomplissent sous nos yeux et de ceux qui se sont accomplis dans le passé ne nous permette pas de découvrir la voie qu'il faut suivre pour arriver au but désiré. L'économiste est ici comme le mécanicien. Les hommes ont construit des machines basées sur de nombreux principes. Les unes sont plus réussies, les autres moins. En écartant les dernières et en s'attachant à connaître la cause de la supériorité des premières, on déduit les règles qu'il faut adopter pour construire de bonnes machines.

Tout de suite, dès qu'il s'agit d'actions humaines, on peut catégoriquement affirmer que celles qui atteignent plus rapidement le but désiré ont une qualité spéciale et particulière qui est de s'appuyer sur une plus forte concordance entre le monde externe et sa représentation interne, en un mot, d'être plus conformes à la vérité. Si l'homme connaissait toute la vérité, son action sur le milieu serait illimitée. Par malheur, par suite de son organisation psychique, l'homme peut tomber dans des erreurs aussi grossières qu'il peut découvrir des vérités importantes. La

chute dans le faux est en proportion de l'élévation vers le vrai. Un des rôles principaux de la science économique est, précisément, de présenter les phénomènes tels qu'ils sont en réalité et non tels qu'ils paraissent être. Comme le disait si bien Bastiat, il y a « les choses que l'on voit et celles que l'on ne voit pas ». L'économie politique doit rendre ces dernières si manifestes qu'elles ne puissent plus ne pas crever les yeux. La tâche est des plus ardues. Il y a peu de phénomènes dans l'explication desquels on ait accumulé plus de grossières erreurs que dans ceux de l'économie politique. Et cela se comprend. On peut ne pas se soucier de la chimie ou de la physique ; mais, à aucun moment de sa vie, on ne peut pas ne pas se soucier de l'économie politique, puisque son domaine embrasse nos actions de toutes les minutes, les actions par lesquelles nous nous nourrissons et nous vivons. Et, plus on avance, plus l'amoncellement des erreurs augmente. A l'étatisme, au protectionnisme, au mercantilisme se sont ajoutés, de nos jours, le socialisme et le collectivisme. Pour combattre tant de théories fausses qui pullulent constamment, les économistes contemporains ont besoin de toute leur clairvoyance, de tout leur talent, de toute leur ardeur et de tout leur dévouement à la chose publique.

Un dernier mot au sujet de la place de l'économie politique dans la hiérarchie des sciences.

J'ai déjà montré que l'économie politique suit la biologie sans aucune solution de continuité, en sorte qu'il est impossible de déterminer le moment exact où cesse l'acte biologique et où commence l'acte social. Le lien n'est pas moins étroit entre l'économie politique et la psychologie, puisque toute transformation du milieu, si élémentaire soit-elle, suppose le phénomène préalable de l'idée, donc un acte psychique. Aussi longtemps que l'adaptation du milieu peut se faire par des réflexes inconscients, elle est un acte purement biologique. Mais, chez l'homme,

l'adaptation du milieu se fait consciemment, par la représentation des images internes, des desseins [1].

C'est ici l'occasion de laver les économistes d'un reproche qu'on leur fait bien souvent : celui de créer un être abstrait n'ayant existé nulle part et jamais, le *homo economicus*, l'individu mû *uniquement* par l'intérêt. Ce reproche n'est nullement mérité. Tout économiste sait parfaitement que la production de la richesse n'est pas le seul phénomène social et que cette production est conditionnée par une série de causes qui ne sont pas de l'ordre économique : une haute culture intellectuelle favorise les inventions techniques, un bon gouvernement contribue dans une mesure immense à accélérer l'accroissement de la richesse. Les économistes savent parfaitement que l'homme, mû par des sentiments innombrables et extrêmement complexes (amour du prochain, ambition, désir de gloire, haine, dépit, soif de vengeance, idées religieuses, etc., etc.), peut agir sciemment d'une façon diamétralement contraire à ses intérêts. Les économistes n'ignorent pas non plus que toutes les fonctions sociales sont intimement liées les unes aux autres et forment un réseau si inextricable qu'il est impossible de toucher l'une sans agir aussitôt sur les autres. Les économistes savent parfaitement tout cela. Mais, lorsqu'ils veulent exposer leur science, ils n'ont pas toujours besoin de s'en préoccuper. Leur spécialité est précisément la recherche des conditions dans lesquelles se développe la richesse. Ils examinent les phénomènes externes et internes à ce point de vue particulier. C'est leur droit et même leur devoir. Un économiste n'a pas à se préoccuper des causes naturelles qui produisent l'électricité : il n'attache son étude qu'au rendement des machines électriques. De même l'économiste n'a pas à se préoccuper des impulsions psychiques qui n'ont pas pour objet la production de la richesse. Il n'a pas besoin de considérer

1. On sait que le mot *dessein* a la même origine que *dessin*. Le *dessein* est d'abord un *dessin* qui se fait dans l'imagination de l'homme.

l'homme sous son aspect d'apôtre ou de patriote, bien qu'il ne conteste pas un seul instant que cet aspect existe et qu'il soit d'une très haute importance. L'économiste n'a à considérer l'homme que par rapport à l'adaptation du milieu physique. L'économiste n'affirme en aucune façon que l'homme est un être abstrait qui agit seulement sous l'impulsion de l'intérêt matériel; l'économiste dit seulement que l'intérêt matériel, s'il est considéré en dehors des autres impulsions, doit pousser l'homme à agir de telle ou telle façon déterminée.

DEUXIÈME PARTIE

LES ABERRATIONS

LIVRE III

LA SPOLIATION

CHAPITRE X

LE PROBLÈME DE LA MISÈRE

Comme toutes les choses sociales, le problème de la misère est extrêmement complexe. Il est donc très difficile de l'exposer d'une façon nette et claire.

Un grand nombre de personnes trouvent la misère aussi naturelle que les inondations, les tremblements de terre ou la sécheresse. Elles pensent qu'il est aussi utopique de vouloir la supprimer que de vouloir des fleuves roulant du lait ou des arbres produisant des pains tout cuits. Il y a même des individus qui nient le fait de la misère. Parce que j'ai écrit dans un de mes livres que de dix habitants de notre globe neuf ne mangent jamais à leur faim (ce qui, hélas, est démontré par les statistiques), j'ai été traité de *picrochole* par un rédacteur de la *Gazette de France*. Le délégué de l'Allemagne à la première Conférence de La Haye, le baron de Stengel, affirmait, en 1899, que son pays supportait sans aucune difficulté le poids de la paix armée. Quand on lui signala que, d'après les statistiques officielles, le revenu moyen de l'Allemand montait à 33 centimes par jour, il fut profondément étonné et cria presque au scandale. Huit ans plus tard, tout récemment encore, un autre Allemand, le *professeur* Hugo Munsterberg, au Congrès de la paix de New-York, soutint égale-

ment que ses compatriotes ne ployaient nullement sous les charges militaires. Lorsqu'on lui objecta que la moitié des sujets de Guillaume II demeuraient dans des maisons d'une seule chambre et qu'à Berlin il y avait 30 000 appartements où six personnes occupaient une seule pièce, il fut bien obligé de reconnaître que lui, professeur, ignorait complétement ces tristes faits ou ne daignait pas les prendre en considération. Les gens dans l'aisance ont beaucoup de peine à admettre combien grand est le nombre des pauvres dans nos sociétés.

Les esprits religieux affirment que la misère est conforme à l'ordre des choses établi par Dieu. Mais, ne pouvant pas reconnaître que la misère est un bien et Dieu un être cruel voulant le mal de sa créature, ils s'en tirent par la promesse du paradis. A les entendre, la terre est *un lieu d'exil, une vallée de larmes, un temps d'épreuve*. C'est un mauvais moment à passer, moment qui n'est rien en comparaison de l'éternité. La *vraie* vie, la vie perpétuelle ne commence qu'après la mort. Il faut donc supporter la misère avec joie, puisqu'elle procure la béatitude éternelle et des délices sans fin. Les chrétiens n'ayant pas découvert le moyen de supprimer la misère, ont ainsi habilement tourné la difficulté. Ils ont affirmé qu'elle est un *bien* et non un mal, puisqu'elle préserve des tourments de l'enfer.

Naturellement, comme tout le monde ne croit pas aux dogmes chrétiens, tout le monde ne peut pas admettre que la misère soit un bien et qu'il faille la rechercher et non la fuir. Ce qui confirme beaucoup de personnes dans cette idée, c'est qu'elles voient les grands dignitaires de l'Église, le pape, les cardinaux et les évêques vivre dans le luxe et non dans ces précieuses privations qui ouvrent toutes grandes les portes du paradis.

Non, la misère n'est pas supportable. Après la maladie c'est le mal le plus cruel du genre humain et, quels que soient leurs efforts, jamais les prédicateurs religieux n'empêche-

ront les hommes de vouloir s'en débarrasser. Jamais ils ne les empêcheront de travailler à améliorer leur condition terrestre. D'autant plus que, si l'Église ouvre le paradis aux pauvres, elle ne le ferme pas aux riches, puisque des rois ont pu y trouver place. Il est donc plus avantageux de passer une vie de bien-être ici bas (ce qui n'exclut en aucune façon la pratique de toutes les vertus) et d'aller ensuite au paradis, que de passer une vie de misère et puis de jouir des béatitudes célestes. Bien entendu, toutes ces considérations n'ont aucune valeur pour ceux qui ne croient pas à l'immortalité de l'âme et, comme on le sait, le nombre de ces individus augmente tous les jours.

Si donc quelques personnes ne se posent pas le problème de la misère ou pensent pouvoir le tourner au moyen des croyances religieuses, il y en a d'autres qui se le posent, elles, avec la plus profonde anxiété. Mais la cause à laquelle elles attribuent ce cruel fléau est le plus souvent complètement fausse.

Ainsi, d'après une opinion presque universellement répandue, la misère serait *uniquement* une affaire de répartition. Le bien-être pourrait être général, pense-t-on, si certains individus peu nombreux n'accaparaient pas la plus grande partie de la richesse et n'en privaient pas les masses populaires. Partagez les biens en parts égales et aussitôt tout le monde sera dans l'abondance ; la misère disparaîtra à tout jamais.

Ah! comme on aurait lieu de se féliciter s'il en était réellement ainsi ! La confiscation des propriétés des riches peut se décréter en quelques minutes par une assemblée législative. Elle peut ensuite être effectuée en moins de quelques mois. Cette opération une fois accomplie, il n'y aurait plus de besoins jusqu'à la fin des siècles, on aurait le paradis sur la terre. Comme cela serait beau!

Les choses ne sont malheureusement pas ainsi. L'humanité n'est pas pauvre parce que quelques millionnaires

accaparent les richesses ; elle est pauvre parce que la quantité de denrées nécessaire pour l'existence est insuffisante. Or, comme cette insuffisance vient de l'état du milieu, on peut dire que l'humanité est pauvre parce qu'elle n'a pas encore complètement adapté le globe à ses convenances.

La misère ne peut pas s'extirper seulement par une mesure de répartition pour deux raisons très simples. La première est que la somme à répartir est insuffisante. Les statisticiens ont fait le calcul. Il résulte des données recueillies par les recensements officiels que, si l'on confisquait tous les bénéfices et les revenus supérieurs à 10 000 francs[1] pour les répartir entre les individus gagnant moins de cette somme, ces derniers auraient 12 p. 100 en plus de leur gain actuel[2]. Or, comme il faudrait au moins décupler les ressources dont nous disposons pour procurer l'aisance à tous les hommes, on voit que nous sommes, hélas, encore bien loin de compte.

« Éliminer le paupérisme, s'écrie M. A. Labriola[3], donner à l'ouvrier le produit entier de son travail, mais que deviendrait le profit du capital ? » Le profit du capital deviendrait ce qu'il pourrait, cela le regarde, mais les profits de l'ouvrier augmenteraient de 12 p. 100. Assurément ce n'est pas avec cela qu'on extirperait le paupérisme. Un ouvrier, qui gagne maintenant 2 francs par jour, gagne-

1. Non les revenus *seuls*, mais encore les bénéfices, c'est-à-dire la rémunération du travail effectué ou, en d'autres termes, les salaires.

2. Un chiffre qui me tombe par hasard sous les yeux confirme encore d'une façon très démonstrative combien peu la question sociale est résoluble par un partage des biens. En 1905, il y a eu 382 057 successions en France allant de 500 à 250 000 francs et 2 962 successions dépassant 250 000 francs. Si on répartissait le montant de ces dernières (2 909 000 000 de francs) entre les premières, celles-ci auraient un surcroît de 7 600 francs, soit, à 5 p. 100, 380 francs de revenu, Mais si on devait répartir les 2 909 000 000 de francs des riches entre *tous* les Français et non pas seulement entre ceux qui reçoivent de leurs parents de 500 à 250 000 francs le chiffre de 7 600 francs serait encore sensiblement réduit. Et notez que la France est un des pays les plus riches de la terre.

3. *Essai sur la conception matérialiste de l'histoire*. Paris, Giard et Brière, 1897, p. 104.

rait 2 francs 24 centimes. Par suite il ne deviendrait pas un bourgeois. Pour résoudre la question sociale, il faut un accroissement de 1 000 p. 100 sur tous les profits et non de 12 p. 100.

La seconde raison pour laquelle la misère ne peut pas s'extirper par la seule répartition vient de la nature même de la richesse. On tombe dans une profonde illusion en s'imaginant que les revenus des riches sont un tonneau des Danaïdes à rebours qu'on a beau vider et qui reste toujours plein. M. Pierpont Morgan peut avoir cette année 83 millions de francs de revenu, par hypothèse. On lui confisque ses biens, on les partage entre ses compatriotes. Alors chaque Américain[1] a un franc de revenu en plus de ce qu'il avait auparavant. Sans aucun doute cela ne suffit pas pour transformer chaque Américain en nabab. Or M. Pierpont Morgan ne pourra plus gagner l'année suivante 83 millions pour les partager entre ses compatriotes si l'année précédente on lui a confisqué tous ses biens. Il pourra gagner tout au plus quelques milliers de francs en qualité d'employé dans une administration collectiviste. Ce qui est vrai de M. Pierpont Morgan, en particulier, l'est de l'ensemble des riches. La confiscation de leurs biens ne peut profiter qu'une seule fois, tandis que les besoins de l'humanité se renouvellent tous les jours. Si même on admet cette conception enfantine que l'argent confisqué aux riches suffit pour nourrir tous les pauvres, cela suffit seulement pour un temps très limité.

Mais la plus grande erreur de tous ces calculs vient de la confusion de la richesse avec l'argent. En réalité que signifie que M. Pierpont Morgan a 83 millions de revenu? Cela signifie que, grâce à ses propriétés, il peut jeter sur le marché une somme de produits pour lesquels d'autres individus consentent à lui donner 420 millions, par hypothèse,

1. Cela même est injuste. Il faudrait les partager entre tous les hommes, car ils contribuent tous, dans une mesure plus ou moins grande, à constituer le revenu de M. Morgan.

qui lui laissent 83 millions de bénéfice net. Si on confisque toutes les propriétés de M. Pierpont Morgan, il arrivera de deux choses l'une : ou ses entreprises continueront à marcher, ou elles s'arrêteront. Si elles s'arrêtent, il y aura pour 420 millions d'articles en moins apportés sur les marchés. Donc, le peuple américain, disposant de moins d'objets de consommation, devra restreindre son train de vie, c'est-à-dire devenir plus pauvre. Si les entreprises de M. Morgan continuent à marcher, la fortune des Américains n'augmentera pas par la spoliation de ce milliardaire, puisque la somme des utilités apportées sur le marché restera la même.

Les socialistes sont véritablement d'une naïveté charmante ! Ainsi M. Labriola que j'ai cité plus haut se demande ce que deviendront les capitalistes quand on leur enlèvera leurs profits. Mais ils deviendront la chose la plus simple du monde : ils fermeront leurs usines et leurs ateliers. Ils tomberont assurément dans la plus noire misère, mais les ouvriers aussi, puisqu'ils n'auront plus rien à produire. M. Labriola, comme tous les socialistes, s'imagine que la richesse est un fleuve qui coule éternellement sans aucun effort par le jeu des forces naturelles. Hélas ! il n'en est pas ainsi. La richesse est produite par la transformation du milieu, opérée par le travail raisonné de l'homme. Si une usine, précédemment individuelle, est partagée entre tous les citoyens d'un pays, elle peut cesser de fonctionner. Alors elle devient immédiatement une non-valeur. Elle n'était richesse que dans certaines conditions (quand elle marchait) ; elle cesse de l'être dans des conditions différentes.

L'immense majorité des hommes se figure la richesse sous l'aspect de pièces d'or entassées dans les coffres-forts des capitalistes. Comme ces pièces d'or n'ont pas besoin d'être renouvelées chaque année, comme elles sont une quantité donnée qui peut ne pas augmenter, on s'imagine que la richesse est dans le même cas et qu'une fois pro-

duite elle existe toujours. Or la richesse est constituée, à un certain point de vue, par l'ensemble des denrées qui sont versées sur les marchés et qui doivent être tirées incessamment du milieu physique. Une année la récolte du coton a pu être, par hypothèse, de 12 milliards de kilogrammes (quantité suffisante pour les besoins humains). Mais cela n'est rien, il faut que l'année suivante il y ait de nouveau 12 milliards de kilogrammes, car ceux de l'année précédente seront consommés et détruits. S'il est possible, à la rigueur, de partager en parts égales les denrées produites l'année précédente, le problème de la richesse universelle n'est pas encore résolu, parce qu'il faut en préparer une quantité semblable pour l'année suivante. Mais si le partage de l'année précédente n'a pas été fait conformément aux règles de la plus stricte équité et sans le moindre emploi de la violence, la production de l'année suivante diminue et la misère réapparaît.

Le problème de la misère n'est donc pas une affaire de répartition. Il se pose de la façon suivante :

Le globe terrestre fournit-il des substances en quantités suffisantes pour nourrir, vêtir et loger le genre humain d'une façon convenable, c'est-à-dire évitant toute souffrance [1] ?

Hélas non ! Il s'en faut de beaucoup qu'il en soit ainsi.

Dès qu'on peut obtenir des données plus ou moins exactes sur une denrée quelconque, on voit qu'elle est produite en quantités complètement insuffisantes. Déjà, *a priori*, on peut établir qu'il en est ainsi, car si les denrées alimentaires, par exemple, se trouvaient en quantités suffisantes, elles ne coûteraient rien, comme l'eau des rivières et les cailloux des plages de l'océan.

1. En dehors de l'alimentation, du vêtement et du logement, le genre humain a encore des besoins innombrables (objets de consommation et outillage). Leur énumération seule demanderait de longues pages. Le lecteur pense bien que je ne les oublie pas. Je les passe seulement sous silence pour exposer ma pensée d'une façon plus brève, ou plutôt je les synthétise par les termes d'aliment, vêtement et logement.

Mais le problème de la misère n'est pas encore élucidé d'une façon assez nette et démonstrative. Pour qu'il en fût ainsi, on aurait dû calculer ce qu'il faut de blé, de riz, de viande, de coton, etc., etc., pour tous les habitants du globe, puis on aurait dû montrer ce qui s'en produit et établir ainsi un bilan exact des ressources de l'humanité. Un jour sans doute (quand nous serons sortis de l'ère enfantine et anarchique où nous vivons) ces calculs seront faits avec une précision suffisante et seront publiés à des dates régulières et périodiques. Pour le moment nous devons nous contenter de quelques données fragmentaires mais qui montrent, cependant, d'une façon très nette, la situation générale de l'heure actuelle.

D'après les statistiques les plus récentes, la production du blé montait en 1907 à 1 086 millions d'hectolitres pour l'ensemble du globe. Cela fait (en comptant 80 kilogrammes à l'hectolitre) 87 milliards de kilogrammes. Si on admet qu'il faut pour chaque homme environ 200 kilogrammes de blé par an (en pain, pâtes alimentaires de tout genre, etc.), cela ferait 300 milliards de kilogrammes [1]. On voit donc qu'il y a trois fois moins de blé qu'il n'en faudrait. On dira sans doute que certaines populations se nourrissent de seigle, de maïs, de riz, de manioc, de bananes, etc. D'accord ; mais nul ne contestera que ces populations ne demanderaient pas mieux que de consommer encore du pain de blé, en plus de l'alimentation qu'elles ont maintenant en riz, en maïs, etc. Le paysan italien serait heureux de n'être pas réduit à la seule polenta. Admettons l'objection cependant. Considérons le seul groupe européen pour lequel le blé est la plante alimentaire par excellence. Ce groupe est composé de 600 millions

1. Pour arrondir le chiffre j'évalue à 1 500 millions la population du globe, qui, d'après les calculs les plus probables, monte actuellement à 1 509 500 000 âmes. Il faut décompter les enfants à la mamelle. Mais dans des nombres si généraux ils forment une quantité négligeable, d'autant plus que l'alimentation des nourrices devrait être plus substantielle que celle des autres femmes.

d'hommes environ. Même pour ce groupe restreint, il faudrait 120 milliards de kilogrammes ; or, on en récolte seulement 87 sur le globe entier.

Il est une autre denrée sur laquelle on a des renseignements statistiques assez précis : le sucre. Il s'en produit environ 12 milliards de kilogrammes par an. L'individu à qui sa fortune permet de s'en procurer toute la quantité qu'il désire en consomme, au plus bas mot, 50 kilogrammes par an. Cela ferait donc, pour l'ensemble de l'humanité, 75 milliards de kilogrammes et, pour le groupe européen seul, 30 milliards. En considérant le genre humain tout entier, on a seulement un sixième du sucre nécessaire et, en se restreignant au groupe européen, un peu plus du tiers.

Un dernier chiffre. La production actuelle du coton est de 4 milliards de kilogrammes sur toute l'étendue du globe. Sur 1 milliard et demi d'hommes, 500 millions sont complètement vêtus, 750 millions le sont à moitié, 250 millions sont complètement nus. Pour habiller toute l'humanité il faudrait une production annuelle de 9 milliards 500 millions de kilogrammes. Quand on songe que le coton ne sert pas seulement pour le vêtement, mais pour mille autres usages domestiques et industriels, on peut juger combien la production de cette plante est insuffisante. Elle n'atteint peut-être pas le tiers de ce qui serait nécessaire.

Si on passe successivement en revue tous les autres articles de première nécessité, on arrive exactement aux mêmes résultats. Ainsi on a dit avec raison que la Russie vit encore à l'âge de pierre, car la consommation du fer dans ce pays n'arrive qu'à des chiffres dérisoires. Ainsi, en 1899, pendant que chaque Allemand consommait en moyenne 128 kilogrammes de fer par an, chaque Russe n'en consommait que 29. Et si, après les objets de première nécessité, on considère les objets de demi-luxe et de luxe, on arrive à des résultats tout aussi désolants. Il y

a des régions entières de notre globe où on n'a pas vu une lampe électrique ou un lit à ressorts.

Il serait fastidieux d'examiner successivement chaque denrée de première nécessité et ensuite quelques objets de luxe. Cela serait impossible d'ailleurs, vu l'absence de statistiques assez nombreuses et suffisamment exactes.

Mais il y a un autre ensemble de données qui montrent à quel point est lamentable la situation économique du genre humain : ce sont les chiffres qu'il a été possible de recueillir sur les bénéfices des populations évalués en argent. Bien qu'il soit peu désirable de quitter le terrain solide des réalités pour passer sur celui de la monnaie, où il y a tant de causes d'erreurs, de déceptions et d'enfantines illusions, néanmoins il faut convenir que les évaluations en argent donnent des indications assez précises quoique, naturellement, un peu déformées.

Seulement il ne faut pas oublier ce que signifie le salaire. Quand on dit qu'un ouvrier reçoit cinq francs, il faut toujours avoir en vue ce que cela représente de pain, de viande, de vêtements, etc. Il faut songer uniquement à la somme d'utilités réelles qu'on peut obtenir avec une somme déterminée.

Cela dit, passons aux données statistiques. Elles nous informent que sur 1 000 Allemands, par exemple, 401 gagnent en moyenne 246 francs par an ; 538, 345 francs, 48, 1 120 francs et seulement 13 plus de 3 476 francs, 93 p. 100 des Autrichiens gagnent moins de 1 266 francs par an. Le budget des familles de paysans *aisés* dans la Russie centrale monte à 1 150 francs par an. Si on prend seulement cinq personnes par famille (et ce chiffre est plutôt bas pour la Russie où les enfants sont nombreux), cela fait un gain annuel de 275 francs par tête et par an, ou de 75 centimes par jour[1]. Considérez encore que les pays européens sont relativement riches. Que dire de ceux

1. Voir J. de Bloch, *La Guerre*, Saint-Pétersbourg, 1898, tome IV, p. 83. Cet ouvrage a paru en traduction française chez Guillaumin en 1899.

de l'Asie? On a calculé que le revenu moyen d'un Hindou était de 7 centimes par jour. Il aurait besoin, au plus bas mot, de 200 francs par an pour soutenir son existence et il en gagne 23 ! La situation n'est guère plus favorable en Chine.

En considérant d'une part les pays riches comme les États-Unis d'Amérique et, de l'autre, les pays misérables comme le Céleste Empire et les Indes, je pense qu'on sera plutôt en dessus qu'en dessous de la vérité en évaluant à 1000 francs le revenu moyen d'une famille humaine au xxe siècle. Même si ce chiffre était atteint (ce qui est loin d'être sûr), il serait dérisoire. Dans l'état actuel de la production, il faudrait au moins décupler ce nombre pour que cinq personnes pussent vivre à leur aise. Avec une moyenne de 1000 francs par famille, les hommes en immense majorité sont condamnés à ne jamais manger à leur faim sans même parler des autres besoins.

On a des idées complètement erronées sur la manière dont les besoins les plus élémentaires sont satisfaits à l'heure présente. Ainsi il semble que l'air est un bien universel, constamment à portée de nos poumons et qu'il suffit d'aspirer. Sans doute; mais il y a air et air. L'air pur et sain est un objet de luxe qui, dans notre état lamentable de barbarie, est accessible à un petit nombre de privilégiés. Des millions et des millions de malheureuses créatures humaines vivent dans des trous infects où l'atmosphère est irrespirable. Et puis l'air doit être porté à une température voulue. L'air rafraîchi en été n'est même pas encore fourni aux plus grands milliardaires. Cependant des appareils frigorifiques très efficaces ont été déjà inventés et rien ne serait plus facile que de les appliquer dans les appartements. Quant à l'air chaud, en hiver, on sait que des millions d'hommes en sont privés.

L'eau est également une denrée inaccessible dans beaucoup de pays. Sur 83 millions de kilomètres carrés du vieux continent, 12 millions en sont complètement privés.

A Coolgardie, en Australie occidentale, aux premiers jours de l'exploitation des mines d'or, une bouteille d'eau se payait 70 centimes. A Bakou, au bord de la mer Caspienne, l'eau douce est un objet de luxe. L'humanité n'est pas plus heureuse au point de vue des logements que des denrées de première nécessité. Le peuple russe habite maintenant dans des demeures couvertes de chaume et extrêmement étroites. Pour les remplacer par des maisons en brique, couvertes de tôle en fer, il faudrait 16 milliards de francs. Bien entendu, cette transformation est un rêve irréalisable dans la période actuelle. Pendant plusieurs générations encore les Russes devront se contenter de maisons sordides.

Ainsi donc la situation générale de l'humanité est des plus déplorables. Nous sommes pauvres parce que la production annuelle des subsistances et des vêtements est insuffisante[1]. Pourquoi en est-il ainsi? Est-ce parce que le globe terrestre *ne peut pas* nous fournir tout ce qui nous est nécessaire, ou est-ce parce que nous ne savons pas en tirer tout ce qui nous est nécessaire? Si la première raison est la vraie, notre misère est incurable. Alors nous devons nous soumettre à notre lamentable destinée et considérer la misère comme nous considérons la mort. Nous savons que celle-ci est inévitable. Nous acceptons donc ce qui est conforme aux lois de la nature; nous nous résignons et, comprenant que toute révolte serait inutile et vaine, nous restons calmes.

Fort heureusement il n'en est pas de même de la misère. Non seulement notre globe peut fournir tout ce qui est nécessaire pour procurer à chaque famille l'équivalent de bien-être qui correspond aujourd'hui à 10 000 francs de revenu, mais il peut donner dix fois davantage. Les ressources de notre globe, comme me le disait le grand géo-

1. Je le répète, je réduis nos besoins à ces deux objets pour exprimer ma pensée de la façon la plus brève.

graphe français Élisée Reclus, sont pratiquement illimitées. Ainsi pour le blé, le coton et le sucre, dont j'ai parlé plus haut (je me limite à ces trois denrées), il y a encore sur le globe des millions d'hectares où ils pourraient être produits dans les conditions les plus favorables et qui ne sont pas même cultivés. Sur des millions d'autres hectares cultivés, les rendements sont ridicules; ils pourraient être facilement triplés et quadruplés par un travail soigné, par l'emploi des engrais chimiques, bref par une agriculture plus scientifique d'une part et par une meilleure adaptation de l'autre, c'est-à-dire par des irrigations dans les régions sèches et des drainages dans les régions humides.

A part l'agriculture, il faut considérer qu'il y a sur le globe des richesses de tout genre en quantités incalculables, qui non seulement n'ont jamais été touchées par la main de l'homme, mais qui ne sont pas encore connues. L'homme ne s'est même pas donné la peine d'*explorer* son domaine d'une façon complète. L'Oural seul contient des minéraux en quantités énormes dont personne ne songe à tirer parti. Il en est de même de l'Afrique et de l'Amérique. On peut affirmer sans aucun risque qu'au point de vue minier et industriel, les ressources du globe qui n'ont pas encore été entamées dépassent de beaucoup celles qui sont déjà mises en exploitation.

Non, fort heureusement, nous ne sommes pas pauvres par manque de ressources. L'humanité est dans la misère uniquement parce qu'elle ne sait pas exploiter complètement son domaine, ou, en termes usuels, parce qu'elle mène mal ses affaires. Le jour où elle saura les mener bien, la question sociale sera immédiatement résolue, c'est-à-dire que chaque famille humaine pourra vivre non seulement comme vit aujourd'hui une famille gagnant 10 000 francs par an, mais même mieux.

Ainsi la cause véritable de notre misère est que nous menons mal nos affaires. Mais d'où vient qu'il en est ainsi?

Cela vient de l'erreur. Notre manière d'agir actuelle nous *paraît* conforme à notre intérêt, mais elle ne *l'est pas*. Quand nous agirons d'une manière *réellement* conforme à notre intérêt (c'est-à-dire quand nous ne nous tromperons plus), la misère disparaîtra de notre globe.

Si nous considérons les réalités de l'heure présente, nous voyons que la misère vient de trois sources principales :

Le malheur;

Le vice;

Les conditions sociales.

Pour le malheur, il peut être individuel ou collectif. Les tremblements de terre, les éruptions des volcans, les sécheresses, les inondations viennent jeter dans le dénuement des populations auparavant riches et prospères. Au point de vue individuel, les maladies ou les accidents viennent enlever à une famille le chef qui lui procurait le bien-être par son travail. La famille tombe dans la pauvreté. Naturellement l'homme est impuissant contre les calamités naturelles. Il ne peut pas empêcher la terre de trembler et les vents d'emporter au loin les nuages à la pluie fécondante ; il ne peut pas empêcher les maladies et les accidents individuels. Mais la lutte contre toutes ces calamités se ramène à une question de production. Si l'humanité, dans les temps normaux, sait accumuler assez de réserves, elle peut parer aux difficultés provenant du malheur. C'est une affaire de calcul. Tous les désastres naturels peuvent être couverts par une prime d'assurance. Le jour où l'humanité entière payera cette prime, elle sera même assez légère, précisément parce que de nombreuses régions seront favorisées au moment où d'autres seront atteintes par des calamités. Si épouvantables que paraissent les malheurs naturels, ils peuvent être tous facilement couverts par une retenue de 5 à 10 p. 100 sur les gains généraux du genre humain. Il nous suffirait de mettre en réserve un vingtième ou un dixième des produits que nous tirons des entrailles de la terre pour faire face à toutes les catas-

trophes provenant des agents physiques. En sens inverse, on peut dire qu'il nous suffirait de produire un vingtième ou un dixième en plus de nos besoins quotidiens pour vaincre la misère provenant des perturbations de la planète et des infortunes individuelles.

On peut faire les mêmes considérations au sujet du vice. Voilà un père de famille qui, menant une vie laborieuse et sage, procure un bien-être suffisant à tous les siens. Un beau jour il se met à boire : sa famille tombe dans la misère. Si, au lieu de boire, l'individu en question était devenu malade, la situation aurait été la même au point de vue économique. Le vice a non seulement des résultats pécuniaires semblables à la maladie, mais le vice est réellement une maladie d'une nature spéciale.

Bien entendu, il y aura toujours des vicieux, comme il y aura toujours des malades, comme il y aura toujours des tremblements de terre et des inondations. Contre le vice le remède, au point de vue économique[1], est le même que contre le malheur : l'assurance, la surproduction. Si, par hypothèse, le nombre des vicieux dans l'humanité ne peut jamais descendre au-dessous de 10 p. 100, il suffira, aux neuf dixièmes restants, de gagner un dixième de plus de ce qui leur est personnellement nécessaire, pour parer aux pertes du vice. Il suffirait de réaliser un gain de 11 000 francs au lieu de 10 000 francs. Les 1 000 francs surnuméraires seraient consacrés à l'entretien des vicieux et les 10 000 francs restant seraient consacrés aux besoins réguliers de la vie[2].

On le voit donc : le remède contre le vice, comme le remède contre le malheur, se ramène à une question de production : que celle-ci soit suffisante, ni les cataclysmes

1. Je ne parle pas des points de vue psychique et autres : guérison des vicieux par les moyens les plus divers, la suggestion, la religion, la prédication morale, la thérapeutique médicale directe et indirecte, etc., etc.

2. Je néglige ici toute considération morale pour me tenir exclusivement sur le terrain économique. Les considérations morales ont une grande importance, mais elles relèvent d'une autre science.

terrestres, ni les infortunes individuelles n'empêcheraient l'humanité de vivre dans le bien-être. La misère ne vient donc ni du malheur, ni du vice[1].

Je le répète, elle vient uniquement de ce que nous ne savons pas nous y prendre pour exploiter notre domaine terrestre.

Or, dire que nous ne savons pas nous y prendre, c'est dire que nous ne faisons pas ce qu'il faudrait faire. Maintenant, comme tout homme désire le bien-être, s'il agit de façon à ne pas pouvoir l'acquérir, c'est qu'il n'emploie pas le moyen adéquat pour arriver au but désiré, en d'autres termes c'est qu'il se trompe, c'est qu'il est dans l'erreur.

Mais quelle est cette erreur qui empêche l'exploitation complète du globe, ou, en d'autres termes, le développement complet de la richesse? C'est l'idée qu'on s'enrichit *plus vite* en dépouillant le prochain qu'en travaillant soi-même. C'est l'idée qui fait considérer le vol, le dol, le brigandage, le privilège, le banditisme, et la conquête, en un mot la spoliation, comme avantageuse à ceux au profit desquels elle s'exerce.

Que l'humanité se débarrasse de cette erreur fatale, et le bien-être universel sera établi aussitôt; ou, en sens inverse: aussi longtemps que l'humanité considérera la spoliation comme avantageuse, elle restera dans la misère; elle deviendra riche dès qu'elle considérera la spoliation comme funeste.

La misère vient donc de l'erreur.

Analysons le phénomène de l'erreur d'une façon plus précise.

Quand la corrélation entre l'être et le milieu augmente, il y a jouissance, intensification de la vie; quand la corrélation diminue, il y a souffrance, diminution de la vie, alanguissement de la vie. Arrivée à un certain degré,

1. Ces deux phénomènes se fondent l'un dans l'autre. Le vice peut être aussi considéré, en partie, comme un malheur, puisqu'il est une maladie psychique.

l'absence de corrélation produit l'affaiblissement complet de la vie, c'est-à-dire la mort.

Au point de vue psychologique, la corrélation entre l'être et le milieu est la vérité; la non-corrélation, l'erreur. De là vient que la vérité engendre la jouissance et l'erreur la souffrance. L'erreur est comme une maladie de l'esprit, et elle a, naturellement, pour conséquence, la maladie des organismes tant individuels que collectifs. Connaître, c'est établir une association entre deux faits. Quand cette association est conforme à la réalité des faits, elle est une vérité ; quand elle n'y est pas conforme, une erreur. Pour notre malheur, nous n'avons pas le privilège d'établir toujours des associations vraies ; au contraire, notre faculté de nous tromper est exactement proportionnelle à notre faculté de voir juste[1]. « L'intelligence humaine, dit Bohn, qui est pour beaucoup la faculté de connaître, ne serait-elle pas plutôt l'inaptitude à percevoir les réalités ? » Les animaux connaissent un nombre très limité de faits, mais ils tombent dans un moins grand nombre d'erreurs. A ce point de vue ils sont dans une situation plus avantageuse que nous. L'homme sait beaucoup de choses, assurément, mais il invente aussi une quantité correspondante de théories complètement erronées. La situation de l'homme est donc, à certains égards, pire que celle des animaux, car les malheurs, provenant d'une *fausse* interprétation des faits, sont beaucoup plus grands que ceux qui proviennt de la pure ignorance.

De même que, dans l'existence biologique, la santé et la maladie sont deux faits parallèles et simultanés, comme

1. Une peuplade indienne, les Khonds, offraient des sacrifices humains à leur divinité pour obtenir l'humidité nécessaire à leurs champs. Ils croyaient que, plus la victime versait de larmes, plus il y aurait de pluie. Cette association d'idées entre les larmes d'un malheureux qu'on égorge et la quantité de pluie tombée du ciel est d'une fausseté qui dépasse positivement les bornes du bon sens le plus élémentaire. Et cependant, même de nos jours et chez les nations les plus civilisées de l'Europe, des associations d'idées aussi fausses règnent pendant de longues années. Telle est, par exemple, l'association d'idées entre les victoires sur les champs de bataille et les progrès de l'industrie.

deux fleuves mêlant leurs eaux, de même, dans la vie psychique, l'erreur et la vérité marchent côte à côte depuis des siècles et marcheront ainsi jusqu'à la fin des temps.

Dans le domaine de l'économie politique, l'erreur fondamentale, l'Ahriman, l'esprit du mal qui empêche le bonheur des humains, c'est l'idée que la spoliation peut être profitable. Si nous pouvions guérir de cette maladie mentale, la question sociale serait résolue aussitôt.

J'ai montré plus haut que les trois sources principales de la misère sont le malheur, le vice et l'erreur.

On ne supprimera jamais le malheur. Il tient aux conditions défavorables de notre planète, que nous pouvons atténuer dans une certaine mesure, mais non pas annuler complètement. Nous sommes aussi impuissants contre le vice qui vient aussi, en partie, des faits naturels (imperfection physiologique de l'homme). Mais nous sommes mieux armés contre l'erreur, dont l'action est infiniment plus malfaisante que celle du malheur et du vice. Le remède contre l'erreur est la prédication de la vérité. L'erreur est guérissable, puisqu'il s'en supprime tous les jours quelque parcelle par le progrès incessant de la science. Il n'y a donc pas lieu de désespérer. Tôt ou tard les vérités économiques finiront par s'imposer à l'opinion, la spoliation paraîtra désavantageuse et la misère sera terrassée.

CHAPITRE XI

LE BANDITISME ET LA SPOLIATION

L'idée qu'il est avantageux de spolier le voisin est aussi en fonction du temps. Elle vient de ce qu'on *croit* pouvoir s'enrichir *plus vite* en dérobant le bien d'autrui qu'en travaillant soi-même à produire la richesse. En effet, voilà un individu qui meurt de faim. Il se jette sur un passant qui a un million dans la poche; il lui dérobe cet argent. La minute d'avant, le voleur était pauvre comme Job, la minute d'après il devient un richard. Évidemment des milliers d'hommes, travaillant avec ardeur pendant toute leur vie, peuvent ne pas réaliser le dixième des bénéfices procurés par un heureux acte de banditisme.

Par suite de ces circonstances il s'est formé une association mentale entre l'idée de richesse acquise dans le temps le plus court possible et l'idée de spoliation. Cette association est devenue d'une puissance telle qu'elle paraît indestructible et qu'elle mène le genre humain depuis des siècles. Presque toutes nos institutions sociales et politiques, tant internes qu'internationales, sont basées sur l'illusion qu'on s'enrichit plus vite en spoliant le voisin qu'en travaillant soi-même. Cette illusion paraît plus vraie qu'un axiome mathématique. Ainsi, dans l'exemple du voleur et du millionnaire, n'est-il pas absolument évident que le voleur n'aurait jamais pu gagner un million en une minute par un travail quelconque, si génial et si productif qu'on puisse l'imaginer?

L'idée que la spoliation est avantageuse est le fléau le

plus terrible, le plus calamiteux et le plus général de l'humanité. Le banditisme est la source principale de la misère humaine. Mais l'idée qu'on peut réaliser le bien-être universel par l'appropriation des biens d'autrui est si profondément ancrée dans les esprits que des systèmes économiques entiers, qui se prétendent scientifiques, comme le socialisme, ont été échafaudés là-dessus.

L'idée que la richesse peut provenir de la spoliation est non seulement presque universellement répandue dans les masses ignorantes, mais elle est encore partagée par des sociologues très distingués et des économistes de grand renom. Le regretté Gabriel Tarde soutenait devant moi que les Romains s'étaient enrichis en pillant le monde. Mais ce qui est encore beaucoup plus fort, c'est le célèbre aphorisme de Bastiat : « Il y a deux moyens de s'enrichir : produire et ravir. » On voit que Bastiat, malgré son esprit si éclairé et si perspicace, ne s'est pas donné la peine de pousser l'analyse jusqu'au dernier terme : il s'est aveuglément arrêté à l'avant-dernier. S'il était allé jusqu'au dernier, il se serait aperçu immédiatement qu'il n'y a qu'un seul moyen de s'enrichir : produire. En effet, pour que Pierre puisse s'enrichir en spoliant Paul, il faut, nécessairement, que Paul ait auparavant produit ce que lui dérobe Pierre. Si personne ne produisait rien, personne ne pourrait non plus rien dérober au prochain. Après le vol la somme de richesse reste exactement la même qu'auparavant. La propriété seule a changé de mains. Par conséquent Bastiat a raison s'il se place au point de vue de la propriété, il a tort au point de vue de la richesse. Il aurait dû dire : « il y a deux moyens d'*acquérir* : produire et ravir », mais non : deux moyens de *s'enrichir*. La richesse peut seulement résulter de la production, le déplacement de la richésse peut seul résulter de la spoliation. Des économistes contemporains, comme M. de Molinari, ne sont pas beaucoup plus avancés que Bastiat. « L'outillage de la destruction, dit-il, a précédé celui de la production ;

l'espèce humaine a commencé à demander sa subsistance au vol et au meurtre [1]. » Mais comment un savant aussi distingué ne s'aperçoit-il pas que, pour qu'un homme puisse voler les subsistances d'un autre, il faut que cet autre ait produit ces subsistances. La production a dû toujours précéder la spoliation. Il ne peut pas en être autrement. C'est ce que nous observons tous les jours et c'est ce qui s'est passé dans les siècles les plus reculés.

L'idée qu'on peut s'enrichir par la violence, c'est-à-dire par la spoliation, n'aurait jamais existé si on avait compris cette vérité si simple que la richesse est *un état des choses* et non un ensemble de choses. Si on avait envisagé la question à son point de vue réel, tout le monde aurait compris qu'il est absolument impossible de modifier l'état de la planète en s'emparant des biens d'autrui et qu'il n'est possible de modifier l'état de la planète qu'en le modifiant, c'est-à-dire en produisant. L'idée que la prospérité de Pierre peut être édifiée sur la ruine de Paul est d'une fausseté qui crève absolument les yeux. En effet, si la prospérité de Pierre est basée sur la ruine de Paul, alors la prospérité de Paul doit être aussi basée sur la ruine de Pierre. Alors la prospérité de tous les deux est basée sur leur ruine à tous les deux. C'est absurde. Par malheur, l'immense majorité du genre humain n'a pas encore compris cette vérité si élémentaire. Des hommes d'État, des politiciens célèbres viennent nous affirmer encore très sérieusement que les progrès industriels du peuple allemand, par exemple, sont préjudiciables au peuple anglais [2]. On soutient de tous côtés que le grand développement du commerce germanique constitue un sérieux danger pour les autres pays européens. L'erreur

1. *Journal des Économistes*, du 15 avril 1907, p. 26.

2. On sait que la diplomatie anglaise est fortement soupçonnée de mettre de sérieux obstacles à la colonisation de la Mésopotamie par les sujets du kaiser parce que cela augmenterait, dans une forte mesure, l'expansion de leur activité économique.

qui fait considérer la ruine du voisin comme un bien règle encore tous les rapports internationaux.

On prétend que les conquêtes ont enrichi Rome. C'est juste le contraire ; elles l'ont ruinée. Lorsque les procédés de rapine et de spoliation, pratiqués d'abord à l'égard des étrangers, ont *paru* très lucratifs, ils ont été employés également à l'égard des compatriotes. Alors la constitution romaine s'est détraquée, l'anarchie s'est mise dans l'État, l'insécurité a été partout et, au bout de fort peu de temps, l'Italie est tombée dans la misère [1] ; ses champs sont devenus des solitudes incultes. Si les Romains n'avaient pas d'abord pillé leurs voisins, s'ils ne s'étaient pas ensuite pillés les uns les autres, s'ils étaient restés des travailleurs, au lieu de devenir des brigands, l'Italie serait devenue bientôt un vaste jardin et aurait été le pays le plus riche de l'antiquité.

Urbain II, parlant aux chrétiens au concile de Clermont, leur dit : « La terre que vous habitez, fermée de tous côtés par les mers et les montagnes, tient à l'étroit votre trop nombreuse population. Elle est dénuée de richesse et fournit à peine la nourriture à ceux qui la cultivent. C'est pour cela que vous vous déchirez et vous dévorez à l'envi, que vous luttez et vous vous massacrez les uns les autres. Apaisez vos haines et prenez la route du saint sépulcre. »

Ce discours est des plus remarquables. Il montre qu'Urbain II ne voyait pas la vraie cause de la misère, qui était le banditisme et les guerres et nullement l'exiguïté du territoire, puisque, de nos jours, le même territoire nourrit facilement dix fois plus de monde qu'au XIe siècle.

Les hommes n'ont pas compris, non plus, que toute spoliation, tout brigandage est une perte de temps. Si les

1. Un petit fait pourra en donner une idée. En l'an 38 avant notre ère Agrippa donna de grandes réjouissances publiques à Rome. « Il paya des barbiers pour qu'ils fissent gratis la barbe au peuple, dit M. G. Ferrero (*Grandeur et décadence de Rome*. Paris, Plon, 1906, t. IV, p. 171) ; la misère était en effet si grande à Rome que cette petite dépense semblait onéreuse à bien des gens. » Telle était la richesse du peuple qui avait pillé tous les États du bassin de la Méditerranée !

hommes ne s'étaient pas volés et massacrés comme des bêtes fauves pendant la période historique, il y a beaux jours que le globe terrestre aurait été transformé en un vaste jardin. Alors on aurait eu le maximum des produits qu'il peut donner, en d'autres termes, on aurait atteint le point culminant du bien-être et de la richesse. Toute spoliation, tout emploi de la force brutale est un circuit. On fait travailler Pierre pour le bonheur de Paul qui, pendant ce temps, ne travaille pas. Donc l'adaptation est ralentie, la richesse augmente moins vite.

Les anarchistes modernes qui sont pour la révolution violente ressemblent beaucoup aux premiers chrétiens qui composèrent l'Apocalypse. Les anarchistes modernes parlent aussi de tout détruire pour tout réédifier. Mais comment ne voient-ils pas que toute destruction est un temps perdu? On a beau faire, si rapide que soit plus tard le taux d'accroissement de la richesse, il est impossible de faire que l'on ne monte pas plus haut, dans le même temps, en partant de la vingtième marche qu'en recommençant depuis la première.

La spoliation offre des ramifications extrêmement étendues au sein des sociétés humaines et se complique de la façon la plus variée et la plus multiforme. On peut en donner le tableau suivant.

FAITS

Internes	individuels	vol.
		dol.
	collectifs	brigandage.
		esclavage.
		privilège.
		monopoles, trusts.
		syndicats.
		grèves.
Internationaux	privés	razzias, piraterie.
	politiques	tribut.
		conquête.
		monopoles.
		protectionnisme.
		exclusivisme national.

Il s'en faut de beaucoup que ce tableau épuise les formes que prend la spoliation ; il en indique seulement les catégories principales. Il y a des quantités de formes secondaires que j'oublie très certainement et beaucoup d'autres qui échappent au regard même le plus exercé.

Il est à peine nécessaire de montrer sur quelle illusion repose le vol. Les gros coups de fortune où l'on peut s'emparer d'un million en quelques minutes sont extrêmement rares. Ils produisent une très grande impression et excitent à l'exercice du métier; mais, en somme, ils rapportent assez peu, si l'on se place au point de vue de l'ensemble des voleurs. Les gros coups de fortune, obtenus par le vol, agissent exactement comme la banque que l'on fait sauter à Monaco. Un seul favori du sort profite de cette aubaine ; mais, immédiatement, des milliers de personnes, espérant avoir la même chance, engagent de plus grosses mises et les perdent.

Les voleurs ne peuvent avoir de profits que s'ils sont une infime minorité de privilégiés comparativement à l'ensemble de la population. Car si tout le monde ne s'occupait que de voler, il n'y aurait plus rien à dérober au prochain. Le parasite doit nécessairement être plus petit que l'hôte, sans quoi le parasite s'approprierait immédiatement toute la substance de l'hôte qui mourrait et entraînerait le parasite dans sa destruction.

Le plus grand dommage provenant du vol vient précisément de l'immense perte de temps qu'il occasionne. Personne ne veut être privé de son bien : on se garde donc des voleurs. Alors, pour empêcher un individu sur mille de profiter du bien d'autrui, on oblige 999 individus à prendre jour et nuit des précautions qui détournent des occupations favorables à la prospérité sociale.

Étant donnés la rareté des bons coups, les risques du métier et les difficultés qu'il présente, il est possible que les voleurs (si on considère leur ensemble et la moyenne

de leurs bénéfices) ne gagnent pas plus que les producteurs. Mais, je le répète, la soudaineté du gain fait son immense attrait, et l'illusion que le vol est avantageux est restée une des plus tenaces de l'âme humaine.

Il faut réfléchir un instant pour se représenter l'énorme ensemble d'efforts que représente la lutte contre le vol : les cachettes, les serrures, les coffres-forts, les banques, les gardiens, la police. Ces efforts font perdre tous les ans des milliards de journées de travail à l'humanité[1]. Sans le vol, ces journées de travail auraient été employées à un meilleur aménagement de la planète. Nous aurions plus de pain, de viande, de vêtements, de meubles, etc., etc. Combien l'existence de tous, y compris celle des voleurs eux-mêmes, aurait été alors plus facile et plus agréable! Toutes ces considérations sont bien simples. J'éprouve même comme une certaine honte à les exposer dans ce livre. Malheureusement, depuis des siècles et des siècles, une bonne partie de l'humanité ne les a pas encore comprises puisque le vol fleurit de nos jours avec une intensité qui semble aller en augmentant[1].

Le vol et le dol[2] sont une manière de s'emparer des biens du prochain sans violence. Quand la violence s'en mêle, l'appropriation du bien d'autrui prend la forme du brigandage. Le brigandage peut être individuel (s'exerçant d'un homme à un autre) ou collectif (s'exerçant de groupe à individu ou de groupe à groupe).

Le brigandage est certainement l'une des causes les plus importantes de la misère du genre humain, l'un des principaux obstacles qui s'oppose à la solution de la question sociale. J'ai montré plus haut que les denrées de première nécessité sont produites en quantités insuffisantes. Puis j'ai posé la question de savoir pourquoi la terre entière n'avait pas

1. D'autant plus que le voleur est obligé parfois de vendre les objets dérobés pour une somme illusoire. Il fait, en définitive, plus de tort au volé qu'il n'a d'avantages lui-même.

2. Je passe sur le dol. Mais le lecteur comprend que pour lutter contre lui il faut perdre aussi un nombre de journées fort considérable.

encore été mise en exploitation complète. La réponse est des plus simples : c'est par suite du brigandage. Ainsi on a vu que le globe ne produit pas même la moitié du coton nécessaire pour habiller le genre humain. Les régions capables de donner du coton sont immenses. Tout le Soudan africain pourrait en être une vaste plantation. Mais le brigandage s'oppose à tout travail. Jusqu'à une époque récente, le Soudan était absolument inaccessible. Tout Européen qui voulait s'y rendre avait neuf chances sur dix d'être tué sans miséricorde pour être volé. Le brigandage a dominé sur de vastes étendues du globe et les a stérilisées complètement. L'absence de sécurité est justement ce qui produit la misère. Par malheur, des millions de créatures humaines ne parviennent pas encore à comprendre cette vérité si simple, et des continents entiers restent incultes et improductifs. Il en résulte des pertes incalculables non seulement pour les populations faméliques qui errent dans les régions infestées par les brigands, mais encore pour les sociétés régulières qui vivent en dehors de ces pays désolés. Si la sécurité était aussi complète dans toute l'Afrique qu'elle l'est en Angleterre, non seulement les Africains seraient infiniment plus riches et plus heureux, mais encore les Européens et les Américains.

Je suis amené maintenant à parler d'une autre forme de la spoliation : l'esclavage. C'est l'une des plus cruelles et en même temps des plus absurdes parce qu'elle est permanente. L'esclave est constamment dépouillé du fruit de son travail par le maître ; l'esclave subit un brigandage ininterrompu.

L'esclavage est un des exemples les plus remarquables de la puissance des aberrations humaines. Il montre, d'une façon plus claire que tout autre fait, que nous sommes pauvres uniquement parce que nous nous trompons, parce que nous ne comprenons pas la nature vraie du phénomène économique. Mais l'esclavage

montre aussi combien les erreurs sont difficiles à arracher non seulement de l'esprit des ignorants, mais même de l'esprit des représentants les plus autorisés de la science sociale.

L'esclavage ne soutient pas un instant la critique, parce qu'il constitue une des plus grandes pertes de temps qui soient possibles dans la vie collective.

En premier lieu, nul n'aliène sa liberté sans résistance. Il faut donc opérer toute une série d'actes pour s'emparer des esclaves : razzias, guerres, invasions. Ces actes demandent de nombreuses journées de travail qui sont perdues pour la production des richesses.

En second lieu, après que l'esclave a été pris, il faut encore un grand nombre d'efforts pour le maintenir dans l'obéissance (armée, police, surveillants, gardiens, etc.). Tous ces efforts sont du temps gaspillé.

En troisième lieu, même si l'esclave accepte son sort avec résignation, il travaille mal. S'il était libre, il travaillerait mieux. Donc si 1 000 individus libres produisent 1 000 utilités par an, ces mêmes individus, réduits à l'esclavage, n'en produiront plus que 500. Le nombre des utilités apportées sur le marché diminuera de moitié, donc la société s'appauvrira d'autant.

Enfin, en quatrième lieu, le maître ne travaille pas. Donc la richesse qu'il aurait pu créer n'est pas créée, donc la misère diminue moins vite.

Tout cela est l'évidence même. Cependant tout cela ne tient pas devant l'illusion que le suprême avantage de l'homme est d'avoir des esclaves qui le débarrassent de tout travail. Que ces illusions existent chez les ignorants, c'est tout à fait naturel, mais qu'elles soient partagées par des professionnels, par des sociologues, voilà qui est plus surprenant et qui montre combien les sciences sociales sont encore peu avancées.

« La réduction des producteurs à l'état d'esclaves, dit M. Lester Ward, professeur de sociologie à la Brown Uni-

versity de Providence[1], et le travail qui leur fut imposé constituèrent l'unique voie par laquelle l'humanité put apprendre à travailler, par conséquent l'entier système industriel de la société commença de cette façon[2]. » Il est impossible de formuler une erreur plus complète. Le travail, c'est-à-dire la production, est la loi naturelle de tout organisme vivant. Les êtres monocellulaires travaillent, tous les animaux travaillent et quelques-uns même à des œuvres très complexes. L'homme primitif a travaillé de tout temps et longtemps avant l'avènement de la phase industrielle. Le sauvage travaille. Sans cela il mourrait immédiatement de faim.

M. Lester Ward prétend que l'homme n'aurait jamais passé au travail industriel sans l'esclavage. Qu'en sait-il? Nous n'avons aucun document sur l'époque préhistorique où l'esclavage s'est établi pour la première fois[3]. M. Ward se représente *a posteriori* comment les choses se sont passées en se basant sur ce qu'il voit s'accomplir sous ses yeux. Il dit que les sauvages contemporains sont absolument réfractaires à tout progrès[4] et, ne voulant nullement améliorer leur situation, ne consentent pas à travailler.

La psychologie de M. Lester Ward est ici complètement en défaut. Il veut qu'un Botocudo, aussitôt qu'il est mis en présence des Européens, raisonne immédiatement comme eux. C'est vouloir des miracles. Le sauvage éprouve très peu de besoins parce qu'il est ignorant[5]. Il ne convoite pas les choses que nous convoitons et alors il ne veut se

1. Dans le Rhode-Island, aux États-Unis.

2. *American Journal of Sociology*, mars 1905, p. 595.

3. Assurément à cette époque il n'y avait pas de travail *industriel* dans le sens où l'entend M. Ward. L'esclavage n'a donc pas été établi pour rendre possible le travail industriel.

4. S'il en était véritablement ainsi, nos ancêtres sauvages de l'époque quaternaire auraient été aussi réfractaires à tout progrès. Or on sait qu'il n'en a pas été ainsi, puisque la civilisation humaine a été créée. Si les hommes quaternaires avaient été réfractaires à tout progrès, nous aurions encore vécu de la vie animale sans même connaître le feu.

5. Et on pourrait ajouter : il est précisément sauvage, parce qu'ignorant.

donner aucune fatigue pour les acquérir. C'est à *notre* point de vue qu'il est stupide, non à son point de vue à lui. Il agit d'une façon parfaitement logique en ne voulant pas faire un effort supérieur aux jouissances qu'il ambitionne. Dès qu'un sauvage a des besoins nettement ressentis, il n'épargne pas sa peine. Les Esquimaux passent parfois des journées entières à épier le moment où le phoque sortira de l'eau pour le capturer.

Il n'y a pas eu un seul jour de l'histoire humaine où l'esclavage a été une nécessité inévitable, ainsi que se l'imaginent tant d'économistes et de sociologues. L'esclavage n'est pas produit par une nécessité naturelle, mais par une *erreur* de l'esprit humain. Si l'homme avait compris la véritable essence de la richesse, jamais il n'aurait établi l'esclavage. Cette institution n'a eu d'autre résultat que de ralentir l'adaptation de la planète, et cela dans tous les temps, aussi bien à l'époque des premiers Pharaons que de nos jours. Un grand nombre d'individus affirment que l'esclavage est *maintenant* malfaisant, mais qu'il fut une période où il était bienfaisant. Cette manière de raisonner est complètement fausse. On n'est pas en droit de dire que la maladie et l'erreur sont *actuellement* funestes, mais qu'il fut un temps où elles étaient utiles. A l'âge paléolithique, comme de nos jours, l'homme avait infiniment plus de profit à se bien porter qu'à être malade, à connaître la vérité plutôt qu'à se tromper. Il en est exactement de même de l'esclavage. Dès la plus haute antiquité le procédé le plus rapide pour modifier les conditions défavorables de la planète était le respect scrupuleux des droits du prochain, en d'autres termes, la liberté. Les hommes dans les temps anciens pouvaient ne pas comprendre qu'il en était ainsi[1], c'est autre chose, mais cela n'empêchait pas qu'il en fût ainsi. Les hommes croyaient, à un certain moment, que le

1. Quelques-uns cependant, comme Varron, ont entrevu, dit M. G. Ferrero (*Grandeur et décadence de Rome*, t. III, p. 83), « que la grande cherté du travail servile arrivait facilement à engloutir tous les revenus d'un domaine peu étendu ».

soleil tournait autour de la terre. Cela ne veut pas dire qu'il en était ainsi autrefois et qu'il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Cela veut dire simplement qu'alors les hommes se trompaient et que maintenant ils ne se trompent plus. De même pour l'esclavage. Si les hommes le croyaient utile dans l'antiquité et ne le croient pas utile maintenant, cela ne veut pas dire qu'il était réellement utile dans l'antiquité et qu'il n'est pas utile maintenant, cela veut dire que les hommes se trompaient dans l'antiquité et qu'ils ne se trompent pas maintenant.

M. Lester Ward oppose aux idées qne je soutiens ici une objection de l'ordre biologique. « La fonction crée la structure, dit-il[1]. La loi fondamentale de la nature est que ce qui n'est pas conforme aux conditions existant à son temps ne peut pas se former. Rien de ce qui est réellement inutile ne peut se développer. *A fortiori*, c'est une contradiction dans les termes de parler de la genèse naturelle de quelque chose de malfaisant ou de complètement mauvais. »

Une structure est un ensemble d'arrangements que l'organisme oppose aux conditions du milieu. Si un organisme biologique pouvait former des structures *parfaites*, il serait immortel. Comme tous sont mortels, c'est qu'ils ne sont pas capables de trouver des structures parfaites, donc ils en forment de non adéquates aux conditions du milieu, donc (en employant la terminologie psychique pour ce cas biologique) les organismes *se trompent*. Il en est exactement de même des sociétés.

Une structure sociale est une combinaison de mouvements, effectués par un certain ensemble d'individus, en vue de transformer le milieu physique. Mais les hommes peuvent former des combinaisons conformes à la réalité des choses (on dit alors qu'ils marchent dans la bonne voie), comme ils peuvent en former de non conformes

1. *Pure sociology*. New-York, Macmillan, 1903, p. 268.

à cette réalité (on dit alors qu'ils suivent une mauvaise voie, qu'ils se trompent). Dans le premier cas les hommes adaptent vite le milieu ou, en d'autres termes, prospèrent. Dans le second cas ils adaptent lentement le milieu, ou le désadaptent. Alors les hommes ne prospèrent pas, ou même ils se ruinent (période de recul social).

Il faut faire les comparaisons entre les phénomènes biologiques et psychologiques avec beaucoup de prudence, parce que des phénomènes différents offrent aussi des conditions différentes. Par exemple, s'il était même démontré que toute structure biologique qui s'établit est toujours complètement adéquate au milieu, donc favorable [1], il n'en serait pas nécessairement ainsi dans le domaine de la psychologie. L'erreur, dans l'esprit humain, est un cas aussi probable et même plus probable que la vérité. Il est singulièrement étrange de voir M. Ward proclamer l'infaillibilité de l'esprit humain, lui qui passe sa vie à écrire de magnifiques ouvrages pour combattre les erreurs de nos ancêtres grossiers et ignorants.

Si je me suis si longtemps arrêté sur la question de l'esclavage, c'est précisément pour mettre nettement en évidence que beaucoup d'institutions humaines ne procèdent pas d'une nécessité, qui a existé autrefois et qui n'existe pas aujourd'hui, mais d'une simple *erreur*, qui a existé pendant une époque et qui peut ne pas exister pendant une autre. Les raisonnements développés ici à propos de l'esclavage s'appliquent littéralement aux formes les plus diverses de la spoliation.

Après l'asservissement de l'esclave, qu'il me soit permis de dire un mot sur l'asservissement de la femme. « Quand les ressources abondantes de la nature furent épuisées, dit

1. Ce qui n'est pas, puisque, si cela était, tous les organismes seraient immortels, comme je viens de le dire. Certaines structures ont même été de véritables *failures* comme disent les Anglais. Tels, par exemple, les grands animaux de l'époque tertiaire dont les formes lourdes et maladroites ont contribué à les éliminer rapidement de la faune terrestre.

M. A. Labriola[1], la production extensive fut remplacée par la production intensive. Comme la femme est incapable d'accomplir des travaux fatigants et prolongés, elle fut bannie de la production et... elle tomba dans l'esclavage. »

Évidemment M. A. Labriola n'a pas assisté à cet événement. Nous n'avons aucune donnée certaine sur l'époque où l'esclavage de la femme a été établi. M. A. Labriola a donc imaginé des faits pour faire entrer les phénomènes sociaux dans le lit de Procuste de la théorie marxiste affirmant que tout le mal dans l'humanité vient de la production capitaliste.

Cependant l'opinion de M. A. Labriola ne tient pas debout un seul instant. D'abord, parce que son point de départ est faux. Il n'y eut jamais de moment où les ressources abondantes de la nature furent épuisées. L'homme a toujours été dans l'abondance ou toujours dans la misère. Quand il se donnait la peine de travailler, il était dans la première condition ; quand il ne voulait rien faire, dans la seconde. D'autre part, le passage de la production, extensive à la production intensive s'est accompli d'une façon insensible pendant de longs siècles ; il dure encore. Il n'est pas vrai, non plus, que la femme a été bannie de la production, parce qu'elle était incapable de travaux fatigants. Au contraire, la femme a toujours été astreinte aux plus lourds labeurs dans la période sauvage et barbare et, de nos jours encore, elle travaille (sauf quelques rares privilégiées) plus que l'homme. Enfin, une dernière objection. Si la femme avait été véritablement écartée des occupations pénibles, elle aurait monté les échelons de la hiérarchie sociale et ne les aurait pas descendus ; elle serait devenue dame et non serve. Les aristocraties se sont toujours réservé les loisirs et les métiers agréables et ont laissé le labeur, les métiers durs et rebutants aux classes inférieures.

Aux propositions insoutenables de M. Labriola il faut en

1. *Revue internationale de Sociologie*, de janvier 1907, p. 9.

substituer d'autres, beaucoup plus probables, parce que beaucoup plus simples. L'homme a *cru* qu'il lui serait *avantageux* de réduire la femme à l'esclavage et de la faire travailler pendant qu'il resterait dans l'oisiveté. Comme l'homme était le plus fort, il a combiné les institutions sociales selon ce qui lui paraissait être son intérêt.

Si une erreur de l'homme a eu des conséquences désastreuses pour lui-même, c'est bien celle-là. L'inégalité légale des sexes (absolument contre nature) a produit les institutions matrimoniales actuelles, qui enlèvent à l'homme, à l'oppresseur (je ne parle plus de la malheureuse victime, de la femme) une part énorme de sa félicité [1].

J'arrive maintenant à l'une des formes les plus importantes de la spoliation : au banditisme politique interne. Il a des ramifications prodigieuses à notre époque, mais il sort d'un tronc unique : l'appropriation du gouvernement de l'État pour extorquer des impôts aux contribuables au bénéfice de la classe qui détient le pouvoir. Quand on veut exposer les différents procédés mis en usage pour atteindre ce but, on ne sait vraiment par où commencer.

Considérons d'abord les procédés légaux.

Un des plus habituels est l'inégalité de l'impôt. Des individus ou des classes parviennent à s'exempter complètement de certaines redevances. Sous l'ancien régime, en France, pendant que le paysan était obligé d'abandonner 81 pour 100 de son gain à l'État, à l'Église et à son seigneur, ce seigneur, lui, ne payait pas l'impôt foncier pour ses terres. Mais, même quand il n'y avait pas d'exemption complète, les grands de ce monde savaient employer mille subterfuges légaux pour diminuer la charge qui aurait dû peser sur eux et pour la rejeter sur d'autres épaules. Après l'inégalité des charges vient l'inégalité des profits. Ainsi les gouvernants savent s'arranger de façon à obtenir

1. Voir mon *Affranchissement de la femme*. Paris, F. Alcan, 1903.

les places bien rémunérées et à en écarter ceux qui n'appartiennent pas à la classe au pouvoir. Un autre genre de spoliation vient des tributs plus ou moins illégaux que les fonctionnaires se font attribuer pour exécuter la loi ou pour la violer. Ce genre de banditisme gouvernemental fait perdre des sommes immenses à l'ensemble de l'humanité. Il serait difficile de les chiffrer. Mais sans doute elles montent à des milliards. Viennent ensuite les différentes voleries sous forme de concessions de travaux publics. Un chemin de fer, par exemple, reçoit une garantie kilométrique. Mais le prix initial du kilomètre est sensiblement majoré : le concessionnaire empoche la différence et le malheureux contribuable doit la payer pendant de longues années. Il faudrait un volume entier pour énumérer seulement les différents genres de pillage des deniers publics qui s'opèrent dans les pays civilisés. On est arrivé sous ce rapport à une ingéniosité, à une *maestria* véritablement digne d'admiration.

Suivent les monopoles, les primes, la protection accordée à de soi-disant producteurs [1], les privilèges réservés aux nationaux, par exemple les surtaxes de pavillon, la défense aux étrangers de faire du cabotage, etc., etc.

A proprement parler, les gouvernés sont un troupeau qu'il s'agit de tondre dans la mesure du possible. L'État est conçu partout comme une vaste société de spoliation mutuelle. La politique, depuis Catilina jusqu'à nos jours, est un banditisme dont les formes sont plus ou moins hypocrites ou plus ou moins cyniques selon les circonstances. Ce qu'on appelle la lutte des partis se ramène, en dernière analyse, à une spoliation systématique des compatriotes. C'est pourquoi la politique est, à un certain point de vue, une occupation malpropre. Un grand nombre de personnes délicates et honnêtes ne veulent pas s'en occuper. Politi-

1. Je me sers de l'expression *soi-disant* parce que toute production qui ne vit pas de ses propres ressources ralentit le taux d'accroissement de la richesse. Elle est donc, en fait, une destruction et non une *production*.

cien et homme taré ont été fort souvent des termes synonymes. Ils tendent, hélas, à le devenir toujours davantage. L'idée que l'État est une proie est tellement ancrée dans nos esprits qu'elle a façonné toutes nos institutions politiques. Le suffrage universel en vient directement. On a cru que tous les hommes au pouvoir voudraient constamment piller le peuple au profit d'une minorité. Pour empêcher ce mal on a voulu que le peuple fût gouverné par les délégués de l'universalité des spoliés. On a pensé que le peuple n'aurait aucun intérêt à se voler lui-même et que, par conséquent. le suffrage universel mettrait fin à la spoliation.

L'événement a prouvé juste le contraire. Précisément parce que le suffrage universel a été établi, la spoliation est devenue beaucoup plus grande qu'auparavant.

Et c'était naturel, c'était inévitable, car aux concussions des fonctionnaires se sont ajoutés les profits illicites des politiciens. Le pays le plus démocratique du monde, les États-Unis d'Amérique, tient la première place au point de vue de la spoliation des masses par les gouvernants. On sait que le Trésor de ce pays paye plus de 700 millions de francs par an de pensions aux « Invalides » de la guerre de Sécession. Or, pour la plus grande partie, ces prétendus « Invalides » sont des agents électoraux dont le parti vainqueur récompense les services aux frais des contribuables. Ces pensions américaines sont le plus grand acte de banditisme politique que l'histoire ait jamais enregistré dans ses annales.

Qu'on songe seulement aux innombrables sangsues qui dévorent tous les États, tant monarchiques que républicains, qu'on songe que cela dure depuis des siècles et des siècles. On peut se représenter combien de milliards de journées de travail représentent ces innombrables voleries. Si les parasites sociaux, qui ont ainsi vécu au détriment de leurs compatriotes, s'étaient adonnés, eux aussi, à un travail productif, l'adaptation du globe serait maintenant

beaucoup plus avancée, le bien-être sensiblement supérieur.

Il est à peine nécessaire de dire que le banditisme politique ne profite en aucune façon à ceux qui l'exercent. D'abord ils perdent les avantages indirects de la richesse générale, les jouissances que donnerait un outillage plus parfait des pays où ils habitent. Mais même les bénéfices directs sont illusoires. On peut établir comme principe que les appointements des fonctionnaires publics sont d'autant plus élevés que le banditisme politique est plus restreint. En Angleterre, où la spoliation au profit de la classe dirigeante est des plus faibles, les émoluments des serviteurs de l'État sont des plus élevés. En Turquie, où la spoliation du contribuable atteint le point culminant, les fonctionnaires ont les salaires les plus maigres et encore ils ne leur sont pas toujours payés régulièrement.

Une classe d'optimates[1] se forme spontanément dans tous les pays. Ces optimates devraient gouverner l'État. Quand il en sera ainsi, on arrivera à cette différenciation physiologique des fonctions qui produit la perfection des organismes vivants. Par malheur, toutes les aristocraties et les classes dirigeantes jusqu'à ce jour ont versé dans la grossière erreur qui considère comme avantageux de s'emparer des biens du prochain par le banditisme politique et le privilège[2]. Si les classes dirigeantes avaient compris que leur intérêt *primordial* était de ne pas pratiquer la spoliation et de ne la laisser pratiquer par personne, les classes dirigeantes auraient joui de l'entière confiance du public et l'organisation des États serait toute différente de ce qu'elle est. Les citoyens, en général, détes-

1. Je ne veux pas dire une aristocratie parce que ce mot a été trop détourné de son sens véritable (gouvernement des *meilleurs*) pour signifier une classe jouissant de privilèges injustes et vivant au détriment des masses populaires.

2. Tous les gouvernements qui se sont succédé en Égypte, à commencer par celui des Pharaons, croyaient que leur intérêt était de dépouiller le paysan jusqu'à la limite la plus extrême. Le premier gouvernement de l'Égypte qui n'a pas partagé cette manière de voir a été celui de Lord Cromer. Aussi, depuis son administration et en un court espace de temps l'Egypte a réalisé des progrès énormes.

tent la politique. Il y en a qui ne veulent la pratiquer à aucun prix. Il y en a qui ne veulent pas même aller voter tous les quatre ans pour élire un député. Par malheur, le banditisme des gouvernants cause tant de souffrances que les peuples sont poussés à s'occuper des affaires de l'État. Si les gouvernements avaient compris leur intérêt véritable, s'ils n'avaient pas pratiqué la spoliation, il n'en aurait pas été ainsi. Les affaires de l'État auraient été entièrement confiées à la classe des optimates, les masses populaires s'en seraient désintéressées et les optimates seraient restés au pouvoir indéfiniment.

Jusqu'à une époque assez récente le banditisme politique s'exerçait uniquement de haut en bas : les grands de ce monde dépouillaient les petits par mille procédés de tout genre, les uns apparents et brutaux, les autres dissimulés et soi-disant légaux. Nous entrons dans une période nouvelle où à la spoliation de haut en bas commence à s'ajouter la spoliation de bas en haut. Une nouvelle classe privilégiée qui veut se mettre au-dessus de la loi se forme rapidement dans nos sociétés : ce sont les ouvriers de l'industrie, les « prolétaires ». La spoliation de bas en haut est aussi injuste que celle de haut en bas, mais elle est beaucoup plus funeste. Elle arrêtera dans une mesure plus forte l'accroissement de la richesse, elle reculera encore le moment où les masses déshéritées pourront mener une existence vraiment digne de l'homme.

Il va sans dire que le socialisme et le collectivisme sont aussi opposés aux intérêts *véritables* des masses populaires que le banditisme politique est opposé aux intérêts *véritables* de l'aristocratie. C'est donc seulement par erreur que les ouvriers soutiennent le socialisme et le collectivisme. S'ils voyaient la vérité, ils repousseraient ces deux doctrines de toutes leurs forces. C'est précisément parce que ces doctrines empêchent les progrès du bien-être des masses populaires que je les combats de toutes mes forces.

Mais je consacre plus loin un livre entier au socialisme et au collectivisme. Je ne rappelle ici que pour mémoire le banditisme politique qu'ils provoquent.

Il s'en faut de beaucoup que j'aie épuisé la liste des spoliations s'exerçant entre citoyens au sein de l'État. Ces spoliations prennent des formes si variées qu'il est impossible de les découvrir toutes. Mais les limites que je me suis imposées pour cet ouvrage ne me permettent pas d'entrer dans de trop grands détails et je passe au banditisme extérieur ou international.

Ici s'ouvre un champ pour ainsi dire illimité. On n'aperçoit plus aucune borne devant soi. On entre dans une région où non seulement le banditisme se pratique sur une échelle infiniment plus vaste, mais où il paraît encore honorable et glorieux. Depuis longtemps on s'est aperçu que le banditisme avait des conséquences funestes pour la société. On l'a donc considéré comme un mal. Mais en même temps on ne pouvait pas se soustraire à la fascination de l'erreur qui le faisait considérer comme profitable, donc comme un bien. Alors les hommes pour sortir de cette contradiction ont trouvé un biais. Ils ont tracé une limite idéale et subjective, les frontières de l'État, et ils ont dit : en deçà de cette limite, le vol est désavantageux, donc criminel, au delà de cette limite, le vol est avantageux, donc honorable.

Il saute aux yeux que ce raisonnement est complètement faux par la raison toute simple que la limite tracée par l'homme ne correspond pas à un fait naturel, mais uniquement à une idée abstraite de notre esprit. Sitôt qu'une circulation de personnes et de biens s'établit dans une région quelconque, cette région forme une unité économique. Telles sont les réalités objectives. Maintenant il plaît à l'homme de couper cette région en provinces et en États. C'est fort bien ; mais il faut comprendre que ces divisions conventionnelles n'ont absolument rien à faire avec les

phénomènes réels. La preuve en est facile. L'homme peut changer à chaque instant les divisions conventionnelles. L'Allemagne avait plus de 350 États, en 1789, et seulement 36, en 1815. Mais l'homme ne peut pas modifier du coup les conditions naturelles du milieu. Par conséquent quand on croit avantageux de respecter la propriété de ses compatriotes, mais de ne pas respecter celle des étrangers, on se trompe grossièrement. Les intérêts économiques *réels* passent par-dessus les conventions humaines qui font qu'à un certain moment Pierre considère Paul comme un compatriote et qu'à un autre moment il le considère comme un étranger[1].

Passons rapidement en revue les principales formes du banditisme international. Il y a d'abord les actes privés puis les actes publics.

Les actes privés sont les razzias et les pirateries. Une bande se forme dans un pays et va piller le pays voisin. Des navires sortent des ports d'un État et vont faire la course ou ravager les côtes des États voisins. Les razzias privées s'exerçaient encore en Asie dans des temps assez récents. La piraterie, dans la Méditerranée, n'a pris fin qu'en 1830, lorsque la France a occupé Alger. Aujourd'hui le banditisme international privé n'est plus, fort heureusement, qu'un souvenir de notre passé barbare.

Le banditisme public commence aussi par des razzias et des pirateries. Un chef d'État se met à la tête d'une armée. Il envahit un pays voisin, pille ou vole les particuliers et le trésor public du vaincu, puis retourne chez lui. Le même genre d'expéditions est pratiqué par mer. Ces expéditions peuvent se produire à des époques indéterminées, quoique fréquentes. Telles étaient les invasions des Normands en France et en Angleterre sous les Carolingiens.

Une forme plus raffinée du banditisme est la substitution du tribut permanent au butin occasionnel. Un conquérant

1. Ainsi, avant 1860, un Parisien considérait un Niçois comme un étranger et, après cette année, comme un compatriote.

envahit un pays. Victorieux, il peut néanmoins se retirer de nouveau chez lui, après la campagne, mais il oblige le vaincu à lui payer une redevance annuelle. Enfin la forme la plus complète du banditisme politique est la conquête permanente. Le vainqueur s'établit à demeure dans le pays du vaincu et le gouverne à sa guise et à son profit.

La guerre ne donne aucun profit. Inutile de parler des vaincus. Je pense qu'il n'y a pas un seul homme au monde, si imbu soit-il des traditions anciennes, qui trouve des avantages quelconques à la défaite. Mais le banditisme international constitue un mal également pour le vainqueur, en premier lieu parce qu'il est une perte de temps. C'est l'état général de la planète qui assure la prospérité et le bonheur de chacun. Or toute journée employée à attaquer ou à se défendre est perdue pour le travail de l'adaptation, pour l'accroissement du bien-être. On peut répéter ici ce qui a été dit du banditisme interne. Le banditisme international a exigé et exige encore des centaines de milliards de journées de travail. Le globe terrestre eût été depuis longtemps un vaste jardin et notre bien-être eût été considérablement plus grand si le banditisme international n'avait pas été pratiqué. Le temps qu'il nous a fait perdre est prodigieux. Sans remonter à une époque bien ancienne, je m'arrêterai à l'état du monde après la seconde guerre punique. L'Europe présentait à cette époque un aspect très semblable à celui qu'elle présente de nos jours au point de vue politique. Autour du bassin de la Méditerranée s'étaient formés des États de forces presque sensiblement égales. C'était un acheminement vers un système politique qui devait aboutir à une fédération. Si elle s'était organisée dans les premiers siècles de notre ère, nous aurions évité les invasions germaniques, les invasions arabes, l'islam et le moyen âge. La bibliothèque de Pergame et celle d'Alexandrie existeraient encore et le progrès des sciences n'aurait subi aucune éclipse. Ce qui s'est fait en Europe au XVIe siècle s'y serait peut-être déjà accompli

au VIᵉ. Imaginez la machine à vapeur inventée du temps de Justinien. Que serait le monde aujourd'hui !

Par malheur, le banditisme des Romains a détruit tout cela. La destruction de Carthage, l'asservissement de la Grèce et de l'Asie créèrent le monstrueux empire des Césars. Étant données les conditions techniques de l'époque, il était beaucoup trop étendu pour pouvoir assurer une somme de justice suffisante à ses habitants et, par conséquent, pour être viable. Aussi fut-il éphémère et, après sa dislocation, le banditisme international se déchaîna avec fureur pendant des siècles. Nos descendants verront peut-être seulement en l'an 4000 ce que nous aurions pu voir déjà, si les États du bassin de la Méditerranée s'étaient unis par un lien fédéral vers le temps de la seconde guerre punique.

Mais considérons les profits directs du banditisme international. Ils peuvent consister seulement en une certaine quantité de biens meubles et immeubles. Que ces profits soient purement illusoires, non seulement pour l'immense majorité des citoyens, mais même pour les guerriers victorieux, cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Parlons d'abord des chefs. Pour quelques-uns la guerre permet des coups de fortune. Mais, en somme, ils sont rares. Il n'y a de gros bénéfices possibles pour le banditisme que par la combinaison de la loterie. Un million d'hommes perdent leurs mises et un seul individu gagne le gros lot. Il en est de même du butin de la guerre. Il est d'autant plus considérable qu'il est rare. Les Français envahissent la Suisse en 1798 ; ils s'emparent du trésor de Berne qui contenait sept millions de francs en numéraire et dix-huit millions de francs de valeurs diverses. Les généraux s'approprièrent tout cela. Mais combien avait-il fallu d'années au peuple suisse pour accumuler ces réserves ? Chacun comprend que si les spoliations devenaient plus fréquentes, elles cesseraient d'être fructueuses par suite de l'épuisement rapide des économies accumulées par le tra-

vail des populations. Si donc on considère, non pas quelques guerriers spécialement heureux, qui ont attrapé le gros lot à la loterie, mais la grande majorité des chefs d'armées, on voit qu'ils gagnent beaucoup moins par le pillage qu'ils n'auraient gagné par le travail économique. Ajoutez à cela que les guerres éclatent à des intervalles plus ou moins éloignés, tandis que le travail économique est constant. A l'heure actuelle les plus grosses fortunes du monde (celles de MM. Pierpont Morgan, Rockfeller, Carnegie et Vanderbilt, etc.) sont de source économique et non de source guerrière. Il en a été probablement toujours ainsi. Le célèbre Atticus, le plus riche Romain du Ier siècle avant notre ère, n'avait jamais guerroyé. D'autre part, on sait que les plus grands capitaines ont été souvent fort à court d'argent.

Après les chefs si nous passons aux soldats, il faut, de nouveau, distinguer entre les mercenaires et les troupes nationales.

Pour ce qui est des mercenaires, leurs profits sont complètement illusoires. D'abord on a tort de dire que le banditisme politique procure des profits avec un moindre effort que le travail économique. Le travail des guerriers est presque toujours infiniment plus pénible que celui des ouvriers (je ne parle même plus du risque qui est couru dans les campagnes). Pizarre et ses compagnons ont affronté des fatigues inouïes pour s'emparer du trésor des Incas. Dans aucun métier, fût-il des plus pénibles, on n'aurait été astreint à des travaux aussi durs.

Ce qui est vrai des chefs l'est aussi des soldats mercenaires. Ils attrapent rarement des lots bien considérables et, en réalité, si l'on considère les moyennes, les bénéfices des soldats sont de beaucoup inférieurs à ceux des producteurs. Le métier de soldat mercenaire est, en somme, un des moins lucratifs; aussi est-il toujours abandonné aux incapacités sociales.

Quant aux soldats-citoyens qui ne partagent aucun

butin, il est clair que le banditisme international n'est d'aucun profit pour eux puisqu'il ne leur permet de spolier personne. Les cinq milliards de francs de l'indemnité française n'ont pas été partagés entre les soldats allemands qui ont fait la campagne de 1870-71. Ainsi l'idée que le banditisme peut procurer des avantages aux *guerriers* est une pure illusion, ou plutôt une grossière erreur.

Quant aux peuples !... Est-il nécessaire de montrer que la conquête ne leur rapporte aucun bénéfice ? C'est l'évidence même. La conquête a pour résultat de procurer des places à la nation victorieuse qui va gouverner la nation vaincue. Ces places sont données à une infime minorité d'individus. Les masses populaires n'en retirent pas le moindre profit. Trois mille gros fonctionnaires anglais reçoivent aux Indes des appointements que l'on évalue à 278 millions de francs. Si ces individus n'avaient pas exercé leur métier d'administrateur dans la péninsule gangétique, ils en auraient exercé un autre (industrie, commerce, arts, etc.) qui aurait peut-être rapporté encore plus de richesse au peuple anglais[1]. Je demande ce que la conquête de l'Alsace-Lorraine rapporte au *peuple* allemand. Rien qu'un surcroît d'impôts de 500 millions de marks au plus bas mot, nécessité par l'accroissement du régime militaire, et quelques places données à des membres de l'aristocratie et de la bourgeoisie qui auraient pu parfaitement exercer d'autres métiers.

Aucune spoliation n'est profitable ; mais, plus la spoliation est *directe*, plus elle *paraît* utile. Quand Cuzco fut pillé par Pizarre, chaque soldat eut de 4 à 5 000 pesos d'or. C'était un bénéfice, palpable, réel, et, à un certain point de vue, une source de jouissance. Que des bandes aillent

1. Ce qui est profitable au peuple anglais, ce n'est pas sa domination sur l'Inde, mais le fait que cette domination supprime le banditisme que les princes indigènes faisaient régner dans ce pays. Si ces princes pouvaient établir, dans la péninsule du Gange, un ordre aussi exemplaire que les princes allemands dans l'empire germanique, le gouvernement anglais pourrait abandonner l'Inde sans aucun dommage pour sa nation.

faire des razzias, cela se comprend encore. Mais que les peuples civilisés de l'Europe aillent faire des conquêtes, cela se comprend moins. L'idée que le bien-être économique d'un peuple peut avoir quelque relation avec l'étendue de son territoire est une des plus folles aberrations qui aient jamais hanté le cerveau humain. La richesse d'un peuple vient de l'état du milieu, tant au point de vue physique que politique. Le bien-être est en raison directe de l'adaptation de l'ambiance et en raison directe de la sécurité internationale. Or cette sécurité provient des relations dans lesquelles vivent les peuples et nullement de la manière dont la surface du globe est partagée entre eux. Par malheur, ces vérités élémentaires sont encore mal comprises. Nous observons un curieux phénomène dans les sociétés. La ténacité avec laquelle les hommes tiennent aux différentes formes du banditisme est en raison *inverse* des profits qu'ils en retirent. Les profits les plus palpables, les plus réels du banditisme international viennent des razzias et des pillages. Mais cette forme de spoliation est désormais tenue en médiocre estime. Personne ne tente de la pratiquer. La forme la moins profitable du banditisme est la conquête d'un pays civilisé par un autre pays civilisé. Eh bien, c'est précisément cette forme qui est la plus appréciée et la plus en faveur. Machiavel a dit que le but de la politique est l'agrandissement de l'État, c'est-à-dire la conquête. Elle est devenue une véritable passion, Tout le bonheur des sociétés est sacrifié sans le moindre regret à l'idole absurde de l'extension territoriale[1]. On voit un

1. Les paysans russes, on le sait, sont dans une profonde misère. De là, à l'heure actuelle, dans l'empire des Tsars une question agraire des plus aiguës. Ce triste état de choses provient de ce que les paysans cultivent leur lot de la façon la plus imparfaite. Il y a quelques années un propriétaire du gouvernement de Pskof, en les menaçant de leur supprimer leur droit de pâture, força ses paysans de passer à des méthodes agricoles plus perfectionnées. Au bout de quelques années la prospérité la plus heureuse remplaça la misère d'autrefois. Le publiciste qui rapporte ce fait se demande pourquoi ce qui a été possible pour un simple particulier n'aurait pas été possible pour l'État et pourquoi le gouvernement russe n'a tenté aucun effort pour faire abandonner aux paysans le système bar-

des peuples les plus civilisés du monde, les Allemands, consentir aux sacrifices les plus pénibles et aux massacres les plus épouvantables pour conserver une ancienne conquête dont la population ne veut pas d'eux [1]. L'aberration sociale que j'ai qualifiée du terme de *kilométrite* est certainement un des plus grands obstacles qui s'oppose à la solution de la question sociale.

La somme de richesse étant en raison directe de l'économie de temps, on peut juger à un autre point de vue combien le banditisme international en a fait perdre.

L'esprit de conquête a poussé à la formation des grands États. Ceux-ci, pour être dans la main des dominateurs, ont été centralisés. Alors tous les intérêts locaux ont été résolus par les autorités de la capitale. Cela a fait perdre un temps inouï. Imaginez que l'humanité n'ait jamais pratiqué le banditisme externe ou, en d'autres termes, les annexions violentes. Alors les associations politiques se seraient formées spontanément au gré des populations. Les intérêts communs auraient groupé les hommes. Les communes se seraient associées en cités, les cités en États, les États en nations, les nations en groupes de civilisation. Alors les centres inférieurs auraient abandonné seulement la faible part de leurs attributions indispensable pour faire fonctionner convenablement les centres supérieurs.

La décentralisation et la centralisation se seraient combinées dans une harmonie parfaite et le temps nécessaire pour le bon fonctionnement des rouages politiques aurait été réduit au minimum.

bare de l'assolement triennal pour celui des cultures alternantes. Parce que la principale préoccupation du gouvernement russe, comme celle de tous les autres, est le banditisme, selon la recette de Machiavel, l'agrandissement de l'État. Si les gouvernements considéraient que leur souci principal est non pas l'agrandissement, mais le plus grand bien-être possible des masses populaires, en un mot si les gouvernements se croyaient appelés à s'occuper uniquement de la production des richesses et non de leur destruction, il y a beaux jours qu'il n'y aurait plus un seul pauvre sur la terre.

1. Si les Alsaciens veulent être Allemands, il n'y a plus qu'à faire faire un plébiscite et cette terrible question serait résolue au profit de l'Allemagne sans une goutte de sang versé.

Une nouvelle forme du banditisme international consiste dans les entraves apportées au commerce des pays étrangers. L'ensemble des procédés dont il use se ramène à ce qu'on appelle la protection du travail national. Un chapitre particulier lui sera consacré plus loin. Je ne l'enregistre ici que pour mémoire.

Il me reste à parler d'une dernière forme du banditisme, mais non de la moins funeste : l'exclusivisme national. Il consiste à accaparer une étendue territoriale au profit d'une société et à en tenir éloignés les représentants des autres.

Cette forme du banditisme est l'une des plus dangereuses qui existent ; elle est un obstacle direct à l'extinction de la misère. J'ai montré plus haut que nous sommes pauvres parce que nous exploitons mal notre domaine terrestre, parce que nous laissons en friche des étendues énormes qui pourraient produire les récoltes les plus magnifiques, parce que nous laissons dormir dans les entrailles de la terre des produits innombrables qui pourraient accroître dans une mesure immense les utilités mises à la disposition du genre humain. J'ai montré, d'autre part, que la question sociale sera résolue lorsque la planète nous livrera tout ce qu'elle peut nous donner.

Or l'exclusivisme national empêche précisément la mise en exploitation d'étendues immenses de notre globe.

En Amérique, en Australie, en Russie d'Asie, on multiplie les entraves à l'immigration. Ces entraves sont le pendant du protectionnisme. Elles ont pour but d'augmenter artificiellement les salaires, comme les droits de douane ont pour but d'augmenter artificiellement le prix des marchandises.

Les mesures d'exclusivisme national sont fort nombreuses. Il m'est impossible de les énumérer toutes. J'en citerai quelques-unes. La plus rigoureuse est l'absolue défense de pénétrer dans le pays. Tel est le cas pour les Chinois en Californie. Puis viennent les défenses de débar-

quer plus d'un certain nombre d'immigrants par navire et les formalités qui restreignent le nombre des admis. Ces mesures sont dictées, en grande partie, par les exigences du parti socialiste. Elles sont déjà appliquées sur une large échelle en Australie. Aussi dans quelques-unes de ses provinces l'émigration y dépasse déjà l'immigration ! La Nouvelle-Zélande est un des pays les plus riches et les plus magnifiques de la terre. Il pourrait facilement nourrir 30 millions d'hommes. Il a 913 000 habitants, soit 3 par kilomètre carré, autant que la Laponie suédoise qui est un désert glacé. Or les Néo-Zélandais opposent déjà des entraves considérables à l'immigration. Ils veulent être seuls à profiter des richesses immenses d'un pays qu'ils laissent naturellement en friche, faute de bras pour le cultiver. Il faudrait au moins 20 à 25 millions d'hommes pour mettre ce territoire en exploitation et on comprend que 913 000 n'y suffisent pas.

Le prix de la laine monte constamment dans ces dernières années. Cela montre que cette denrée n'est pas produite en quantités suffisantes pour les besoins du genre humain. Au fur et à mesure que de grandes étendues dans le midi de la Russie et ailleurs sont mises en culture, le nombre des moutons diminue. L'Australie pourrait amplement suppléer à ce qui manque à l'Europe. Mais les bras sont rares, en Australie, par suite des entraves opposées à l'immigration. On voit comment les Australiens font du tort à tous les habitants du globe et comment, en introduisant chez eux une nouvelle forme de banditisme, ils éloignent le moment où le bien-être pourra devenir universel.

Mêmes circonstances en Asie. Les Russes ont occupé toute la côte orientale du Pacifique. Les Russes n'ont pas assez de colons pour peupler ces régions. Mais ils en écartent les populations de race mongolique. Les Américains, tant aux États-Unis qu'au Canada, ne veulent pas admettre les Jaunes parmi eux. Ils retardent ainsi le moment où leur pays pourra être mis en exploitation complète, en d'autres

termes, le moment où la misère sera réduite au minimum.

L'Amérique méridionale est également une solitude. Le Brésil, la République Argentine, la Bolivie, le Chili, le Venezuela, pourraient nourrir des centaines de millions d'hommes. Ces pays ne pratiquent pas encore l'exclusivisme national à la frontière, mais quelques-uns d'entre eux le pratiquent d'une façon détournée au moyen de désordres internes. Les étrangers, ne jouissant pas d'une sécurité suffisante, n'osent pas s'aventurer dans ces régions qui, par suite, restent désertes.

Est-il nécessaire de dire que l'exclusivisme national est une erreur encore plus grossière que l'esprit de conquête? C'est l'adaptation du milieu dans le temps le plus court possible qui est la source de toute jouissance. Or il est absolument manifeste qu'en écartant les travailleurs on empêche l'adaptation, on décrète la misère, ou, pour parler d'une façon plus précise, on ralentit l'accroissement de la richesse.

Comment? dira-t-on, mais c'est juste le contraire! C'est précisément parce que la Nouvelle-Zélande a seulement 913 000 habitants que chacun d'eux est dans l'aisance. Si elle en avait 30 millions, elle serait rongée par le paupérisme le plus cruel, comme les vieux pays d'Europe, et des milliers d'individus ne sauraient pas comment s'y nourrir. En poussant ce raisonnement jusqu'au bout il faudra conclure que, lorsqu'un seul homme habitera le globe, il aura le maximum de bien-être. Alors ce solitaire sera la créature la plus riche qui puisse exister. Et cependant ce malheureux manquerait de tout, il serait condamné le plus souvent à endurer la faim. Ce qui donne l'illusion que chaque Néo-Zélandais est riche précisément parce que son pays est désert, c'est l'existence de l'Europe civilisée d'où le Néo-Zélandais tire ce qui lui faut en échange des marchandises qu'il produit. Mais si tous les pays de la terre étaient aussi faiblement peuplés que la Nouvelle-Zélande, les habitants de ce pays devraient

vivre comme nos ancêtres barbares, parce qu'un très petit nombre d'hommes ne serait pas capable de tirer de la terre les ressources innombrables exigées pour fonder une brillante civilisation.

Et puis d'ailleurs la Nouvelle-Zélande pourrait avoir trente millions d'habitants qui *tous* seraient prospères. Quand on affirme que sur une population de trente millions il y en aurait nécessairement trois ou cinq qui seraient dans la misère, on confond deux choses entièrement différentes : la possibilité pour une région de nourrir un certain nombre d'individus et la conduite de ces individus. Quoique la Nouvelle-Zélande ait maintenant 913 000 habitants seulement, elle contient des pauvres et des assistés. Ce sont les individus qui ne peuvent pas travailler par suite des maladies et ceux qui ne veulent pas travailler par suite des vices. De même, si les Néo-Zélandais étaient trente millions, il y aurait aussi parmi eux des malheureux et des vicieux, mais cela ne serait nullement parce que l'accroissement de la population aurait fait diminuer les ressources naturelles de leur patrie. L'accroissement d'une population sachant bien mener ses affaires augmente, au contraire, les richesses d'un pays. Trente millions d'hommes peuvent produire non seulement trente fois plus qu'un million, mais peut-être soixante ou quatre-vingt-dix fois plus par suite du phénomène économique de la multiplication des forces due à la division du travail.

Ce que je viens de dire de la Nouvelle-Zélande s'applique à tous les pays où fleurit l'exclusivisme national. Partout cette erreur funeste arrête le rapide accroissement de la richesse.

Avant de terminer ce chapitre, je dois répondre à quelques objections. On dira peut-être que le banditisme n'est pas le seul obstacle à la production, en quantités suffisantes, des utilités nécessaires au genre humain. Il y a aussi d'autres causes, parmi lesquelles l'intolérance religieuse et l'ignorance sont les plus importantes.

Cette objection contient sans doute une grande part de vérité. Cependant, si l'on analyse de près les phénomènes sociaux, on voit que ces deux facteurs passent au second plan.

L'intolérance religieuse ralentit sans doute l'accroissement rapide des connaissances scientifiques qui accélèrent le plus l'aménagement de la planète. Cependant l'intolérance religieuse n'est efficace que si elle possède l'appui du bras séculier pour tuer, torturer, mutiler, emprisonner et supprimer toute propagande orale et écrite, en un mot, pour limiter les droits des citoyens. Or, sans la guerre, jamais la violence n'aurait été tolérée dans les collectivités et la vie humaine aurait été considérée comme sacrée. Dans la haute antiquité et jusqu'à une époque relativement récente les hommes étaient trop peu développés pour sacrifier leur vie à propos de dogmes métaphysiques. Les premières guerres n'eurent d'autre objet que la spoliation. Mais quand la tuerie entra complètement dans les mœurs, par suite d'une longue pratique, elle fut appliquée aux différends de l'ordre intellectuel, comme elle avait été appliquée, depuis un temps immémorial, aux différends de l'ordre économique provenant de la spoliation.

Sans le désir de spolier, il n'y aurait jamais eu de conquêtes territoriales. Sans les guerres de conquêtes, les groupements sociaux eussent été formés par des procédés de l'ordre juridique (par des ententes, des conventions), et l'égalité des citoyens devant la loi, eût été la condition universelle du genre humain. Or l'égalité des citoyens devant la loi, c'est-à-dire la liberté civile et politique, aurait nécessairement impliqué la liberté religieuse, car l'homme n'est pas libre si on lui impose des croyances que son esprit ne peut pas admettre. On voit donc par quels chaînons intermédiaires l'intolérance se relie à la spoliation.

Pour ce qui est de la science, on ne peut pas contester

que son développement suit des voies particulières et indépendantes. Mais on ne pourra pas contester non plus que la somme des connaissances se trouve dans une certaine relation avec les conditions économiques de la société. Si les hommes n'avaient pas pratiqué les tueries et les destructions, par suite du banditisme international, ils se seraient enrichis beaucoup plus vite et auraient multiplié plus rapidement. Des sociétés très denses se seraient déjà constituées depuis de longs siècles. Alors, un état social, plus complexe, aurait poussé à la création d'instruments de travail dont la nécessité ne se fait pas sentir dans un état social plus rudimentaire. On a dit avec raison que, dans certaines conditions économiques, on est contraint de perfectionner l'outillage technique et d'inventer des machines, comme les moteurs à vapeur, par exemple [1]. D'autre part, une plus grande richesse aurait procuré plus de ressources pour les recherches scientifiques. L'esprit humain n'était pas moins fertile dans l'antiquité que de nos jours (témoin les premières inventions, comme la roue et la voile, qui ont dû être beaucoup plus difficiles que les inventions modernes). Placés dans des circonstances plus favorables, les producteurs auraient réalisé quelques siècles plus tôt ce qu'ils ont réalisé de notre temps. Alors l'outillage technique perfectionné et la science n'auraient pas manqué aux hommes pour les aider dans l'adaptation de la planète. Mais, justement, la science n'a pas fait de progrès assez rapides parce qu'ils ont été arrêtés par le banditisme et l'anarchie universelle qui en est la conséquence.

Quand donc on va au fond des choses, on voit que l'obstacle principal qui s'est opposé au progrès ce n'est ni l'intolérance religieuse, ni l'ignorance, mais l'erreur qui fait considérer la spoliation comme avantageuse. C'est bien là le point central d'où rayonnent tous les malheurs de l'hu-

1. Jamais on n'aurait été poussé à fabriquer des automobiles si les sociétés modernes n'avaient que des sentiers, comme la Grèce antique et l'Asie Mineure moderne.

manité et d'où provient la misère qui nous accable de nos jours[1].

Pour chaque homme l'association avec *tous* ses semblables pour hâter autant que possible l'adaptation de la planète a été toujours la combinaison la plus avantageuse[2]. Pourquoi cette association générale ne s'est-elle donc pas faite depuis l'antiquité ? Parce que les hommes ont cru que la spoliation leur était utile. La question sociale peut se ramener à une seule phrase : *les hommes sont pauvres parce qu'ils croient qu'on peut s'enrichir plus vite en dépouillant le prochain qu'en travaillant soi-même*[3]. Il en est de certaines vérités économiques comme de certaines vérités astronomiques. Il y a parfois une opposition complète entre les apparences et les réalités. « Le soleil tourne autour de la terre », disaient les foules ignorantes. « C'est *juste le contraire*, a dit un jour Copernic. C'est la terre qui tourne autour du soleil. » « La spoliation fait la richesse », dit la foule ignorante. « C'est juste le contraire, répond la science, la spoliation fait la misère. »

Assurément l'erreur qui considère la spoliation comme bienfaisante se ramène à l'ignorance de la science économique. A ce point de vue, c'est l'ignorance qui est la source dernière de tout le mal. C'est incontestable et j'aurai l'occasion de développer ce point de vue. Mais un peu plus haut en parlant de la science j'avais surtout en vue les disciplines autres que l'économie politique.

En résumé, la pratique de la spoliation et du banditisme, sous n'importe quelle forme, vient d'une erreur de l'esprit humain. Il suffirait de comprendre nos intérêts

1. Ainsi l'exclusivisme national en provient directement. Il s'est exercé à l'origine contre *l'étranger*, donc contre celui qui peut nous déclarer la guerre à chaque instant et nous arracher notre bien. Maintenant l'exclusivisme s'exerce aussi entre compatriotes, mais précisément entre classes sociales qui désirent se spolier.

2. Ou, en d'autres termes, l'association de tous les hommes pour lutter contre les conditions défavorables du milieu.

3. Voir plus haut, page 158.

véritables pour l'abandonner complètement. La pratique du banditisme n'est donc nullement conforme à la nature des choses, elle n'est nullement une loi économique, une nécessité inéluctable.

Le banditisme est une erreur, pourra-t-on objecter ; c'est fort bien. Mais si cette erreur est universelle, n'est-elle pas, pour ainsi dire, inhérente à notre esprit et, par conséquent, indéracinable ? Si une erreur est universelle pendant toute la durée de l'espèce humaine, elle est, pour cette espèce, identique à la vérité. Elle a donc des conséquences nécessaires et inévitables.

Ces propositions ne tiennent pas debout. D'abord, aussitôt qu'une idée a été reconnue fausse par un ensemble d'individus, elle cesse d'être universelle, donc inévitable et nécessaire. Puis, quand bien même une idée serait tenue pour vraie à une certaine époque par l'ensemble de l'humanité, cela n'a pas pour conséquence inévitable qu'elle sera tenue pour vraie à une autre époque. Il fut sans doute un temps où l'ensemble du genre humain croyait que le soleil tournait autour de la terre. Cela n'empêcha pas l'arrivée du moment où l'ensemble de l'humanité fut persuadé du contraire.

L'erreur qui considère la spoliation comme avantageuse est très forte. Mais elle n'est pas invincible. Un grand nombre d'individus s'en sont déjà débarrassés pour les relations des citoyens au sein de l'État. On s'en débarrassera un jour pour les relations des États au sein de l'humanité. Alors cette erreur, calamiteuse entre les calamiteuses et funeste entre les funestes, aura vécu.

LIVRE IV

LE SOCIALISME

CHAPITRE XII

ERREURS GÉNÉRALES DU SOCIALISME

Si paradoxal que cela puisse paraître, le socialisme est aujourd'hui un des obstacles les plus importants qui s'oppose au bien-être des masses populaires ou, en d'autres termes, à la solution de la question sociale. Au Congrès des socialistes allemands, à Hanovre, en 1899, sur la proposition de Bebel, on a voté l'article suivant : « Le parti considère comme sa tâche historique d'établir le plus de bonheur pour tous par la socialisation des moyens de production. » La plus grande somme de bonheur pour tous est aussi le but que poursuit la science économique. Économistes et socialistes ont donc le même but et, si les premiers combattent les seconds, c'est précisément parce qu'ils sont convaincus qu'en appliquant la doctrine socialiste on n'atteindra jamais le but désiré, mais le but diamétralement opposé : on n'arrivera pas à *plus de richesse* pour le plus grand nombre, mais *à moins de richesse* pour le plus grand nombre. Le but que poursuit le socialisme est le plus noble et le plus bienfaisant qui soit au monde, mais les moyens par lesquels il prétend y atteindre sont les plus funestes qui se puissent imaginer.

Il en est ainsi parce que le socialisme est un tissu d'erreurs, les unes plus profondes que les autres. Aussi,

malgré ses excellentes intentions, le socialisme produit déjà et produira encore plus dans l'avenir, s'il se développe, un sensible ralentissement dans l'accroissement de la richesse. C'est donc dans l'*intérêt des masses populaires* qu'il faut combattre cette funeste doctrine avec toute l'énergie dont on est capable. Le christianisme voulait aussi, au commencement, le bien des déshérités, mais, comme il était une doctrine fausse, il a apporté dans le monde une masse de maux bien plus considérable que ceux qu'il prétendait guérir. Si le socialisme venait à triompher, il en serait exactement de même. Il ferait perdre à l'humanité plus de temps peut-être que ne lui en a fait perdre le christianisme.

Un grand nombre de socialistes veulent réaliser leurs visées par l'emploi de la force brutale, par la violence ; tous veulent les réaliser par le despotisme. En effet, même ceux des socialistes qui affirment ne pas vouloir se servir d'une autre arme que du bulletin de vote, tendent, par ce moyen, à conquérir le pouvoir dans l'État. Alors ils ont l'intention de décréter une série de mesures législatives qui enlèveront les propriétés des classes possédantes pour les attribuer aux prolétaires. Si la confiscation des biens d'une catégorie de citoyens au profit d'une autre n'est pas le despotisme, je demande qu'on m'explique ce que signifie ce mot. Nul ne pourra contester que la liberté ne soit le respect de la personne et des biens. Quand les socialistes confisqueront les biens, ils violeront la liberté, donc ils établiront bel et bien le despotisme. Que je sois privé des fruits de mon travail par une attaque de mon voisin ou par un décret rendu dans les formes légales, je n'en éprouve pas moins un mal exactement semblable. Les formes légales ne sont pas une consolation dans mon malheur et, si elles me privent de nourriture, leur régularité ne m'empêche pas de mourir de faim. Le tarif Dingley, aux États-Unis, a été promulgué dans les formes les plus légales. Malgré cela, il est un acte de pur banditisme (ou

de pur despotisme, car c'est tout un) par lequel une minorité de privilégiés spolie l'ensemble des citoyens.

Par suite de ses tendances à user de la violence, le socialisme est rétrograde par nature et, par suite, il prête le plus puissant appui aux tendances réactionnaires et médiévales qui se produisent dans nos sociétés et qui s'opposent au développement de la richesse.

Ainsi le socialisme donne maintenant une aide des plus appréciables au catholicisme. M. Jaurès est l'allié du pape ! Le fait paraît paradoxal et, cependant, il est parfaitement exact. Les classes possédantes, craignant d'être expropriées par les socialistes, se tournent, de nouveau, vers Dieu, selon l'expression consacrée, et cherchent son appui. Autrefois l'Église avait fait croire aux pauvres qu'ils devaient supporter leur misère sans murmurer parce que tel était le commandement de la divine Providence. Il y a encore pas mal d'individus qui ont foi à ce prétendu commandement. Les classes possédantes, devant la perspective de l'expropriation socialiste, ont tout intérêt à ce qu'un nombre aussi grand que possible de citoyens persévèrent dans ces croyances et que ce nombre aille même en augmentant. Certaines personnes, qui combattaient autrefois les dogmes catholiques avec beaucoup de vigueur, cessent de les combattre désormais parce qu'elles craignent que la perte des croyances religieuses ne déchaîne la « révolution sociale », c'est-à-dire n'amène la confiscation des propriétés.

Ce qui est vrai du catholicisme, en particulier, l'est également de la libre pensée, en général. Beaucoup de personnes n'osent plus la propager avec autant d'ardeur, parce qu'elles en redoutent les conséquences sociales. Qui pourra nier que l'instruction scientifique intégrale, donnée à l'ensemble des citoyens, ne contribue dans une mesure immense à affranchir l'esprit humain des préjugés des époques barbares et ne donne ainsi une colossale impulsion au progrès des lumières et de la civilisation. Mais beaucoup de gouvernements craignent maintenant

d'introduire cette instruction scientifique parce qu'ils pensent que cela serait extrêmement dangereux. Le socialisme oblige un grand nombre de libéraux, non seulement à serrer les freins, mais même à faire machine en arrière. Des doctrines rétrogrades et conservatrices, qui avaient perdu tout crédit il y quelques années, sont maintenant remises en honneur et proclamées indispensables au maintien de l'ordre social. Le socialisme, en arrêtant l'élan des idées libérales, fait reculer le genre humain d'une façon très appréciable. En enrayant l'essor de la libre pensée, le socialisme enraie l'essor de la science et travaille au profit de l'obscurantisme.

L'appui que les socialistes prêtent au militarisme n'est pas moins important que celui qu'ils prêtent aux doctrines réactionnaires en religion, en politique et en philosophie.

Devant la crainte de l'expropriation, les classes possédantes se réfugient sous la protection des soldats comme sous la protection de Dieu. Le socialisme fait considérer les grandes armées comme extrêmement utiles. Or il serait très difficile de décider les peuples à les entretenir si la menace des invasions étrangères n'était suspendue sur leur tête. Les souverains, les aristocrates, les hobereaux, les rétrogrades de tout genre répètent à l'envi que l'armée est la meilleure des assurances contre les dangers extérieurs et qu'il faut en payer la prime, si élevée soit-elle, parce qu'elle est peu de chose en comparaison des pertes qui proviendraient d'une invasion victorieuse du voisin[1]. Par suite des craintes du socialisme, les gouvernements, au lieu de travailler à une union des nations civilisées, travaillent à leur désunion pour pouvoir maintenir sous les armes un plus grand nombre de soldats contre les socialistes. On l'a dit bien souvent, en Allemagne, dans ces derniers temps : « Si la question de l'Alsace-Lorraine n'existait pas, il aurait fallu l'inventer. »

1. Le prince de Bülow a soutenu ces idées au Reichstag allemand à plusieurs reprises.

Voilà comment, par la menace de l'expropriation, le socialisme est devenu un des grands soutiens du militarisme. Il empêche l'union juridique des nations civilisées, qui amènerait des bienfaits incalculables pour les masses déshéritées. Les socialistes, tout en combattant la paix armée dans leurs écrits et leur propagande, contribuent, cependant, dans une très forte mesure, à maintenir cette institution désastreuse.

Et le militarisme n'est pas tout. Il y a des cas où le socialisme s'oppose directement à l'amélioration des conditions économiques des masses populaires. On cite le cas d'un conseiller municipal de Paris qui combattait l'introduction des chemins de fer dans l'intérieur de cette ville parce qu'alors les ouvriers pourraient se loger à la campagne. Or ce conseiller considérait qu'il n'est pas dans l'intérêt du parti que la classe ouvrière soit trop prospère et trop satisfaite.

Les socialistes savent parfaitement que la « révolution finale » ne se fera ni aujourd'hui ni demain. Ils consentent cependant, de gaîté de cœur, à la misère des classes laborieuses pendant un nombre d'années indéterminé dans l'espoir, peut-être fallacieux, qu'un jour on pourra procéder à la confiscation des propriétés bourgeoises. Et les individus qui se réjouissent de la misère de leurs semblables et qui ne veulent pas l'atténuer immédiatement dans la mesure du possible se proclament les défenseurs des déshérités ! Combien de fois les socialistes ne se sont-ils pas opposés, dans les parlements, à des mesures utiles aux masses populaires, uniquement pour ne pas laisser le bénéfice de ces bienfaits à la bourgeoisie ! Plusieurs socialistes, dans ces derniers temps, commencent même à soutenir les grandes armées, depuis qu'ils ont acquis l'espoir qu'elles pourraient servir contre les classes possédantes.

Mais ce qui révolte le plus chez les socialistes, c'est l'étroitesse de leurs visées. Ils n'ont d'yeux que pour la classe prolétarienne. Or tout le monde sait ce que les socia-

listes appellent des « prolétaires ». Ce sont les ouvriers de la grande industrie. Ces individus forment une minorité dans tous les pays et, dans quelques-uns, une minorité complétement négligeable. En Russie, par exemple, trois millions à peine sur cent cinquante. Les « prolétaires » russes ne sont pas beaucoup plus nombreux que les nobles. Les soi-disant « prolétaires » ne comprennent pas même toujours les ouvriers les plus pauvres, mais, en majeure partie, ceux qui constituent une aristocratie dans la classe, ceux qui ont les plus gros salaires, les *skilled labourers*, comme les appellent les Anglais.

Mais les « prolétaires » ne sont pas les seuls hommes au monde. Et les paysans, qu'en fait-on ? Il y en a des millions qui vivent dans les plus dures privations, beaucoup moins bien que les ouvriers de la grande industrie. Je ne parle plus des petits bourgeois, qui sont cependant aussi des hommes et dont un grand nombre se trouve dans des conditions pires que les « prolétaires ».

Le quatrième état suit maintenant moutonnièrement l'exemple donné par le troisième en 1789. Comme la bourgeoisie a évincé la noblesse et a accaparé l'État à son profit exclusif, le prolétariat veut s'emparer du pouvoir politique pour spolier les autres classes. Le prolétariat imite la bourgeoisie avec une servilité véritablement digne d'un meilleur sort. Les socialistes n'ont d'autre visée que de créer une nouvelle classe de privilégiés qui se subordonnera l'ensemble des citoyens, comme l'avaient fait autrefois la noblesse et le clergé. Le socialisme, en somme, ne va pas plus loin que le vulgaire et absurbe « ôte-toi de là pour que je m'y mette ».

Combien cette politique est rétrograde et anti-sociale ! Ne serait-il pas grand temps enfin de renoncer à tous les privilèges, tant pour les classes supérieures que pour les classes populaires, tant pour les ouvriers de la grande industrie que pour tous les autres travailleurs, qu'ils soient en bas ou en haut de la hiérarchie sociale ? Ne serait-il pas temps

de fondre tous les hommes dans une communauté unique et de faire triompher le grand principe de l'égalité du citoyen devant la loi? Quel chemin aurons-nous fait, quel progrès aurons-nous accompli si nous changeons seulement de maîtres et si, au lieu des nobles et des prêtres nous sommes spoliés au profit des ouvriers de la grande industrie? Les socialistes protestent de toutes leurs forces contre les spoliations que les patrons exercent soi-disant à leur égard. Ils doivent donc être les ennemis jurés de toute spoliation. Nullement. Ils en sont les plus fervents soutiens, pourvu qu'elle s'exerce à leur profit. L'étroitesse de ce point de vue est précisément ce qui rend le socialisme si peu sympathique et si dangereux. En effet, il ne faut pas avoir une bien grande dose de perspicacité pour comprendre que le salut de la société ne viendra jamais de ce que Paul sera le spoliateur et non Pierre, mais de ce qu'il n'y aura plus de spoliateur du tout.

Le socialisme, en voulant créer une nouvelle classe de privilégiés, est rétrograde et anti-social. Pour être vraiment bienfaisant, il devrait poursuivre l'égalité des citoyens devant la loi, c'est-à-dire proscrire absolument et d'une façon définitive l'emploi de la violence et de la contrainte.

Après ces remarques préliminaires, je passe aux doctrines du socialisme. Il est très difficile de les connaître. Cependant quelques programmes ont été formulés. Un des plus célèbres est celui d'Erfurt, proclamé par les socialistes allemands en 1891. Il comprend d'abord une série d'articles de l'ordre politique qui sont la raison même et que, pour ma part, je signerai des deux mains. Par malheur, dès qu'on passe à la partie économique, les choses changent du tout au tout. Ce que proposent les socialistes, à ce point de vue, ne peut avoir d'autre effet que de ralentir l'adaptation du milieu, comme je vais le montrer dans les chapitres suivants. Mais, avant de passer aux faits particuliers, quelques con-

sidérations sur les erreurs générales du socialisme sont indispensables.

Les socialistes sont généralement d'une ignorance qui frappe du plus profond étonnement. Ils raisonnent la plupart du temps comme des enfants et sont parfois d'une naïveté qui fait venir le sourire aux lèvres. Ils croient au miracle. Ils ont la foi du charbonnier. Ils nagent en pleine métaphysique dans les nuages de la fantaisie. En un mot, ils ne sont pas de ce monde.

L'analogie entre l'état d'esprit des premiers chrétiens et celui des socialistes modernes est frappante. Les uns et les autres ont l'idée que le monde va périr par une catastrophe immense et que, sur ses ruines, va s'édifier un monde nouveau où les hommes deviendront des anges ! Un socialiste russe me disait : « Lorsque nos principes seront appliqués, la psychologie humaine se modifiera; tous les individus deviendront altruistes. » Les socialistes ne comprennent pas cette vérité si simple qu'il n'est nullement nécessaire d'aimer le prochain pour établir le bonheur social, qu'il suffit entièrement de n'aimer que soi-même, mais *bien*, c'est-à-dire de comprendre son intérêt *véritable*. Les socialistes se montrent offensés si on les admet capables de croire en Dieu. Et pendant qu'ils méprisent profondément les superstitions religieuses, ils sont eux-mêmes aussi croyants et aussi naïfs que les esprits les plus religieux du commencement de notre ère. « Sur les ruines du passé nous édifierons la cité future », disent-ils constamment. Je demandais à un jeune exalté de mon pays : « Mais comment entendez-vous le mot *ruines*, c'est au figuré, au point de vue des institutions sociales sans doute? » — « Du tout, nous voulons détruire les maisons, les fermes, les usines qui appartiennent aux capitalistes, puis nous les réédifierons quand elles seront devenues des biens socialisés. » Comment il y aura plus de blé quand toutes les entreprises agricoles seront détruites et comment les gens souffriront moins des intempéries des saisons quand toutes

les demeures existantes seront rasées, c'est ce que mon esprit se refuse absolument à comprendre. Croire qu'on aura plus de vêtements, quand on cessera d'en produire, est aussi extraordinaire que de croire à la multiplication des pains. Les socialistes préconisent la nationalisation de la terre. On leur objecte qu'il faudra alors procéder, tous les jours, à de nouvelles distributions des lots. Dans une famille il y aura un père et trois fils. On leur donnera quatre hectares à cultiver. Un matin un fils meurt. On devra reprendre un hectare à cette famille. Comme la vie amène des changements perpétuels, il faudra aussi que les parcelles soient transférées constamment d'un agriculteur à un autre. Qui fera ces transferts? Des fonctionnaires de l'État, disent les socialistes. Mais n'y a-t-il pas à craindre qu'ils n'abusent de leur pouvoir, comme les fonctionnaires de l'heure présente? « Non, répondent les socialistes, parce que les agents de notre État seront élus au suffrage universel. » Le suffrage universel, voilà la panacée des socialistes. Si on leur objecte que des fonctionnaires élus par ce procédé se livrent maintenant dans beaucoup de pays aux pratiques les moins recommandables, ils sourient de pitié et répondent : « Vous êtes des réactionnaires, vous ne comprenez rien, vous ne pouvez pas vous représenter l'âme collectiviste[1]. » Naturellement, quand on plane ainsi en plein mysticisme on ne peut rien édifier de sérieux dans le domaine des réalités. Autre exemple. Les socialistes affirment que, sous leur régime, il n'y aura jamais de crises commerciales, parce que les autorités gouvernementales, renseignées par la statistique, sauront régler la production selon les besoins. Mais, de nos jours, les capitalistes consultent aussi les statistiques. Bien qu'ils soient poussés par l'intérêt individuel (ce qui n'existera pas pour les fonctionnaires socialistes), ils ne savent pas toujours bien régler leur production. Assurément ils ne versent pas des pro-

1. Les réponses citées dans le texte m'ont été données par un socialiste russe. Je les reproduis presque sténographiquement.

duits invendables sur les marchés et ne se ruinent pas pour l'amour de l'art ou par simple scélératesse. Mais, si les industriels peuvent se tromper, pourquoi les fonctionnaires socialistes ne se tromperaient-ils pas également? Le socialisme peut-il aussi opérer le miracle de l'infaillibilité?

Les socialistes vont de naïveté en naïveté. Signalons-en encore une. Actuellement, sous le régime individualiste, les socialistes font une forte agitation et combattent pour le collectivisme par mille moyens dont quelques-uns, parfois, sont de la pire violence. Mais les socialistes se bercent de l'illusion enfantine que, sitôt le régime collectiviste établi, il n'aura plus un seul adversaire dans la société et qu'après la période des luttes violentes qui se voit de nos jours, l'humanité entrera dans le paradis de l'accord universel. Encore la foi au miracle. Comment les socialistes ne voient-ils pas que, si le collectivisme, doctrine manifestement fausse, a tant de partisans dans notre société individualiste, l'individualisme, doctrine manifestement vraie, aura des partisans encore plus nombreux dans la société collectiviste, si elle s'établit jamais? Ces individualistes feront une opposition formidable aux gouvernements collectivistes. Ils feront des émeutes, commettront des violences, des assassinats, ils se serviront aussi du bulletin de vote, bref ils emploieront tous les moyens légaux et illégaux dont les collectivistes se servent aujourd'hui dans la société individualiste. En sorte que l'établissement du collectivisme ne fera nullement descendre le paradis sur la terre par l'accord universel, comme le croient les socialistes. Le gouvernement collectiviste se trouvera dans un enfer d'autant plus désagréable que le collectivisme contient moins de vérité, parce qu'il faut beaucoup plus de violence et de compression pour maintenir un régime contre nature que pour maintenir un régime conforme à la réalité des choses.

Après la croyance naïve au miracle on trouve encore

chez les socialistes des raisonnements qui renversent par leur absence de logique. Par exemple, ils trouvent injuste qu'il y ait des riches et des pauvres. Alors ils proposent de prendre les biens des riches et de les donner aux pauvres et ils croient que tous seront dans la richesse. Cette idée est fondée sur l'illusion suivante : Soit une usine où 1 000 ouvriers reçoivent chacun un salaire de 1 000 francs par an et le patron un bénéfice de 1 000 000. Dans ces conditions le patron est riche et les ouvriers pauvres. Mais si l'on partageait le million du patron entre les mille ouvriers, chaque ouvrier aurait, non pas un million, mais seulement mille francs en plus de son salaire. L'ouvrier ne deviendrait donc pas riche ; il aurait seulement un salaire plus élevé qu'auparavant. Mais les socialistes ne voient pas cela. Ils ont l'illusion qu'en s'emparant des bénéfices des employeurs les ouvriers deviendront aussi riches qu'eux, que mille individus en s'emparant du million du patron auront chacun un million! Par le partage égal on peut faire que tout le monde soit pauvre, mais il est impossible de faire que tout le monde soit riche. Voyant qu'il y a si peu de riches, les socialistes veulent qu'il n'y en ait pas du tout. Quelle logique! C'est comme si l'on disait : voilà 1 000 individus dont 100 seulement jouissent d'une bonne santé. Alors, par amour de l'humanité, nous allons rendre malade encore cette minorité de bien portants. C'est absurde ! Ce sont les malades qu'il faut s'efforcer de guérir afin que tous soient bien portants et non les bien-portants qu'il faut rendre malades afin que tous soient malades. De même pour la richesse. S'il y a trop peu de riches, il faut s'efforcer qu'il y en ait davantage et que tout le monde soit riche et non qu'il y en ait moins et que tout le monde soit pauvre.

Je vais procéder maintenant à l'examen de quelques erreurs du socialisme. Je le répète, je n'ai pas la moindre prétention de parler de toutes : il faudrait pour cela un volume entier. Avant de procéder à mon examen, il me faut rappeler encore au lecteur un fait important.

Il nous est très difficile, dans un grand nombre de cas, de nous rendre compte exactement de certains phénomènes physiques et biologiques, parce qu'ils échappent à notre vue par l'infiniment grand ou l'infiniment petit. Les phénomènes sociaux, au contraire, sont tous visibles. Si, très souvent, nous ne les voyons pas, c'est que nous ne *voulons* pas les voir. Il y a donc entre les sciences physiques et les sciences morales cette différence capitale que, dans les premières, l'erreur est involontaire, donc objective, tandis que, dans les secondes, elle peut être volontaire, donc *subjective*. Les socialistes, plus que les autres, ne regardent systématiquement qu'un seul côté des choses. Aussi tombent-ils dans des erreurs colossales.

Tout d'abord les socialistes posent la question de la misère d'une façon encore plus imparfaite que le gros public. Les socialistes sont d'une étourderie et d'un aveuglement qui comblent d'étonnement. Ils partent de l'idée que la somme des utilités produites est suffisante pour les besoins du genre humain. Ils acceptent ce point de départ comme donné, comme ne comportant aucune objection. Il ne leur vient même pas à l'idée de savoir s'il en est véritablement ainsi et si la série de déductions qu'ils appuient sur ce fait, non élucidé, ne pèche pas précisément par la base. Les socialistes procèdent à la construction de leur édifice sans même songer à le poser sur le fondement de la réalité. Hypnotisés par l'existence de quelques milliardaires, les socialistes ne veulent voir dans le problème de la misère qu'une simple affaire de répartition. Le prince Krapotkine, par exemple, propose que les prolétaires quittent leurs masures pour se partager les beaux appartements de cinq chambres actuellement occupés par les riches. Il ne lui vient pas un seul instant à la pensée de se demander s'il y a assez d'appartements de ce genre pour loger toutes les classes déshéritées. Cela lui paraît un détail insignifiant. Mais il semble, au contraire, que c'est

bien là le fond de la question et que la répartition, elle serait le vrai détail, puisqu'elle serait si facile à opérer (j'entends au point de vue du fait, non au point de vue du droit). S'il n'y a pas assez de grands appartements, les déshérités ont beau s'emparer de ceux qui existent, ils ne peuvent pas *tous* être bien logés. Or, dès qu'on se donne la peine de consulter les statistiques, de descendre des abstractions et des *a priori* et de considérer les faits réels, on demeure immédiatement convaincu que les appartements de cinq chambres sont, hélas, absolument insuffisants.

Voici les chiffres statistiques pour Paris, par exemple. Il y avait dans cette ville en 1890 :

315 236	logements à	1	pièce.
226 504	—	2	—
154 431	—	3	—
83 997	—	4	—
38 597	—	5	—
23 873	—	6	—
13 679	—	7	—
9 147	—	8	—
5 540	—	9	—
13 291	—	10	pièces et au-dessus [1].

On voit donc que les appartements de moins de cinq chambres sont de 780 000 et ceux de cinq chambres et plus 104 000. Il en est dans toutes les villes comme à Paris, sauf que, dans les plus pauvres, le nombre des grands appartements est encore relativement plus rare que dans la splendide capitale de la France où tant de richards des cinq parties du monde viennent habiter. A l'heure actuelle on ne pourrait pas donner un appartement de cinq chambres à toutes les familles déshéritées [2]. Ce qui est vrai du

1. Voir P. Leroy-Beaulieu. *Traité d'économie politique*. Paris, F. Alcan, 1896, t. IV, p. 422.

2. Si le nombre des appartements de cinq chambres était suffisant, ils se loueraient à un prix si minime que chaque famille pourrait en avoir un. Les appartements de cinq chambres seraient alors comme les cailloux de l'Océan, qui ne valent rien, parce qu'il y en a beaucoup. Si chaque famille ne peut pas se procurer un appartement de cinq chambres, cela démontre

logement l'est aussi des objets de consommation, comme je l'ai montré plus haut au chapitre x.

La question sociale ne peut pas se résoudre par une simple répartition. Que les profanes ne connaissent pas ce fait indéniable, on peut le comprendre. Mais que les théoriciens du socialisme, qui prétendent pouvoir résoudre la question de la misère, ne le connaissent pas, voilà qui est inadmissible. On peut ne rien savoir en chimie, mais si l'on vient se donner comme un réformateur de cette science, si l'on s'arroge le droit de renverser toutes les vérités acquises par elle, c'est bien le moins que l'on en possède au moins les données élémentaires. Comment les théoriciens du socialisme peuvent-ils élaborer des projets ayant en vue de supprimer la misère, quand ils ne connaissent pas le fait fondamental qui la produit actuellement : l'insuffisance des denrées ? Quel crédit accorder à des gens qui, pleins d'illusions, viennent pompeusement proclamer la faillite de l'économie « orthodoxe », à des gens qui se haussent à la dignité de prophète, qui toisent avec mépris les représentants de la science et qui ne se donnent pas la peine de prendre connaissance du fait le plus élémentaire concernant leur étude ?

Quelques socialistes, cependant, ont examiné la question de la misère au point de vue objectif et se sont convaincus de l'insuffisance actuelle des denrées. S'imaginant que cette quantité ne peut pas être augmentée (nouvel enfantillage, puisque la quantité des produits augmente constamment), ils proposent de résoudre la question sociale en réduisant volontairement la consommation individuelle au quotient de la production totale ! Telle est la proposition de M. Otto

que le nombre de ceux-ci est insuffisant. Mais qu'est-ce qui empêche d'en bâtir davantage afin de contenter tout le monde ? C'est que les personnes capables d'en payer la contre-valeur sous forme de loyer sont peu nombreuses. Cela se ramène à dire que les autres personnes n'ont pas assez de revenu, donc qu'elles ne tirent pas assez d'utilités des entrailles de la terre. On revient donc toujours au même point par tous les chemins imaginables : nous sommes pauvres par suite d'une adaptation incomplète du globe.

Efferz[1] ! C'est très touchant; cela part d'un très bon naturel. Mais c'est complétement irréalisable ; car comment le consommateur connaîtra-t-il chaque jour ce quotient ? Alors chaque ménagère, le matin, avant d'aller au marché, devrait consulter les statistiques universelles pour savoir combien elle peut s'autoriser à acquérir de viande ou de macaroni. C'est nager en pleine puérilité et cela par suite de l'éternelle manie des socialistes de chercher midi à quatorze heures par haine de l'économie politique « classique ». Or on aura beau tourner et retourner la question, forcément on devra aboutir à la solution vraie : pour supprimer la misère il faut augmenter la production.

Ce qu'il faut comprendre encore, c'est que toujours, pour réaliser le bonheur humain, il faudra augmenter la production. De nos jours elle est au moins de dix fois inférieure à ce qu'elle devrait être. Mais imaginons l'époque où cette insuffisance aura disparu. Il y aura alors assez de produits pour permettre à chaque famille de vivre comme on vit maintenant avec 10 000 francs. Ce moment sera venu lorsque le globe aura reçu un certain degré d'adaptation, lorsque, par exemple (je prends un chiffre hypothétique), les espaces improductifs auront été réduits au cinquième de la superficie terrestre, lorsque le rendement des champs de blé aura partout dépassé 30 hectolitres à l'hectare, etc., etc. Mais il est évident que l'humanité ne s'arrêtera pas lorsque ce jour sera venu. Elle pourra mettre en culture de nouveaux espaces, elle pourra obtenir de plus grands rendements sur les champs déjà cultivés[2]. Bref, quand chaque famille pourra vivre sur le pied de 10.000 francs, elle considérera cela comme conforme à la nature des choses et, bien que soustraite aux souffrances de la faim et des intempéries, elle n'en éprouvera aucune

1. Voir son volume sur les *Antagonismes économiques*. Paris, Giard et Brière, 1906.

2. Je donne ici un seul fait d'adaptation, mais le lecteur comprend qu'il représente tous les autres : mines, carrières, sylviculture, etc., etc.

jouissance bien vive. Pour éprouver de la jouissance, il faudra augmenter la somme des utilités économiques (par exemple, passer d'un ameublement sans tapis à un ameublement avec tapis, etc., etc.). Par conséquent tout régime économique qui ralentira le taux d'accroissement de la richesse sera considéré comme contraire au bonheur humain, donc comme tyrannique et haïssable. Ce régime rencontrera une formidable opposition. Pour résoudre la question sociale il faut donc, non seulement augmenter dans une mesure énorme la production actuelle, mais encore ne jamais empêcher le maximum de rapidité dans l'accroissement de la richesse. Or comme le socialisme ralentira nécessairement cet accroissement (j'en donne les preuves plus loin), le socialisme ne résoudra jamais la question sociale.

Ceux qui croient que la question sociale est seulement une affaire de répartition ne comprennent pas le phénomène fondamental de l'économie politique. Ce phénomène est un rapport entre l'individu et le milieu physique et non pas seulement un rapport entre les individus. On ne peut donc pas, en modifiant les rapports entre les hommes (c'est-à-dire en spoliant les uns au profit des autres), modifier l'état du milieu ambiant.

Avec le système de la production capitaliste, affirment les adeptes de Karl Marx, les riches deviennent toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres. Voilà encore une proposition qui prouve la méconnaissance totale de la véritable nature de la richesse. La France, comme je l'ai montré plus haut, a 420 000 kilomètres de routes empierrées, la Russie à peine 26 000 kilomètres. La France est donc mieux accommodée aux besoins de ses habitants, donc elle est plus riche[1]. Si cette accommodation se per-

1. Le lecteur comprend, de nouveau, que cet exemple des routes me sert à représenter tous les autres cas d'adaptation ; je ne donne qu'un seul fait pour exposer plus brièvement ma pensée.

fectionne encore, *tous* les Français, prolétaires comme capitalistes, en profiteront. On ne voit pas pourquoi les prolétaires cesseront de pouvoir bénéficier des accommodations collectives parce qu'elles seront devenues plus grandes qu'auparavant. Donc, à ce point de vue, à mesure que les riches deviennent plus riches les pauvres ne deviennent pas plus pauvres. En considérant les richesses collectives, il est absurde de soutenir une pareille proposition.

Le progrès industriel consiste à obtenir le maximum de rendement dans le temps le plus court : alors, d'une part, à avoir le plus petit nombre d'ouvriers (ce qui permet de leur allouer un plus gros salaire), et, de l'autre, le plus grand nombre de produits (ce qui permet de vendre chacun d'eux à meilleur marché). Quand l'industrie capitaliste amène ce résultat, on ne voit pas pourquoi l'ouvrier doit se trouver dans une situation d'autant plus pénible que le patron fait de plus grosses recettes. Aussi ce fait n'existe-t-il que dans l'imagination des socialistes. En réalité, c'est le contraire qui s'observe partout et les marxistes bien informés et sincères sont obligés d'en convenir. « Dans les pays capitalistes les plus avancés, dit M. Kautsky, il n'est pas possible de constater une progression générale de la misère physique; tout montre, au contraire, qu'elle diminue[1]. » Plus l'industrie capitaliste est prospère, meilleure est la condition de l'ouvrier. Si l'on compare les ouvriers anglais et les ouvriers russes, à l'heure actuelle, on voit que les premiers sont dans une situation de beaucoup plus avantageuse. De même, quelle distance énorme entre l'ouvrier anglais de 1808 et celui de 1908 ! Dans la première période, il était presque un sauvage; dans la seconde, il ne se distingue parfois en rien du petit bourgeois et se trouve avec son patron dans des relations fort souvent très courtoises et sur un pied de grande égalité. L'idylle médiévale est une pure illusion. C'est une résurrection du romantisme

1. Cité par M. A. Pinard dans le *Journal des Économistes*, du 15 septembre 1907, p. 331.

dans le domaine économique. Il y a toujours eu des prolétaires. Ceux-ci n'ont nullement été créés par la machine à vapeur. A Rome les prolétaires étaient très pauvres et très nombreux, même dans les années les plus brillantes de la République et de l'Empire. Au moyen âge, la misère était épouvantable. La preuve en est dans le lent accroissement de la population. Il n'y a aucune raison de croire que la natalité était faible au moyen âge; mais la mortalité était énorme et la haute mortalité vient toujours de la misère. « La grande industrie, dit M. A. Labriola, en changeant tous les rapports sociaux, a augmenté les vices, les maladies, la sujétion; elle est cause, en un mot, de dégénérescence. Le progrès a engendré le regrès[1]. » Ces déclamations sont fort belles; elles ont un seul défaut: elles ne sont pas conformes à la réalité. M. Labriola confond ici des choses différentes. La dépravation des mœurs se produit, en effet, plus facilement dans les villes que dans les campagnes. Mais ce mal n'est pas à mettre au compte du capitalisme, puisqu'on peut aussi cultiver des terres dans les campagnes avec de grands capitaux.

D'autre part, les ouvriers, quelle que soit la grandeur du centre urbain où ils habitent, ne sont nullement empêchés par la production capitaliste d'avoir la vie la plus sobre et la plus rangée. La preuve en est qu'un grand nombre de travailleurs mènent une existence des plus régulières.

Avec l'aveuglement qui caractérise les socialistes, ils ne veulent jamais voir les faits biologiques tels qu'ils sont; ils ne veulent pas admettre l'inégalité chez les êtres vivants. Or, comme cette inégalité est incontestable, il faut nécessairement que les institutions sociales se conforment aux conditions de la nature, sans quoi la vie est impossible. Par suite de l'inégalité des capacités, la somme des biens offerte par chaque travailleur n'est pas la même. Alors il est con-

1. *Essai sur la conception matérialiste de l'histoire*. Paris, Giard et Brière, 1897, p. 102.

forme à l'ordre des choses que la somme des biens qu'il obtient en échange varie dans une mesure correspondante. Assurément, les facultés supérieures apportées en naissant sont un privilège que l'individu n'a rien fait pour mériter. Il est regrettable que la supériorité ne soit pas uniquement le produit de la volonté consciente et de l'effort. Il est regrettable qu'il en soit ainsi ; mais il en est ainsi. Force nous est faite de nous conformer à ce qui existe dans la nature. Par suite, nous ne pouvons pas contester à l'individu la possibilité de profiter d'une chance fortuite, quelle qu'elle soit. Imaginez la requête suivante adressée à un tribunal : « Mon frère et moi nous nous promenions le long d'une route. Il aperçut quelque chose de brillant : il se pencha et ramassa deux petits cailloux. C'étaient des diamants valant chacun un million. Je suis pauvre, mon frère est riche. Plaise au tribunal d'obliger mon frère de me céder un de ses diamants. »

Aucun tribunal ne fera droit à une pareille requête, parce que chaque citoyen a le droit absolu de profiter de sa chance sans aucune restriction. Il est très fâcheux que les hommes ne soient pas tous de même taille ; mais on n'augmentera pas la somme du bonheur humain en coupant les pieds de ceux qui ont une taille très haute. L'univers est très mal fait : c'est indéniable ; mais on s'attirera les souffrances les plus cruelles en ne se conformant pas à ses lois. Voilà ce que les socialistes, qui nagent constamment en pleine abstraction, ne veulent pas comprendre. S'ils restaient sur le terrain solide des réalités, ils verraient immédiatement que la solution de la question sociale est à jamais impossible par l'égalité.

Les socialistes s'imaginent encore que, pour résoudre la question sociale, il faut supprimer la production capitaliste. J'ai montré plus haut que c'est irréalisable, puisque le capital est l'aspect économique d'une loi universelle de la nature, à savoir que toute énergie cinétique est une transformation de l'énergie potentielle. Il est donc impos-

sible de supprimer le capital. Mais ce qui montre le peu de logique des socialistes et leur peu d'imagination, c'est qu'ils semblent ne pas songer à l'autre solution de la question : la suppression du prolétariat. Or cette solution est la vraie parce qu'elle n'est en rien contraire aux lois de la nature. Au lieu de vouloir, chimère irréalisable, que nul ne soit capitaliste, il faut s'efforcer de faire que tout le monde le soit. Cela est parfaitement possible car cela se fait tous les jours mais seulement dans une mesure trop restreinte. Si un individu peut vivre sur la terre, c'est qu'il a été à même de consommer des capitaux précédemment accumulés[1]. Mais cette accumulation n'atteint pas encore une proportion suffisante. Il faut simplement marcher dans les voies indiquées par la nature et augmenter cette proportion et non tourner le dos aux lois de la nature et vouloir obtenir de l'énergie cinétique miraculeusement, sans emmagasinement préalable d'énergie potentielle.

Il est une autre loi biologique que les socialistes comprennent aussi fort mal, c'est celle de l'inversibilité, en vertu de laquelle un être ne reprend jamais un état antérieur. Un vivipare ne peut pas revenir à la condition d'ovipare. De même, on ne peut pas augmenter la somme du bonheur humain en revenant, de conditions sociales plus avancées, à des conditions sociales plus rudimentaires. Les socialistes, par exemple, veulent supprimer l'héritage. Ils ne semblent pas comprendre que cela serait un acte rétrograde et non un acte progressiste. Certains parents transmettent à leurs enfants une bonne constitution physique, certains autres, une mauvaise. Faut-il, à cause de cette inégalité, travailler à ce que *tous* les parents lèguent à leurs enfants une mauvaise constitution ? Cela serait un acte rétrograde, un retour de l'espèce vers une conformation moins parfaite. Au contraire, il faut travailler à ce que

1. Lait que le nourrisson tire du sein de sa mère, substances alimentaires que l'enfant reçoit de ses parents, etc., etc.

tous les parents transmettent à leurs enfants une *bonne* constitution physique. De même pour l'héritage. Il est rétrograde de vouloir que personne n'en ait. Il faut vouloir, au contraire, que tout le monde en reçoive un. L'héritage économique est une continuation, un prolongement sans solution de continuité de l'héritage physiologique. Qu'un enfant résiste aux intempéries des saisons parce qu'il a une constitution de fer, ou qu'il y résiste parce qu'il est logé dans un appartement chaud et qu'il est bien vêtu, cela revient au même. Si des parents transmettent à leur enfant des facultés mentales très hautes et si, de plus, ils ont les ressources nécessaires pour lui donner une solide instruction, cet enfant ajoute aux avantages de l'hérédité les bienfaits de l'héritage économique. Il a alors deux forces au lieu d'une seule et monte *plus vite* l'échelle des êtres. C'est précisément cette ascension, aussi rapide que possible, qu'il faut favoriser de tous nos efforts. Les socialistes font donc fausse route en voulant supprimer l'héritage.

Ils se trompent tout aussi grossièrement quand ils prétendent condamner l'humanité aux travaux forcés à perpétuité. Je m'explique. Le travail est une loi universelle de la nature ; nul ne peut s'y soustraire. Malgré cela, le travail est un *moyen* et c'est la jouissance qui est le but. L'idéal serait d'avoir la plus grande somme de bien-être sans travailler. Cela n'est pas possible, mais cela n'empêche pas que plus l'humanité aura de loisir (à égalité de richesse) mieux cela vaudra. Les socialistes sont en complète contradiction : ils considèrent le loisir comme bienfaisant pour la société quand il est donné aux ouvriers [1] et comme malfaisant quand il est donné aux capitalistes.

Les socialistes n'ont pas assez de haine pour les nobles et les bourgeois qui peuvent vivre du produit des capitaux

1. Les pensions de retraite ne sont autre chose que la possibilité du loisir pour les travailleurs âgés ; la journée de huit heures n'est que le loisir pour les travailleurs adultes.

accumulés par leurs ancêtres sans produire de la richesse eux-mêmes. Encore par cela les socialistes montrent leur profonde ignorance et leur extrême étroitesse d'esprit.

Au contraire, l'existence d'un grand nombre d'individus de cette espèce dans une société est la condition essentielle de la prospérité de toutes les classes et surtout de la classe peu fortunée.

Une société est un organisme extrêmement complexe où s'exercent les fonctions les plus variées et les plus diverses. Vouloir réduire toute la vie sociale aux seuls facteurs économiques est d'une étroitesse d'esprit qui frise l'aveuglement. Le travail est sans aucun doute une loi universelle. Un désœuvré est, au fond, un dégénéré, un être qui mérite le plus profond mépris et qui doit être mis au ban de la société. Mais c'est une grossière erreur d'identifier le *travail* avec la *seule* production économique. On peut travailler douze heures par jour comme un nègre, non seulement sans avoir l'intention de gagner de l'argent, mais encore en dépensant le sien et, en agissant ainsi, on peut rendre les services les plus précieux à la société.

En premier lieu, en exerçant les charges politiques qui toutes devraient être gratuites, depuis celle de député jusqu'à celle de conseiller municipal, en passant par les fonctions innombrables qu'une civilisation avancée fait surgir de toutes parts (assemblées locales et corporatives, chambres de commerce, tribunaux d'arbitres, conseils généraux, conseils scolaires, sociétés charitables, etc., etc.). Non seulement il est avantageux pour les masses populaires que ces charges soient gratuites afin de ne pas grever les budgets locaux et nationaux, mais pour une autre raison de beaucoup plus importante. Sitôt que les charges sociales sont payées, la politique devient un métier. Il n'y a plus alors de différenciation entre les fonctions économiques et politiques, et l'organisation sociale devient immédiatement plus imparfaite. Il est conforme à la nature des choses que la politique devienne un *impur* métier, sitôt qu'elle

devient un métier. Il en a été ainsi partout et toujours. Dès que le politicien a en vue le lucre et les avantages financiers personnels, il devient un voleur. La politique ainsi faite se transforme en banditisme. Alors les honnêtes gens s'en retirent complétement [1]. L'État est livré au pillage et les masses populaires doivent payer de lourds impôts au profit des politiciens qui les exploitent.

On voit donc de quel immense avantage est pour le peuple l'existence d'un nombreux personnel prêt à s'occuper de politique sans arrière-pensée de lucre. A vrai dire, ce bien suprême qui est la liberté n'a jamais pu être établi d'une façon définitive dans un État sans l'existence de cette classe [2].

Après la politique, viennent, pour les individus jouissant de loisir, la culture des sciences, des arts, des belles-lettres, bref les préoccupations de l'esprit sans lesquelles la civilisation d'un pays reste nécessairement inférieure et par conséquent sa production économique forcément limitée.

Tout se tient dans l'organisme social, comme dans l'organisme individuel. Les fonctions mentales et physiologiques sont étroitement unies les unes aux autres et font un tout solidaire : les mets paraissent plus succulents quand on les mange en compagnie de gens qu'on aime qu'en compagnie de gens que l'on n'aime pas. De même

1. Voir plus haut, page 176. Je soutenais devant une dame américaine le principe de l'égalité absolue des sexes en matière électorale. « Je ne voudrais pas, me répondit-elle, que mes compagnes se jetassent dans cette boue qui est la politique : cela les dégraderait. » Ainsi le gouvernement de la patrie est devenu aux États-Unis une besogne considérée comme dégradante ! On sait qu'il existe dans ce pays des entrepreneurs spéciaux se chargeant moyennant finance de faire passer des mesures législatives dans les chambres des différents États. La corruption des politiciens coûte tous les ans des sommes énormes au peuple américain. On estime que chaque élection présidentielle revient à plus de deux milliards de francs en comptant les dépenses directes et indirectes et la stagnation des affaires produite par l'incertitude du résultat.

2. On m'objectera les États-Unis. Ils confirment, au contraire, mon opinion. D'abord, l'Amérique a subi, jusqu'en 1774, les effets de l'aristocratie anglaise. Ensuite, jusque vers 1840, il y a eu un suffrage plus ou moins restreint et une classe dirigeante jouissant d'un grand prestige. Les fondements posés sont si solides que la liberté se maintient encore. Espérons que cela sera pour toujours.

dans les sociétés. Il faut qu'il y ait des individus s'occupant de recherches scientifiques par amour désintéressé du savoir pour qu'il se fasse des découvertes dont les applications techniques peuvent ensuite créer des richesses immenses. Sans un certain nombre de personnes ayant assez de fortune pour se consacrer exclusivement à la production mentale, la société tombe dans une stagnation intellectuelle qui a pour conséquence la stagnation agricole et industrielle, c'est-à-dire en définitive la misère.

Voilà ce que les socialistes ne comprennent malheureusement pas. Ils n'ont que des vues partielles, partant des vues fausses. Ils sont hypnotisés par un *seul* fait et ils deviennent incapables d'en apercevoir d'autres, parmi lesquels se trouvent quelques-uns des plus importants de la vie sociale. La haine du bourgeois et du capitaliste est pour eux comme la *capa* du matador pour le taureau. Mais la haine n'a aucune valeur dans la vie, car le bonheur de l'homme est en raison directe de sa connaissance de la nature et nullement en raison directe de sa faculté de haïr. Comme la haine aveugle le plus souvent, elle empêche de voir les choses dans leur réalité ; elle diminue donc la connaissance de la vérité et elle augmente ainsi la somme de la misère.

Une dernière considération.

Ce qui fait encore la grande faiblesse du socialisme, c'est qu'il est absolument incapable de nous donner une représentation exacte et nette du régime qu'il se propose d'établir. On a souvent sommé les grands coryphées de la doctrine de nous faire un tableau de la société future. Ils se sont toujours récusés. M. Vaillant a jugé cette recherche presque impossible ; M. Jaurès a déclaré qu'il n'avait pas pu la mener à bout ; M. Adler a confessé qu'il a la vue un peu basse pour les questions d'avenir.

Quel cas faire d'une doctrine qui proclame elle-même son impuissance par la bouche de ses principaux adeptes ? En

réalité, une doctrine de ce genre est une pure mystification. Demandez-moi ce qu'il faut faire pour extirper la misère du genre humain. Je donnerai aussitôt une réponse précise, catégorique et claire. Je puis exposer de la façon la plus exacte l'organisation qu'il faut établir pour assurer le bien-être de toutes les nations. On pourra présenter des objections sur l'efficacité de mon plan, mais pas un seul instant on ne sera en peine de le comprendre. Ses grandes lignes se verront aussi nettement qu'un tableau qu'on a devant les yeux.

Tel n'est pas le cas du socialisme. Il ne sort pas des nuages, du vague et de l'indéterminé. Où prétend-il donc nous conduire ? Que peut-on attendre d'une doctrine qui n'a pas un objectif précis et clair ? Rien que le chaos, l'anarchie et la misère.

CHAPITRE XIII

LA SPOLIATION VIOLENTE

I

Ce qui fait la faiblesse du socialisme, c'est qu'il préconise, de plus en plus, le recours à la force brutale.

A la séance du 18 juin 1906 de la Chambre des députés, M. Jaurès, le leader des socialistes français, déclara qu'il ignorait « si l'expropriation des capitalistes se ferait avec ou *sans* indemnité ». M. Vaillant, lui, demande bel et bien l'expropriation par voie révolutionnaire. Telles sont les déclarations faites au sein des corps constitués. Les simples particuliers vont naturellement beaucoup plus vite. M. E. Ledermann, parlant d'un article de l'auteur de ces pages[1], dit que si le socialisme accepte comme intangible le droit de propriété, cela équivaut pour lui au *suicide !* A propos du même article une note de la rédaction s'exprimait comme il suit : « Les socialistes, du moins une partie d'entre eux, seraient tout prêts à prendre les armes et à faire la guerre, aussitôt qu'ils en auraient les moyens, pour faire triompher leurs idées. Ce qu'ils répudient dans les guerres actuelles, ce n'est pas le fait même de la guerre, mais celui de verser le sang des prolétaires pour des motifs qui ne les concernent pas et des intérêts qui ne sont pas les leurs. »

En Russie, les socialistes affirment d'une façon encore

1. « Le socialisme appui du militarisme » dans le *Courrier Européen* du 6 juillet 1908.

plus catégorique qu'en France l'intention de recourir à la violence. A la séance de la seconde douma, le 15 avril 1907, M. Sérof, député socialiste-démocrate, dit : « Quelques orateurs ont affirmé qu'il est injuste de confisquer les terres quand on conserve les droits de propriété sur les capitaux mobiliers et l'outillage industriel. Nous autres, socialistes-démocrates, nous ne faisons jamais attention aux arguments *concernant la justice ou l'injustice. Il n'existe pour nous qu'une seule considération : la corrélation réelle des forces sociales. Nous ne soutenons même pas que la terre n'est à personne et qu'elle ne doit pas devenir propriété privée. Nous affirmons simplement qu'il s'est opéré certains changements dans la société grâce auxquels la confiscation des terres est devenue possible et réalisable.* » Trois jours plus tard, à la séance du 18 avril, le député ouvrier de Saint-Pétersbourg, M. Alexinski, fut encore plus tranchant : il déclara que « la seule combinaison favorable aux intérêts du peuple était la confiscation *de toutes les terres sans aucune indemnité.* »

Le parti socialiste russe n'est pas moins affirmatif que ses députés. Dans tous ses programmes il inscrit « la confiscation *sans indemnité* de toutes les terres appartenant au domaine impérial, aux couvents, et aux *particuliers* sauf les petites parcelles ». Mais les socialistes russes qui parlent seulement de la terre sont les modérés, l'aile droite. Les plus extrêmes vont plus loin. Voici comment ils s'expriment dans une de leurs proclamations du mois d'août 1906 : « N'oubliez pas, citoyens, que la révolution du peuple est dirigée non seulement contre les institutions asiatiques de notre pays, mais aussi contre la propriété privée. »

Voici maintenant les principes théoriques sur lesquels s'appuient ces proclamations. C'est une périphrase des idées marxistes : « Les capitaux se concentrent dans un nombre de mains toujours décroissant. Alors se creuse de plus en plus l'abîme entre la bourgeoisie capitaliste et les

forces prolétariennes révolutionnaires qui n'ont rien à perdre. Le contraste entre ces deux classes arrive enfin au point culminant. Le noyau se brise. Le prolétariat s'empare du pouvoir politique par la dictature. Alors il exproprie les magnats du capital et s'approprie tous les instruments de travail. Alors la division des classes disparaît, l'affranchissement universel s'opère par le triomphe du socialisme. » L'organisation politique rêvée par les socialistes russes est le suffrage universel des hommes et des femmes et une chambre unique et omnipotente. De cette façon les masses populaires s'empareront de la dictature et confisqueront tous les biens.

Naturellement, ni en France, ni en Russie, ni dans aucun autre pays du monde, les propriétaires et les capitalistes ne consentiront à abandonner leurs biens de plein gré. Alors nous aurons les confiscations, comme à Rome du temps des triumvirs. On renouvellera les procédés expéditifs et violents des despotes qui ont été les fléaux de l'humanité.

On le voit, les affirmations du socialisme ne laissent rien à désirer au point de vue de la netteté. Il fait un appel direct à la violence et à la spoliation. Il nous promet un retour aux pratiques des Tchinguiz Khan et des Tamerlan : une confiscation générale des propriétés opérée, non pas par des chefs de guerre et des conquérants étrangers, mais par les chefs des partis politiques victorieux.

Nous sommes maintenant en présence de deux spoliations : celle d'en haut, au profit de la classe dirigeante, et celle d'en bas, au profit de la classe indigente. Selon le point de vue auquel on se place, on trouve l'une funeste et l'autre bienfaisante. Ainsi pourquoi les socialistes trouvent-ils mauvais les trusts partiels des capitalistes et bon le trust universel de l'État? Parce qu'ils espèrent que le trust universel de l'État se fera à leur profit. C'est toujours la vieille histoire du chef boschiman disant à un missionnaire : « Quand on me vole ma femme, c'est le mal ; quand

je vole la femme d'un autre, c'est le bien. » Quand la nation sera spoliée au profit des ouvriers, ceci sera le bien; quand elle sera spoliée au profit d'une autre classe, ceci sera le mal.

La pauvreté d'imagination des socialistes est véritablement lamentable! Pour assurer la prospérité du genre humain, ils sont incapables d'inventer un autre procédé que celui qui, depuis un temps immémorial, a précipité ce même genre humain dans la ruine et la désolation : le banditisme. Si l'emploi de la force brutale pouvait jamais extirper la misère, il y a beaux jours que nous nagerions dans la plus extrême opulence, car les hommes, hélas, ont usé et abusé de ce moyen stupide avec une prodigalité à nulle autre pareille. Des centaines de millions de malheureuses créatures ont été massacrées et spoliées avec une cruauté horrible sans que ces tueries aient abouti à autre chose qu'à augmenter la misère.

Les hommes se sont spoliés les uns les autres depuis de longues générations. Cela n'a pu avoir évidemment d'autre résultat que d'arrêter l'accroissement de la richesse. Mais les socialistes s'imaginent qu'en recommençant encore une fois cette opération absurbe on obtiendra tout d'un coup le bien-être universel. C'est une nouvelle manière de croire au miracle. Les socialistes ne sont guère plus avancés que les diplomates et les hommes d'État. Ceux-ci savent très bien que 8.000 guerres dans le passé n'ont jamais pu résoudre aucune question internationale. Cela ne les empêche pas de croire fermement que la huit mille et unième guerre aura cette puissance magique.

Les socialistes affirment que la misère vient de ce que le capital spolie le travail. Alors, pour supprimer la misère, ils proposent la chose du monde la plus élémentaire, que le travail spolie à son tour le capital. Quelle solution élégante et facile ! Mais comment les socialistes ne voient-ils pas une vérité qui crève les yeux, c'est que, pour combattre la misère, il ne suffit pas seulement de *déplacer* le ban-

ditisme mais qu'il faut *supprimer* le banditisme, de quelque côté qu'il se présente. Toute confiscation est une diminution de bien-être, donc une diminution de l'intensité vitale, donc un acheminement vers la mort. Les socialistes veulent augmenter l'intensité de la vie (le bien-être) en diminuant l'intensité de la vie (par la confiscation). Naturellement ils n'y arriveront jamais parce que ces deux actions sont opposées et contraires.

De plus, les socialistes ne semblent pas comprendre que toute violence est rétrograde, parce que stupide. Elle est un retour aux procédés imparfaits de nos ancêtres encore plongés dans la demi-animalité. Aucun progrès n'est possible par la force, parce que le progrès est une transformation du milieu physique et que la force est seulement l'action d'un homme sur un autre homme, une violation du droit. Or la violation du droit et la transformation du milieu sont des faits d'une nature entièrement différente qui se meuvent dans des sphères spéciales. Ils ne deviennent connexes que d'une façon indirecte ou plutôt négative. Par la violence, Pierre peut empêcher Paul d'adapter le milieu. Alors cette adaptation peut ne plus s'opérer, ou se faire plus lente, ou se faire à rebours. En d'autres termes, la richesse peut cesser d'augmenter, peut augmenter plus lentement, ou peut diminuer. Mais quant à faire augmenter la richesse par la violence, c'est absolument impossible, parce que contraire à la nature des choses [1].

1. Cette idée de l'incompatibilité de la force et de la richesse est loin d'être généralement acceptée. On soutient, au contraire, que la civilisation serait impossible, dans certains cas, sans l'emploi de la force. On dit, par exemple : « La force seule peut dompter les sauvages de l'Afrique centrale. Sans l'emploi de la force ce continent restera éternellement barbare, inexploité, donc pauvre. La force peut donc faire la richesse. » Ce raisonnement est absolument faux parce que partiel et unilatéral. Il considère la question *seulement à un point de vue*. Pourquoi les Européens sont-ils obligés d'employer la force contre certains sauvages qui sont des brutes comme on dit ? Parce que ces sauvages l'emploient contre les Européens. Par conséquent, la force des Européens ne sert qu'à *supprimer* la force des sauvages, donc à supprimer la force, en réalité. Ce n'est pas le *règne* de la force, mais la *suppression* de la force qui fait la civilisation dans les pays sauvages. Mais sitôt que, dans ces pays, les indigènes n'usent

La richesse par la violence est aussi contradictoire que la lumière par les ténèbres. Sitôt que la violence est mise en pratique, la misère apparaît; sitôt que cesse la violence, le bien-être augmente.

De nos jours l'aveuglement des souverains à l'esprit gothique comme Guillaume II, des aristocrates et des bourgeois est véritablement étonnant. Tous ces individus ne sont pas parvenus à comprendre la plus élémentaire des vérités économiques, à savoir que la spoliation des masses populaires est la chose du monde la moins conforme à leur véritable intérêt. On aurait pu espérer que les socialistes, voyant combien cet aveuglement est extrême, auraient enfin ouvert les yeux. Hélas, non; les socialistes suivent moutonnièrement les errements des autres classes et considèrent également le banditisme comme avantageux. Marxistes et hobereaux prussiens se valent comme étroitesse d'esprit.

Il est facile de démontrer que l'erreur des socialistes est encore plus grossière que celle des souverains et des aristocrates. D'abord il y a la combinaison de la loterie dont j'ai parlé plus haut à propos des profits de la guerre [1]. Quand un million d'hommes prennent des billets d'un franc et quand un seul individu gagne tout le million, ce seul privilégié de la fortune a un grand avantage. Mais, à mesure que les lots gagnants augmentent en nombre, leur valeur doit nécessairement diminuer. En d'autres termes, quand les privilégiés sont peu nombreux, le banditisme, bien que complétement contraire à leurs intérêts véritables, peut cependant être effectué. On peut gagner un million, s'il y a un *seul* lot sur un million de billets placés; mais il est absolument impossible de gagner un million de lots avec un million de billets placés. Or c'est la chimère que les socia-

pas de la force contre les Européens et que les Européens en usent contre les indigènes (en d'autres termes qu'ils violent leurs droits), les progrès de la civilisation sont ralentis.

1. Voir plus haut, page 183.

listes promettent de réaliser. Un petit nombre de parasites peuvent vivre, certes, aux dépens des citoyens. Mais les masses populaires ne le peuvent pas, car alors le nombre des spoliateurs sera aussi grand que celui des spoliés. Les socialistes prétendent vouloir faire la confiscation au profit de *tous* les déshérités. Mais comme ces déshérités forment, dans certains pays, un contingent énorme, la confiscation cesserait d'être lucrative parce que les lots à partager deviendraient trop petits.

La spoliation des pauvres par les riches est beaucoup plus facile que la spoliation des riches par les pauvres. Les pauvres étant très nombreux, on peut leur prendre de très petites sommes qui font cependant un gros total. S'il m'était possible de confisquer seulement un centime par an à chacun de mes compatriotes, je serais un des hommes les plus riches de la terre. J'aurais environ un million et demi de francs de revenu annuel. Et, certes, ce centime en moins ne causerait pas un dommage très appréciable à mes victimes. Mais, quand il s'agit de faire vivre les pauvres au détriment des riches, il faut prendre une grosse part du revenu de ces derniers, parce que les riches sont très peu nombreux. Alors on cause non seulement plus de souffrances aux spoliés [1], mais souvent on désorganise aussi leurs affaires et on diminue leur puissance de production, ce qui exerce immédiatement un contre-coup des plus funestes sur les intérêts des pauvres. Quand les impôts, perçus au profit des privilégiés, restent dans des limites modérées, ils peuvent ne pas arrêter le progrès de la richesse générale. Mais si les riches sont spoliés d'une façon considérable l'accroissement de la richesse se ralentit immédiatement. La spoliation d'un pauvre par des privilégiés peu nombreux peut ne pas faire de mal sensible à un autre pauvre. La spoliation d'un riche par un pauvre

1. Souvent la spoliation des pauvres est si habilement combinée et tenue dans des limites telles, qu'elle reste même inconsciente pour les victimes. La spoliation des riches ne peut être dans ce cas.

entraîne un mal incontestable pour les autres pauvres, parce qu'elle diminue la production.

Les socialistes se représentent la solution du problème de la misère d'une façon extrêmement simple. La société sera divisée en deux camps : les riches et les pauvres. Les riches travailleront et accumuleront de grandes ressources. Quand ce sera fait, on viendra les leur enlever par l'impôt progressif sur le revenu et les héritages et on les distribuera aux pauvres. La question sociale sera résolue. Le bien-être sera général. Le bonheur universel sera établi par le banditisme perpétuel. Quelle charmante idylle; comme c'est attendrissant ! Quel dommage que cela soit irréalisable !

Les socialistes, d'ailleurs, ont grand tort de s'imaginer que ce plan est nouveau. Il est, au contraire, vieux comme le monde. Il y a été inventé probablement par les pharaons d'Égypte et il a été pratiqué ensuite pendant une longue série de siècles. C'est le régime actuel de tous les pays orientaux et particulièrement du Maroc.

Dans ce pays, lorsqu'un agriculteur a ramassé sa récolte, le caïd arrive pour prélever l'impôt. Il enlève à l'agriculteur le plus possible et ne lui laisse que ce qui lui est strictement indispensable pour ne pas mourir de faim.

Devant cette spoliation, que fait l'agriculteur ? L'année suivante il se contente de produire seulement le minimum qui ne peut pas lui être enlevé. Il en résulte que le Maroc, au lieu de produire 96 millions d'hectolitres de blé par an [1], en produit seulement 15 millions. C'est donc, chaque année, une réduction de la production à un sixième du taux normal. Il en est de toutes les autres denrées comme du blé. Personne n'ose rien entreprendre par crainte de la spoliation.

La situation de l'Europe serait exactement semblable à celle du Maroc, si, selon le plan socialiste, on venait enle-

1. Ce serait le chiffre proportionnel à la production de la France.

ver à chaque producteur le surplus dépassant une somme déterminée. On tâcherait de ne pas franchir cette limite et la masse des denrées livrées sur les marchés n'augmenterait plus. Le développement de la richesse serait arrêté pour toujours.

Dans les pays orientaux, il arrive pourtant quelquefois que le percepteur ne parvient pas à tout enlever. Le producteur dissimule une partie de ses gains. Mais ils lui sont alors inutiles, puisqu'il ne peut pas en jouir. Il est obligé de vivre dans une demeure misérable avec un mobilier plus misérable encore. De là l'aspect délabré et sordide que présentent les villes orientales.

C'est le brillant avenir que nous réserve le socialisme s'il veut établir la richesse universelle sur la spoliation perpétuelle et systématique. On voit que nous sommes bien loin de l'idylle. Et il est difficile de comprendre comment les socialistes ne se sont pas aperçus des résultats auxquels aboutissent leurs théories, quand les conséquences néfastes du banditisme s'étendent sur une si vaste région de notre globe qu'il est impossible de ne pas connaître.

« Mais, diront sans doute les socialistes, il y a une différence sensible entre le régime que nous préconisons et le régime oriental. En Orient le producteur est spolié au profit des gouvernants ; chez nous il le sera au profit des classes déshéritées. »

Oui, certes, il y a une grande différence, mais elle est à l'avantage de l'Orient. Quand les contribuables sont spoliés au profit d'un petit nombre de gouvernants, les premiers sont dans la misère, les seconds, dans l'opulence. Il y a au moins une compensation. Avec le système socialiste, il n'y aura même pas cela. En effet, si les bénéficiaires de la spoliation sont peu nombreux (seulement les ouvriers syndiqués de la grande industrie), ils pourront en retirer quelque avantage [1]. Mais s'ils sont nombreux, s'ils sont

1. Avantage seulement pour les spoliateurs, bien entendu. Quant aux

l'ensemble de la population, l'avantage sera nul. Dans ce cas, on aura détruit la production, on aura empêché l'accroissement de la richesse sans bénéfice pour personne. Ce sera la plus absurde des politiques qui se puisse imaginer.

II

Est-il nécessaire de démontrer que jamais, au grand jamais, la question sociale ne sera résolue aussi longtemps qu'on emploiera la violence ou qu'on menacera même de l'employer? Il suffit de réfléchir un seul instant sur la véritable nature de la richesse pour le comprendre. La richesse est une adaptation de la planète aux besoins de l'homme. Pour produire cette adaptation, il faut modifier l'état de la planète, c'est-à-dire travailler. Or que peut faire la violence? Elle peut seulement arracher à l'un ce qu'il a produit pour l'attribuer à un autre. C'est un déplacement de la richesse et nullement un accroissement de la richesse. Pour résoudre la question sociale, il faudrait que le globe entier fût exploité d'une façon plus rationnelle. Or il est de la dernière évidence que le banditisme ne pourra jamais conduire à ce résultat.

On dira peut-être qu'en obligeant un homme de faire un travail qu'il n'accomplirait pas de gré la force brutale contribue à hâter l'accommodation du milieu. C'est revenir à l'esclavage. Mais croire ce procédé efficace est une profonde erreur. D'abord, parce qu'on obtient toujours un travail plus productif d'un homme libre bien rétribué que d'un esclave. Un milliard et demi d'hommes libres abattront plus de besogne que deux cents millions d'hommes libres et treize cents millions d'esclaves. En second lieu, si les maîtres étaient de véritables surhommes et les esclaves des hommes ordinaires, on pourrait dire que les premiers sauront mieux trouver ce qu'il faut faire pour le bon-

spoliés, ils seront aussi parfaitement ruinés et souffriront autant en donnant le fruit de leur travail au roi qu'en le donnant aux prolétaires.

heur de tous que les derniers. Mais il n'en est pas toujours ainsi dans la réalité. Les maîtres sont quelquefois beaucoup plus ignorants et plus grossiers que les esclaves en sorte qu'ils peuvent donner la préférence aux travaux les moins utiles et diriger très mal ceux qu'ils ordonnent. Il y a de très nombreux cas où les esclaves auraient mieux fait que leurs maîtres, s'ils étaient restés libres, en sorte que la servitude est toujours une perte de temps[1].

Il suffit aussi de se souvenir d'un autre élément fondamental de la richesse, le temps, pour comprendre que la violence ne pourra jamais résoudre la question sociale. En effet, toute violence est une perte de temps et cela à trois points de vue parallèles. D'abord, le spoliateur ne travaille pas, ne produit rien. Alors, au lieu de deux producteurs, il n'y en a qu'un seul. Ramenons, pour expliquer clairement le phénomène, tout le travail d'adaptation de la planète à une seule opération, l'excavation, et toute l'humanité à deux hommes. Si l'un ne travaille pas, au lieu de deux mètres cubes de déblai, au bout de la journée, il n'y en aura qu'un seul : l'adaptation est donc de moitié moindre. En second lieu, celui qu'on veut spolier ne se laisse pas faire de plein gré. Il prend des mesures pour se défendre. Pendant ce temps il ne peut pas produire de la richesse. De nouveau du temps perdu. A la fin de la journée, au lieu de deux mètres cubes de déblai, il n'y en a qu'un et demi : l'adaptation est ralentie. Enfin, dernier point de vue. L'accélération de l'adaptation se fait surtout par l'invention. Or la puissance inventive, dans le genre humain, est en raison inverse de la violence qui règne dans la société. Un homme toujours sur le qui-vive, ayant peur pour sa vie ou craignant d'être dépouillé du fruit de son travail, se trouve dans un état d'énervement et de souffrance qui réduit sensiblement ses facultés mentales, en général, et

1. Dans l'antiquité « les esclaves, dit M. G. Ferrero (*Op. cit.*, t. II, p. 92), si on ne les tenait pas par une forte discipline, ruinaient facilement leurs maîtres ».

sa puissance d'invention, en particulier. Aucune invention importante n'a été faite pendant les périodes des grandes convulsions sociales. S'il est une vérité qui a la valeur absolue d'un axiome mathématique, c'est que la prospérité sociale est en raison directe de la sécurité. Cet axiome ne souffre pas une seule exception, ni dans le temps ni dans l'espace. Il est de la dernière évidence que le pays qui garantira le mieux la vie et la propriété sera toujours le plus riche, toutes choses égales d'ailleurs, bien entendu.

De très nombreuses violences socialistes ont eu lieu en Russie dans ces dernières années. Dans beaucoup d'endroits, sitôt que les ouvriers n'étaient pas contents d'un patron, d'un directeur d'usine, d'un ingénieur ou d'un contremaître, ils les tuaient. L'industrie est devenue en Russie une occupation parfois plus dangereuse que la guerre. Aussi un grand nombre de fabriques ont fermé. D'autres continuent à travailler avec un outillage archaïque qui donne de très faibles rendements. Mais il est naturel que, dans des conditions aussi dangereuses, personne n'ait l'audace de fonder des entreprises nouvelles ou de perfectionner les anciennes. La stagnation des affaires est complète. Des villes où naguère on bâtissait une centaine de maisons par été n'en voient plus bâtir que deux ou trois. Par suite des violences socialistes, la Russie a subi, dans ces derniers temps, des pertes qui se chiffrent par milliards de francs. Des centaines de milliers de malheureux restent sans travail ; un chômage colossal est imposé au pays par les agitateurs socialistes ; c'est un lock out à rebours. Aussi la misère devient épouvantable. Ce qui se passe actuellement en Russie, comme ce qui s'est passé partout depuis l'origine de l'histoire, confirme la vérité incontestable que violence et misère sont deux faits inséparables.

La violence et la coercition éloignent donc le moment où pourra s'établir le bien-être général et ne peuvent en aucune façon le rapprocher. Mais il est facile de démontrer que

rien, absolument rien n'empêche les hommes de réaliser le régime collectiviste sans employer la moindre violence. A propos d'un article où j'avais émis l'idée que le socialisme s'affaiblit en recourant à la force brutale, un journal socialiste de Gênes, la *Pace*, s'exprimait ainsi : « Mais pourquoi les socialistes doivent-ils affaiblir la virilité de leur programme en sacrifiant la conception de la propriété collective ? » Personne ne demande cela aux socialistes. La seule chose qu'on leur demande, c'est de ne pas chercher à établir ce mode de propriété par la violence. Et c'est parfaitement possible dans le régime individualiste, puisque cela s'est fait et refait tant de fois. Sans parler des innombrables monastères du moyen âge et des temps modernes, on peut citer des exemples récents de propriété collective. En 1894, John Ruskin a fondé une communauté socialiste dans l'État de Tennessee. Tout dernièrement, en 1906, dans le New Jersey, à Veneland, des Italiens ont fondé une colonie établie sur le principe du communisme agricole. Rien n'empêche ces tentatives de se multiplier à l'infini et, quand elles couvriront le globe entier, le globe entier sera devenu *spontanément* collectiviste, sans le moindre atome de coercition et de violence. Mais à part les colonies agricoles, même au point de vue industriel, rien ne s'oppose à ce que des hommes désirant travailler en groupes collectivistes le fassent tant que bon leur semble. La preuve que la société individualiste n'y met pas le moindre obstacle, c'est que de nombreuses coopératives de production ont surgi dans ces derniers temps un peu partout. Qu'elles soient imitées par toutes les entreprises, le collectivisme s'établira naturellement et sans aucune secousse dans le monde entier.

Un des grands desiderata du socialisme est la suppression de l'héritage. Rien n'est plus facile en régime individualiste. Dans les États où règne la liberté de tester, personne n'empêche les socialistes de léguer leurs biens, non pas à leurs enfants mais à la communauté. Que tout le monde trouve bon d'agir ainsi et l'héritage sera supprimé, naturel-

lement, sans la moindre violence. Les grandes transformations sociales se sont toujours accomplies de cette façon, en vertu de la loi biologique fondamentale que tout être vivant fuit la douleur et recherche la jouissance. Je donnerai un seul exemple, mais qui est caractéristique : l'organisation de la famille. On sait qu'elle était composée autrefois de plusieurs générations vivant sous le même toit. Aussi longtemps que le chef n'était pas mort, ses fils, même s'ils étaient mariés et s'ils avaient des enfants, ne possédaient aucune autorité et ne pouvaient pas faire ménage à part. Cette organisation de la famille antique inspire un grand enthousiasme au prince Krapotkine et à beaucoup d'autres socialistes, parce qu'elle étend l'esprit de solidarité sur un groupe de personnes fort étendu. Cependant la tendance naturelle de l'homme vers le maximum de bonheur a poussé, depuis de longues années, à la désagrégation de la vieille famille patriarcale. Cette même tendance désagrège aussi notre famille moderne basée sur l'inégalité des sexes.

Or aucune tendance *naturelle* de ce genre ne se manifeste par rapport au socialisme. Celui-ci préconise des mesures élaborées par certains penseurs et certains théoriciens. Elles répugnent profondément à l'ensemble des hommes qui les repoussent. Par suite, une petite minorité veut les imposer par la force coercitive de l'État.

Si le socialisme était une doctrine *vraie*, il formerait une tendance naturelle de l'âme humaine. Or cela n'est pas. On le prêche toujours aux autres ; on ne veut jamais l'appliquer pour son propre compte. Mais, dès qu'on n'agit pas conformément aux théories qu'on propage, on reconnaît, implicitement, que ces théories sont fausses. Est avantageux ce qui nous débarrasse d'une souffrance. Si l'on trouvait avantageux de partager son bien avec ses semblables, on le ferait de plein gré. Si l'on ne se débarrasse pas de son bien, c'est qu'on ne trouve pas cela avantageux. Assurément les hommes trouvent souvent avantageux ce qui ne l'est pas en réalité. Tout ce livre est précisément écrit pour

démontrer que la spoliation, qui paraît avantageuse au spoliateur, lui est funeste en réalité. Cela est incontestable. Mais les prédicateurs des idées nouvelles doivent avant tout les trouver favorables pour eux-mêmes avant de les recommander aux autres. Je soutiens ici que le banditisme est le principal obstacle qui s'oppose à mon bonheur. Mais j'applique ma théorie, car je ne me suis livré à aucun acte de banditisme dans ma vie. Si donc les socialistes soutiennent que le bonheur social proviendra de la suppression de l'héritage, ils doivent léguer leurs biens, non à leurs enfants, mais à la communauté. S'ils ne le font pas, ils démontrent qu'ils ne sont pas persuadés de la vérité de leur doctrine, ils démontrent qu'ils vont prêcher ce qu'ils savent être le mensonge. C'est assurément une conduite peu digne d'admiration.

Il faut ne pas se laisser tromper par le terme de bonheur *social*, qui paraît si généreux. A un certain point de vue, le bonheur social n'existe pas, parce qu'il est une pure abstraction. Il n'y a pas de société en dehors des individus. Or si l'on fait souffrir Jean, Pierre, Paul, etc., en un mot, tous les citoyens (et la preuve qu'une loi les fait souffrir, c'est qu'ils ne veulent pas l'appliquer de plein gré), pris individuellement, on ne peut pas venir affirmer qu'on fait le bonheur de Jean, de Pierre, de Paul et de tous les autres citoyens, pris *collectivement*.

Si tous les hommes veulent léguer leurs biens à la communauté, la suppression de l'héritage se fera conformément à l'ordre naturel et ne sera pas douloureuse. Si la suppression de l'héritage se fait par la coercition, elle sera nécessairement douloureuse. Or comment peut-on espérer faire jamais le bonheur des hommes en leur imposant des souffrances?

En résumé, le socialisme est une théorie fausse parce qu'il est irréalisable sans coercition. Or coercition et bonheur sont deux termes opposés et contraires. Tous les sophismes socialistes et collectivistes ne prévaudront pas

contre les réalités de la vie positive. Si le socialisme ne veut pas s'établir de gré, c'est qu'il veut constituer une caste privilégiée établie par la violence. Or une société ne peut être saine, donc prospère, que lorsque la vie et la propriété des citoyens y sont garanties d'une façon satisfaisante. Et cela pour la plus simple de toutes les raisons, parce que chaque violation du droit est analogue à une maladie. Quand un individu me prive des bénéfices de mon travail, c'est comme s'il me privait des organes à l'aide desquels ce travail est accompli. Confisquer les tableaux d'un peintre ou paralyser son bras et l'empêcher de peindre est, *économiquement* parlant, un fait identique. De même, faire vivre un homme dans une anxiété perpétuelle qui affaiblit ses facultés mentales ou opérer une lésion dans ses centres nerveux est un acte analogue. La peur d'une confiscation des biens, toujours possible, supprime aussi bien qu'une maladie, la possibilité de travailler avec le maximum d'énergie.

C'est pour cela que le socialisme, dès qu'il a recours aux procédés violents, produit un état pathologique de la société dans la même mesure que les autres formes de la spoliation : le vol, le dol, le banditisme, le despotisme, le protectionnisme et les conquêtes.

Si les socialistes veulent réaliser le bonheur des masses populaires, ils doivent abandonner complétement les errements de la politique ancienne. Avant le socialisme, la politique a consisté à spolier l'ensemble de la nation au profit des aristocraties, puis des bourgeoisies. Les socialistes devraient mettre leur honneur à ne pas imiter d'aussi odieux exemples et à ne pas chercher à spolier l'ensemble de la nation au profit des ouvriers de la grande industrie. Si les socialistes savent s'élever au-dessus des intérêts de caste et de classe, ils pourront assurer le bonheur des sociétés. Sans cela ils ajouteront seulement des ruines nouvelles aux ruines anciennes, ils deviendront un élément de recul au lieu de devenir un élément de progrès.

CHAPITRE XIV

LE PRÉTENDU ANTAGONISME DU CAPITAL ET DU TRAVAIL

I

Les socialistes affirment que la misère des nations modernes vient de ce que les travailleurs sont expropriés par les capitalistes. Pour mettre un terme au mal, les socialistes n'ont rien trouvé de mieux que de le retourner, c'est-à-dire d'exproprier, à leur tour, les capitalistes. J'ai montré au chapitre précédent que ce moyen enfantin n'aurait d'autre résultat que de diminuer encore le bien-être, hélas, si modeste, des masses populaires. Mais les socialistes ont mille fois raison lorsqu'ils affirment que la misère vient de l'expropriation de certains individus au profit de certains autres. Les socialistes ont mille fois raison lorsqu'ils protestent de toutes leurs forces contre cette expropriation et qu'ils veulent prendre des mesures énergiques pour y mettre un terme le plus vite possible.

Seulement l'erreur fondamentale des socialistes vient de la confusion qu'ils font entre le *capitaliste* et le *spoliateur*. On peut être spoliateur sans être capitaliste, on peut être capitaliste sans être spoliateur. Ce sont deux choses complètement différentes et, quand les socialistes s'obstinent à les confondre, ils montrent ou bien l'ignorance la plus complète des faits économiques, ou bien une étroitesse d'esprit des plus lamentables, ou bien enfin une mauvaise foi des plus pernicieuses.

La confusion entre le voleur et le capitaliste vient de ce

que l'on oublie un des éléments primordiaux du phénomène économique : c'est que celui-ci est toujours une action de l'individu sur le *milieu physique*. Il n'a nullement besoin d'être un fait social ; il peut même n'être social qu'incidemment. Il suffit de ne pas oublier cette notion élémentaire et essentielle pour comprendre que le spoliateur et le capitaliste ne font pas *nécessairement* le même individu.

Soient plusieurs cultivateurs vivant à côté les uns des autres. Ils peuvent tous tirer de nombreux produits de leur terre et prospérer tous parallèlement. Si à un certain moment ils désirent échanger leurs produits, il se produira ceci : Pierre offrira à Paul une certaine quantité d'orge en échange d'une certaine quantité de fèves. Si l'échange paraît avantageux aux deux individus, il s'accomplira ; sinon, non. Aussi longtemps qu'il n'entrera aucun élément perturbateur dans des arrangements de ce genre, on restera dans le domaine économique qui est un rapport entre l'individu et le milieu ambiant. Quand Pierre prend les fèves de Paul et Paul l'orge de Pierre, c'est *comme si* Pierre et Paul avaient partagé leurs champs entre la culture de l'orge et celle des fèves. Aussi longtemps que l'échange se fait de plein gré, il n'est, en définitive, que la substitution d'un mode d'adaptation du milieu à un autre mode. Ainsi, dans l'exemple donné, au lieu d'avoir les champs de Pierre et de Paul partagés tous les deux entre la culture de l'orge et celle des fèves, on a le champ de Pierre cultivé tout entier en orge et celui de Paul tout entier en fèves. La disposition générale des champs est donc modifiée.

Voyons apparaître maintenant l'élément perturbateur. Pierre dira : « Voulez-vous accepter deux kilos d'orge contre deux kilos de fèves ? » Je suppose que Paul réponde : « Non, je vous donnerai seulement un kilo de fèves. » Alors Pierre va quérir quelques voisins, tombe sur Paul et l'oblige, par l'emploi de la force brutale, de lui donner deux kilos de fèves en échange de deux kilos d'orge. On entre

de cette façon dans le domaine immense de la spoliation et du banditisme. Mais le banditisme n'est plus un acte *économique*, il est un fait *politique*. En effet, pour que la coercition pût s'exercer il a fallu que Pierre allât quérir quelques compagnons. Cet accord de Pierre avec ses compagnons n'a plus rien à voir avec le milieu physique; c'est *un rapport d'homme à homme*. Les compagnons de Pierre ont pu lui prêter leur aide pour mille raisons qui toutes pouvaient être désintéressées. Les rapports entre l'individu et le milieu physique sont des faits économiques, les rapports entre les individus, des faits politiques. La spoliation et le banditisme sont donc des actes *politiques*, puisqu'ils sont impossibles sans coercition et que la coercition est un acte d'homme à homme qui s'opère sans l'intervention des choses.

Cela posé, considérons ce qui se passe au sein des sociétés. Oui, elles contiennent un grand nombre d'individus qui ont acquis leur fortune en spoliant leurs compatriotes. Mais comment cela a-t-il pu s'accomplir? Uniquement par suite d'un fait *politique*, uniquement par suite d'une coercition gouvernementale. Ainsi les 33 raffineurs italiens, qui prélèvent tous les ans un tribut de 30 millions de francs sur leurs concitoyens, ne peuvent accomplir cet acte de banditisme que parce que la force coercitive de l'État empêche l'introduction du sucre étranger en Italie franc de droits de douane. Les 33 raffineurs italiens sont des capitalistes et actuellement ils sont aussi des voleurs. Mais imaginons que demain le droit de douane soit complétement aboli sur le sucre, mais que, néanmoins, les 33 raffineurs continuent à en produire et à le vendre au prix du marché universel. Alors les 33 raffineurs continueront à être des capitalistes, mais ils cesseront d'être des voleurs. On voit donc que capitaliste et voleur ne sont pas des termes nécessairement associés, quoiqu'ils le soient, malheureusement, encore trop souvent dans nos temps d'anarchie internationale et de banditisme universel.

Un si grand nombre des fortunes actuelles provient du brigandage que le public peut bien s'y laisser tromper. « L'agiotage capitaliste, dit M. A. Leroy-Beaulieu, donne un aliment aux haines sociales...; le peuple se persuade que toute richesse est viciée dans son germe et que tout riche est un fripon[1]. » Un pickpocket me vole ma montre : s'il est pris, la loi le met en prison. Un industriel me fait payer mon habit 60 francs au lieu de 40 par suite des droits de douane. Cet industriel me vole bel et bien les 20 francs de différence. La loi ne sévit pas. Mais d'où vient qu'un voleur (le pickpocket) est mis en prison et l'autre voleur (l'industriel protégé) est comblé d'honneurs[2] ? Cela vient d'un ensemble de faits *politiques* et nullement économiques. « La seule loi sur les primes sucrières, dit le *Courrier Européen* du 22 juin 1906, a coûté plus d'un milliard au peuple français. » Cette spoliation est inique et odieuse. Mais si le parlement, c'est-à-dire les autorités *politiques*, ne l'avaient pas établie, elle n'aurait jamais pu s'exercer au détriment de la nation. Que les socialistes protestent, contre les banditismes de toutes sortes qui pullulent dans nos sociétés, qu'ils fassent tous les efforts possibles pour les extirper, rien de mieux. Mais je ne vois pas véritablement ce que le banditisme a de commun avec la production *capitaliste*. Je me représente parfaitement une société où il n'y aura plus de droits de douane[3] protectionnistes, pas de primes industrielles, aucun privilège, bref aucune spoliation.

Je ne vois pas pourquoi une pareille société ne pourrait pas exister et prospérer, pourquoi elle devrait alors cesser d'être capitaliste et individualiste et devrait nécessairement

1. *Revue des Deux Mondes*, du 15 décembre 1897, p. 840.

2. Remarquez que l'industriel protégé dérobe à ses compatriotes des sommes de beaucoup supérieures à celles du pickpocket. Le premier est donc un malfaiteur beaucoup plus funeste.

3. Et il ne faut pas faire de grands efforts d'imagination pour cela. Il existe une société de ce genre en Europe depuis soixante-deux ans : l'Angleterre, la plus riche des nations de notre continent.

devenir collectiviste. Suppression du banditisme et régime collectiviste ne sont pas des notions identiques. On ne comprend véritablement pas pourquoi l'exploitation de l'homme par l'homme est la condition inévitable du régime capitaliste. On peut parfaitement se représenter ce genre de production sans brigandage et sans violence. La suppression de toute spoliation dans le monde serait l'établissement de la justice universelle, en d'autres termes, la fédération du genre humain, mais on ne comprend décidément pas pourquoi elle devrait entraîner l'abolition de la production capitaliste, ni pourquoi l'abolition préalable de la production capitaliste est la condition indispensable pour l'établissement de la fédération.

Oui, certes, il arrive très souvent que les capitalistes profitent de l'influence et de la puissance que leur donne la richesse pour se faire octroyer par les autorités publiques la faculté de spolier leurs compatriotes de la manière la plus scandaleuse, mais, je le répète, ces individus sont alors voleurs parce que voleurs, et non voleurs par cela seul que capitalistes. Il faut bien distinguer les choses si l'on veut rester sur le terrain des réalités positives et ne pas se perdre dans les nuages de la pure rhétorique et de la creuse phraséologie. On peut se servir de la puissance que donne l'argent pour devenir voleur par l'entremise de la coercition gouvernementale, comme on peut ne pas s'en servir. Les deux faits ne sont pas nécessairement connexes. On peut pratiquer l'exploitation de l'homme par l'homme de la façon la plus éhontée quand on a de l'argent, mais on peut aussi ne pas la pratiquer. Il y a quelques années, certains producteurs français ont poussé à conquérir Madagascar pour se réserver le monopole de son commerce. Sur six mille soldats qui sont partis pour s'emparer de ce pays, il en est revenu six ; tous les autres sont morts de maladie. Assurément les producteurs ont pratiqué dans cette circonstance l'exploitation de l'homme par l'homme de la façon la plus odieuse. Mais si

ces mêmes producteurs, sans aucune conquête de Madagascar, y avaient vendu leurs articles à leurs risques et périls et avaient réalisé de gros bénéfices, ils n'auraient pas pratiqué l'exploitation de l'homme par l'homme, tout en restant capitalistes. Je le répète, qui veut voir les choses comme elles sont en réalité ne doit pas confondre les phénomènes économiques avec les phénomènes politiques qui seuls rendent possible la spoliation.

C'est aussi faute de comprendre la distinction capitale entre les faits économiques et les faits politiques que l'on a proclamé la soi-disant faillite de la fameuse formule de Gournay : « Laissez faire, laissez passer. »

Au commencement du XIXe siècle, des enfants de quatre ans étaient condamnés à travailler quatorze heures par jour dans les fabriques. Quand certains philanthropes ont trouvé cela monstrueux et ont voulu faire une loi pour mettre un terme à cette hideuse exploitation de l'homme par l'homme, certains industriels ont protesté au nom du « laissez faire, laissez passer ». Ils ont eu tort, car cette formule n'avait absolument rien à voir dans une question purement juridique qui pouvait être formulée ainsi : un père de famille a-t-il le droit de torturer son enfant mineur pour avoir plus de revenu ? A Rome, jusqu'à une certaine époque, le père de famille avait le droit de tuer son enfant. De nos jours, ce droit a été aboli. Un père qui tuerait son fils serait poursuivi comme assassin aussi bien que s'il tuait un étranger. De même, on peut faire une loi punissant le père qui fait travailler son enfant de quatre ans dans une fabrique et l'industriel qui lui procure ce labeur. La doctrine du « laissez faire, laissez passer » ne souffre de ce fait aucun dommage, car cette doctrine se rapporte aux actes *économiques* et nullement aux actes *juridiques*. Jamais le plus fougueux manchestérien n'a affirmé qu'un patron a le droit de tuer ses ouvriers ou de porter atteinte à leur santé sitôt que cela favorise la production. Le fait de savoir quels sont les droits du père par rapport à l'en-

fant et des patrons par rapport aux ouvriers relève des relations d'homme à homme, donc des faits juridiques, et non des relations d'homme avec le milieu, qui sont seuls des actes économiques.

De même, toutes les lois que l'on fera pour protéger la santé des travailleurs dans les usines n'ont absolument rien à voir avec le « laissez faire, laissez passer », parce que le droit d'empoisonner impunément son semblable comme le droit de tuer son enfant est un fait juridique.

Le « laissez faire, laissez passer » s'exerce seulement dans les rapports entre l'homme et le milieu. Si le législateur vient dire : « Dans tel endroit il faut semer du blé et non pas de l'avoine, dans tel autre il faut cultiver des pêches et non du raisin », ou bien : « Il faut tirer votre minerai de votre pays et non du pays voisin », alors le législateur s'immisce dans le domaine des actes véritablement économiques puisqu'ils concernent les rapports de l'homme avec le milieu. Et il suffit de poser la question sur son terrain véritable pour faire apparaître aussitôt, même aux yeux des gens les plus prévenus, la haute valeur et la bienfaisance de la formule de Gournay. Les socialistes les plus extrêmes ne pourront pas contester que, si l'État nous impose des actes que nous ne désirons pas faire, nous perdons notre liberté et nous devenons esclaves. Or s'il est une vérité banale entre les banales, c'est que le travail de l'esclave est moins productif que celui de l'homme libre. Sitôt donc que la formule « laissez faire, laissez passer » est violée dans les faits *économiques*, la production de la richesse se ralentit immédiatement.

On voit donc que, malgré les critiques du marxisme, les théories manchestériennes ne sont nullement en faillite. Il suffit de les comprendre pour se persuader qu'elles contiennent une somme de vérité infiniment supérieure aux rêveries socialistes[1].

1. Voir plus haut, page 102.

II

Ainsi donc la spoliation exercée par certains voleurs au détriment des masses populaires n'a absolument rien de commun ni avec l'organisation individualiste de la société, ni avec la production capitaliste.

Arrivons maintenant aux rapports entre le capital et le travail. Est-il vrai, comme l'affirme Marx, qu'il y ait entre eux un antagonisme irréductible ?

Écartons d'abord une confusion dont les conséquences ont été des plus désastreuses.

Toute production n'est qu'une transformation d'un état précédemment existant en un état nouveau, toute transformation, un ensemble de mouvements, tout mouvement actuel, la résultante de l'accumulation d'une certaine quantité d'énergie potentielle. La production non capitaliste est une pure chimère, contraire aux lois fondamentales de l'univers. Dans la vie sociale, il ne s'agit donc pas, en réalité, de production capitaliste ou non capitaliste, cette dernière étant impossible, il s'agit seulement de savoir à qui appartiendra la *disposition* des capitaux existants : à l'individu, à des collectivités, ou à l'État.

Le jour où chaque citoyen portera de lui-même et de plein gré à la caisse commune les capitaux qu'il aura formés par son labeur quotidien (en termes usuels ses économies) est encore loin. Par conséquent, pour le moment, la question se ramène à ceci : 1° le prêt hâte-t-il l'adaptation du milieu (qui constitue la jouissance, donc le bonheur de l'humanité), et 2° le payement de l'intérêt et de l'amortissement par l'emprunteur au prêteur a-t-il le même résultat ?

Sans le prêt chaque homme devrait commencer ses entreprises *ab ovo* et uniquement pour son compte. Il est évident qu'avec un régime pareil des millions d'adaptations qui s'opèrent maintenant, ne s'opéreraient pas. Ainsi M. de

Lesseps a eu à un certain moment l'idée de creuser le canal de Suez. S'il avait dû attendre le moment où par son travail personnel il aurait amassé les 500 millions de francs nécessaires pour cette entreprise, il aurait attendu toujours. De même pour les chemins de fer et toutes les autres grandes entreprises. Avec les gains individuels on n'aurait pu monter que des ateliers extrêmement modestes. Il faut donc reconnaître que le prêt des capitaux hâte l'adaptation de la planète dans une mesure très considérable, puisque les adaptations les plus importantes n'auraient *jamais* été accomplies sans le prêt. On peut donc dire que le prêt des capitaux a fait la civilisation humaine. Comment les socialistes peuvent-ils affirmer après cela que le prêt des capitaux est funeste, c'est ce qu'il est positivement impossible de comprendre.

Supprimer le prêt serait ériger en pratique sociale l'absurde conduite du chien du jardinier. Ainsi voilà un homme qui a une idée ; il en trouve un autre qui lui donne tout ce qu'il faut pour la réaliser. A qui ferez-vous accroire que le second est un malfaiteur et un ennemi du premier ? S'il est une vérité aussi banale qu'incontestable, c'est que la richesse et la prospérité d'un pays sont en raison directe des capitaux qui s'offrent aux entrepreneurs. Le prêt est une association entre un individu, ayant des réserves, mais pas d'idée et d'esprit d'entreprise, avec un autre, ayant des idées et de l'esprit d'entreprise, mais pas de réserves. Dire qu'une association de ce genre est *funeste*, c'est dire que, *plus vite* nous verrons s'accroître le nombre des entreprises (donc l'adaptation), *moins vite* nous verrons disparaître la misère. C'est dire, en d'autres termes : plus l'adaptation sera rapide, plus elle sera lente. C'est une pure contradiction, donc une absurdité.

Ainsi donc, comme le prêt hâte l'adaptation, il est bienfaisant. En est-il de même de l'intérêt ? Est-il légitime et juste de rémunérer le capitaliste ?

Pour bien comprendre le phénomène du prêt, il faut,

en premier lieu, nous débarrasser de l'aberration produite par l'argent. Quand on regarde les choses comme elles sont, on comprend immédiatement que le prêt est tout simplement un échange d'articles quelconques. Que signifient, en réalité, les 500 millions empruntés par M. de Lesseps [1] ? C'est que les capitalistes lui ont donné une certaine quantité de machines, d'outils, de produits alimentaires, etc., etc., qui lui étaient nécessaires pour creuser le canal de Suez et que M. de Lesseps leur *rendra* d'autres marchandises [2]. Seulement, il y a ici un futur. Si M. de Lesseps donnait immédiatement la contre-valeur des 500 millions, il y aurait une simple vente, un simple échange. Mais M. de Lesseps ne peut pas rendre immédiatement. Il ne peut le faire que dans quatre-vingt-dix-neuf ans. Pour consentir à attendre, il faut bien que les prêteurs aient un avantage correspondant : cet avantage est le taux de l'intérêt. Imaginez que l'emprunteur ne consente pas à le payer, alors naturellement le prêteur ne consentira pas à l'avance et l'adaptation du milieu sera ralentie.

Il est de mode aujourd'hui d'accuser le capital de tous les forfaits. Si les ouvriers ont quelque part des salaires très bas, le capital en est rendu responsable. Mais on oublie que le régime capitaliste comporte aussi bien des salaires très élevés que des salaires très bas. Aux Indes la production est capitaliste, comme au Transvaal. Cependant dans le premier pays les salaires descendent parfois jusqu'à 20 centimes par jour et dans le second ils montent jusqu'à 48 francs.

Si les salaires sont si bas aux Indes, ce n'est pas le capitalisme qu'il faut en rendre responsable, mais plutôt précisément l'absence des capitaux.

1. On comprend que le nom de M. de Lesseps personnifie ici la compagnie du canal de Suez.

2. En réalité M. de Lesseps donnera une marchandise unique, de l'or, et les capitalistes l'échangeront contre les articles qu'il leur plaît.

De quelles malédictions n'a-t-on pas aussi accablé le capital parce qu'il a concentré les travailleurs dans des usines immenses. Mais quel but poursuivaient les capitalistes en faisant cela? Était-ce par pure scélératesse, était-ce pour chasser les ouvriers dans les agglomérations urbaines où ils trouvaient des conditions peu hygiéniques? Nullement. Les capitalistes ont établi les usines monstres pour abaisser le prix des produits. Assurément ils n'ont pas agi ainsi par amour du prochain, mais pour réaliser de plus gros bénéfices. C'est certain. Mais il est tout aussi certain que l'abaissement du prix des produits est avantageux aux masses populaires et d'autant plus avantageux qu'elles sont plus pauvres. Nier cela, c'est affirmer que le bon marché est un mal et la cherté un bien, en d'autres termes, que la misère est un bien puisque misère et difficulté de se procurer les objets de consommation sont une seule et même chose. Affirmer que l'industriel est d'autant plus l'ennemi des classes laborieuses qu'il facilite plus leur existence est véritablement une plaisanterie qui passe les limites tolérables.

On reproche aussi aux capitalistes de tendre toujours à diminuer le nombre des ouvriers, par des perfectionnements de l'outillage. Mais encore ici, quand les capitalistes construisent, par exemple, des navires de 11 300 tonnes exigeant un personnel relativement petit, ils ne font pas cela par malignité, pour le plaisir de priver certains travailleurs de leur salaire ; ils font cela pour diminuer le prix des produits. Or la nation entière profite de cette réduction.

On voit donc que le capital n'est pas le vampire malfaisant que peignent les socialistes.

L'idée qu'il y a un antagonisme naturel et irréductible entre le capital et le travail est une des plus grossières erreurs de l'esprit humain. C'est juste le contraire : le capital et le travail sont unis comme l'âme et le cor s, parce

qu'ils ne peuvent pas exister un instant l'un sans l'autre et parce qu'ils ne peuvent pas donner de jouissance l'un sans l'autre. En effet, le travail ne peut pas transformer le milieu sans capital (donc donner du bien-être), et le capital n'est d'aucune utilité et ne procure aucun revenu s'il n'est pas employé par le travail. Les écus enfouis dans les bas de laine n'embellissent pas la vie. Ils sont comme s'ils n'étaient pas [1].

Du prétendu antagonisme entre le capital et le travail on passe à l'antagonisme entre les capitalistes et les travailleurs. Ce second antagonisme cause aussi des hostilités et des haines profondes qui font verser le sang humain, qui amènent les souffrances les plus cruelles et retardent, dans une très forte mesure, l'accroissement du bien-être des masses populaires.

Il souffle maintenant dans le monde un vent de violence et de brutalité qui ne présage rien de bon. Cela provient, en grande partie, des théories socialistes qui prétendent voir dans la lutte des classes la base même des phénomènes sociaux.

Cette idée que la lutte des classes peut être utile au prolétariat est certes une des plus colossales aberrations qui aient jamais hanté le cerveau humain. Autant vaudrait dire que plus les hommes se feront de blessures, meilleure sera leur santé, et que lorsque nous nous serons coupé les jambes les uns aux autres nous pourrons le mieux marcher. Cette idée que la prospérité générale peut provenir de la *désunion*, est la négation des phénomènes vitaux les plus élémentaires. Quand les gouvernements poussent aux haines (*divide et impera*), on dit qu'ils sont infâmes, et on a mille fois raison. Mais quand les prolétaires poussent

1. Sauf, bien entendu, pour la sécurité qu'ils procurent par rapport aux *mauvais jours*. Mais si les hommes ne craignaient pas d'être spoliés par leurs semblables, s'ils ne craignaient pas les explosions sporadiques du banditisme triomphant, il n'y aurait *jamais* de mauvais jours *socialement parlant*. Quant aux malheurs provenant des causes naturelles et aux infirmités de l'âge, on s'en garantirait d'une façon beaucoup plus avantageuse par l'assurance que par les bas de laine

aux haines, on dit qu'ils font œuvre méritoire. Quelle singulière contradiction !

Le socialisme, parce qu'il érige la lutte des classes en principe, est anticivilisateur au premier chef. En effet, dès que l'idée du prétendu antagonisme naturel entre les capitalistes et les travailleurs se répand parmi ces derniers, l'industrie devient un métier des plus périlleux. Naturellement, il cesse d'avoir de l'attrait et tous les hommes tâchent de s'en retirer. On préfère rester plus pauvre plutôt que se lancer dans une entreprise qui peut rapporter de gros bénéfices, mais où l'on risque sa peau[1]. De cette façon personne n'entreprend plus rien et le socialisme diminue la production. Prétendre *augmenter* le bien-être des masses populaires en *diminuant* la production est un véritable comble. Autant dire que lorsque nous n'aurons rien nous nagerons dans l'abondance ! A l'heure présente il y a bien peu de gens assez téméraires pour entreprendre quelque chose en Russie. Les Anglais, les Français, les Belges ne veulent plus entendre parler d'affaires dans ce pays. Des biens, valant des milliards, restent enfouis, improductifs, dans le sol qui, s'ils étaient exploités, auraient tiré les populations de leur épouvantable misère[2].

Mais en admettant que les socialistes cessent les violences directes (assassinats, blessures, destruction des propriétés, des outils, sabotage, etc.) et que tout danger matériel soit écarté, toujours l'antagonisme entre les ouvriers et les patrons fera de l'industrie un métier pénible que beaucoup de personnes éviteront. De nouveau, le

1. Je fais allusion aux nombreux assassinats qui se produisent maintenant dans les usines russes. Il y en a plusieurs par jour dans les différentes provinces de l'Empire des Tsars. Je passe sous silence les autres agissements des ouvriers, faits pour dégoûter de toute industrie : les incendies des immeubles, les sabotages, la négligence dans le travail, etc., etc.

2. La Russie est arrivée à ce tournant de son histoire où les occupations agricoles ne peuvent plus nourrir toute la population. Une évolution vers l'industrie serait le salut de ce pays. Par malheur, étant donnés l'insécurité actuelle, provenant de la propagande et des violences des socialistes-révolutionnaires, d'une part, et le protectionnisme, de l'autre, cette évolution est rendue très difficile.

nombre des entreprises diminuera et l'accroissement de la richesse sera ralenti. Il pourra même arriver, par moments, qu'au lieu d'avancer on reculera. Cela s'est produit, en Russie, dans ces dernières années, sur une immense échelle et cela se verra probablement aussi dans d'autres pays.

Ajoutez encore que l'antagonisme entre les ouvriers et les patrons affaiblit l'esprit d'invention. En premier lieu, dans les moments de trouble chacun s'estime heureux de conserver ce qu'il a et ne se soucie pas de créer des améliorations. C'est quand l'esprit est dans une disposition optimiste et heureuse, provenant de la pleine sécurité, qu'on se lance avec ardeur dans les transformations de l'outillage et dans l'emploi des nouvelles méthodes.

En second lieu, c'est le plus souvent par la collaboration constante entre les travailleurs et les ingénieurs que viennent les idées de perfectionner les machines existantes ou même d'en inventer de nouvelles. Mais comment cet échange d'idées peut-il s'opérer entre individus qui se considèrent comme ennemis et qui évitent même de se parler ? Et ensuite, avec l'antagonisme, les ouvriers mettent comme un point d'honneur à mal travailler. Pensez combien ces conditions sont peu avantageuses pour l'abaissement du prix des produits auquel les déshérités de la fortune sont particulièrement intéressés. Une diminution de la valeur des cotonnades est indifférente à M. de Rothschild, mais elle importe beaucoup à une modeste famille ouvrière. Ce sont les pauvres qui devraient faire les plus grands efforts pour pousser aux perfectionnements qui amènent le bon marché des articles de consommation.

Ceux qui affirment l'existence de l'antagonisme entre le capital et le travail arrivent aux conclusions les plus injustes et les plus fausses. Les capitalistes employant des enfants de quatre ans quatorze heures par jour dans leurs usines sont qualifiés d'ogres et de scélérats. Rien de plus

juste. Mais pourquoi aucun blâme ne retombe-t-il sur les ouvriers qui étaient les pères de ces enfants? Ceux-ci semblent beaucoup plus odieux que les fabricants. Pour les fabricants ces malheureuses petites créatures étaient des étrangers; pour les ouvriers elles étaient la chair de leur chair et le sang de leur sang. On dit, pour disculper les ouvriers, que le travail de leurs enfants était nécessaire pour les faire sortir de la noire misère. Fort heureusement la loi a mis un terme à cette exploitation inhumaine. Les parents ne sont pas morts de faim après que la loi est entrée en vigueur. Preuve que le travail de leurs petits enfants ne leur était pas absolument indispensable.

Il faut être juste pour tout le monde. Si les capitalistes se conduisent d'une façon barbare, il faut les blâmer, les haïr, et les punir; mais si les ouvriers se conduisent d'une façon barbare, il ne faut ni les approuver, ni les excuser, ni leur applaudir.

Il y a des ouvriers qui vivent dans la débauche et l'oisiveté et se font nourrir par leurs enfants qu'ils exploitent comme des esclaves. Lorsque la loi a défendu le travail des mineurs dans les manufactures anglaises, plusieurs pères de famille ont protesté vivement, disant que cette loi portait une atteinte à leurs droits. Évidemment les parents ont intérêt à s'approprier la plus grande part possible des gains de leur progéniture.

Va-t-on partir de ce fait pour établir qu'il y a un antagonisme naturel, éternel et irréductible entre les pères et les enfants, que la société se divise en deux classes ennemies, les adultes et les mineurs, et qu'il faut, pour extirper la misère du genre humain, qu'une de ces classes détruise l'autre? Certes personne ne viendra soutenir une proposition aussi saugrenue. Alors pourquoi vient-on la soutenir à propos du capital et du travail, où les circonstance sont exactement semblables? Chaque individu a intérêt à donner le moins possible et à obtenir le plus possible. Mais c'est une affaire personnelle et nullement une affaire

de classe. C'est aussi vrai par rapport aux membres de la même famille que par rapport aux patrons et aux ouvriers Les parents ont de tout temps exploité leurs enfants. Cependant, tout le monde comprend qu'ils pourraient cesser de le faire du jour au lendemain sans qu'il soit nécessaire pour cela de supprimer le régime individualiste. L'exploitation des enfants par les parents n'a donc rien à voir avec la production capitaliste, puisque l'exploitation pourrait cesser et le régime capitaliste continuer d'exister.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que, lorsque le patron veut donner le salaire le plus réduit et l'ouvrier recevoir le salaire le plus élevé, il y a un antagonisme individuel, comme entre le père et l'enfant, et nullement un antagonisme inhérent à l'existence des patrons et des ouvriers. Que M. Pierpont Morgan veuille acheter une entreprise à M. Rockfeller, M. Morgan tâchera de donner le moins possible, M. Rockfeller d'obtenir le plus possible. Il y aura antagonisme entre ces deux milliardaires exactement comme entre un entrepreneur et un travailleur. Il y a opposition partout et toujours entre deux contractants, quels qu'ils soient, et nullement une opposition spéciale uniquement entre le capital et le travail. C'est Karl Marx qui, pour les besoins de sa cause, a inventé de toutes pièces cette opposition imaginaire.

Maintenant, quand on vient affirmer que les fraudes de tout genre sont le résultat nécessaire de la production capitaliste, on dit tout simplement une absurdité. Si un capitaliste tue sa maîtresse, cela ne veut pas dire que le régime capitaliste a pour conséquence inévitable que les femmes soient tuées par leurs amants. Le régime individualiste et le régime collectiviste sont deux structures sociales différentes, dans lesquelles les hommes se remueront avec les mêmes vices et les mêmes vertus. L'assassinat, comme la fraude, n'est pas inhérent à tel ou tel mode de production. Un capitaliste peut être honnête ou malhonnête ; le

capitalisme n'a rien à y voir. Les gros industriels qui vendent des viandes frelatées sont des voleurs et des scélérats, mais ils sont cela parce que voleurs et scélérats, non parce que capitalistes. Si l'on n'admet pas cette vérité élémentaire, il faut admettre que, lorsqu'un ouvrier, dans le régime socialiste, tuera ou pillera, cela ne sera pas par suite de ses tares individuelles, mais par suite même du régime. Alors on pourra dire que socialisme et banditisme ne font qu'un. Quel socialiste trouvera jamais acceptable un pareil raisonnement? Mais dans ce cas les socialistes ne sont pas en droit d'en faire un complétement analogue au sujet du capital.

Plus insoutenable encore que l'antagonisme entre le capital et le travail est la prétendue inévitabilité de la lutte des classes, dont les socialistes ont fait la base de leur doctrine.

La lutte des classes est une chimère inventée pour les besoins d'une théorie fausse. Elle est une chimère pour la plus simple de toutes les raisons : c'est qu'il n'y a pas de classes dans le domaine économique et qu'il ne peut pas y en avoir. La classe est un terme politique et seulement politique. Si certains droits spéciaux sont attribués par la loi à un ensemble de citoyens, ces citoyens forment une classe. Ainsi à Rome, pendant de longues années, les patriciens pouvaient faire des choses qui n'étaient pas permises aux plébéiens. Par suite de ces limitations légales, les patriciens et les plébéiens formaient deux classes séparées. Mais, comme je l'ai montré plus haut, la coercition est bannie du domaine économique de par la nature des choses. Donc, dans le domaine économique, tous les droits appartiennent indistinctement à tous les hommes et les distinctions de classes sont complétement impossibles. C'est ce que l'on observe, en effet. Les fortunes, dans nos sociétés, forment une chaîne ininterrompue depuis le dernier des mendiants jusqu'au plus grand milliardaire. Tous les traits de

séparation que l'on prétend établir entre les différentes catégories de fortunes sont purement subjectifs et arbitraires. Où finit le prolétaire et commence le bourgeois ? où finit le bourgeois et commence le ploutocrate ? Je défie qu'on me trouve un critérium objectif, scientifique et précis pour marquer la ligne de séparation qui divise ces trois catégories d'individus.

La démarcation ne peut être faite que par la somme des gains annuels ou par le mode de travail. Si c'est par le gain, qu'on indique celui qui marque le bourgeois. Est-ce 10 000 francs par famille et par an ? Mais pourquoi pas 9 000 francs ou 11 000 francs ? En quoi un employé des postes à 1 200 francs, fonctionnaire de l'État, est-il moins un prolétaire que des ouvriers verriers gagnant 24 000 francs par an ?

Si c'est le mode de travail qui fait le prolétaire, où est de nouveau la ligne exacte de démarcation ? Quand on est dans une grande usine est-on un prolétaire et quand on est dans un petit atelier, fût-on même pauvre comme Job, est-on un capitaliste ? Faut-il déclarer prolétaire tout individu mettant une blouse pour travailler ? La division des classes serait-elle une affaire de costume ? Elle pourrait alors disparaître si facilement ! Il suffirait d'habiller tout le monde de la même façon.

Ou bien le prolétaire serait-il celui qui n'a aucune propriété, aucune épargne, tandis que le bourgeois serait celui qui a l'une et l'autre ? Mais la propriété et l'épargne varient dans les limites les plus extrêmes. Cent francs d'économies, placés dans un bas de laine ou dans une caisse postale, une obligation de chemin de fer achetée à la bourse transforment-ils un prolétaire en bourgeois ? Non seulement il y a ici toutes les gradations possibles, comme pour les fortunes, mais encore des changements perpétuels qui viennent modifier à chaque instant les situations. Tel individu qui avait une obligation de chemin de fer la vend : il passe dans la classe prolétarienne ; mais le lendemain il

achète une autre valeur : le voilà redevenu bourgeois. Les conditions humaines sont plus mobiles que les vagues de l'Océan. Par suite, la prétention de diviser les hommes en classes économiques est complétement vaine. On peut le faire par esprit de parti, pour fomenter des haines sociales ; mais l'esprit de parti et les haines n'ont rien de commun avec les faits concrets et positifs.

Il est donc absurde de parler de luttes entre deux armées qui n'existent pas. Comme il n'y a pas de classes *économiques*, il ne peut pas y avoir de luttes économiques. Aussi longtemps que les rapports restent *économiques*, ils ne peuvent donner lieu qu'à des faits d'*association*.

Mais, même s'il existait des classes économiques, il ne s'ensuivrait nullement que la lutte fût nécessaire et inévitable entre elles. Cette idée que la richesse ne peut être obtenue que par une lutte, vient de la confusion grossière entre la richesse et une chose ou un ensemble de choses. De plus, elle vient de l'idée que cet ensemble est une quantité immuable et une fois donnée. Quand on prend dans un tas non susceptible de variation, tout ce qu'on lui enlève le diminue nécessairement. Alors, pour que le tas de l'ouvrier augmente, il faut que celui du patron soit réduit ou, en d'autres termes, pour que l'ouvrier s'enrichisse, il faut que le patron s'appauvrisse et vice versa. Dans ce cas, il y aurait véritablement lutte sans rémission, duel à mort et antagonisme irréductible. Or la richesse n'est pas une chose ou un ensemble de choses, c'est un état des choses. Mais, même si la richesse n'était qu'un ensemble de choses, cet ensemble n'est pas une quantité une fois donnée, un tas immuable ; la richesse est extensible, en sorte que l'ouvrier et le patron peuvent s'enrichir simultanément. Dans ce cas, loin d'avoir besoin de lutter l'un contre l'autre, ils ont besoin, au contraire, de s'allier l'un à l'autre, précisément parce que le gain du patron permet seul celui de l'ouvrier et vice versa. Ainsi une fabrique est capable de livrer 1 000 000 de paires de bottes chaque année en occupant

100 ouvriers. De nouvelles machines, plus parfaites, sont mises en marche. Le produit double, le personnel restant le même. Dans ce cas, le patron et les ouvriers peuvent tous les deux devenir plus riches.

Si l'on veut se souvenir que la richesse est un *état des choses* et non un ensemble de choses, alors le prétendu antagonisme des classes paraît encore plus absurde. Tous les pays du monde peuvent s'enrichir simultanément. Tandis que certains individus mettent en culture de nouvelles terres au Canada, d'autres peuvent faire de même en Sibérie. Et plus la quantité de blé, d'avoine, d'orge, etc., versée sur les marchés augmente, plus la richesse et le bonheur du genre humain deviennent considérables. En somme, chaque individu qui gagne de l'argent d'une façon honnête est un bienfaiteur de tous ses semblables, car gagner de l'argent signifie *produire*, signifie adapter la planète aux convenances des hommes, signifie passer d'une moindre somme de jouissance à une plus forte somme de jouissance. La maison Singer fabrique des machines à coudre d'un bon marché incroyable. Elle en a, de plus, organisé la vente de la façon la plus parfaite. Dans les plus petites villes de l'Europe les ménagères peuvent acheter ces machines par payements successifs, étendus sur une période assez longue. Cela facilite beaucoup leur acquisition. Sans doute ces opérations rapportent des bénéfices à la maison Singer. Mais cela n'empêche en aucune façon qu'elles ne soient aussi un grand bienfait pour les ménagères. Avec l'aiguille, il fallait quatorze heures de travail pour confectionner une chemise. Avec la machine à coudre, il faut une heure et seize minutes. On peut se représenter par ce seul chiffre de quel labeur pénible et accablant Singer a débarrassé des millions de malheureuses femmes. Les socialistes ont beau tourner et retourner les choses, cela n'empêche pas que Singer ne soit un bienfaiteur de l'humanité et qu'il ne soit devenu riche uniquement parce qu'il était cela. Car si Singer avait jeté sur le marché un article inutile ou imparfait, il n'aurait

jamais fait fortune. De même M. Carnegie est devenu si riche parce qu'il a su faire l'acier le meilleur marché qui existe au monde. On ne voit donc pas d'où peut provenir le prétendu antagonisme irréductible entre les travailleurs et les capitalistes quand c'est précisément leur association qui assure le bien-être des uns et des autres.

Par suite, notre idéal doit être juste l'opposé de celui de Karl Marx. Il faut tendre à la suppression des distinctions entre capitalistes et ouvriers par l'éducation et par l'établissement de rapports bienveillants et cordiaux et non tendre aux rapports haineux dont la conséquence unique est la misère universelle. Fort heureusement, malgré les déclamations corrosives de Marx et de ses adeptes, les ouvriers se rapprochent tous les jours des bourgeois par leurs manières et par leur genre de vie. Bientôt toutes les distinctions disparaîtront entre les uns et les autres. Le capitalisme n'empêche nullement l'ouvrier rangé et économe de se rapprocher du bourgeois. Il faut se féliciter de ce mouvement et souhaiter qu'il devienne tous les jours plus prononcé et plus rapide et non prêcher un antagonisme imaginaire qui peut aboutir aux tueries sans pitié, à l'universelle misère et à la désorganisation sociale.

III

Je viens de montrer que tout homme qui gagne *honnêtement* de l'argent est le bienfaiteur de ses semblables. Ici est le véritable fond de la question. En réalité, il n'y a, au point de vue économique, que deux classes dans le genre humain : les travailleurs et les producteurs, d'une part, les spoliateurs et les voleurs, de l'autre. Entre ces deux classes, il y a réellement un antagonisme naturel, irréductible et éternel. Cet antagonisme a existé depuis l'origine de l'histoire, il existera jusqu'à la fin des siècles : le producteur et le spoliateur seront toujours ennemis et

ne pourront jamais se réconcilier. Les travailleurs doivent faire aux spoliateurs une guerre sans trêve et sans pitié. C'est seulement par la destruction complète de la classe des spoliateurs que la classe des producteurs pourra atteindre le maximum de bien-être.

La société n'est pas partagée naturellement entre prolétaires et capitalistes. Elle est naturellement partagée entre un élément *sain* et un élément *malade*. Au point de vue économique, les individus sains sont ceux qui vivent de leur travail et font des économies ; les individus malades sont ceux qui ne veulent rien faire et ceux qui vivent au-dessus de leurs moyens. Quand ces derniers sont à bout de ressources, ils tombent sur les travailleurs, les massacrent, les pillent (banditisme) ou bien ils les exploitent quotidiennement par une série d'actes qui sont qualifiés délictueux dans le langage courant. Les éléments sains font grandir la société, les éléments malsains la détruisent. Ces derniers sont des parasites affaiblissant constamment leur hôte et empêchant d'arriver au point culminant de sa puissance vitale.

Ce qui produit l'antagonisme entre les hommes, ce ne sont jamais les actes de coopération, ce sont uniquement les actes de spoliation. S'il était vraiment nécessaire de spolier son prochain pour s'enrichir soi-même, l'antagonisme serait irréductible entre tous les individus et il ne se serait jamais constitué de société entre les êtres humains, comme il ne s'en est jamais constitué entre le lion et l'antilope, précisément parce que le mal de l'antilope (sa mort) constitue le bien du lion. Mais c'est justement le contraire, la richesse est d'autant plus grande que nul n'est détourné de l'adaptation du milieu, en d'autres termes, que chacun respecte scrupuleusement les droits du voisin. Par suite, l'intérêt primordial de chacun est le respect des droits du voisin ; donc l'antagonisme entre les êtres humains n'est nullement une nécessité, mais uniquement une aberration de nos esprits. Et s'il n'y a pas d'antago-

nisme nécessaire entre les individus, comment peut-il y en avoir entre certaines catégories d'individus ? Il faudrait pour cela que les collectivités ne fussent pas constituées par des individus séparés, ce qui n'est pas.

L'ennemi véritable du prolétaire n'est pas le capitaliste ; l'ennemi du capitaliste n'est pas le prolétaire. L'ennemi de l'un et de l'autre est le spoliateur, qu'il soit en bas ou en haut de la hiérarchie sociale. Certains capitalistes spolient d'autres capitalistes, certains prolétaires spolient d'autres prolétaires. Un fabricant de machines est spolié par le fabricant d'acier, si cet article est protégé par un fort droit de douane qui en augmente le prix artificiellement. Un ouvrier de l'industrie spolie un ouvrier de l'agriculture quand le premier, par suite de ses exigences, fait augmenter le prix des cotonnades. Les véritables intérêts économiques ne se groupent pas par classes imaginaires, ils se groupent par des solidarités qui s'opposent au banditisme. Les ouvriers et les patrons d'un métier sont les ennemis des patrons et des ouvriers d'un autre métier, si ce dernier, étant avantagé par les tarifs de douane, prélève un tribut sur le premier. Ces différents antagonismes *réels* entre voleurs et volés prendront fin et seront remplacés par une solidarité complète, le jour où le « laissez faire, laissez passer » aura triomphé définitivement, c'est-à-dire le jour où l'État ne s'occupera plus de favoriser les uns au détriment des autres, où il ne se mêlera plus des affaires économiques et où il aura mis fin à tout acte de banditisme.

Quand on analyse les choses de près, on voit donc qu'il n'y a aucun antagonisme entre le capital et le travail. Mais si cet antagonisme était véritablement conforme à la nature des choses, ce n'est pas le socialisme qui pourrait nous en débarrasser. Le socialisme ne peut pas plus supprimer le capital qu'il ne peut supprimer la pesanteur. Il peut seulement en transférer la gestion à l'État. Or si l'antagonisme entre le capital et le travail est conforme à la nature des

choses, il se manifestera aussi bien entre les agents de l'État et les travailleurs qu'il se manifeste aujourd'hui entre les patrons et les ouvriers. Pour être transporté entre deux catégories d'individus différentes, un fait *naturel* ne peut pas être supprimé. S'il reste fidèle à ses prémisses, le socialisme ne peut donc promettre à l'humanité qu'une éternelle suite de souffrances, car l'antagonisme entre les hommes ne peut pas produire autre chose. Seule la doctrine économique « orthodoxe », qui jouit maintenant d'un si mauvais renom, peut ouvrir au genre humain une perspective de prospérité et de bonheur, parce qu'elle s'efforce de démontrer que l'antagonisme économique entre les hommes n'est nullement conforme à la nature des choses, mais qu'il est une aberration enfantine qui se dissipe comme du brouillard au grand soleil de la science positive.

Il en est du prétendu antagonisme entre le capital et le travail comme du prétendu antagonisme entre les intérêts des nations. L'un et l'autre sont de purs fantômes. Les Français et les Anglais ont cru pendant des siècles qu'il y avait un antagonisme irréductible entre leurs intérêts et ils se sont fait des guerres acharnées pour se détruire les uns les autres. Un beau matin la lumière s'est faite : le fantôme a disparu ; les Français et les Anglais se sont aperçus que, non seulement la prétendue opposition irréductible entre leurs intérêts était chimérique, mais, au contraire, que leurs intérêts étaient complètement solidaires, la Grande-Bretagne étant la meilleure cliente de la France et vice versa. Ce qui est vrai des Français et des Anglais est vrai de toutes les nations. Elles ont un seul intérêt *réel*, qui est le même pour toutes[1], l'établissement d'une sécurité internationale complète, c'est-à-dire la fédération.

1. Si l'Allemagne comprenait son intérêt *réel*, elle prendrait elle-même l'initiative d'un arrangement équitable avec la France au sujet de l'Alsace-Lorraine. Par malheur les Allemands, complètement aveuglés par l'aberration kilométrique, ne voient pas leur intérêt réel.

De même les capitalistes et les ouvriers n'ont qu'un seul intérêt *réel*, le maximum de production ou, en d'autres termes, la richesse universelle. Par suite, le prétendu antagonisme entre le capital et le travail est aussi bien une chimère que le prétendu antagonisme entre les nations. Par malheur les ouvriers ne comprennent pas encore cette vérité élémentaire, comme les diplomates ne comprennent pas l'autre vérité tout aussi élémentaire, à savoir que la sécurité internationale complète ne pourra jamais être obtenue par la *désunion* (les armements), mais uniquement par l'*union*[1].

Ce que l'on comprend encore assez mal, c'est qu'au fond de tout conflit économique il ne peut pas y avoir une question de production, mais seulement de spoliation. Tout antagonisme économique provient du dol ou du vol. On affirme, par exemple, qu'il y a un antagonisme irréductible entre le vendeur et l'acheteur, l'un voulant obtenir le plus possible, l'autre donner le moins possible. Cependant, si l'on va au fond des choses, on voit que cette idée est complètement fausse. L'antagonisme entre le vendeur et l'acheteur n'est nullement irréductible et nullement conforme à la nature des choses : il provient uniquement du vol et du dol. Lorsque l'acheteur est *convaincu* que le vendeur ne demande rien autre que le prix de revient, plus son bénéfice *légitime* (c'est-à-dire sans vol et sans dol), il ne discute pas une seule minute et les opérations d'achat et de vente ne donnent lieu à aucun marchandage, donc à aucune hostilité. Ces opérations s'accomplissant, au contraire, sans aucun désagrément font naître des sentiments de sympathie et de profonde amitié que l'on observe si souvent entre les fournisseurs honnêtes et leurs clients.

1. En dernière analyse, les besoins des peuples considérés soit au point de vue collectif (comme nations), soit au point de vue de chaque individu humain, en particulier, se ramènent au même objet, le maximum possible de production, car la sécurité internationale n'est qu'une condition permettant à la production d'atteindre le maximum.

Marx a dit que, lorsque les riches deviennent plus riches, les pauvres doivent devenir plus pauvres. De là l'antagonisme irréductible entre le capital et le travail. Cette phrase est une antithèse ronflante qui fait beaucoup d'effet, mais cela ne l'empêche pas d'être complètement fausse, aussi fausse que l'autre fameuse antithèse : *si vis pacem para bellum*. En réalité, le *si vis pacem para pacem* et le *si vis bellum para bellum* sont seuls logiques et vrais.

De même il est faux que les pauvres deviennent plus pauvres lorsque les riches deviennent plus riches et que les riches deviennent plus riches lorsque les pauvres deviennent plus pauvres. C'est le point de vue antithétique. En réalité, il n'y a que le point de vue homothétique qui soit vrai : les pauvres deviennent plus riches lorsque les riches deviennent plus riches, et les riches deviennent plus riches lorsque les pauvres deviennent plus riches.

La phrase de Marx prouve seulement combien il comprenait mal la véritable nature de la richesse. Il est impossible que les riches deviennent plus riches en faisant les pauvres plus pauvres, car on ne peut devenir plus riche qu'en transformant le milieu selon les convenances des hommes, en jetant sur le marché des utilités en nombre plus considérable. Or ces faits augmentent le bien-être des pauvres[1], en sorte qu'ils deviennent moins pauvres.

Karl Marx a grossièrement confondu la *spoliation* avec la *production*. En effet, c'est par la spoliation seule (et cela encore à un point de vue plutôt nominal et, dans tous les cas, temporaire) que plus on vole le voisin, plus on s'enrichit soi-même et on appauvrit le voisin. Si Marx avait été logique et s'il avait compris la vérité, il aurait combattu non pas le capital, mais la spoliation. Alors il aurait fait campagne avec les économistes « orthodoxes » qui combattent la spoliation depuis deux siècles avec toute l'énergie dont ils sont capables.

1. En leur donnant la possibilité de se procurer plus d'articles de consommation.

A l'époque où les hommes *croyaient* que le soleil tournait autour de la terre, il n'en était pas réellement ainsi. Alors, comme maintenant, c'était la terre qui tournait autour du soleil. Le phénomène physique est resté le même, c'est l'idée que les hommes s'en font qui seule a changé. De même ce qui change ce ne sont pas les grandes lois économiques, mais les opinions que les hommes ont à leur sujet. Les esprits faibles sont hypnotisés de nos jours par la prétendue irréductibilité de l'antagonisme entre le capital et le travail et croient aveuglément que cette irréductibilité est réelle. Mais les idées changent. Tôt ou tard la vérité finira par triompher. On comprendra que l'antagonisme entre le capital et le travail, comme le mouvement du soleil autour de la terre, est une pure illusion. Les luttes violentes entre le capital et le travail (grèves, assassinats, etc.) paraîtront aussi absurdes à nos descendants que nous paraissent absurdes les guerres de religion. « Chaque chrétien peut interpréter les Saintes Écritures », dit Luther. « L'Église seule peut interpréter les Saintes Écritures », répondit le pape. Par suite de ce désaccord, on se massacra pendant plus d'un siècle, on versa des flots de sang humain, on accumula des ruines immenses. Maintenant les guerres de religion sont finies, parce que nous avons découvert une vérité, plus générale et plus large, qui englobe les affirmations de Luther comme celles du pape. Cette vérité est la tolérance, le « laissez faire, laissez passer » en matière de religion, le principe que l'État ne doit pas se mêler des affaires de conscience et doit donner au citoyen la liberté d'agir en ces matières comme il lui plaît.

De même, quand une vérité plus large aura englobé les différends qui séparent aujourd'hui les socialistes des économistes, à savoir que l'antagonisme vient non de la production individualiste et capitaliste, mais de la spoliation, les luttes entre le capital et le travail se termineront, comme se sont terminées les guerres de religion. Les

guerres de religion ont été la conséquence de l'erreur faisant croire que l'homme pouvait connaître la vérité absolue. Dès que cette erreur est devenue évidente, les guerres de religion ont cessé par l'établissement de la tolérance. De même, la guerre entre le capital et le travail est basée sur l'erreur de croire que la misère provient de la production capitaliste. Dès que cette idée sera reconnue fausse, dès qu'elle sera remplacée par l'idée vraie, à savoir que la misère vient de la spoliation, la guerre entre le capital et le travail sera finie, comme sont finies maintenant les guerres de religion. Un jour, ces enfantillages qui nous paraissent maintenant si sérieux seront dédaigneusement écartés par nos descendants qui riront de nos erreurs puériles comme nous rions de celles de nos ancêtres.

CHAPITRE XV

LES GRÈVES

La lutte entre le capital et le travail prend tous les jours une extension plus grande et revêt un caractère plus âpre. Elle s'accomplit surtout au moyen des grèves. Celles-ci sont devenues une véritable épidémie. Chaque jour il en éclate de nouvelles. Au moment où ces lignes sont écrites, les grèves sévissent des bords de la Caspienne à ceux de l'Océan Pacifique et du Transvaal à l'Écosse.

L'antagonisme violent entre les ouvriers et les patrons provient, en très grande partie, de ce que les ouvriers se prétendent lésés par les patrons et, à son tour, cette idée découle de la doctrine de Marx, selon laquelle le gain des patrons a pour source unique la spoliation exercée par ceux-ci sur les travailleurs. Pour mettre fin à cette spoliation, les socialistes ne voient qu'un moyen : la suppression du salariat. Il faut qu'il n'y ait plus des patrons et des ouvriers ; il faut transmettre à ces derniers les instruments de production : c'est le collectivisme. Il en sera parlé au chapitre suivant. En attendant, il convient d'examiner s'il est vrai que les bénéfices du patron proviennent de la spoliation des ouvriers. C'est la fameuse théorie du surtravail.

Faut-il s'arrêter à réfuter les erreurs enfantines de Karl Marx ? Ce qui démontre que le profit du patron ne provient nullement du surtravail de l'ouvrier, c'est que le patron peut avoir des profits si ses ouvriers travaillent deux heures par jour, comme il peut avoir des pertes s'ils travaillent

quatorze heures. L'idéal des patrons serait même de ne pas avoir d'ouvriers du tout. Si les employeurs pouvaient tout faire eux-mêmes avec l'aide des machines, ils obtiendraient le plus grand revenu possible. Avec la théorie de Marx, ils n'auraient alors aucun revenu puisqu'il n'y aurait pas de surtravail. Selon la théorie de Marx, plus un patron a d'ouvriers, plus il peut avoir de bénéfices, puisqu'il profite d'une plus grande somme de surtravail. Or en réalité c'est juste le contraire. Donc la théorie de Marx est fausse.

Maintenant d'où viennent vraiment les profits du patron? Des conditions du marché. Le patron fait un compte : matières premières, tant ; frais de production, tant ; intérêt et amortissement du capital, tant ; total, tant. S'il reste une marge entre ce total et le prix de vente, le patron a un bénéfice ; si le prix de vente est inférieur au prix de revient, le patron a une perte. Mais ni les gains ni la perte ne viennent du prix de la matière première et des dépenses de production. Ils peuvent être plus élevés ou moins élevés et le résultat peut être aussi bien positif que négatif. Le patron peut parfaitement réaliser des bénéfices même avec peu d'heures de travail et de hauts salaires, comme il peut subir des pertes dans la situation diamétralement opposée.

Pourquoi vient-on affirmer que l'entrepreneur est intéressé à payer le salaire le plus bas possible ? Rien n'est plus faux. En réalité, l'entrepreneur est seulement intéressé à avoir le prix de revient le plus bas. S'il peut arriver à ce résultat en augmentant le salaire de l'ouvrier, cette augmentation est dans son intérêt et il la fait spontanément. On peut augmenter l'efficacité du travail par un outillage plus perfectionné et par un choix plus soigneux du personnel. Les entrepreneurs emploient ces deux moyens simultanément et chacun sait que certaines usines très bien installées, où les ouvriers reçoivent des salaires fort élevés, donnent des fortunes énormes à leurs proprié-

taires Les usines de Carnegie à Pittsburg fournissent actuellement l'acier aux prix les plus économiques qui soient au monde. Aucun autre centre métallurgique ne peut arriver à des prix de revient aussi bas. Cependant les ouvriers de M. Carnegie reçoivent jusqu'à 78 francs *par jour*, salaire que les ouvriers européens ne voient même pas en rêve.

Au point de vue *économique*, il n'y a aucun antagonisme entre l'intérêt du patron et celui de l'ouvrier, puisque l'un et l'autre sont intéressés à ce que le salaire soit en proportion aussi exacte que possible avec l'efficacité du travail. L'antagonisme ne naît que de la spoliation et de la violence.

Quand les ouvriers, par des combinaisons quelconques, *forcent* le patron à leur payer des salaires supérieurs aux prix naturels du marché, ils spolient le patron. Il faut bien nous faire à cette idée que la spoliation venant de bas en haut est aussi injuste, aussi douloureuse et aussi funeste que la spoliation venant de haut en bas.

La spoliation des patrons par les ouvriers est double. Une grève, ou tel autre procédé d'intimidation ne se produit pas simultanément sur le globe entier ou même sur toute l'étendue d'un seul pays. Ainsi il arrive que les mineurs d'un bassin houiller se mettent en grève et obtiennent une augmentation de salaires. Les mineurs d'un autre bassin ne font pas de même. Alors les patrons du premier bassin doivent avoir moins de bénéfices que ceux du second, puisque leurs prix de revient sont majorés. Ils sont donc placés dans une situation injuste, leurs droits sont violés, en un mot, ils sont volés. Si les grèves s'opéraient simultanément sur toute la surface de la terre et si l'accroissement des frais était le même pour tous les patrons, ce genre de spoliation ne pourrait pas se produire.

Considérons maintenant la seconde spoliation que produit la grève et qui peut s'additionner à la première. Imaginons une ville où de nombreux ouvriers viennent offrir leur travail pour 3 francs par jour. Mais dans cette ville

un syndicat impose aux patrons de ne prendre que des ouvriers syndiqués qui ne veulent pas travailler à moins de 5 francs. De cette façon les ouvriers syndiqués empêchent le patron de profiter des conditions naturelles du marché. Encore ici, pour appeler les choses par leur vrai nom, ils le volent.

Dans ces deux cas et dans tous les cas analogues il s'établit un antagonisme vraiment irréductible entre les patrons et les ouvriers, mais c'est simplement parce qu'il y a là le fait *politique* [1] de la spoliation.

Il faut remarquer, en passant, que dans ces circonstances les droits des ouvriers éliminés sont violés dans une mesure aussi complète (et parfois même plus complète) que ceux des patrons. Les travailleurs que les syndicats ont empêchés d'accepter 3 francs par jour peuvent ne pas trouver d'ouvrage et peuvent souffrir la plus noire misère. Ils offrent précisément leur travail à 3 francs, parce qu'ils n'en trouvent pas à 5. Si les conditions naturelles du marché établissaient le taux naturel à 5 francs, tous trouveraient du travail à ce prix. Ainsi donc les ouvriers ne peuvent pas exercer des violences et attenter aux droits des patrons sans attenter en même temps aux droits de leurs camarades.

Les travailleurs luttent contre le capital pour obtenir une plus grande somme de bien-être ; leur arme préférée est actuellement la grève. Il importe d'examiner avec soin si cette arme est véritablement efficace et si elle peut faire atteindre le but désiré. Or, pour peu qu'on se donne la peine de voir les choses de près, on s'aperçoit que c'est juste le contraire.

La première preuve que les grèves ne peuvent en aucune

1. En effet, si le gouvernement de ce pays ne permet pas la violation des droits des citoyens, les syndicats sont mis dans l'impossibilité d'exercer des violences et de l'intimidation contre les non syndiqués, et le patron peut profiter complètement des conditions du marché, ou, autrement dit, de sa chance. Encore une démonstration de plus que toute spoliation est un acte politique.

façon améliorer la condition des masses déshéritées, c'est que les grèves constituent une perte de temps. L'humanité est composée d'un milliard de travailleurs environ qui fournissent 300 milliards de journées de travail par an. Si, par suite des grèves, on perd 10 milliards de journées de travail, au bout de l'année, l'adaptation de la planète est moins avancée qu'elle ne l'aurait été sans les grèves, en d'autres termes, le bien-être des populations est moindre.

Toute grève diminue la richesse générale. Mais les ouvriers peuvent se dire qu'elle les enrichit tout de même, parce que la part qui leur revient sur cette richesse générale peut devenir plus considérable. Les capitalistes en auront une moindre, les ouvriers une plus grande. Il y aura donc bénéfice pour les derniers. Mais il n'en est pas précisément ainsi dans la réalité des faits. C'est facile à démontrer.

Il faut dire, en premier lieu, que si les ouvriers pouvaient spolier les capitalistes sans spolier en même temps leurs camarades, la lutte aurait une apparence de logique. Mais c'est impossible. Au commencement de l'année 1907 les équipages de la flotte commerciale de la mer Caspienne se sont mis en grève. Immédiatement 100 000 ouvriers de la région de Moscou sont restés sans pain. Que demain une grève générale des mines de charbon se produise en Angleterre, des millions d'ouvriers des autres métiers seront réduits à la plus terrible misère. Dans la lutte entre le capital et le travail, faire du tort aux capitalistes, passe encore, mais faire du tort aux « camarades », c'est véritablement aussi absurde que cruel. Enlever le superflu à ceux qui ont le nécessaire, cela peut se comprendre encore, mais enlever le nécessaire à ceux qui ne l'ont pas, voilà une action véritablement criminelle. Les ouvriers donnent des exemples d'*insolidarité* lamentables, d'autant plus que les bénéficiaires sont parfois quelques milliers et les sacrifiés quelques millions. C'est, de nouveau, la vieille et odieuse combinaison des aristocraties qui exploi-

tent l'ensemble de la nation au profit de quelques privilégiés.

Un des grands crimes que les socialistes mettent sur le compte de la production capitaliste, c'est qu'elle produit de nombreux chômages. L'ouvrier n'est pas sûr du lendemain avec l'individualisme, de là sa misère. Il faut donc établir le collectivisme où le travail sera réglé et ne manquera jamais. Mais dans quelle énorme contradiction tombent les socialistes. Quand les chômages viennent de la volonté des patrons, ils sont un mal ; quand ils viennent de la volonté des ouvriers, ils sont un bien. Autant dire que lorsque la faim vient de la volonté des patrons, elle cause des souffrances physiques, mais lorsqu'elle vient de la volonté des ouvriers, elle n'en cause point !

Toute grève est un chômage. Seulement pour les uns elle est un chômage volontaire ; pour les autres, un chômage involontaire. Elle est un chômage volontaire pour ceux qui l'entreprennent en vue d'un avantage quelconque. Ils espèrent obtenir par elle une amélioration de leur sort et, naturellement, la grève, dans ces conditions, est un moyen. Elle se résout par une opération arithmétique : « nous perdrons tant de francs par le chômage ; mais, ensuite, nous gagnerons tant de francs par l'accroissement du salaire ». Si la seconde somme est supérieure à la première, la grève semble laisser un bénéfice et le chômage est accepté comme un bien. Mais tout autre est la situation des métiers à côté, qui ne revendiquent rien pour le moment et qui sont *obligés* de chômer faute de combustible ou de matière première. Pour les métiers à côté, la grève des camarades est bel et bien un chômage *forcé* et sans aucune compensation.

Et puis il y a la situation générale du pays. A l'heure où ces lignes sont écrites, la situation industrielle et agricole de la Russie est épouvantable. Par suite des grèves perpétuelles, personne n'ose rien entreprendre. La stagnation des affaires est universelle. Des milliers et des milliers de

malheureux ne trouvent pas de travail et la misère est terrible. Les ouvriers ont comme décrété un *lock out* universel. De quelle haine les industriels n'auraient-ils pas été chargés s'ils avaient accompli un acte pareil dans leur intérêt particulier? Mais on ne voit pas pourquoi un *lock out* provoqué par les ouvriers causera moins de souffrances qu'un *lock out* des capitalistes.

Tels sont les maux directs causés par les grèves. Mais il y en a encore d'indirects. Les grèves sont accompagnées d'une surélévation du prix des denrées. Les exigences des ouvriers de Bakou et le déficit dans la production, provenant de l'arrêt du travail, ont produit une majoration de 5 p. 100 sur le prix du pétrole. C'est l'ensemble de la population qui va payer ce nouvel impôt, ensemble si misérable, hélas, qu'une augmentation de 20 centimes par bidon de pétrole lui est déjà sensible. Cet exemple s'applique à tous les autres articles. En Russie, après les grandes grèves de 1905 et 1906, la plupart des articles de première nécessité ont augmenté dans certains endroits de 30 p. 100. On peut se représenter quelle misère un pareil renchérissement a dû produire. Un pays riche, comme l'Angleterre, est certainement moins vulnérable qu'un organisme débile comme la Russie. Mais, même en Angleterre, la masse des *unemployed* est en relation directe avec les perturbations de l'industrie provenant des grèves et des violences de la classe ouvrière. Or tout *unemployed* est condamné aux plus cruelles privations.

On sait que le plus grand nombre des grèves ne réussissent pas. De 1901 à 1905 il y en a eu, par exemple, 474 en Belgique : 18 p. 100 d'entre elles se sont terminées en faveur des ouvriers, 68 en faveur des patrons et 14 ont abouti à une transaction. Ces chiffres sont à peu près analogues dans les autres pays. Et plus on ira, plus le nombre des grèves malheureuses pour les ouvriers augmentera. En effet, plus il y aura de grèves, plus les patrons trouveront des moyens efficaces de résistance. Déjà, en

Allemagne, l'organisation des patrons est devenue très forte. A la moindre tentative de grève, les patrons opposent un *lock out* général pour l'ensemble d'une branche de l'industrie. Toutes les grèves qui se terminent par un échec sont autant de batailles perdues dans la campagne du capital et du travail. Et comme ces grèves sont de beaucoup les plus nombreuses, on peut conclure que l'arme de la grève est plus pernicieuse pour les travailleurs que pour les capitalistes.

Mais laissons de côté les batailles perdues ; considérons seulement celles qui sont gagnées, c'est-à-dire les grèves qui se terminent par une augmentation du salaire des ouvriers. C'est seulement par suite de la grossière confusion entre l'argent et la richesse que les ouvriers peuvent les considérer comme avantageuses.

L'invention de l'argent a été un immense bienfait pour le genre humain. En supprimant la masse de temps nécessaire pour les trocs directs et les évaluations directes des marchandises entre elles, l'argent a donné une impulsion énorme à la production de la richesse. Mais on peut se demander si l'invention de l'argent n'a pas produit, en somme, plus de mal que de bien. Le mercantilisme et le protectionnisme sont sortis de l'invention de l'argent. Or ces deux erreurs ont fait verser des flots de sang humain et ont retardé dans une mesure immense le développement de la richesse. De même c'est l'invention de l'argent qui produit les grèves. Parce qu'un ouvrier aura un salaire plus élevé il ne s'ensuivra, en aucune façon, que la possibilité de jouissance (qui est en définitive la richesse) sera augmentée pour lui. Il faut que les salaires montent sans que les prix des produits augmentent. Or cela n'est possible que lorsqu'il faut moins de temps qu'auparavant pour produire la même quantité de denrées. Quand cette condition ne se réalise pas, quand l'augmentation des salaires est le résultat d'une action politique et non la conséquence du jeu naturel des facteurs économiques, l'augmentation ne

peut produire qu'une *transposition*. X reçoit plus, Y aussi et ainsi de suite. La ligne se déplace, mais les relations restent les mêmes, en sorte qu'avec plus de salaire on demeure gros Jean comme devant. Hausse des salaires et hausse du bien-être ne sont non seulement pas des faits identiques, mais peuvent même être des faits contraires [1]. Par malheur, les esprits simplistes ont beaucoup de peine à comprendre ces vérités. La lutte contre « ce qu'on voit », comme dit Bastiat, est très difficile. Un ouvrier reçoit 5 francs ; le lendemain, à la suite d'une grève, on lui en donne 7. Essayez de lui faire comprendre que cet accroissement de salaire peut ne pas aboutir à un accroissement de confort, qu'il aurait eu plus d'intérêt à ne pas avoir fait la grève et à continuer de recevoir 5 francs, parce que la *sécurité* dans la production fait la baisse des prix.

Aucune grève ne peut faire augmenter la richesse, puisque la richesse est l'ensemble des produits apportés sur les marchés. Or, par suite des grèves, cet ensemble doit nécessairement diminuer : 1°, par la non-production des denrées pendant la suspension du travail et 2°, par les capitaux détournés de la production pour l'entretien des travailleurs pendant la même période. Or c'est précisément l'ensemble des produits apportés sur les marchés qui importe aux citoyens, car c'est lui qui augmente la somme de leur bonheur. Imaginez qu'au lieu de 1 300 millions d'hectolitres de blé on en ait apporté 13 milliards sur nos marchés. On aurait pu alors se procurer aussi facilement du blé qu'on se procure maintenant de l'eau. Sans l'intermédiaire de l'argent, avec l'échange direct des marchandises, tous les ouvriers auraient déjà compris ces vérités élémentaires. Par malheur (à ce point de vue spécial, bien entendu), on a inventé l'argent. Cela empêche de voir que la

1. L'Australie a été qualifiée de paradis socialiste. La classe ouvrière y possède la majorité au parlement et fait des lois en sa propre faveur. Or le bien-être des ouvriers australiens n'est pas plus grand que celui des Européens. Les salaires sont plus élevés, mais les prix des objets de consommation aussi.

question sociale ne sera pas résolue par l'accroissement des salaires, mais par l'abondance des produits.

Ajoutez encore que, de nos jours, les grèves étant devenues une mode et une épidémie se font parfois sans aucun motif sérieux. Ainsi, au Transvaal, les mineurs européens gagnent en moyenne 48 francs *par jour*. Ce sont des salaires que nos ouvriers considéraient comme fantastiques. Cela n'empêche pas les mineurs du Transvaal de se mettre en grève.

Il est un seul point où la grève, sans être profitable, est cependant justifiée par des considérations éthiques. C'est lorsqu'elle a pour but d'extorquer aux producteurs protégés l'argent qu'ils ont volé à l'ensemble des citoyens. On sait, par exemple, que les cultivateurs du blé, en France et en Italie, ont fait imposer un droit de douane qui monte parfois jusqu'à 80 p. 100 du prix de cette denrée de première nécessité [1]. Ce droit, qui est tout simplement un impôt sur le pain du peuple, profite, en Italie et en France, à 250 000 privilégiés au plus. Ces individus sont de véritables voleurs, des spoliateurs en bonne et due forme. Il y a quelques années les ouvriers agricoles italiens se sont organisés en syndicats. Ils sont parvenus par des menaces de grèves à augmenter leurs salaires de 159 millions de francs par an. On ne peut qu'applaudir à ce fait. Les ouvriers agricoles sont arrivés de cette façon à se faire restituer par les spoliateurs une partie des sommes que ceux-ci avaient extorquées à l'ensemble de la population.

Mais ces cas particuliers ne sont pas en opposition avec la règle générale. Car si les masses populaires parvenaient à faire supprimer tous les banditismes d'en haut qui se produisent sous la forme du protectionnisme, la grève ne pourrait plus procurer aucun bénéfice ni financier ni éthique. Certes si les masses populaires sont volées par les

1. Il y a quelques années, le blé coûtait 8 francs l'hectolitre à Chicago. Or, en France et en Italie, il est frappé d'un droit de douane de 7 francs.

privilégiés, elles peuvent essayer de spolier, à leur tour, leurs spoliateurs. Mais le mieux n'est pas d'opposer brigandage à brigandage, le mieux est d'établir la justice pour tous, c'est-à-dire de *supprimer* complétement le brigandage, aussi bien celui d'en haut que celui d'en bas.

Que devraient faire les ouvriers s'ils comprenaient leur intérêt véritable ? Justement l'opposé de ce qu'ils font actuellement. Dès que les ouvriers peuvent faire rendre le moins possible aux machines des patrons, ils s'en réjouissent ! Ils croient avoir obtenu un triomphe, ils poussent des cris de joie. Combien ils sont aveugles ! Il n'y a que l'aveuglement des classes aristocratiques qui puisse être comparé à celui des ouvriers. Les travailleurs font tout ce qu'ils peuvent pour diminuer la somme des produits, donc pour augmenter leur propre misère ! Est-il nécessaire de dire que par cela ils se font le plus grand tort possible à eux-mêmes ? L'intérêt primordial des pauvres est précisément qu'il y ait dans le monde la plus grande masse possible de produits. Que le blé coûte 10 francs l'hectolitre ou 25, M. de Rothschild n'en a cure. Cette différence ne constitue pas pour lui une dépense appréciable. Mais pour une famille d'ouvriers cette différence peut constituer le cinquième ou le dixième de son budget annuel. Si une machine qui peut produire 1 000 objets par jour n'en livre que 500 ou 400, c'est une perte sèche pour l'ouvrier parce que la masse des produits versés sur le marché diminue. Que les ouvriers n'aiment pas les patrons, peu importe. Mais que les ouvriers n'aiment pas *leur propre personne*, voilà qui leur importe beaucoup davantage.

L'intérêt primordial des classes déshéritées est d'intensifier la production agricole et industrielle par tous les moyens qui sont en leur pouvoir. Le premier résultat bienfaisant de cette politique sera d'abaisser le prix des produits, abaissement dont l'avantage est en raison directe de l'exiguïté des revenus. Mais le fait de porter l'activité pro-

ductrice au maximum possible apportera encore d'autres bienfaits aux travailleurs.

D'abord il n'y aura plus de chômages. C'est dans les périodes de stagnation et de dépression que les ouvriers ne trouvent pas à s'employer. Mais quand la production est intense, quand les nouvelles entreprises surgissent de toutes parts, la main-d'œuvre est très demandée et parfois même elle ne peut pas suffire. Alors les horribles chômages qui jettent tant de malheureuses créatures dans le désespoir peuvent se faire de plus en plus rares et peuvent même disparaître complétement.

Un second résultat favorable de l'activité agricole et industrielle est le relèvement *naturel* des salaires. Dès que le travail est très demandé, il hausse de prix, et cette hausse n'étant pas accompagnée d'un renchérissement des produits[1] est alors bienfaisante parce que réelle et non illusoire.

L'intensité de la production est aussi l'un des facteurs les plus actifs pour l'établissement des journées de travail plus courtes. Quand la demande est grande, l'industriel est porté à tirer un bénéfice majeur de son outillage et à travailler vingt-quatre-heures sans interruption. Il établit alors trois équipes alternantes et ainsi la journée de huit heures s'introduit naturellement. Il en est de même de la salubrité des ateliers et de mille autres avantages qui sont faits aux travailleurs. Plus l'industrie est active, plus les patrons ont de ressources pour les procurer à leur personnel.

Enfin, une dernière considération. Dans les périodes de dépression l'entrepreneur n'est pas encouragé à transformer son outillage ; au contraire, dans les périodes actives il y est poussé par mille impulsions. Or le remplacement de toute machine travaillant d'une façon plus lente par une machine travaillant d'une façon plus rapide est un béné-

1. Justement parce qu'elle est amenée par une plus grande fabrication des produits.

fice pour les classes peu fortunées, parce qu'il augmente la masse des produits versés sur les marchés. Quand un ouvrier, par suite d'une machine plus parfaite, peut faire, par exemple, 5 000 boutons par jour au lieu de 3 000, c'est comme si le nombre des boutons que les populations ont à se partager devenait plus grand. Le but des améliorations techniques se ramène à mettre à la disposition du même nombre de travailleurs un nombre plus considérable de produits (ce qui est une autre manière de dire qu'il se ramène à accroître la richesse). Mais il est évident que si les ouvriers, par leur conduite, contrecarrent l'activité de l'industrie, ils empêchent ce résultat si favorable de se produire, ils retardent le moment où un outillage plus parfait remplace un outillage plus imparfait.

Les socialistes prétendent qu'on ne peut rien obtenir de la bourgeoisie de plein gré et que la grève est inévitable pour améliorer la condition des travailleurs. Rien n'est plus faux. Les socialistes oublient, en premier lieu, la législation ouvrière. Beaucoup de lois pour la protection des travailleurs ont été faites par les parlements sur l'initiative non pas toujours des intéressés, mais des philanthropes. Puis est venue l'action des partis politiques. Assurément les masses industrielles ont agi sur ces partis, mais par la force de la propagande et non par les violences et les grèves. Et non seulement les masses industrielles peuvent agir par leurs représentants directs dans les parlements, mais, même quand elles n'ont pas ces représentants, par l'agitation directe dans le pays. On connaît l'admirable campagne d'opinion qui, de 1838 à 1846, sous la conduite du grand Cobden, a débarrassé le peuple anglais de l'impôt sur le pain payé, à un petit groupe d'aristocrates. Déjà les masses ouvrières ont obtenu de nombreuses réformes sans recourir à la violence. Elles en obtiendront de plus grandes encore si, grâce à l'intensité de la production économique, la demande de travail vient à dépasser l'offre.

De nos jours, par suite de l'immense amélioration des

moyens de transport, il y a un moyen très puissant d'améliorer la condition des travailleurs : l'émigration.

Maintenant des ouvriers italiens vont faire chaque année la récolte dans la république argentine en janvier et retournent ensuite en juin pour la faire dans leur pays. On parle même d'un pareil va-et-vient à établir entre la Russie méridionale et les bords de la Plata.

Quant à l'émigration de longue durée, elle contribue dans une immense mesure à diminuer la misère, parce qu'elle donne précisément le moyen d'exploiter toutes les ressources de la planète. Comme je l'ai montré plus haut, c'est le but suprême vers lequel il faut tendre, c'est le moyen le plus efficace pour établir le bien-être universel.

On voit donc que la grève, c'est-à-dire la violence, est un procédé complétement inefficace pour améliorer la condition des travailleurs. Loin d'accroître l'aisance, elle ne peut que la diminuer.

CHAPITRE XVI

LE COLLECTIVISME

I

Une des raisons principales qui empêche la suppression de la misère, ce sont les idées fausses que les hommes se font sur la propriété. Et ces idées fausses, à leur tour, viennent de ce qu'ils méconnaissent la nature véritable des phénomènes économiques.

Comme tous les faits sociaux, la propriété est un fait extrêmement complexe. Il faut des soins très minutieux pour débrouiller les nombreux aspects sous lesquels elle se présente aux regards et pour en comprendre l'essence réelle. Une des idées les plus répandues qui soit au monde est celle qui identifie la propriété avec la richesse. Cette idée a causé les plus terribles malheurs au genre humain. Elle a fait verser des torrents de sang et elle est une des causes les plus importantes de la misère. Cependant elle est complétement fausse et un argument élémentaire suffit à le démontrer. *La propriété est un certain rapport entre les hommes et les choses, la richesse est un état des choses.* Ces deux notions ne sont nullement identiques; elles peuvent n'avoir rien de commun entre elles, elles peuvent être opposées et contraires. La richesse, à un autre point de vue, est une possibilité de jouissance. Or, toute propriété n'est pas nécessairement une source de jouissance et toute jouissance ne vient pas de la propriété. Imaginez un seul homme au monde. Le globe entier lui appartien-

drait. Il serait le plus grand propriétaire qui puisse exister. Cependant il aurait le minimum de bien-être. Le bonheur de l'individu vient non de l'appropriation des choses, mais, comme je viens de le dire, de l'*état des choses*. Imaginez la France convertie demain en un désert de sable. A quoi servirait alors d'en être l'unique propriétaire? D'autre part, imaginez un homme ayant besoin de toile, par exemple, et désirant l'échanger contre son blé. Plus le pays où il habite produit de toile moins il devra donner de blé (et en somme de peine) pour obtenir l'objet dont il a besoin. Dans ce cas, l'avantage de notre individu proviendra non de sa propriété, mais de l'état de l'industrie dans la région où il s'approvisionne.

La propriété est donc un rapport entre les hommes et les choses. Immédiatement entre ces choses il faut distinguer celles qui sont des *instruments* de celles qui sont des consommations. Certains objets sont des moyens, d'autres un but; certains objets procurent une jouissance indirecte, d'autres une jouissance directe et immédiate.

La possession des instruments est indifférente. Comme je vais le montrer plus loin, elle est régie uniquement par la considération de la suppression du temps. Pour ce qui est de la seconde catégorie (les objets qui procurent des jouissances immédiates), les relations sont complètement différentes. C'est par rapport à ces objets seulement que la propriété a une importance de premier ordre et qu'elle est la base non seulement de l'ordre social, mais la base même de la vie.

La propriété est encore un phénomène d'une extrême complexité parce qu'elle participe, à la fois, des faits économiques et des faits politiques. La propriété commence par les objets que l'homme porte sur son corps, puis elle s'étend sur les outils, les demeures et enfin sur la terre. La propriété passe donc de ce que l'homme peut façonner lui-même à ce qu'il ne peut pas façonner complètement.

Aussi longtemps qu'il s'agit des objets de la première catégorie, on reste dans le domaine restreint de l'économie politique ; on peut dire jusque là que la propriété est un fait de l'ordre naturel. Mais quand on passe aux objets de la seconde catégorie, la propriété devient un fait de l'ordre social et juridique. Dans ce second cas, elle peut être basée non seulement sur des fictions, mais même sur des abus. Alors la propriété peut devenir une source de misère pour les collectivités ; mais cela seulement par suite de l'intervention du facteur politique et non par le jeu des facteurs économiques.

Au commencement du XIX[e] siècle, les États-Unis et la république Argentine se sont trouvés en possession d'un lot immense de terres cultivables. Aux États-Unis on a élaboré une législation modèle pour la vente de ces terres. On les a divisées en lots d'une grandeur moyenne, conformes aux besoins de la colonisation, et on les a concédées aux acheteurs à des conditions très sages et avec des garanties complétement suffisantes. Le gouvernement argentin n'a pas voulu ou n'a pas su régler la vente de ses terres d'une façon aussi parfaite. Il a concédé immédiatement des lots immenses à des spéculateurs. Par suite, la colonisation de l'Argentine est rendue maintenant plus difficile et n'avance pas aussi vite que celle des États-Unis. Les socialistes mettent immédiatement ce retard sur le compte du principe de la propriété. Comment ne voient-ils pas qu'il vient *uniquement* d'un fait politique ; la mauvaise législation établie par le gouvernement argentin, soit par ignorance soit par esprit de banditisme ? En effet, il est possible que les gouvernants argentins n'aient ignoré les méthodes parfaites inventées en Australie et aux États-Unis pour la vente des terres publiques, mais qu'ils n'aient pas voulu les appliquer chez eux pour avoir la possibilité de se partager les terres, en un mot, pour voler la nation.

Si un individu peut planter des bornes dans un pays

nouveau et s'approprier ainsi des terres qui vaudront des millions, cela n'est possible que par suite d'un fait *politique*, par suite de la protection que la loi accorde à l'homme qui a posé ces bornes. Le coupable dans cet abus c'est la politique et non le principe de la propriété.

Considérons maintenant la propriété au point de vue particulier des produits du travail. Ce phénomène est de beaucoup antérieur à l'organisation des sociétés. Il remonte aux premières manifestations de la vie, comme je l'ai montré plus haut. Les cellules élaborent des matériaux qui servent à intensifier leur existence. Ces matériaux sont donc intimement liés aux cellules qui les ont produits, ils sont donc leur propriété, car les rapports continuels entre ces matériaux et les cellules sont la condition même de la vie de ces dernières. Telles sont les spicules des éponges et les coquilles des mollusques. De même les réserves alimentaires (graisse) que les cellules emmagasinent au sein des corps animaux appartiennent bien à ces cellules. Chez l'ours, les cellules épithéliales élaborent une toison qui préserve contre le froid ; chez l'homme, l'ensemble des cellules élaborent une autre espèce de toison : le vêtement. Mais le vêtement est aussi légitimement la propriété de l'homme qui l'a confectionné que la toison est la propriété de l'ours qui la porte.

Plus tard, par suite de la division du travail, l'homme ne confectionne plus ses propres vêtements. Il les achète chez le tailleur. Mais le circuit n'empêche en aucune façon le phénomène de garder son caractère fondamental. En réalité, un ténor est vêtu des produits de son travail, aussi bien que s'il avait tondu les moutons, filé la laine, tissé l'étoffe et cousu les habits. Le vêtement du ténor est aussi légitimement sa propriété que sa propre peau.

Le produit du travail est donc une continuation, un prolongement de la personnalité. On a des organes pour subvenir aux conditions de l'existence. L'homme privé du fruit

de son travail est comme s'il était privé de ses organes. Or le fruit du travail et la propriété sont tout un. Le fruit du travail s'incorpore en premier lieu dans les objets d'un emploi direct (aliments, vêtements, demeures), puis dans des produits moins directs (outils de tout genre) et enfin dans les capitaux et les domaines fonciers. Quand on considère la question à ce point de vue *réel*, parce qu'il est basé sur la biologie, on comprend que le droit de propriété et le droit à la vie sont des termes synonymes. Or comment fonder une société sans garantir le droit à la vie? Les aliments, les vêtements, les demeures sont des moyens d'entretenir la vie. Les enlever à l'homme à qui ils appartiennent équivaut à lui enlever la vie. Dire à un homme : donnez-moi tout votre avoir, revient à lui dire : donnez-moi votre vie, puisque la vie est impossible sans l'avoir. La confiscation de la propriété équivaut donc à la condamnation à mort.

Vie et propriété étant des faits identiques, à certains points de vue, nous voyons que les sociétés les plus actives, les plus prospères, les plus avancées, les plus vivantes, en un mot, sont celles où le droit de propriété est le mieux garanti où, en d'autres termes, les citoyens jouissent de la sécurité la plus complète. La sécurité civile est la certitude qu'on ne sera ni tué, ni blessé, ni amputé impunément par ses semblables. C'est le point de vue physiologique. Mais il ne suffit pas. La sécurité doit aussi s'étendre à la propriété, parce que la propriété est l'émanation et le prolongement de l'individu. Couper le bras d'un homme ou lui enlever le produit que ce bras peut lui procurer revient exactement au même économiquement parlant.

Quand on passe des objets de jouissance aux instruments qui servent à la production, les circonstances se modifient du tout au tout. Ce qui l'emporte alors est la suppression du temps. Le principal, dans ce cas, est que l'action de l'individu sur le milieu physique soit la plus prompte possible. Quand ce résultat peut être obtenu par

la propriété individuelle, la propriété individuelle est la combinaison préférable. Si l'adaptation peut s'opérer sans propriété, la propriété est indifférente, et enfin si la propriété ralentit l'adaptation, la propriété est funeste.

Pour le développement plus rapide de la richesse, il faut que l'action de l'homme sur le milieu s'opère directement, sans aucun circuit, sans aucune perte de temps. Lorsque la propriété des moyens de production favorise cette circonstance, elle est utile. Mais, en réalité, c'est l'économie de temps qui constitue l'avantage dans ce cas et nullement la propriété. C'est ce que les socialistes comprennent encore si mal.

Après ces considérations préliminaires, arrivons maintenant à l'erreur fondamentale du socialisme, à savoir que la possession des instruments de travail peut *seule* résoudre la question sociale ou, en d'autres termes, assurer le bien-être universel.

Il est difficile d'imaginer une erreur plus enfantine.

Pour supprimer la misère il faut au moins décupler la somme des produits actuellement versés sur les marchés. Si les socialistes ne connaissent pas ce fait démontré par les statistiques, qu'ils ne s'avisent pas de parler de choses qu'ils ignorent. Qu'ils aillent d'abord aux informations, qu'ils se donnent la peine de voir le monde tel qu'il est et alors seulement nous leur accorderons le droit de proposer des remèdes pour guérir nos maux actuels. Si les socialistes ne font pas cela, nous autres, réalistes, nous cesserons de les écouter, parce qu'on ne peut pas causer sérieusement avec des rêveurs qui vivent dans les nuages et qui évitent de s'informer de ce qui se passe sur cette terre qu'ils prétendent transformer.

Pour supprimer la misère, il faut donc décupler la production; pour décupler la production, il faut décupler le nombre des entreprises agricoles et industrielles: mettre en culture les immenses plaines du Canada, de la Sibérie et de la république Argentine, exploiter les gisements houil-

lers énormes qui se trouvent en Asie et en Afrique, créer de nouvelles fabriques d'engrais artificiels pour mieux cultiver les champs de l'Europe, etc., etc. Je le demande, la possession des instruments de travail par les ouvriers pourra-t-elle décupler l'esprit d'initiative des entrepreneurs ? Pour que ce fait se produise, il faut que chaque jour il y ait plus de gens qui se disent : moi, je vais cultiver une terre dans la Colombie britannique ; moi, je vais établir une usine électrique aux chutes du Zambèse et fournir de la force motrice à toutes les industries du Transvaal, etc., etc. Voilà le genre d'action qui est nécessaire pour décupler le nombre des entreprises existant actuellement sur le globe. On voit que ce genre d'action n'a absolument rien à voir avec la possession des instruments de travail par quelques millions de travailleurs dans les usines de la grande industrie européenne et américaine. On peut même dire avec certitude que la perspective de se voir confisquer ses entreprises par les ouvriers, aussitôt qu'elles commenceront à donner un revenu suffisant [1], détournera plutôt les amateurs. Sous le régime socialiste les nouvelles affaires naîtront donc plus difficilement que sous notre régime actuel. Or comment le socialisme pourra-t-il hâter l'extirpation de la misère quand, en retardant la mise en exploitation de la planète, il ralentira l'accroissement de la richesse ? On peut hardiment affirmer qu'avec le régime socialiste nous aurons même *moins* d'entreprises que de nos jours. Comment le socialisme pourra-t-il donc extirper la misère s'il faut pour cela ajouter 900 entreprises aux 100 qui existent de nos jours, tandis que le socialisme réduira encore celles-ci au chiffre de 90 ou de 80 ?

L'idée que la possession des instruments de travail peut résoudre la question sociale ne soutient pas non plus l'examen à un autre point de vue. Imaginez tous les ate-

1. Car évidemment les ouvriers ne pourront pas confisquer celles qui ne donnent encore rien, n'ayant pas de capitaux pour les faire marcher pendant la période préparatoire.

liers et toutes les usines appartenant aux ouvriers. Que va-t-il arriver ? Si ces établissements versent sur le marché une quantité d'objets suffisante pour subvenir aux besoins des populations, les populations seront à leur aise ; s'ils versent une quantité de produits insuffisante, les populations seront dans la misère. Le facteur du bien-être et de la misère n'est donc pas la propriété, mais l'économie de temps. Fabriquer des produits insuffisants veut dire perdre trop de temps à fabriquer chaque produit, car si chaque produit pouvait être fabriqué en zéro temps, leur nombre serait infini, donc ils seraient suffisants.

De même, imaginons que tous les champs de la terre appartiennent à ceux qui les cultivent et que le globe entier est partagé en tenures de cinq hectares. Si, malgré cette combinaison, le globe ne produisait pas de substances alimentaires en quantité suffisante, le genre humain continuerait à souffrir de la faim. Si, d'autre part, les champs n'appartenaient nulle part à ceux qui les cultivent, mais s'ils donnaient une quantité suffisante de denrées alimentaires, le genre humain serait dans l'abondance et ne connaîtrait point les famines.

Il faut s'entendre une bonne fois pour toutes. Que veulent les collectivistes ? Ils disent, que pour résoudre la question sociale il faut que les instruments de travail appartiennent aux ouvriers et non aux patrons ; il faut que les champs appartiennent aux cultivateurs et non à des seigneurs vivant au loin dans les villes. C'est fort bien. Admettons qu'une famille puisse cultiver cinq hectares par son travail sans recourir à l'aide de personne. Alors il faut partager tout le globe en tenures de cinq hectares. Mais ces cinq hectares constitueront une propriété individuelle s'il en fût. Le collectivisme, de cette façon, aboutirait à l'individualisme le plus absolu. Pour faire que le collectivisme puisse être une réalité, il faut renverser complétement le principe sur lequel il prétend se baser de nos jours. Il faut que l'ins-

trument de travail *n'appartienne pas* au travailleur, mais à la communauté. Karl Marx prétend que l'ouvrier est pauvre, parce qu'il travaille dans une usine qui n'est pas à lui, mais au patron. Alors comment l'ouvrier deviendra-t-il riche dans le système collectiviste quand il travaillera dans une usine qui ne lui appartiendra pas plus que de nos jours, puisqu'elle appartiendra à l'État? Les collectivistes qui veulent attribuer les instruments de travail aux ouvriers sont en pleine contradiction avec eux-mêmes. En effet d'une part, ils affirment que la propriété, dans les mains des patrons, est la cause de la misère des nations et, d'autre part, ils assurent que la propriété, dans les mains des ouvriers, produira le bien-être universel. Ainsi la propriété est en même temps et un mal et un bien. Si la propriété est un mal, elle l'est autant pour les ouvriers dans la limite d'une même usine que dans tout autre arrangement. Il faut que le genre humain possède tout en commun. Si l'on ne reconnaît pas la bienfaisance d'une pareille combinaison, on est pour la propriété, donc pour l'individualisme et contre le collectivisme. Dans tous ces raisonnements naïfs des collectivistes on voit nettement percer la tendance fondamentale : constituer une caste nouvelle dans la société, celle des prolétaires, et lui subordonner l'ensemble de la nation. C'est pour cela que la confiscation des instruments de travail du patron au profit des ouvriers est donnée comme bienfaisante, mais la confiscation des instruments de travail des ouvriers au profit de la communauté est passée sous silence comme irréalisable et même peu désirable.

Il y a cependant des collectivistes assez conséquents avec eux-mêmes pour aller jusqu'au bout et pour déclarer que tous les instruments de travail doivent appartenir à l'État et non aux ouvriers. Ils disent que cette combinaison supprimera la misère parce que l'État distribuera le produit du travail aux travailleurs, tandis que le patron garde ce produit pour lui-même. C'est une très profonde erreur.

Quand un patron fabrique cent mille machines à coudre par an, il ne les garde pas pour lui-même, il les porte sur les marchés. Qu'est-ce que le patron garde pour lui? Ce que les acheteurs consentent à lui donner en échange du service qu'il leur a rendu en fabriquant des machines à coudre. Imaginez un individu ayant inventé le tapis merveilleux. Il transporterait les hommes instantanément d'un bout de la terre à l'autre. Un grand nombre de personnes consentiraient, sans aucun doute, à lui donner pour ce service une somme équivalente aux avantages qu'ils retireraient d'un déplacement immédiat et cet inventeur deviendrait très riche en fort peu de temps. Mais, je le demande, en quoi la possession des instruments de travail par l'État changera-t-elle tout cela? La possession des instruments de travail par l'État ne fondra pas tous les citoyens en un seul. Ils continueront à être nombreux ; ils continueront à échanger des services, puisque la différenciation du travail et la division des tâches ne pourront pas être supprimées sans arrêter dans une mesure énorme la production de la richesse. Maintenant si Pierre, pour des services rendus, reçoit 100 000 francs du gouvernement, en régime collectiviste, ou s'il reçoit 100 000 francs par la vente de ses produits, en régime individualiste, où est la différence? Mais, répondent les collectivistes, elle est précisément ici. En régime individualiste, vous ne pouvez pas empêcher un fabricant de gagner 100 000 francs quand chacun de ses ouvriers n'en gagne que 1 000, mais en régime collectiviste le partage sera égal. J'ai montré plus haut, au chapitre XII[1], que le partage égal ne peut pas résoudre le problème de la misère parce qu'il fait que tous sont pauvres et non que tous sont riches. Mais en admettant même que la somme des bénéfices à partager soit suffisante pour assurer le bien-être de chacun, il ne sera jamais possible sur la terre d'obtenir des services inégaux pour des

1. Voir page 207.

prix égaux. C'est absolument contraire aux lois psychologiques. Un service se ramène à un effort. Quand un homme n'espère pas obtenir une récompense qui lui paraît équivalente à son effort, il ne fait pas l'effort. Un patron retirait 100 000 francs de son usine. On la lui confisque. On lui donne 3 000 francs par an pour la diriger. Jamais, dans ces conditions, on n'obtiendra de cet homme un effort semblable à son effort ancien. Donc le rendement de l'usine deviendra moindre. Donc le régime collectiviste versera moins de produits sur le marché que le régime individualiste, donc il augmentera encore plus la misère actuelle, mais il ne la supprimera pas. Il éloignera la solution de la question sociale, il ne la rapprochera pas.

D'autre part, jamais on n'obtiendra des hommes qu'ils renoncent à payer plus cher un service plus précieux. Imaginez le collectivisme le plus complet. Un individu tombe malade. Il sait que les honoraires fixés par l'État pour les services des médecins sont de 10 francs. Mais il sait que M. X est un praticien hors ligne. Il s'adresse à lui de préférence à celui que lui désigne le gouvernement. Le praticien demande 100 francs, au lieu de 10. Dans l'espoir de guérir, notre malade les lui offre sans la moindre hésitation [1]. Il faudrait attacher un gendarme à chaque citoyen pour empêcher des actes pareils en régime collectiviste, pour empêcher de rémunérer les services à leur juste valeur. Or il est évident qu'un régime où chaque citoyen devra être surveillé à tous les moments de sa vie par un agent de police ne pourra pas subsister un quart d'heure.

Il est aussi facile de démontrer qu'avec la possession des instruments de travail les ouvriers n'auront pas plus de revenu que de nos jours avec le salariat.

D'abord ils se disputeront les directeurs habiles et, pour les attirer, ils leur feront des avantages considérables. Actuellement les actionnaires des Compagnies ne deman-

1. Même si l'on supprimait la monnaie, le malade pourrait donner des objets pour une valeur correspondante.

deraient pas mieux que de payer à leur personnel dirigeant les appointements les plus modestes. Et, cependant, ils payent des sommes énormes quand ils trouvent des hommes capables, parce que ceux-ci leur procurent des bénéfices correspondants. Les ouvriers devront faire de même. Ils se disputeront les directeurs habiles, et ils seront amenés à leur payer des sommes assez semblables à celles qu'ils gagnent de notre temps comme patrons.

En second lieu, les ouvriers devront faire des réserves indispensables qui rogneront une grosse part de leur revenu. D'abord, la réserve pour la réfection du matériel. Une machine doit être réparée constamment ; mais, au bout d'un certain nombre d'années, étant usée complétement elle doit être remplacée, tout de même, par une machine nouvelle. Comme, dans le régime collectiviste, les ouvriers ne pourront pas s'adresser au capital pour avoir une avance en vue de l'achat d'un matériel nouveau, ils devront faire des réserves annuelles pour pourvoir à cette dépense. Ces réserves diminueront la part des bénéfices qu'ils pourront consacrer à des objets de consommation (aliments, vêtements, etc., etc.). Mais ce n'est pas tout ; une nouvelle réserve sera nécessaire pour aller au devant des inventions. Les industriels n'hésitent jamais à remplacer un matériel capable de travailler encore pendant de longues années par un autre, plus parfait, qui fait la besogne plus promptement. Et, si l'on ne se décide pas à faire ces renouvellements, si l'on ne profite pas des inventions du génie humain, on ralentit nécessairement l'accroissement de la richesse. Pour faire ces renouvellements, il faudra des fonds, et les ouvriers devront opérer une nouvelle retenue sur leurs bénéfices pour les constituer [1].

Enfin, il faudra une dernière réserve, plus considérable que toutes les précédentes. J'ai montré que le nombre des

1. Les transformations du matériel s'opèrent constamment en régime individualiste. Si elles cessaient de s'opérer, en régime collectiviste, celui-ci ralentirait l'accroissement de la richesse. Il éloignerait donc la solution de la question sociale.

entreprises actuelles est à peine le dixième de celles qui seraient nécessaires pour assurer le bien-être du genre humain. Il faut donc constituer des réserves pour fonder ces entreprises et on comprend combien ces réserves doivent être considérables pour suffire à la tâche immense qui leur est assignée.

Si l'on additionne toutes les retenues que devront faire les ouvriers sur les revenus quotidiens pour constituer les réserves indispensables[1], on voit que la part disponible pour les jouissances de la vie ne sera pas beaucoup plus grande (si elle ne devient même pas inférieure) que sous le régime capitaliste.

Cela encore pour une autre raison. Sous le régime actuel, le capital ne chôme pas un seul jour. Il rapporte constamment des intérêts, parce qu'on le fait toujours valoir. Si donc on veut constituer en dix ans un fonds de 1 000 francs, il n'est pas nécessaire de verser dix annuités de 100 francs, il suffit d'en verser dix de 61 fr. 40, parce que les intérêts composés à 5 pour 100 peuvent parfaire la somme. Mais, avec le régime collectiviste, il n'y aura plus de prêt du capital. Toutes les réserves devront être accumulées directement, comme le font les paysans dans leurs bas de laine[2]. Alors il faudra faire des retenues annuelles plus grandes pour constituer un fonds égal. Pour cette raison encore, les ressources dont les ouvriers pourront disposer sous le régime collectiviste seront moindres que celles dont ils disposent maintenant.

On le voit : l'idée qu'on peut résoudre la question sociale

1. Je ne parle même pas de ce qu'il faudra encore mettre de côté pour s'assurer contre les fléaux de tout genre : incendies, inondations, etc. Je ferai aussi remarquer, en passant, que les réserves des ouvriers ne seront rien autre chose que des capitaux. Le capital existera donc dans le collectivisme aussi bien que dans l'individualisme. Pour être constitué autrement, il ne changera nullement de nature.

2. Ce seul fait montre combien le régime collectiviste est rétrograde. Il nous fait retourner aux institutions primitives des temps barbares. Il ne faut nullement s'en étonner, d'ailleurs, parce que le collectivisme a été inventé par des esprits simplistes dont l'ignorance des sciences sociales est extrême.

par la possession des instruments de travail est une grossière erreur. Les patrons qui possèdent de notre temps leurs instruments de travail peuvent parfaitement réaliser non des bénéfices, mais des pertes. La même chose arrive et arrivera à l'avenir aux ouvriers. Ce n'est pas la possession des instruments de travail qui importe, mais la possession des objets de jouissance. Il peut arriver parfaitement que la possession des instruments de travail *diminue*, mais n'augmente pas la possession des objets de jouissance. Tel est le cas de toutes les entreprises qui donnent des pertes. Il est *plus* avantageux de n'en avoir pas la possession et chacun tâche de s'en débarrasser au plus tôt.

La question du salariat est connexe à celle de la possession des instruments de travail puisque celui qui ne possède pas ces instruments est précisément un salarié, un « prolétaire ». Combien n'avons-nous pas entendu de déclamations dans ces dernières années sur l'indignité et la honte du salariat! On le met sur le même pied que l'esclavage, parmi les plus grandes injustices que puisse subir l'individu. Le salariat serait la plaie la plus profonde de nos sociétés.

Qu'il soit supprimé : immédiatement la misère disparaît, la question sociale est résolue, la terre se transforme en paradis.

Je le demande d'abord, comment les socialistes peuvent-ils concilier cette affirmation avec le collectivisme? Dans notre régime individualiste actuel, il peut y avoir des propriétaires et des salariés. Mais sous le régime collectiviste, il n'y aura plus un seul propriétaire (puisque tout appartiendra à l'État) : il n'y aura que des salariés. Comment se fera-t-il que le salariat, qui est le comble de l'abomination sous le régime individualiste, devienne précisément le comble de la perfection sous le régime collectiviste? Parce que, répondent les socialistes, les salariés actuels

reçoivent des payements inégaux, tandis que les salariés futurs en recevront tous d'égaux. Mais la même question se pose ici, comme auparavant, sous une nouvelle face. Les payements égaux seront-ils suffisants pour tous? S'ils sont insuffisants, leur égalité pourra être une source de jouissance seulement au point de vue de l'envie et nullement au point de vue du bien-être matériel. Je doute cependant que les satisfactions de l'envie puissent nourrir leur homme.

Les salaires varient maintenant de 20 centimes par jour (Inde et Chine), à 78 francs (Pensylvanie). Si, avec le régime collectiviste, tous les ouvriers pouvaient avoir 78 francs, alors la somme de bonheur du genre humain serait augmentée. Mais l'égalité ne s'établira pas à 78 francs, même en confisquant *tous* les revenus des patrons, elle s'établira peut-être aux environs de 3 francs. Comment démontrer alors à l'individu qui gagne 78 francs par jour qu'il sera plus heureux quand il en gagnera seulement 3? Mais il faut aller au fond des choses et mettre de côté le mirage de l'argent. Il faut toujours revenir à la vérité fondamentale : l'insuffisance des denrées produites sur le globe. Si elles étaient suffisantes, tout le monde en aurait[1]. Quand le dernier des mendiants va boire de l'eau à une fontaine publique, il peut en avaler autant que M. de Rothschild parce que l'eau est en quantité surabondante. Si le blé était aussi facile à obtenir, tout le monde en aurait à discrétion. Quand on dit que la moyenne des salaires serait rabaissée à 3 francs, c'est comme si l'on disait qu'on se partagera les produits de jouissance à part égale. Mais cette part étant insuffisante, le partage égal ne pourra pas résoudre la question du bien-être universel puisque le bien-être universel viendrait de la suffisance

1. On est véritablement confus de devoir écrire de pareils truismes et cependant l'immense majorité des hommes ne comprend pas que la misère vient de ce que chaque homme ne peut pas avoir à consommer chez lui ou apporter sur les marchés une quantité de denrées suffisante pour se procurer ce qui est nécessaire pour vivre.

des produits et que le partage égal n'en augmentera pas la somme totale. Sans doute, ceux qui monteraient de 20 centimes à 3 francs auraient un accroissement de bonheur, mais il serait compensé par un accroissement de souffrance pour ceux qui devraient descendre.

Mais, même en admettant que les produits nécessaires au genre humain soient tirés du milieu en quantité suffisante, leur partage égal donnerait lieu à des difficultés tellement immenses qu'on peut pratiquement les considérer comme insurmontables.

Et puis on retombe dans une nouvelle contradiction des socialistes. Ils disent que tout le mal vient du salariat. Alors pour extirper ce mal, il faut abolir le salariat : il faut donc que tous possèdent leurs instruments de travail. Mais alors tous seront propriétaires. Comment peut-on affirmer que la richesse universelle est incompatible avec l'existence de la propriété quand on vient d'affirmer que c'est précisément l'absence de la propriété qui cause la misère universelle ?

Rien mieux que le salariat ne peut montrer la véritable essence de la richessse et faire comprendre qu'elle est une possibilité de jouissance. En effet, nous voyons qu'il n'y a aucun lien entre le nombre de jouissances que peuvent se donner les hommes et les instruments de travail qu'ils possèdent. Des individus ne possédant *aucun* instrument de travail peuvent être parmi les plus fortunés de la terre. Mme Yvette Guilbert, il y a quelques années, gagnait par ses chansonnettes jusqu'à 300 000 francs par an. Elle n'avait aucun instrument de travail. Dans une seule tournée, en Amérique, M. Paderewski, le célèbre pianiste polonais, a amassé 1 250 000 francs. Il ne possédait, cependant, aucun instrument de travail, parce que les pianos sur lesquels il jouait n'étaient pas à lui. Certains avocats du barreau de Londres gagnent jusqu'à 300 000 francs par an. M. Jefferson a donné à Londres une pièce qui lui a rapporté 8 millions de francs. M. Schwab, devenu secrétaire du trust améri-

cain de l'acier, recevait des appointements montant à 5 millions de francs par an.

Voilà donc des salariés qui sont des richards, des millionnaires. Assurément ils ne se sont jamais senti en peine de ne pas posséder d'instruments de travail.

Maintenant considérons la contre-partie. « On a calculé que si tous les bénéfices de l'industrie minérale étaient répartis entre les ouvriers qui s'y occupent, ceux-ci auraient 265 francs par an[1]. » La possession de *tous les outils et usines* appartenant à cette industrie n'assurerait donc pas le bien-être des ouvriers qu'elle emploie. Des salariés peuvent ainsi avoir une très grande possibilité de jouissance, des propriétaires peuvent en avoir une très petite. Propriété des instruments de travail et richesse ne sont donc pas des termes synonymes, comme le pensent les socialistes. L'homme qui gagne 1 000 francs par an en travaillant avec ses propres instruments de travail est dans la misère ; l'homme qui gagne un million en jouant sur un piano qui ne lui appartient pas est dans l'opulence. La richesse ne vient pas uniquement de la propriété mais aussi des services rendus à ses semblables et de l'état du milieu physique. Celui qui rend des services très appréciés reçoit des compensations équivalentes et, d'autre part, la somme de ces compensations dépend des produits qui sont versés sur les marchés par l'ensemble des travailleurs, ou dépend, en d'autres termes, du degré d'adaptation de la planète.

Pour qu'un pays puisse donner le maximum de rendement agricole, il est bon qu'il s'y trouve simultanément des propriétés de toutes dimensions : grandes[2], moyennes et petites. De même, pour qu'un pays puisse être accommodé le plus vite possible aux convenances de ses habitants, il faut que le travail s'y rémunère simultanément et sous forme de salariat et sous forme de bénéfices. Ce qui

1. *Revue des Deux Mondes*, du 15 mai 1895, p. 347.

2. Je n'entends pas par « grandes » les immenses *latifundia* qui sont, pour ainsi dire, des anomalies morbides.

domine toute autre considération, c'est d'éviter les pertes de temps. Or quand un inventeur se lance dans une entreprise nouvelle, la combinaison la plus rapide est de prendre des ouvriers qui ne soient pas intéressés à son affaire et qui aient un salaire fixe, déterminé d'avance. Car, si les ouvriers étaient intéressés, ils devraient d'abord se convaincre que l'entreprise est lucrative. En premier lieu, il leur sera parfois complètement impossible d'obtenir cette conviction, par suite de leur ignorance. Ne connaissant ni les principes scientifiques très compliqués sur lesquels peut être fondée une invention, ni l'ensemble des conditions sociales capables d'en assurer le succès, de simples ouvriers peuvent considérer comme non rémunératrice une affaire qui le serait cependant [1]. Mais quand bien même on pourrait tout faire comprendre aux ouvriers, ces explications demanderaient beaucoup de temps et elles ralentiraient l'accroissement de la richesse. Comme le bonheur est en raison directe de la rapidité de l'adaptation, la suppression du salariat diminuerait la somme de bonheur de l'ensemble de la société, donc aussi des prolétaires.

Ajoutez une autre considération. La propriété attache à la glèbe. Si l'on supprimait complétement le salariat, il arriverait qu'un grand nombre d'individus qui pourraient produire des sommes considérables d'adaptations en émigrant de leur pays seraient retenus de le faire pendant un certain temps. De nouveau la rapidité de l'adaptation serait diminuée et la somme de bonheur réduite. Un agriculteur russe peut tirer de maigres récoltes de son lopin de terre. En allant au Canada, il aurait pu récolter une quantité de blé dix fois supérieure. Par suite de ce que l'agriculteur russe serait retenu chez lui par sa propriété, il aurait moins de bien-être. Or, si l'on veut qu'il n'y ait pas de prolétaires, on devra obliger chacun de garder sa propriété, car se défaire de ses instruments de travail est précisément se

1. On sait combien les gens instruits sont parfois routiniers ; pensez ce que peuvent l'être les ignorants.

faire prolétaire et vouloir vivre uniquement de salaires. La suppression du salariat serait le rétablissement de l'esclavage sous une forme nouvelle. On ne serait plus l'esclave d'un maître, on serait l'esclave de ses biens.

II

Une juste pondération entre le nombre des salariés et celui des propriétaires, voilà ce qu'il faut pour la prospérité sociale, et il est facile de montrer que cette juste pondération tend à s'établir naturellement.

Il en est des entreprises industrielles comme des entreprises politiques. Les unes et les autres sont fondées par des hommes supérieurs, intelligents, hardis, capables, actifs. Mais les dynasties industrielles, comme les dynasties politiques, ne peuvent pas toujours être composées de grands hommes. Après Pépin le Bref, Charlemagne, mais après Charlemagne, Louis le Débonnaire. Quand les gens faibles se trouvent hériter d'entreprises industrielles, on a tout intérêt à les transformer en Compagnies par actions. De cette manière toutes les grandes affaires des pays civilisés passent nécessairement de la forme individuelle à la forme collective. Alors chaque individu, employé dans une affaire, peut en acquérir une part et devenir propriétaire de ses instruments de travail précisément sous la forme qui n'entrave nullement sa liberté, puisqu'il peut vendre sa part à tout instant [1]. Certaines maisons modernes (les

1. Les socialistes disent que, lorsque l'ouvrier achète une action de l'usine où il travaille, il possède une part tellement infime de l'entreprise qu'il ne peut pas la considérer comme sienne. Mais lorsque *tous* les instruments de travail seront nationalisés par l'Etat, est-ce que chaque ouvrier n'en possédera pas une part encore plus infime que dans l'industrie actuelle? Pour un Français, la part sera d'un trente-neuf-millionième. Se sentira-t-il alors plus propriétaire qu'avec une action de 500 francs qui peut constituer le millionième et même plus du capital social dans les entreprises individualistes. Actuellement nous voyons que les ouvriers ne tiennent pas particulièrement à acheter les actions des usines où ils travaillent. Cela prouve qu'ils n'en voient nullement la nécessité pour leur bien-être. Toutes les déclamations sur le salut par la possession des instruments de travail

magasins du Bon Marché, à Paris, par exemple), rendent la participation au capital de l'entreprise *obligatoire* pour les employés. Par mille combinaisons qui ont été grandement perfectionnées dans ces dernières années un collectivisme sain, bienfaisant et profitable s'introduit dans nos sociétés, sans heurts et sans violences. Il faut se féliciter grandement de ce mouvement qui solidarise non seulement le capital et le travail mais tous les membres d'une nation et toutes les nations de l'humanité. L'action ou l'obligation est le titre le plus universaliste qui se puisse imaginer. Par lui un ouvrier peut posséder une part d'instruments de travail qui se trouvent à l'autre extrémité de la terre.

L'idéal des socialistes (la possession collective des instruments de travail et la suppression du salariat) peut parfaitement se réaliser sous le régime individualiste.

Rien n'empêche les ouvriers de devenir actionnaires des usines où ils travaillent et d'en devenir même les actionnaires uniques. Alors ils deviendront propriétaires absolus de leurs instruments de travail. Mais il faut être vraiment bien naïf pour croire que cela résoudra la question sociale. Le fait n'a aucune importance. Si Pierre travaille au Creusot et possède des actions de Fives-Lille, il est propriétaire de ses instruments de travail dans la même mesure que s'il possédait des actions du Creusot.

Comme je l'ai montré plus haut, les entreprises importantes finissent le plus souvent par être mises en actions et les actions, à leur tour, ont une tendance à se partager entre un plus grand nombre de possesseurs. La démocratisation des entreprises marche *pari passu* avec la démocratisation des sociétés.

L'individualisme n'empêche donc pas l'établissement du

sont donc la plus vaine des rhétoriques aussi longtemps qu'on n'a pas en vue la confiscation des biens des patrons, c'est-à-dire le banditisme pur et simple. Les ouvriers comprennent parfaitement que la possession des instruments de travail n'est d'aucune importance, mais ils croient que la spoliation des patrons les enrichira et ils désirent cette spoliation. Voilà la réalité brutale qui se cache sous les formules collectivistes, en apparence si humanitaires.

collectivisme dans la mesure où il est utile au bien-être général. Comme il est bon qu'il y ait des propriétés agricoles grandes, petites et moyennes, il est également bon qu'il y ait des entreprises industrielles fondées sur les combinaisons les plus diverses : petits ateliers familiaux, usines appartenant à des particuliers avec ouvriers salariés, coopératives de production, compagnies d'actionnaires, etc., etc. Les entreprises individuelles répondent à l'esprit d'initiative et aux nouvelles inventions. Les compagnies d'actionnaires forment des placements plus sûrs. L'existence simultanée des unes et des autres crée une émulation bienfaisante. Mais toute violence retardera ce mouvement. Si l'on veut réaliser le collectivisme le plus vite possible, il faut renoncer complétement à toute spoliation.

A un autre point de vue, on peut faire observer aussi que les progrès de la richesse et la civilisation se développent parallèlement parce que ce sont des termes synonymes. Un pays est riche et civilisé quand il a beaucoup de routes, de canaux, d'édifices publics, de musées, de parcs, etc., etc., bref quand il est disposé pour les convenances et les plaisirs de ses habitants. Nécessairement ces adaptations appartiennent à l'ensemble des citoyens et sont des propriétés collectives. Il arrive un jour où ces propriétés collectives deviennent des sources de jouissances plus vives que les propriétés privées. Si riche que soit un particulier, il lui est impossible d'avoir une galerie comme le Louvre ou un parc comme le bois de Boulogne. Et, d'ailleurs, si un particulier pouvait même posséder une collection comme le Louvre, la plus grande jouissance qu'il en pourrait tirer serait d'en faire un musée public. Les princes romains, les Borghèse et les Colonna, ayant de très belles galeries de tableaux, ont fini par les ouvrir tous les jours aux visiteurs. La preuve que la jouissance provenant des biens collectifs l'emporte à la longue sur les jouissances provenant des biens privés est l'attrait exercé par les grandes capitales, par les centres brillants de civilisation. Maints

individus aiment mieux y vivre plus pauvrement que de demeurer en province où pour la même dépense ils peuvent avoir plus de bien-être individuel (appartement plus grand, nourriture plus abondante, etc., etc.).

III

Quelques considérations finales sur le socialisme.

Le troisième Congrès ouvrier de France, qui se tint à Marseille, en 1879, acclama le collectivisme et adopta comme programme d'action : « la collectivité du sol, du sous-sol, des instruments de travail, des matières premières, donnés à tous et rendus inaliénables par la société à laquelle ils doivent retourner »[1].

Il faut véritablement une dose d'ignorance incroyable pour s'imaginer que la réalisation d'un programme pareil peut résoudre la question sociale et chasser la misère du globe terrestre. Déjà maintenant, la quantité des denrées produites est à peine le dixième de ce qui est nécessaire. Mais, dès qu'on voudra faire la nationalisation du sol et des instruments de travail par des procédés violents, la production diminuera encore dans une mesure immense. Tous ceux qui ne voudront pas porter eux-mêmes leurs biens privés sur l'autel du collectivisme[2], les défendront quand on voudra les leur enlever par force. Le temps employé pour cette défense sera perdu pour la production, et la misère sera plus grande que de nos jours où le temps consacré à la défense des propriétés est plus limité[3]. Si donc la somme des denrées est déjà insuffisante, on peut

1. Voir L. de Seilhac. *Syndicats ouvriers, fédérations et bourses du travail*. Paris, A. Colin, 1902, p. 259.

2. Comme ils les portent maintenant, de plein gré, dans les caisses des entreprises par actions, qui sont une forme particulière de propriété collective.

3. Il est cependant assez appréciable dès maintenant. On commence à en employer pas mal à combattre les doctrines collectivistes et à maintenir l'ordre pendant les troubles suscités par les agitations ouvrières.

juger ce qu'il en sera quand commencera la grande spoliation prolétarienne. Ce sera alors la misère universelle, comme au moyen âge, où la sécurité était restreinte aux enceintes de quelques villes.

Quand on l'examine de près, le socialisme subit donc une faillite complète et au point de vue de ses doctrines et au point de vue de ses moyens d'action. Il est une aberration de l'esprit humain et ne devrait guère être pris au sérieux. D'où vient qu'il n'en est pas ainsi, que le socialisme tient une place considérable dans les préoccupations du public et qu'il est traité avec une si grande attention?

Cela vient de ce que le socialisme, avec toutes ses erreurs enfantines, apporte au monde une vérité qui les compense toutes et qui est une des plus grandes révolutions de l'histoire humaine. Cette vérité peut se formuler comme il suit: *le but de la politique est le bien-être des masses populaires*. Cette vérité opérera une transformation radicale dans les destinées de notre espèce. Jusqu'à présent, sur la foi de Machiavel, on avait affirmé que le but de la politique était « le maintien et l'accroissement de l'État »[1]. Machiavel exprimait d'une façon nette et précise une erreur plusieurs fois millénaire, à savoir que le but de l'activité politique était le banditisme. Les socialistes, pour la première fois depuis que le monde est monde, sont venus affirmer catégoriquement que le but de l'activité politique est la production. Le socialisme amène un renversement radical et complet des idées anciennes. Il prend le contrepied de ce qui était admis auparavant. Il ouvre pour le genre humain une période complétement nouvelle et directement opposée à l'ancienne. Il exalte ce qui était méprisé, il méprise ce qui était exalté.

Tout le monde s'aperçoit des immenses changements que le socialisme a introduits dans l'esprit public. Autrefois les conquêtes, les belles expéditions guerrières, les

1. Voir plus haut, page 186.

combinaisons savantes de la diplomatie, les remaniements de la carte de l'Europe étaient les seuls faits à l'ordre du jour de l'opinion. Qui se préoccupait des misérables qui végétaient dans les bas-fonds de la société? Le socialisme a modifié tout cela. Les intérêts des masses déshéritées commencent à passer au premier plan, les honteuses et puériles jongleries diplomatiques au dernier. On parle partout de pensions de retraites pour les travailleurs des villes et des campagnes, de législation protectrice du travail, d'assurances contre les chômages et les maladies et de nombre d'autres mesures de ce genre. Bref, le socialisme a posé nettement le problème de la misère; il a forcé les gouvernements à le regarder en face et, par cela, il a rétabli les rapports sociaux sur leur fondement véritable. En effet, le problème de la misère est le plus important de tous ceux qui peuvent exister dans les sociétés. Aussi longtemps que les hommes d'État en mettaient un autre au premier plan de leurs préoccupations et reléguaient celui-ci au second, ils agissaient comme des fous ou, à un autre point de vue, comme des criminels. Le socialisme va nous débarrasser de tous ces enfantillages. Il remettra les choses à leur place. La pyramide sociale qui, jusqu'à présent, était posée sur la pointe, va être enfin remise sur la base.

Je le répète, quelles que soient les erreurs du socialisme, la vérité fondamentale qu'il a apportée au monde est d'une importance tellement considérable qu'il marque l'un des grands tournants de l'histoire du monde.

Par malheur, le socialisme nage encore en pleine contradiction et en plein chaos. Le socialisme est entièrement opposé à l'ancienne politique machiavélique qui érige en principe le banditisme entre États au sein de l'humanité, mais il érige en principe le banditisme entre classes sociales au sein de l'État. Il est absurde et odieux de soutenir que l'ennemi de l'ouvrier n'est pas l'ouvrier étranger qui envahit son foyer et massacre ses enfants, que son

ennemi véritable est le capitaliste, son compatriote. Mais il est parfaitement juste de dire que l'ennemi de l'ouvrier n'est pas nécessairement l'étranger. Quand le célèbre conseil de Karl Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », aura été *simultanément* appliqué dans le monde entier, l'abjecte anarchie internationale qui nous ruine à l'heure actuelle aura vécu, le banditisme extérieur aura été supprimé.

Quel bénéfice nous procurera cependant la sécurité externe si nous n'avons pas la sécurité interne? Les socialistes, en ne répudiant pas les moyens violents pour résoudre la question sociale, déchaînent la guerre civile de tous les instants entre les citoyens du même État. Cela mènera droit à la sauvagerie et à la misère. A quoi servira à un ouvrier parisien de ne pas craindre l'attaque armée des ouvriers berlinois, si l'ouvrier parisien peut être tué à chaque instant par un autre parisien [1] ?

Pourtant si le socialisme établit la sécurité internationale, l'atmosphère de carnage et de sang, dans laquelle vivent les nations depuis tant de siècles, se purifiera. On apprendra à respecter les droits des collectivités. Cela poussera inévitablement à respecter les droits des individus. Le socialisme devra sortir de ses contradictions et reconnaître que l'emploi des procédés violents est aussi inefficace et, partant, aussi absurde dans les relations des individus au sein des nations que dans les relations des nations au sein de l'humanité.

On a vu que les moyens préconisés par les socialistes pour résoudre la question sociale n'atteindront jamais le but désiré, parce qu'ils sont fondés sur les erreurs les plus grossières. D'où vient donc que les doctrines socialistes ont eu tant de succès ? Mais précisément de ce qu'elles

1. C'est ce qui se passe actuellement dans l'empire russe. A Lodz, en Pologne, les massacres entre ouvriers et patrons et entre ouvriers syndiqués et non syndiqués sont quotidiens. Un grand nombre d'usines ont dû fermer, parce que les ingénieurs qui les dirigeaient ont été tués.

sont fausses. Les doctrines socialistes sont simplistes. Elles disent : « Vous manquez de tout, eh bien prenez le bien du voisin[1] ». Le véritable mécanisme des phénomènes économiques est extrêmement difficile à comprendre[2], mais tout le monde est convaincu qu'on peut s'enrichir de suite en dépouillant le prochain. Alors naturellement les économistes « orthodoxes » qui tâchent d'expliquer « ce qu'on ne voit pas », ce qui est difficile à saisir, ces économistes sont conspués et traités de rétrogrades. Les socialistes, au contraire, qui préconisent les procédés les plus simples, les plus élémentaires et les plus naïfs, sont portés aux nues et proclamés sauveurs de l'humanité.

Ce qui a le plus grandement contribué aux progrès du socialisme, c'est la conduite absurde de l'aristocratie et de la bourgeoisie, conduite dont l'aveuglement est véritablement inimaginable.

Il faut être ignorant comme l'enfant qui vient de naître pour ne pas comprendre que l'intérêt *primordial* des riches est la plus grande prospérité possible des masses populaires. D'abord, parce qu'il vaut mieux pour tout producteur avoir des clients fortunés que des clients misérables, ensuite parce qu'il vaut mieux avoir beaucoup que peu de clients fortunés. De plus, si tous les habitants d'un pays étaient bien pourvus, les riches n'ayant aucun sacrifice à faire pour les œuvres de charité n'auraient rien à soustraire à leurs revenus, et pourraient mieux vivre. Ajoutez encore les satisfactions éthiques, car rien n'est plus pénible que de

1. Qu'on ne me reproche pas d'exagérer. Le partage, à parts égales, du produit du travail, quand l'effort est inégal, n'est rien autre que l'appropriation des biens d'autrui. Si, au bout de sa journée, un homme a confectionné quarante corbeilles et un autre vingt et si le gouvernement les oblige de partager à parts égales, c'est comme si l'homme qui a confectionné les vingt corbeilles en volait dix à celui qui en a confectionné quarante.

2. C'est pourquoi on écrit constamment les traités les plus savants pour les expliquer. Par malheur, ces ouvrages ne sont certainement pas lus par un homme sur mille, même dans les sociétés les plus civilisées. La connaissance de l'économie politique est fort peu répandue.

voir souffrir. Quand donc les riches pratiquent une politique de spoliation vis-à-vis des pauvres, ils agissent de la façon la plus contraire à leur intérêt véritable. Je le répète, c'est absurde. Mais, de plus, c'est criminel. Grâce aux tarifs douaniers, établis par les grands propriétaires prussiens, l'immense majorité de la population allemande ne peut manger de viande que deux fois par semaine au plus. Empêcher un homme de se bien nourrir ou lui donner tous les jours un poison qui affaiblit ses forces sont des actes identiques, économiquement parlant. Or, affaiblir la santé d'un homme, c'est le condamner à une mort prématurée, c'est pratiquer un homicide à petite dose si l'on peut s'exprimer ainsi. Des milliers de malheureux périssent avant l'âge par suite de la cherté de la viande. Ils sont les victimes de la grande aristocratie terrienne. Et les membres de cette aristocratie, qui portent les plus beaux noms du pays, qui auraient dû donner l'exemple de la rectitude et de l'honneur, n'éprouvent aucune honte et aucun remords à affamer leurs semblables. Cette conduite est d'autant plus révoltante qu'elle est tenue par ceux qui ont non seulement le nécessaire, mais même le superflu. Il est difficile d'imaginer une plus complète atrophie du sens moral et il est naturel que des aristocraties, comme celles de la Prusse, soient détestées et haïes par les masses populaires.

Le but de la politique est le plus grand bien-être possible du plus grand nombre possible de citoyens. Dans la noblesse et la bourgeoisie quelques individus commencent à le comprendre nettement (c'est le parti libéral); tous le sentent plus ou moins sourdement. Alors, tout en spoliant les pauvres, ils éprouvent comme un remords qui les désarme vis-à-vis du socialisme. C'est un état d'âme exactement semblable à celui des aristocrates français à la veille de la Révolution. Ils continuaient à spolier leurs malheureux paysans, mais ils sentaient que les revendications du tiers état étaient justes et ils y sympathisaient.

Même situation de nos jours à l'égard du socialisme. Certains industriels, ne sachant pas distinguer nettement la spoliation, acte politique, du capitalisme, fait économique, croient, de bonne foi, qu'ils volent leurs ouvriers en leur payant les salaires établis par les conditions naturelles du marché. Par suite, ils n'ont pas la conscience complétement tranquille.

Bon nombre de nos contemporains s'imaginent qu'il est impossible d'être animé d'un véritable sentiment du bien public, d'être un honnête homme en un mot, sans être socialiste. Aux yeux de ces gens si bien intentionnés, mais hélas si naïfs, ceux qui combattent le socialisme passent pour des malfaiteurs, guidés uniquement par l'intérêt égoïste et sacrifiant sans remords le bien de tous à des avantages personnels.

Le socialisme a beau jeu, par suite de l'aveuglement vraiment inouï des classes supérieures. Elles ont niaisement abandonné aux socialistes le monopole glorieux de la préoccupation des intérêts populaires. Par suite, les classes supérieures apparaissent au peuple comme des ennemis intéressés à sa misère, et le socialisme en profite pour s'illuminer seul de l'auréole humanitaire.

Mais, quand on regarde les choses de plus près, on voit que les socialistes qui prétendent travailler pour l'ensemble de la nation (ce qui aurait fait leur force et leur grandeur), travaillent, en réalité, pour un groupe assez restreint d'individus. Le socialisme veut créer une nouvelle classe de privilégiés et, par cela, il est rétrograde. On ne saurait mettre ce fait en évidence d'une façon assez nette. Il est temps de faire tomber les masques.

Mais, quand bien même les intentions des socialistes seraient les plus pures, quand bien même ils n'auraient en vue, en réalité, que l'intérêt de l'ensemble des citoyens, cela ne rendrait pas leurs doctrines meilleures. Les bonnes intentions ne suffisent pas ; l'enfer en est pavé, comme dit

le proverbe. Avec les intentions les plus nobles, quand on se trompe, quand on est plongé dans les plus grossières erreurs, on peut mener les sociétés aux abîmes. C'est exactement ce que font les socialistes. Aussi ceux qui les combattent avec la plus indomptable énergie peuvent être profondément dévoués au bien public et peuvent avoir les caractères les plus loyaux du monde. Le socialisme nous mène droit à la misère. Ceux donc qui veulent la prospérité générale peuvent faire la propagande la plus inlassable contre les funestes idées de Marx et de ses disciples sans être mus par le moindre intérêt personnel et égoïste. Ils peuvent faire cette propagande avec la profonde satisfaction que donne le sentiment du devoir accompli et envers la patrie et envers l'humanité.

Plus un homme a de fortune, plus il peut et doit se montrer désintéressé. Les hommes à l'abri du besoin auraient dû consacrer tous leurs loisirs au service de l'État en poursuivant partout avec la dernière énergie toute tentative de spoliation et de privilège, de quelque côté qu'elle vînt à se produire. Par malheur, nos sociétés sont tellement imprégnées du poison banditique que les gens placés dans les plus hautes situations sociales n'ont pas honte d'affamer leurs compatriotes pauvres pour augmenter encore leur luxe parfois très considérable. Espérons que le socialisme aura pour effet de faire ouvrir les yeux à ces individus et de leur faire comprendre toute l'absurdité et l'immoralité de leur conduite. Espérons qu'il les amènera à changer de front. Cela serait le salut! Le socialisme ne pourra jamais nous tirer de la misère ; le libéralisme seul le pourra. Mais, pour que le libéralisme puisse sauver le monde, il faut qu'il n'ait pas à combattre sur deux fronts à la fois. Il faut qu'il n'ait pas contre lui les classes supérieures. Il faut, pour qu'il puisse lutter avec succès contre les spoliations d'en bas, qu'il n'ait pas à lutter contre les spoliations d'en haut; il faut qu'il puisse opposer aux spoliations des collectivistes, non pas les spoliations des pri-

vilégiés, mais la suppression absolue de toute spoliation et de tout banditisme, c'est-à-dire la justice égale pour l'ensemble des citoyens au sein de l'État et pour l'ensemble des nations au sein de l'humanité.

LIVRE V

L'ÉTATISME

CHAPITRE XVII

LE PROTECTIONNISME

I

Après le socialisme, l'un des principaux obstacles qui s'opposent au progrès rapide de la richesse est le protectionnisme. A vrai dire, introduire ce système revient à décréter la misère. En effet, à quoi vise un droit de douane protecteur? A augmenter le prix des marchandises. Mais les marchandises sont d'autant plus inaccessibles qu'elles sont plus chères. Établir des droits de douane équivaut donc à rendre moins accessibles les objets nécessaires à la vie, donc à produire leur pénurie ou, en d'autres termes, à établir la misère par l'autorité de l'État.

Le système protecteur se ramène aussi à l'institution légale du banditisme et de la spoliation. Tout le monde comprend que si un citoyen tire un bénéfice de 200 francs, par suite du droit de douane sur l'article qu'il produit, et qu'ensuite il subisse une perte de 200 francs, par suite des droits de douane qui profitent aux autres, il reste gros Jean comme devant. La protection ne lui est d'aucune utilité et le libre échange absolu ne lui fait aucun tort. Pour que la protection joue, pour qu'elle produise un effet, il faut qu'il y ait une marge entre le bénéfice qu'elle procure et les pertes qu'elle fait subir. Il faut que le citoyen puisse

encaisser d'une part 200 francs et en débourser de l'autre seulement 100 ou 50. Alors il reste 100 ou 150 francs au privilégié, et le droit de douane a pour lui des avantages *réels* et non imaginaires. Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut que les bénéfices ne soient pas égaux aux charges, il faut, en un mot, qu'il y ait, d'une part, des favorisés, et de l'autre, des opprimés, des spoliateurs et des spoliés, il faut que l'État soit injuste et qu'il autorise le banditisme.

Le système protecteur est donc le vol légalisé. Or, comme je l'ai montré plus haut, le vol n'est lucratif que s'il est fondé sur le principe de la loterie : un grand nombre de billets et un petit nombre de lots. Il en est exactement de même des droits de douane établis par l'État. Ce vol, de même que tous les autres, ne peut produire d'effets concrets que s'il est exercé au détriment du grand nombre et au bénéfice d'une petite minorité de privilégiés. C'est ce que les documents statistiques démontrent surabondamment. M. Yves Guyot, pour la France, et M. Édouard Giretti, pour l'Italie, ont prouvé que les fabuleux droits de douane dont le blé est frappé dans ces pays profitent au plus à 240.000 ou 250.000 individus. Le peuple entier paye un tribut à ces spoliateurs.

Le petit agriculteur ne peut avoir aucun bénéfice. En effet le *petit* agriculteur est celui qui ne produit que la quantité de blé nécessaire pour sa propre consommation[1]. Alors s'il vend *tout* son blé et achète *tout* son pain, il n'a aucun profit, puisqu'il vend son blé plus cher mais achète aussi son pain à un prix plus élevé. Il perd comme consommateur exactement ce qu'il gagne comme producteur. C'est comme s'il mettait son argent d'une poche dans une autre. Quant à l'agriculteur qui mange son blé lui-même, il ne gagne rien à la protection, car, ne portant rien au marché, il ne peut pas profiter de la hausse artificielle du grain. Mais le petit agriculteur supporte le poids de tous

1. C'est la situation de l'immense majorité des paysans russes.

les autres articles protégés. Le protectionnisme, ne lui donnant rien et lui prenant beaucoup, lui est donc funeste en définitive.

Faut-il exposer encore une fois les effets désastreux du protectionnisme ? On l'a fait si souvent que je serai extrêmement bref et j'en dirai seulement quelques mots.

Le protectionnisme se ramène, en premier lieu, à une perte de temps. Les marchandises ne peuvent pas être dirigées d'un pays dans un autre par toutes les routes, mais seulement par celles où se trouve un bureau de douane. Première perte de temps. Les opérations de dédouanement en causent une seconde et parfois fort importante. L'État ne pouvant avoir un nombre suffisant de fonctionnaires, il arrive que certains articles restent en douane pendant de longues semaines et même pendant de longs mois. Cela cause des retards considérables. Si l'on veut ramener le système protecteur à une formule brève on dira : sans lui, l'accroissement annuel de l'adaptation aurait été, par exemple, égal à 100 ; grâce à lui, il est égal à 50. De cette façon, si pendant ma vie j'avais pu voir le degré d'adaptation (ou, autrement dit, la somme de la richesse) aller de 10.000 à 20.000, grâce au système protecteur, je ne le verrai aller que jusqu'à 15.000. Le système protecteur m'aura enlevé un tiers des jouissances que j'aurais pu avoir s'il n'existait pas. D'une façon générale, la douane protectrice est une institution qui diminue la somme du bonheur humain.

Une autre perte vient des marchandises qui sont gâtées à la douane. Une masse énorme de produits alimentaires, retenus par la nécessité de la revision, est complètement perdue. Cela se ramène à dire que le globe, qui a produit 1.000 unités dans un temps donné, est comme s'il en avait produit seulement 900. La douane cause une désadaptation.

Et la douane ne détruit pas seulement les denrées ali-

mentaires, elle détruit tous les produits sans exception. Sur les articles examinés, même s'ils sont de l'acier solide (et je ne parle plus des objets fragiles comme la porcelaine et le verre), il y en a toujours un certain nombre de cassés. Le commerce est obligé de comprendre dans ses frais généraux une rubrique spéciale pour les avaries à la douane.

Après les pertes de temps, occasionnées par le dédouanage, il y en a une autre, également très grande, occasionnée par la confection des tarifs. Quand on assiste à cette opération, on a véritablement la nausée. On se demande avec stupeur comment des adultes, se croyant raisonnables et se croyant même des hommes d'État, peuvent gaspiller leur temps d'une façon si ridicule et s'occuper de pareilles niaiseries. On discute point par point sur des milliers de produits de tout genre. On cherche un droit soi-disant correspondant au prix de chaque produit et aux conditions du marché des pays à protéger. On entre dans les discussions les plus oiseuses, les plus mesquines et les plus arbitraires. Puis, de guerre lasse, après de longues disputes entre individus intéressés, on arrive à un compromis qui n'est basé sur aucun fait réel, mais uniquement sur la fatigue des rédacteurs du tarif.

Ces élucubrations ridicules sont ensuite transformées en traités internationaux. Viennent alors les discussions interminables entre diplomates. En dernier lieu, le traité, rédigé par eux, est porté au parlement. Ici nouvelle série d'interminables discours, de luttes ardentes et passionnées qui prennent parfois des mois et des mois. Et c'est à recommencer tous les dix ans au moins! Songez à ce que l'humanité gagnerait de temps à la suppression complète de la douane! Immédiatement l'accroissement de la production ferait un bon prodigieux.

Mais la perte de temps produite par les opérations de douane est infinitésimale en comparaison de celle que produit la majoration des prix.

La richesse est l'adaptation du milieu. Ainsi il y a, en Russie d'Europe, une certaine quantité de charbon qui est enfouie dans les entrailles du sol et qui est, malheureusement, confinée sur une très petite partie du territoire (le bassin du Don). Si la Russie était mieux adaptée aux besoins de ses habitants (donc plus riche), le charbon se serait trouvé plus à fleur de terre et aurait été réparti sur toutes les provinces. Pour devenir riches, les Russes doivent faire artificiellement ce qui n'existe pas chez eux naturellement : ils doivent faire remonter le charbon à la surface du sol et doivent l'enlever de la seule province du Don pour le répartir sur toutes les autres. Plus vite ils accompliront cette œuvre, plus vite ils deviendront prospères et heureux. Or le protectionnisme vient ralentir ce travail de deux façons. D'abord par l'élévation des prix de l'outillage. Pour extraire le charbon des entrailles de la terre et pour le transporter en tous lieux il faut une série de machines. Plus le prix de ces machines est majoré par les droits de douane[1], moins elles sont accessibles. En sorte que, sans la protection, le peuple russe aurait pu se procurer avec les capitaux dont il dispose 100 machines pour extraire le charbon. Mais, par suite des droits de douane, il ne peut s'en procurer que 66. Donc la production du charbon qui aurait pu être de 1.000 tonnes tombe à 666, ce qui ralentit d'un tiers la rapidité de l'adaptation du territoire russe. En d'autres termes, la Russie réalisera, seulement en trois ans, un degré d'adaptation qu'elle aurait réalisé, en deux ans, sans les droits de douane protectionnistes.

D'une façon générale, on peut dire qu'avec un tarif où les produits sont majorés de 33 p. 100, l'énergie de chaque citoyen est ramenée de 100 à 66 et le temps nécessaire pour opérer la même adaptation est porté de 100 à 150 heures.

1. Par les tarifs actuels en Russie, il l'est dans des proportions véritablement ridicules : jamais moins de 40 p. 100 et parfois 100 p. 100 et au delà.

Maintenant, il ne suffit pas aux Russes d'extraire le charbon des entrailles de la terre, il faut encore le transporter en tous lieux où il est utile. Ici, de nouveau, s'ils peuvent avoir l'outillage des transports (locomotives, wagons, etc.), à bon marché, ils auront plus de lignes avec le même capital, donc ils pourront effectuer les transports dans un temps plus court. Toute majoration des prix de l'outillage ralentira l'adaptation, donc retardera la disparition de la misère.

La seconde raison pour laquelle le protectionnisme ralentit l'adaptation se rapporte à la consommation. Naturellement, plus un produit est cher, moins grand est le nombre des consommateurs qui peuvent se le payer, donc la cherté restreint le marché. Or le protectionnisme ne vise pas à autre chose qu'à la cherté, donc le protectionnisme restreint le marché. A cause de cela le protectionnisme est le véritable fléau de l'industrie. Ainsi la Russie ne consomme pas la centième partie du fer qui lui serait nécessaire. On a dit, avec raison, qu'elle n'était pas encore entrée complétement dans l'âge de métaux, étant encore à celui du bois. Que le fer tombe aujourd'hui, en Russie, à son prix *réel*[1], la demande en deviendra si grande que non seulement toutes les usines de ce pays, mais même toutes celles de l'Allemagne ne suffiront pas aux commandes qui afflueront de toutes parts. Qu'est-ce qui empêche les commandes d'affluer, c'est-à-dire l'industrie de prendre le plus grand essor possible? Les droits de douane qui majorent le prix du fer d'une façon scandaleuse et le rendent inabordable à une immense quantité d'individus. On voit que la protection est la plus terrible ennemie de l'industrie, puisqu'elle l'empêche d'atteindre tout le développement dont elle serait susceptible, puisqu'elle l'étouffe, pour ainsi dire, au berceau.

Le producteur protégé est poussé à vendre moins d'ar-

1. C'est-à-dire correspondant aux conditions naturelles du marché universel et non majoré par les droits de douane.

ticles et à avoir plus de bénéfice sur chaque unité, au lieu que l'industriel, non protégé, est poussé à se contenter d'un petit bénéfice sur chaque unité, mais à en vendre le plus possible. Assurément, si l'industrie est seulement un prétexte pour avoir le droit de prélever un tribut sur ses compatriotes, on peut dire que les droits protecteurs favorisent l'industrie. Mais si l'industrie a pour but de *produire*, c'est-à-dire de transformer le milieu dans le temps le plus court, on doit dire qu'un système économique qui pousse à produire dans un temps *plus long*[1] est le destructeur de l'industrie, puisqu'il l'empêche de réaliser son but qui est de fabriquer dans le temps le plus court possible.

L'industrie du fer est placée en Russie dans les conditions les plus favorables pour prendre le plus magnifique développement. Par malheur, on lui coupe l'herbe sous les pieds, on la garrotte, on la tue, en majorant le prix de son outillage, d'une part, et en restreignant son marché, de l'autre, par l'élévation artificielle des prix de ses produits.

Ce qui est vrai d'un seul article dans un seul pays est vrai de tous les articles dans tous les pays. Sans le système protecteur, les commandes auraient été les plus fortes que faire se peut, donc le développement industriel aurait atteint le point culminant.

Le protectionnisme ralentit encore l'adaptation du milieu, parce qu'il empêche les différentes branches de l'activité de se développer dans leur ordre *naturel* de succession. Un pays doit commencer par exploiter les entreprises qui demandent le moins de capitaux, pour passer ensuite à celles qui en demandent le plus. Cette marche est la plus rapide, justement parce qu'elle permet la formation la plus prompte de capitaux nouveaux. L'ordre naturel des entreprises est généralement le suivant : agriculture, ressources minérales du sol, puis du sous-sol et ensuite industrie et manufactures, en passant des articles

1. Car article plus cher veut dire plus rare et article plus rare veut dire fabriqué dans un temps plus long, comme je l'ai montré plus haut.

les plus simples aux plus complexes, et des plus grossiers aux plus délicats. Mais le protectionnisme renverse souvent cet ordre naturel. Par suite de quelque engouement du public ou du gouvernement, ou par suite de manœuvres des particuliers qui ne sont pas toujours honnêtes, on favorise une branche avant le moment où elle pourrait se développer naturellement. Cette branche, étant artificielle, doit être soutenue par les payements des contribuables. Cela arrête l'essor des industries qui vivent d'une façon naturelle et ainsi l'adaptation du pays se ralentit.

Il est un autre point de vue où l'on voit d'une façon éclatante que le protectionnisme se ramène à une perte de temps. C'est quand il empêche la différenciation de la production entre les États civilisés. Au moyen âge, on plantait des vignes dans la Beauce et du blé dans le Médoc. Actuellement, la Beauce ne cultive que du blé et le Médoc que de la vigne. « Un des grands avantages des chemins de fer aux États-Unis a été qu'ils ont permis de localiser la production là où elle rencontrait les conditions les plus avantageuses. Chaque État a sa spécialité économique : le Minnesota a produit du blé, l'Iowa du maïs, le Nebraska de la viande[1]. » C'est précisément ce que le protectionnisme a pour but d'*empêcher*. Or, la différenciation des fonctions et la suppression du temps sont des faits identiques aussi bien dans le domaine de la biologie que dans celui de l'économie politique. Le protectionnisme se ramène donc à un ralentissement du taux d'accroissement de la richesse, donc à la prolongation de la misère.

On dit que la protection n'est pas un but mais un moyen. Elle a pour fin de soutenir les industries naissantes, de les mener à l'état adulte et alors de les abandonner à la concurrence universelle. Je ferai d'abord remarquer que certaines industries, en France, sont protégées depuis Colbert. Si l'état adulte d'une industrie n'arrive pas après

1. *Revue des Deux Mondes*, du 15 mai 1895, p. 395.

deux siècles et demi, on est en droit de se demander s'il arrivera jamais.

Même sans cette circonstance, d'ailleurs, la théorie est insoutenable, parce qu'elle ne tient pas compte de la véritable nature de la richesse. Je me permettrai de donner un exemple des plus démonstratifs. Vers les dernières années du XIX[e] siècle, les Anglais ont découvert de grandes quantités d'or à Coolgardie dans l'Australie occidentale. Ils s'y sont précipités. Mais le pays manquait complètement d'eau. Il était donc très mal adapté aux besoins des humains. Dans les premiers temps de l'occupation de Coolgardie, l'eau s'y vendait 70 centimes la bouteille. Selon les protectionnistes, il aurait suffi de frapper l'eau d'un droit de douane et de la porter à 1 fr. 40 la bouteille pour amener un jour les capitaux vers cette production et pour abaisser ensuite son prix.

Mais les choses se sont passées d'une façon très différente dans la réalité. Et c'est précisément en étudiant les choses comme elles se présentent en fait et en abandonnant les théories abstraites qu'on fondera l'économie politique sur des bases inattaquables.

Les Australiens n'ont nullement établi un droit de douane sur l'eau, afin de l'avoir à bon marché dans deux siècles. Ils se sont mis aussitôt à construire un aqueduc en captant une rivière de la côte occidentale et, actuellement, l'eau ne coûte presque rien à Coolgardie. Or, qu'est-ce que signifie construire un aqueduc? Adapter le milieu. Les Australiens auraient pu établir un droit de douane de 70 centimes par bouteille d'eau, mais n'auraient jamais construit un aqueduc que l'eau aurait continué à coûter 1 fr. 40 à Coolgardie jusqu'à la fin des siècles[1].

Les protectionnistes usent et abusent du sophisme de *post hoc ergo propter hoc*. Pittsburg, en Pensylvanie, est

1. Toutes choses égales, bien entendu. Des procédés de transport, plus parfaits, par chemins de fer, auraient pu aussi faire baisser le prix de l'eau.

actuellement le point du globe où l'acier est fabriqué au prix le plus inférieur. Les protectionnistes disent que c'est la conséquence des droits de douane très élevés qui ont frappé cet article pendant de longues années et qui ont donné à cette industrie la possibilité de naître et de prendre des forces. Mais les faits contredisent absolument les théories abstraites. Le bon marché des produits de Pittsburg vient des perfectionnements de l'outillage. Les Américains ont établi sur le lac Supérieur des excavateurs mécaniques du minerai qui travaillent dans des conditions merveilleuses. Puis ils ont trouvé des appareils qui chargent des bateaux à vapeur de 2.000 tonnes en six heures. Le débarquement du minerai et son transport par chemin de fer est aussi organisé dans la perfection. Enfin les Américains ont inauguré les hauts fourneaux monstres qui fondent jusqu'à 600 tonnes de minerai en vingt-quatre heures. C'est par suite de ces améliorations de l'outillage, et nullement par suite de l'établissement des droits de douane que les usines de Carnegie à Pittsburg livrent l'acier le plus économique qui soit au monde. Et ici l'on voit clairement les mensonges des protectionnistes. Quoique les métallurgistes américains fabriquent à meilleur compte que ceux des autres pays, ils affirment avoir besoin d'être couverts par des droits prohibitifs !

L'exemple de l'aqueduc de Coolgardie montre qu'à aucun moment la protection ne peut être utile à la production : ni dans l'enfance de la société, ni dans son âge adulte. Cela pour la raison la plus élémentaire. C'est que l'avoir d'une société est constitué par les ressources qu'elle peut tirer de son sol. Or, pour tirer les ressources du sol, il faut un outillage. Plus l'outillage est obtenu à bon compte, plus la mise en exploitation du sol est facile. Les mineurs de Coolgardie, aussi longtemps que l'eau coûtait 70 centimes la bouteille, pouvaient plus difficilement exploiter leurs placers. Cela revient à dire que la somme d'or extraite du sol dans un moment donné (une journée de travail, un

mois) était moindre, donc que l'adaptation était plus lente. A aucun moment il n'a été utile au mineur de Coolgardie que l'eau coûtât 1 fr. 40 la bouteille, au lieu de 70 centimes, au lieu d'un millième de centime. L'intérêt du mineur de Coolgardie était que, dès le premier moment et toujours, l'eau coûtât le moins possible.

Généralisez ce cas : vous avez la démonstration complète de l'absurdité du protectionnisme. A chaque minute de la durée et dans n'importe quelle phase du développement historique d'une nation, son intérêt est que tous les objets coûtent le meilleur marché possible, car bon marché et adaptation du milieu physique sont des termes synonymes. A son tour, adaptation est synonyme de bonheur. Les pionniers de Coolgardie, trouvant un désert aride, ont cruellement souffert de la soif. S'ils y avaient trouvé un pays abondamment arrosé, les souffrances leur eussent été épargnées. Est-on en droit de dire qu'il fut un moment quelconque où les mineurs de Coolgardie avaient avantage à ce que le pays fût mal arrosé ou, en termes économiques, à ce que l'eau y fût chère ? Qui oserait soutenir un pareil paradoxe ? Mais alors par quelle aberration folle ose-t-on soutenir qu'un fait qui est funeste quand il vient des agents naturels est bon quand il vient des actions humaines ? En réalité, de même qu'à aucun moment les mineurs de Coolgardie n'avaient intérêt à voir leur pays mal arrosé, aucun peuple, à aucun moment, n'a intérêt à voir les produits dépasser chez lui les prix du marché universel.

II

Les erreurs sur lesquelles est fondé le protectionnisme sont extrêmement nombreuses. Il faudrait des volumes pour les exposer et les réfuter. Je ne puis le faire ici. Je me contenterai de signaler seulement quelques-unes des aberrations les plus grossières de ce système.

En premier lieu, il confond les faits économiques avec les faits politiques. Les protectionnistes les plus intransigeants sont des libres échangistes farouches à l'*intérieur* de l'État. Un des théoriciens les plus autorisés du protectionnisme, Frédéric List, a contribué, dans une mesure très forte, à l'établissement du Zollverein allemand, c'est-à-dire à la *suppression* du protectionnisme que les États germaniques pratiquaient autrefois les uns à l'égard des autres. Ainsi le théoricien le plus convaincu du protectionnisme a été, en même temps, l'apôtre le plus ardent du libre échange. Cela n'est-il pas caractéristique? Cela ne montre-t-il pas qu'on a beau chasser la vérité par la porte, elle revient aussitôt par la fenêtre? Aux États-Unis, c'est comme en Allemagne. Dans cette grande fédération on est aussi passionnément libre échangiste par rapport aux 45 républiques dont elle est composée, qu'on est ardemment protectionniste, vis-à-vis des étrangers. Même cas en France. La Révolution supprime immédiatement les douanes intérieures à l'enthousiasme général. Napoléon ne songe pas un instant à les rétablir, bien que prohibitionniste pour les marchandises étrangères. La Restauration et la monarchie de Juillet suivent la même conduite. Bref, tous les protectionnismes sont *nationalistes*. List opposait la *national-öconomie* au libre échange. Il trouvait la première avantageuse, le second funeste.

Mais qu'est-ce que l'économie *nationale ?* C'est le protectionnisme vis-à-vis des *États* étrangers. Mais qu'est-ce qu'un État *étranger ?* Dans une très forte mesure c'est une fiction subjective de nos esprits, qui ne correspond à aucune réalité concrète. L'Égypte est-elle maintenant un État étranger pour la Grande-Bretagne ou ne l'est-elle pas? Est-elle un État étranger pour la Turquie ou ne l'est-elle pas? Le lien qui attache l'Égypte à la Turquie est un tribut que le Khédive doit payer au Sultan; le lien qui l'attache à l'Angleterre est le résident britannique qui, en fait, gouverne le pays. Les combinaisons qui unissent les collecti-

vités peuvent prendre des formes innombrables. Par exemple, les rapports entre la république cubaine et les États-Unis sont encore plus lâches qu'entre l'Égypte et la Turquie. Considérez aussi les rapports entre la république australienne (Australian Commonwealth) et la couronne britannique : ils sont plus subtils qu'une toile d'araignée.

Ainsi donc ce qui constitue la limite des États est une pure fiction qui se modifie selon les temps, les circonstances et les vues personnelles.

Si donc il est avantageux d'établir le libre échange absolu au sein de l'État, à ce qu'affirment les protectionnistes les plus outranciers, il faut qu'ils nous expliquent ce qu'ils entendent par État. Frédéric List demande que l'économie soit *nationale*. C'est parfait. Mais Frédéric List n'aurait pas pu contester que Vienne fût une ville allemande. Pourquoi a-t-il alors exclu l'Autriche du Zollverein organisé par la Prusse? Les protectionnistes américains n'admettent pas aujourd'hui le libre échange entre Cuba et les États-Unis. Ils disent qu'il serait désavantageux à leur pays. Mais que Cuba devienne demain la quarante-sixième étoile de l'Union, immédiatement on dira que le libre échange entre la perle des Antilles et le continent américain est profitable aux États-Unis. Or, qui peut contester que les circonstances matérielles et concrètes resteront, après l'annexion, exactement ce qu'elles étaient avant? Si donc il était vrai que le libre échange ferait du tort aux États-Unis, parce qu'ils auraient le sucre de Cuba en franchise de droits, l'annexion de Cuba opérée, l'introduction de ce même sucre dans les mêmes conditions devrait être aussi désavantageuse. Mais personne ne dit aujourd'hui que l'introduction du coton de la Caroline en Virginie sans payement de droits est funeste à l'ensemble du pays. Cuba une fois annexée, personne ne parlera de son sucre, et son introduction en franchise de douane paraîtra la chose la plus simple du monde.

On voit donc que les prétendues pertes que le libre échange doit causer aux nations sont de pures chimères, justement parce que les divisions que nous établissons entre les collectivités humaines ne sont pas des faits réels, mais de simples conventions. Jusqu'en 1901, la Nouvelle-Galles du Sud et le Queensland se considéraient comme des États séparés et avaient établi entre eux une frontière de douane. Puis un jour ils se sont unis et, maintenant, ils se considèrent comme un seul État.

La nature ne connaît pas nos conventions arbitraires. En réalité, dès qu'une circulation vitale s'établit entre deux régions, elles constituent, au point de vue *réel*, une seule communauté sociale. La Belgique et la France ont beau être des États séparés, elles forment une seule association économique, parce que les liens si nombreux qui les unissent sont de toutes les heures et de tous les instants. Les protectionnistes affirment que le libre échange est bon entre la Bavière et le Würtemberg : ils doivent reconnaître, sous peine de se perdre dans l'abstraction, qu'il est tout aussi bon entre la Belgique et la France et entre tous les pays de la terre.

Si le libre échange est funeste, c'est, évidemment, parce qu'il doit appauvrir les nations. Quelques expériences de libre échange ont été déjà faites dans le monde. Cela sous plusieurs formes : suppression des droits de douane, comme en Angleterre, établissement d'unions douanières, comme le Zollverein allemand, annexions politiques, comme les six États italiens et le Piémont. Dans aucun de ces cas on n'a pu observer que la suppression des douanes ait amené la moindre diminution de la richesse générale. Et c'est naturel, parce que richesse et abondance sont tout un. L'abondance ne peut pas plus produire la misère que l'inondation ne peut produire la sécheresse. Ce sont deux faits opposés et contraires.

Imaginez la surproduction du blé. Quel heureux événement cela constituerait ! S'il y avait autant de blé que de

cailloux sur les bords de l'Océan, le problème de la faim serait résolu à jamais. S'il y avait la surproduction de tous les articles, le paradis descendrait sur la terre. Quelques rêveurs ont imaginé un temps où les fleuves rouleraient du lait. La surproduction réaliserait ce rêve. Si l'homme pouvait se procurer la nourriture aussi facilement que l'air (c'est-à-dire s'il y avait surproduction de denrées alimentaires), il s'épargnerait de cruelles souffrances et monterait de plusieurs degrés vers la condition de l'ange [1].

Et voyez l'absurde contradiction des protectionnistes. Quand la cherté existe naturellement, ils la considèrent comme un mal. Les gouvernements les plus protectionnistes creusent des canaux, établissent des ponts, construisent des chemins de fer pour réduire le prix des produits. Mais, sitôt que le bon marché existe *naturellement*, les gouvernements le considèrent comme un mal et font tout ce qu'ils peuvent pour le combattre : ils établissent des droits prohibitifs, ils règlent les tarifs de chemins de fer en faveur des nationaux, ils mettent des obstacles à la navigation, etc., etc. Il faudrait vraiment s'entendre une fois pour toutes avec les protectionnistes : qu'est-ce qu'ils considèrent comme avantageux pour les hommes, l'abondance ou la disette ?

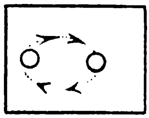
Le système protectionniste provient de la conjugaison de deux erreurs, l'une aussi grossière que l'autre : celle qui confond les phénomènes économiques et les phénomènes politiques, dont je viens de parler, et celle qui confond la richesse avec l'or.

La vie sociale se compose d'une série de courants d'idées et d'objets établis entre individus. Les courants d'objets sont le commerce. Ces courants peuvent s'opérer au sein

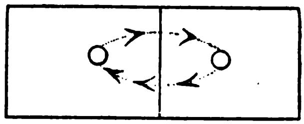
1. La crainte de la surproduction vient uniquement de l'erreur qui confond la richesse avec l'or. On veut avoir *moins* de produits afin de les échanger contre une plus grande quantité d'or. On ne voit pas combien ce raisonnement est inepte, puisqu'en ayant plus d'or on n'aura pas nécessairement plus de denrées. La production surabondante des denrées peut seule faire qu'il y en ait beaucoup.

de l'État ou dépasser ses frontières, selon la figure schématique suivante :

A l'intérieur de l'Etat.



Hors de l'Etat.



Lorsque l'échange s'opère au sein de l'État, personne ne s'en inquiète, c'est un phénomène qui, par sa généralité même, n'affecte pas la conscience sociale. Mais, lorsque l'échange s'accomplit en dehors des limites de l'État, il est qualifié des noms pompeux d'exportation et d'importation. Ici l'erreur qui confond l'or avec la richesse vient s'enter sur le phénomène politique qui sépare l'humanité en États souverains et parfois ennemis. L'intérêt général est que marchandises s'échangent contre marchandises, afin qu'il y ait toujours un fret de retour qui diminue le prix des transports. Mais les hommes, ayant depuis longtemps associé l'idée de l'or à l'idée de la richesse, se sont imaginé que plus ils auraient d'or, plus ils auraient de bien-être. Dès lors, considérant les étrangers comme ennemis, ils ont désiré leur donner des marchandises, mais leur prendre de l'or en échange. Ce désir a eu les conséquences les plus funestes ; il a arrêté les progrès de la richesse dans la mesure la plus désastreuse.

La soif de l'or a fait croire à chaque État qu'il avait intérêt à ce que l'État voisin eût une production aussi faible que possible, en d'autres termes, que le globe fût adapté le moins possible aux convenances de ses habitants. Une preuve entre mille démontrant ce fait. On parle maintenant de construire le chemin de fer de Bagdad. On pense qu'il permettra d'exploiter les sources de naphte qui existent sur les bords du Tigre. Alors ce naphte fera concurrence à celui de Bakou dont l'exportation, hors de la Russie, pourra ainsi diminuer. On affirme donc que la

Russie doit contrecarrer de toutes ses forces la construction du chemin de fer de Bagdad. On voit le raisonnement : tant que la Turquie aura peu de naphte, celui de la Russie atteindra de plus hauts prix, alors les Turcs devront donner plus d'or aux Russes pour avoir la même quantité de pétrole. Il y a dans ce raisonnement deux erreurs manifestes. C'est que, s'il est avantageux pour la Russie que la Turquie ne produise pas de naphte, il est avantageux pour l'Égypte que la Turquie ne produise pas de coton. Alors le maximum d'avantages pour tous les pays, c'est que les autres ne produisent rien ! Le maximum de prospérité arrivera pour le genre humain quand toute la terre sera complètement stérile ! La richesse universelle sera produite par l'universelle misère ! Voilà à quelles conclusions mènent les doctrines protectionnistes ! Comment ceux qui les soutiennent ne voient-ils pas que, moins nos voisins produisent de marchandises, moins ils peuvent en échanger contre les nôtres ?

La seconde absurdité du raisonnement protectionniste est ceci : si le producteur de Bakou peut donner son pétrole à un Turc pour un prix très élevé, le Russe devra aussi payer ce même prix, car rien ne peut obliger Pierre de vendre son pétrole à Paul, son compatriote, plutôt qu'à Ibrahim, un étranger. Mais cher veut dire rare. Le raisonnement protectionniste revient donc à affirmer que moins le peuple russe aura de pétrole, plus il aura de facilité de s'éclairer, en d'autres termes, qu'il vivra d'autant mieux qu'il aura moins d'objets de jouissance à sa disposition ! Quand le naphte des bords du Tigre sera exploité, la quantité de naphte apporté sur les marchés augmentera ; le peuple russe pourra alors payer ses transports moins cher[1] et adaptera plus vite son pays à ses convenances.

On a découvert récemment des sources de naphte sur la Petchora. Tous les Russes désirent qu'elles soient mises

1. On sait que toutes les locomotives du réseau oriental de la Russie sont chauffées au naphte.

en exploitation le plus vite possible. Dès qu'elles le seront, le pétrole de Bakou baissera de prix. Ce résultat ne paraît nullement nuisible aux intérêts du peuple russe, au contraire. Mais, si la Petchora se trouvait en territoire étranger, on raisonnerait d'une façon diamétralement opposée. Cette contradiction vient de l'éternelle erreur qui confond la richesse avec l'or. On est hypnotisé par le désir d'exporter le plus possible. Chaque État s'imagine qu'il est plus prospère quand il voit l'exportation dépasser l'importation. Même si la différence se payait vraiment en or (ce qui n'est presque jamais par suite de nombreuses raisons), en quoi cela pourrait-il être si avantageux ? Il n'y a aucun bénéfice à posséder un stock métallique dépassant les nécessités courantes de la vie économique. Il est utile de ne pas avoir en circulation du papier monnaie non garanti par une réserve suffisante d'espèces sonnantes ; mais cela rentre dans un autre ordre de considérations. Cela revient à dire que, pour les États comme pour les individus, il est bon de ne pas vivre au-dessus de ses moyens et de ne pas contracter des dettes improductives. Cela n'a rien de commun avec la circulation métallique et la balance du commerce. De même les banques d'émission ont tort de donner leur papier à des individus insolvables. Mais l'abus du crédit n'a rien à faire avec l'excédent des exportations sur les importations. Il ne faut pas confondre les choses qui sont différentes. Il est temps de se débarrasser de cet enfantillage qu'il vaut mieux vendre aux étrangers qu'aux compatriotes. La nationalité des échangeurs est aussi indifférente que la couleur de leurs cheveux. C'est le bénéfice seul qui importe.

Chaque pays veut donc restreindre la production du voisin pour pouvoir augmenter sa propre production [1]. On

1. Je n'ai pas besoin de dire que ce désir est contradictoire ; car si personne ne produit rien, personne ne pourra rien acheter, donc personne ne pourra rien vendre.

réussit souvent dans cette politique absurde et funeste. La Russie empêche, dans une certaine mesure, la mise en exploitation du territoire turc. De même elle entrave la production de la Perse en supprimant le transit par les chemins de fer du Caucase. Tous les agissements de ce genre arrêtent l'adaptation de la planète et éloignent le moment où elle pourra livrer le maximum possible de produits. Le protectionnisme, comme je l'ai déjà dit plus haut, est donc l'appauvrissement décrété par l'État.

J'ai montré, en considérant les faits du dehors au dedans, que le protectionnisme était l'ennemi le plus dangereux de l'industrie, parce qu'en relevant les prix il restreignait les marchés. Je vais maintenant reprendre l'examen du même phénomène en l'examinant du dedans au dehors.

De grands désordres se produisirent, en France, pendant l'année 1907, par suite de l'extrême abaissement des prix du vin. Pendant que dans l'Aude, l'Hérault et le Gard les vignerons ne savaient comment vendre leur produit, des millions d'hommes sur la terre ne savaient comment en acheter, faute de pouvoir se le procurer à des prix accessibles. Le vin français est frappé, en Russie, d'un droit de 80 centimes par bouteille, soit pour certaines qualités très agréables à boire, d'un droit de 100 à 200 p. 100. C'est une prohibition dans toute l'acception du terme. Sans ces droits révoltants, un immense marché eût été ouvert aux vins français et la crise qui les frappe aurait été atténuée dans une mesure très sensible, d'autant plus que presque tous les pays civilisés traitent les vins français avec autant de rigueur que la Russie.

Les douanes, en majorant les prix, restreignent donc partout les marchés. Les producteurs, ne trouvant pas un nombre aussi grand d'amateurs pour des articles chers que pour des articles bon marché, sont obligés de restreindre leur production. Or, que signifie restreindre la production? Cela signifie ralentir l'adaptation du milieu. Si la production du fer et de la fonte avait été de 100 millions

de tonnes par an, au lieu d'être de 54 millions (c'est le chiffre de 1905), une plus grande somme de matière qui se trouve maintenant sous une forme non convenable à l'homme se trouverait sous une forme convenable, en d'autres termes, l'adaptation aurait été plus grande à chaque moment donné. On voit donc que protectionnisme et ralentissement du taux d'accroissement de la richesse sont des faits identiques.

Mais il n'y a pas seulement le point de vue négatif, si l'on peut s'exprimer ainsi, il y a aussi le point de vue positif. Il n'y a pas seulement ralentissement, il y a recul. Revenons aux vignerons français. Par suite des droits de douane prohibitifs des autres pays, leurs vins ne peuvent pas se vendre. Que doivent-ils faire? Leur unique salut est maintenant d'arracher leurs vignes et de semer du blé. Cette opération n'est plus un ralentissement de l'adaptation [1], c'est une *désadaptation*. Elle modifie un état plus favorable à l'homme, déjà obtenu antérieurement grâce au travail, et le remplace par un état moins favorable [2]. Les opérations de ce genre sont ruineuses comme de brûler une maison habitable ou de détruire les irrigations d'un champ pour le transformer en désert aride.

Or, les cas où le protectionnisme amène des conséquences de ce genre sont fort nombreux. J'en citerai encore un qui se rapporte aussi à la vigne. Les Grecs ont été obligés d'arracher les plants d'un certain nombre de vignobles produisant le raisin de Corinthe, quand cette denrée a été frappée, en Russie, d'un droit de douane très élevé. Comptez les innombrables opérations commerciales qui auraient pu se faire, sans la douane, et qui ne se font pas, grâce à elle. C'est par milliards qu'il faut chiffrer les bénéfices ainsi enlevés aux malheureux humains.

1. Le ralentissement, dans ce cas spécial, consisterait à ne pas augmenter l'étendue des vignobles dans les endroits où ils seraient le plus conformes aux conditions du climat et du sol.

2. Car un terrain plus favorable pour la vigne l'est nécessairement *moins* pour le blé.

Et ces entraves ont non seulement des effets économiques directs, mais encore des effets politiques également ruineux. Le commerce ne peut pas créer d'antagonismes entre les hommes; il ne peut créer que la solidarité, puisqu'une opération commerciale ne s'accomplit que lorsqu'elle est également avantageuse pour les deux contractants. Ce sont les *entraves* au commerce (actes de spoliation) qui seules créent des antagonismes entre les États, et ces antagonismes amènent les armements formidables où les milliards s'engouffrent sans profit pour personne.

Aussi longtemps qu'on reste sur le terrain des réalités, on aboutit toujours à des conclusions exactes. Mais, lorsqu'on quitte ce terrain, on arrive immédiatement aux contradictions. C'est perpétuellement le cas des protectionnistes.

« Il ne faut pas donner notre or à l'étranger, disent-ils constamment, il faut prendre l'or de l'étranger. Pour cela il faut beaucoup exporter et peu importer. » Mais si personne ne donne son or à l'étranger, comment est-il possible de prendre l'or de cet étranger ? Voilà une première contradiction. En second lieu, si tout le monde a intérêt à importer le moins possible, comment s'arrangera-t-on pour exporter le plus possible ? Imaginons, pour simplifier la question, qu'il n'y ait que deux nations au monde : les Ixois et les Zédois. Ce qui est exportation pour les Ixois est importation pour les Zédois. Si l'importation en Zédie tombe à zéro, l'exportation de l'Ixie doit nécessairement aussi tomber à rien. Comment faire que l'exportation de l'Ixie ne soit pas une importation en Zédie ? Les protectionnistes tournent la difficulté en disant que l'introduction de l'or n'est pas une importation. Singulier raisonnement en vérité ! Justement l'entrée de l'or est désirable parce qu'il a une valeur positive en lui-même ; il n'est pas seulement un signe fiduciaire, mais une marchandise réelle. Alors son entrée dans un pays est bel et bien une importa-

tion, comme celle de l'argent ou du platine. Mais d'ailleurs ce sophisme ne sert qu'à éloigner la difficulté. Imaginons que, pour payer les articles importés de l'Ixie, les Zédois leur aient envoyé tout leur or. Il ne leur en reste plus un seul gramme. Que faire alors ? Les protectionnistes vont-ils affirmer qu'à partir de ce moment il est avantageux aux Ixois de ne pas faire le commerce avec les Zédois ? Mais alors les Ixois ne pourront plus exporter un seul kilo de marchandise et, au dire des protectionnistes, l'exportation est le moyen le plus efficace pour augmenter la richesse des nations.

On a beau marcher de sophismes en contradictions, on est bien obligé de reconnaître que, si l'importation est un mal, le commerce est un mal, car aucune exportation n'est possible sans se transformer immédiatement en une importation corrélative pour un autre pays.

Pour enrichir les nations il faut donc réduire leur commerce international autant que faire se peut, ou même le supprimer totalement ; c'est l'unique moyen de réduire l'importation. Les protectionnistes affirment, en effet, que toute nation doit se suffire à elle-même. On voit, de nouveau, leur contradiction. Tout à l'heure le commerce le plus grand possible (par l'exportation) était le salut, maintenant il est la ruine. Mais allons plus loin. Qu'est-ce que le commerce ? Si l'on pousse l'analyse jusqu'au fond, on voit que le commerce est un agent de l'adaptation du milieu. Que signifie, par exemple, que le café du Brésil est vendu en France ? Cela équivaut à avoir des plantations de café sur les bords de la Loire. Quand le commerce se fera sans aucune entrave dans le monde entier, chaque marchandise se vendra partout aux prix les plus rapprochés de son lieu d'origine. Cela équivaudra à ce que toute chose soit produite partout (le café en France, la vigne au Brésil, etc., etc. [1]). Alors le globe atteindra le plus haut

1. Il n'y a plus assez de moutons en Angleterre. Les Anglais auraient donc froid, faute de laine. L'importation de celle de l'Australie produit le

degré possible d'adaptation. Toute entrave au commerce empêche ce résultat si favorable de se produire.

On le voit : quel que soit le point de vue auquel on se place, on arrive à la même conclusion : le protectionnisme ralentit l'adaptation de la planète. On peut donc le définir : *un ensemble de mesures prises par les gouvernements pour empêcher la richesse de s'accroître le plus vite possible*, ou, si l'on veut s'exprimer en sens inverse, *un ensemble de mesures pour maintenir la misère*[1].

même effet que l'accroissement du nombre des moutons dans la Grande-Bretagne.

1. En Allemagne, en 1906, on a abattu 182.000 chevaux et 8.000 chiens pour les manger, par suite de la cherté de la viande venant des tarifs protectionnistes.

CHAPITRE XVIII

L'ÉTATISME ET LE COLLECTIVISME

Non moins funeste que le système protecteur sont, pour le bien-être des masses populaires, l'étatisme et son héritier le collectivisme.

On ne peut se représenter que deux organisations de la société : ou les citoyens produisent les biens nécessaires et en versent une part pour les besoins de l'État : c'est l'individualisme ; ou l'État produit tous les biens nécessaires et les répartit entre les citoyens : c'est le collectivisme et l'étatisme.

Autrefois personne ne se préoccupait des masses populaires. On trouvait « conforme à l'ordre des choses établi par Dieu » de les voir grouiller dans la condition la plus lamentable. Quand le problème de la misère s'est posé d'une façon impérative dans ces dernières années, on a vu que l'individualisme ne l'avait pas résolu. Alors, par suite de la tendance innée de l'esprit humain de passer d'un engouement à l'engouement contraire, on s'est précipité tête baissée dans les bras de l'étatisme. On a cru que la liberté n'ayant pas pu extirper la misère, le despotisme le pourrait nécessairement. Ce regain de popularité de l'abjecte force brutale est d'ailleurs assez naturel. Elle flatte les instincts secrets de l'immense majorité des hommes. Ceux qui sont plongés dans l'ignorance la plus profonde croient naturellement à l'efficacité des moyens inventés par nos ancêtres à l'époque où ils étaient dans les ténèbres les plus épaisses.

Ce qu'il faut considérer, avant toute chose, c'est le résultat dernier. Si l'État collectiviste produit une quantité de richesses insuffisante, il aura beau la distribuer en parts aussi égales que possible, il n'aura pas résolu la question sociale, puisqu'il n'aura pas supprimé la misère. Remplacer notre situation actuelle, où il y a des riches et des pauvres, par une autre situation, où il n'y aura que des pauvres, bref établir la pauvreté universelle, cela n'est pas résoudre le problème ou, plutôt, c'est le résoudre à l'envers. La question sociale sera résolue le jour où chaque famille humaine pourra se procurer par son travail l'équivalent du bien-être que donnent maintenant 10.000 francs de revenu. Si le collectivisme produit ce résultat, il aura résolu la question sociale ; sinon, non.

Or, comme je le montre plus loin, non seulement l'étatisme et le collectivisme ne pourront pas augmenter le nombre des utilités que le genre humain tirera de la planète, mais, au contraire, ils le diminueront.

Mais, avant de procéder à ma démonstration, un mot sur l'origine de l'étatisme. D'où vient-il ? Quand on va au fond des choses, on s'aperçoit très vite que la conception de l'État providence vient, en droite ligne, du banditisme. L'étatisme est un phénomène morbide, un cas de pathologie sociale. Tant que chaque famille vit de son propre labeur et ne tente pas de rien arracher au prochain, la collectivité est dans un état normal et sain. Mais, pour mille raisons qu'il est impossible d'examiner ici (conquête étrangère, hiérarchie sociale, croyances religieuses, etc., etc.), il arrive qu'un certain nombre d'hommes cherchent à vivre au détriment du prochain : ce sont les aristocrates privilégiés, les quémandeurs de places, la bande famélique des politiciens de profession, les fournisseurs de l'État, etc. Quand le nombre de ces parasites a sensiblement augmenté, l'idée commence à se répandre que l'État est obligé de pourvoir aux nécessités économiques des citoyens. En premier lieu, on pense qu'il doit en être ainsi seulement en faveur de quel-

ques privilégiés, mais, plus tard, on arrive à affirmer que tous doivent être égaux devant la loi et que *tous* doivent être nourris par l'État. C'est alors le collectivisme.

Cette idée que l'État doit pourvoir au bien-être des citoyens a eu les conséquences les plus funestes. Elle a engendré la conception de l'État providence, conception qui a arrêté les progrès de la richesse dans une mesure immense. Les populations, au lieu de ne compter que sur elles-mêmes, ont tout attendu des gouvernements. Cela a poussé à la prédominance des citoyens au type flasque. Alors les courages ont été énervés, la confiance en soi-même a diminué, l'esprit d'initiative s'est arrêté.

Mais le pire de l'étatisme, c'est qu'il plonge les peuples dans une atmosphère d'illusion perpétuelle, dans l'esprit fétichiste, si l'on peut s'exprimer ainsi. Rien n'affaiblit plus la puissance de la production que la foi au miracle. Les nations qui vivent dans l'attente d'un secours providentiel croupissent dans la misère et le dénuement. On croit que l'État peut tout, qu'il a une force surnaturelle, qu'il possède la lampe merveilleuse d'Aladin.

Hélas, l'État n'a rien de tout cela. Les réalités restent les réalités. La richesse étant l'adaptation du milieu aux convenances de l'homme, cette adaptation ne peut s'opérer que par le travail. L'État ne peut qu'une chose : prendre les bénéfices réalisés par Pierre et les attribuer à Paul. L'État ne peut que répartir, autrement qu'elles se seraient réparties elles-mêmes, les richesses déjà produites. L'État ne peut donc que spolier les uns au profit des autres ; il ne peut que pratiquer le banditisme sitôt qu'il prétend pourvoir aux ressources des citoyens. Ah ! si l'État recevait directement la manne du ciel, il en serait autrement. Mais hélas, l'État ne reçoit que ce que lui donnent les contribuables.

Comme il serait beau de pouvoir créer directement la richesse à coup de décrets ! On pourrait alors résoudre la question sociale d'un trait de plume. Il suffirait de promul-

guer une loi ainsi libellée : « Article unique. Chaque famille aura un bénéfice annuel de 10.000 francs. » La félicité du genre humain serait réalisée en quelques secondes! Quel dommage que cela ne puisse pas se faire! Mais, si l'on admet, comme les collectivistes, que l'État peut faire le bonheur des citoyens, pourquoi perd-on du temps et pourquoi ne promulgue-t-on pas la susdite loi?

Au lieu de ces belles chimères, revenons aux froides et dures réalités de la vie. Dès qu'on se place sur ce terrain, il est facile de démontrer que toute intervention de l'État dans le domaine économique produit toujours et partout une seule et même conséquence : le ralentissement du taux d'accroissement de la richesse. L'étatisme et le collectivisme, loin de rapprocher le jour où chaque famille humaine pourra jouir d'un bien-être équivalent à 10 000 francs par an, ne font qu'éloigner ce jour si désiré. L'étatisme et le collectivisme, loin d'augmenter la somme des produits apportés sur les marchés, la diminueront. Si l'humanité est misérable de nos jours, parce qu'elle tire des entrailles du globe un nombre insuffisant de denrées, elle sera encore plus misérable sous le régime collectiviste, parce que le nombre des denrées y sera encore plus réduit.

L'étatisme et le collectivisme se ramènent à des pertes de temps, et les pertes de temps à la misère. La science possède un criterium exact pour juger de la valeur des institutions sociales. Si l'une d'elles économise le temps, elle est conforme aux lois de la nature, elle est fondée sur la vérité ; elle est donc bonne. Si elle n'économise pas le temps, elle est contraire aux lois de la nature, elle est basée sur l'erreur; elle est donc mauvaise.

Considérons successivement les principaux moyens proposés par le collectivisme pour supprimer la misère. Il est facile de démontrer qu'ils auront l'effet diamétralement opposé.

Les collectivistes veulent que tous les bénéfices soient partagés en parts égales entre les citoyens. Mais on aura beau tourner et retourner cette question, il est évident que collectivisme et vol sont des termes synonymes. En effet, si le partage des produits (des objets de jouissance) se fait également, pendant que le travail de chacun est de puissance inégale, celui qui aura travaillé plus et qui aura reçu moins sera spolié par celui qui aura travaillé moins et qui aura reçu plus. A partir du moment où l'État nourrit un homme, cet homme devient serf. C'est l'État qui se fait juge de ce qui lui convient ou ne lui convient pas ; c'est la suppression de la personnalité, c'est-à-dire une des plus cruelles souffrances qu'on puisse infliger à un individu. Le collectivisme se ramène donc à l'esclavage.

Comme la servitude est un état insupportable, chacun voudra s'y soustraire à tout moment par la ruse ou par la violence. Dans l'État collectiviste, il y aura donc une série innombrable de contraventions ; puis, de temps en temps, des révoltes formidables éclateront sous la poussée du sentiment de l'individualité. L'État collectiviste sera donc fort troublé. Il ne peut pas s'attendre à voir régner la paix publique pendant un seul jour, car l'expérience a prouvé que les répressions les plus féroces n'empêchent pas les résistances des populations. Or, les efforts faits par les citoyens pour obtenir le respect de leur personnalité et les efforts faits par l'État pour dompter les personnalités et maintenir l'esclavage seront du temps perdu. Déjà maintenant le citoyen doit lutter pour ne pas être spolié par l'État. Mais, dans le régime collectiviste, la spoliation sera incommensurablement plus dure, puisqu'elle sera complète. Naturellement, les luttes seront beaucoup plus âpres. Alors le temps consacré à la production de la richesse sera sensiblement réduit et cette production sera ralentie dans une mesure immense.

Un autre moyen préconisé par les collectivistes pour établir le bien-être universel est l'étatisation de la production.

On monopolisera successivement la vente du charbon, du pétrole, du sucre, du blé, puis, finalement, de toutes les denrées. L'État deviendra le producteur universel et le marchand universel. Alors, non seulement les citoyens ne payeront aucun impôt, mais, au contraire, sur les bénéfices réalisés, l'État servira une pension à chaque citoyen... et la misère sera supprimée! C'est adorable! Seulement la même question se pose que dans les autres cas. La somme des produits versés sur les marchés par l'État collectiviste sera-t-elle dix fois supérieure à celle qui est versée maintenant par l'initiative privée? Si oui, l'étatisation supprimera la misère; sinon, elle ne la supprimera pas.

Et puis on aboutit à une pure contradiction. Les socialistes déclarent que l'impôt est onéreux. Ils veulent en débarrasser le citoyen. C'est pour cela qu'ils veulent les monopoles de l'État, car alors celui-ci aura des *profits* et les distribuera aux citoyens. Mais comment les socialistes ne voient-ils pas que ces *profits* de l'État sont précisément les odieux impôts qu'ils prétendent supprimer, mais seulement perçus sous une forme détournée? En effet, si le transport d'une lettre de Paris à Bayonne coûte au gouvernement 3 centimes et qu'il le fasse payer 10, le gouvernement peut ensuite employer les 7 centimes restants à payer des pensions aux citoyens. Mais d'où viennent ces 7 centimes. De ce que certains individus ont été *contraints* de payer à l'État 10 centimes pour un service que l'industrie privée aurait rendu pour 2; ces 8 centimes en plus sont bel et bien un impôt. Il faut être véritablement bien naïf pour croire que, pour être perçu sous une forme, *soi-disant* économique, il change de nature[1]. C'est se laisser leurrer par des mots. Lors donc que les particuliers n'auraient plus de profits et que tous les profits seraient à l'État, on aurait exactement la même situation que de nos jours: les

1. Je dis *soi-disant* parce qu'en réalité il est perçu sous forme coercitive, les citoyens étant punis s'ils s'occupent de transporter des lettres.

citoyens seraient accablés d'impôts avec la seule différence qu'ils les acquitteraient sous un nom nouveau[1].

Les socialistes, pour établir le bien-être universel, proposent l'impôt progressif sur le revenu et la suppression de l'héritage.

J'ai déjà montré au chapitre XII combien ces moyens sont inefficaces, parce que les riches sont, malheureusement[2], en très petite minorité par rapport à l'ensemble de la population, même dans les pays les plus civilisés et les plus prospères. Mais, en laissant cette considération de côté, j'examinerai ici la question au point de vue du temps.

Si les riches voulaient abandonner leurs revenus et leurs héritages, il n'y aurait pas à les y contraindre. Mais ce n'est pas le cas. Sauf quelques dons volontaires, les riches veulent garder leurs fortunes et les transmettre à leurs enfants. Il faut donc les *contraindre* de les céder à la communauté. Contraindre un homme à faire une chose contre son gré, c'est violer sa liberté, c'est en faire un esclave. Alors on tombe, de nouveau, dans les pertes de temps occasionnées par les mesures que prend l'individu pour se soustraire à la servitude par la ruse et par la violence.

Les socialistes marchent d'erreur en erreur. Tout le monde comprend que le bien-être et la vie elle-même sont impossibles sans la sécurité de la personne et des biens. Les socialistes ne le contestent pas. Ils ne demandent pas que chaque citoyen soit autorisé à prendre ce que bon lui semble dans le domaine du voisin. Mais, comment les socialistes

1. Le gouvernement russe a établi, il y a peu d'années, le monopole de l'eau-de-vie. Il fait payer 696 millions de roubles aux citoyens ce qui lui coûte 120 millions. Les socialistes diront-ils qu'il y a ici un service rendu ? Non ; tout le monde comprend que la différence entre le prix d'achat et le prix de vente est bel et bien un impôt. L'État rendrait un *service* s'il vendait au prix de revient majoré *seulement* des frais d'exploitation. Mais alors l'État n'aurait aucun profit. Avec quoi pourrait-il servir des pensions aux citoyens ?

2. Je dis *malheureusement* parce que tout le monde comprend que, si le nombre des riches n'était pas si limité, s'ils constituaient, par exemple, 99 p. 100 de la population, il n'y aurait plus de question sociale.

feront-ils pour sortir de cette contradiction : quand c'est le prochain qui nous prive de la sécurité (en d'autres termes, des bénéfices de notre travail), c'est un mal ; si c'est l'État[1], c'est un bien? Mais l'État, qu'est-ce que l'État?... En somme, le parti au pouvoir. Alors, si les prolétaires sont au pouvoir, la confiscation est juste, mais, si ce sont les aristocrates, la confiscation est le pire des despotismes. On voit renaître ici dans toute sa naïveté l'aberration tant de fois séculaire, qu'il est possible d'établir le bonheur social par le banditisme exercé au profit d'une classe privilégiée. Or, des milliers d'expériences démontrent que ce système n'a jamais eu d'autre conséquence que la misère universelle, justement parce que la perte de temps nécessitée par la défense des intérêts diminue la production.

Les socialistes prétendent encore établir le bien-être universel par la suppression de la concurrence. Ils ont voué à celle-ci une haine farouche. A les entendre, la concurrence est ce « pelé, ce galeux dont vient tout le mal ». Les adeptes de Karl Marx se plaisent à représenter les capitalistes comme des démons prêts à déchaîner à tout moment le fléau de la concurrence, pour le seul plaisir de ruiner leurs semblables.

Les gros capitalistes sont-ils vraiment si épris que cela de la concurrence ? On ne le voit guère, puisqu'ils cherchent à la supprimer en créant des trusts, des cartels, des syndicats et d'autres arrangements de ce genre. Les industriels ne tiennent nullement à se faire la guerre les uns aux autres et à pratiquer « l'anarchie homicide ». Depuis des années les industriels se liguent en grandes associations, comme la *zentral Verband deutscher Industrielle*, fondée en 1876, qui comprend environ les trois quarts de l'industrie allemande. Loin d'être un objet d'amour pour les producteurs capitalistes, la concurrence est plutôt l'objet

1. Par l'impôt progressif sur le revenu et les successions.

de leur haine, puisqu'ils ne demandent qu'à s'en débarrasser par les monopoles. La concurrence n'est jamais désirée par les producteurs, elle ne leur apparaît jamais comme un idéal. Au contraire, ils cherchent à l'éviter dans la mesure du possible. Si un industriel jette parfois sur les marchés des articles en quantité supérieure aux besoins, ce n'est nullement dans la pensée méchante de juguler ses concurrents et de profiter ensuite de leur disparition[1]. L'industriel fait tout ce qui dépend de lui (car c'est son intérêt), pour proportionner sa production aux demandes du public. S'il n'y réussit pas toujours, c'est parce qu'il se trompe. « On déplore en Allemagne (dans les milieux socialistes, sans doute), dit M. H. Lichtenberger[2], l'insécurité d'existence que le régime de concurrence illimitée avec son mode de production anarchique, ses crises périodiques[3], son instabilité perpétuelle, fait à tous ceux qui y sont engagés, capitalistes ou prolétaires, chefs d'industrie ou travailleurs. » M. Lichtenberger a-t-il vraiment la naïveté de croire que lorsque les fonctionnaires règleront la production, ils empêcheront les crises mieux que les industriels?

Au point de vue de la concurrence, comme à tant d'autres, les socialistes nagent d'ailleurs en pleine contradiction. Ils prétendent que leur doctrine « est une analyse de l'évolution économique passée et présente et la prévision de l'avènement d'une société *sans concurrence*, grâce à l'organisation de la production sans entreprises capitalistes[4] ».

Ainsi la suppression de la concurrence est un bien. Mais d'où vient alors que, lorsque ce résultat est produit par l'organisation des trusts, les socialistes protestent de toutes leurs

1. Cela peut arriver assurément, mais ce sont des cas individuels qui ne prouvent rien contre la règle générale.

2. *L'Allemagne moderne.* Paris, E. Flammarion, 1907, p. 64.

3. Que les socialistes reprochent aux capitalistes des crises anarchiques, c'est véritablement un comble! Ce sont les ouvriers qui, avec leurs grèves perpétuelles, entreprises parfois sur les motifs les plus futiles, créent le désordre, la désorganisation, l'anarchie, et amènent les crises, les chômages qui ruinent des milliers de malheureux.

4. *Revue politique et parlementaire,* de janvier 1897, p. 160.

forces et vouent à ces trusts une haine implacable ? En quoi le trust universel de l'État sera-t-il moins funeste que les trusts partiels du régime capitaliste actuel ? En ce que les prolétaires espèrent se partager les bénéfices du trust de l'État, tandis qu'ils ne se partagent pas maintenant les bénéfices des trusts des particuliers. Encore ici le désir de la spoliation apparaît de la façon la plus nette avec l'illusion qu'un nombre considérable de pauvres, en se partageant les fortunes d'un petit nombre de riches, peuvent augmenter leur bien-être.

Que les socialistes se rassurent, la concurrence féroce, impitoyable, homicide, n'est nullement une condition nécessaire du régime capitaliste. La concurrence de ce genre est plutôt un état anarchique et pathologique, que le capitalisme a tout intérêt à supprimer. Il ne faut pas oublier, tout d'abord, qu'il y a beaucoup de place sous le soleil. Si puissante que soit la production d'une usine, elle ne peut pas suffire aux besoins du monde entier. De nombreuses entreprises similaires peuvent donc exister et prospérer sans se faire de tort, d'autant plus qu'en temps normal la demande des produits augmente constamment. Les faits confirment mes considérations optimistes. Certaines maisons, déjà maintenant, ne peuvent pas suffire aux ordres qu'elles reçoivent. Un grand nombre d'usines ne travaillent que sur commande. Tel est le cas de quelques-unes des plus grandes entreprises du monde : les ateliers de Carnegie à Pittsburg, le Creusot, l'établissement Krupp. Ces maisons ne peuvent donc pas jeter sur les marchés des quantités surabondantes de produits, puisqu'elles ne livrent que ceux qui leur sont demandés d'avance. Le capitalisme n'est nullement intéressé à pousser le travail jusqu'à la surproduction ruineuse. On le voit, au contraire, tendre à l'organisation, aux ententes, aux conventions, aux unions en vue de proportionner, autant que faire se peut, l'offre à la demande. Ce que les trusts américains ont déjà accompli dans cette voie montre ce qu'il sera possible d'accomplir encore. Les

trusts universels pour tous les grands articles de consommation (pétrole, acier, fer, etc.), s'ils ne sont pas encore formés, le seront dans un avenir très prochain. A l'anarchie économique de l'humanité succédera, dans peu d'années, une organisation complète. Et cette suppression de la concurrence homicide sera précisément l'œuvre du capital. Déjà quelques publicistes donnent l'organisation économique comme preuve de la possibilité d'une organisation politique du genre humain. Ils disent que le trust général des États pourra suivre les trusts généraux des entreprises.

Les socialistes ne semblent pas envisager ces perspectives avec un bien grand enthousiasme. Le trust universel aux mains de l'État leur paraît le salut, le trust universel formé par l'initiative privée leur paraît la ruine. On ne voit pas la raison de cette différence d'attitude. On ne comprend pas pourquoi la suppression de la concurrence sera désavantageuse, quand elle s'opérera, sans contrainte, par le jeu spontané des intérêts, et avantageuse, quand elle s'opérera par la contrainte brutale et despotique de l'État.

Mais il ne faut pas envisager la concurrence seulement au point de vue des producteurs, il faut l'envisager, surtout, au point de vue des consommateurs. Dès qu'on se place sur ce terrain, la scène change entièrement. La concurrence devient alors la base, la pierre angulaire de la prospérité sociale et du bonheur humain.

Il est incontestable que le point de vue du consommateur est le plus important, le point de vue capital. D'abord, la consommation est le but, la production seulement un moyen. Ensuite, les producteurs sont peu nombreux et les consommateurs sont légion. Il y a plus de gens qui portent des chapeaux que de gens qui en fabriquent. De même de tous les autres produits sans exception. Puisque les consommateurs constituent l'écrasante majorité, leurs intérêts doivent primer complétement ceux de la petite minorité des producteurs. Ces considérations

auraient dû surtout avoir un poids décisif aux yeux des socialistes qui se targuent de se préoccuper exclusivement des masses déshéritées. Mais rien ne montre mieux combien ils sont peu sincères quand ils affichent des visées humanitaires. En réalité, les socialistes ne songent pas un seul instant à la masse énorme des consommateurs. Ils n'ont de préoccupations, de tendresse et de soucis que pour la petite minorité des producteurs, parce que les ouvriers de la grande industrie, les « prolétaires », sont dans leurs rangs.

Sans doute quand on considère la concurrence seulement au point de vue des producteurs, qu'ils soient patrons ou ouvriers, elle est un très grand mal, elle est le comble de l'abomination. Le monopole vaut mille fois mieux : il permet de spolier le prochain à volonté, sans aucune mesure. Mais dès que l'on considère l'intérêt des consommateurs, il s'ouvre des perspectives entièrement différentes. A ce point de vue on peut dire que la suppression de la concurrence constitue le plus grand danger qui menace le bonheur des citoyens, car c'est purement et simplement la suppression de leur liberté, c'est leur asservissement. En effet, si je ne puis pas acheter où bon me semble les articles qui me sont nécessaires, mais que je sois forcé de les prendre absolument chez M. X... qui me les vend le prix qu'il lui plaît, je deviens le serf de M. X... Il devient mon maître, car je dois lui abandonner une part du produit de mon travail, sans qu'il me donne une valeur équivalente. Les hobereaux prussiens suppriment aujourd'hui la concurrence par leur tarif de douane sur les produits agricoles ; aussi les citoyens pauvres, en Allemagne, sont-ils réduits à manger des chevaux et des chiens. En juillet 1907, le trust américain du pétrole a été condamné à une amende de 145 millions de dollars. La population des États-Unis voit par expérience directe quel mal cause au public la suppression de la concurrence. Par suite, la suppression de la concurrence est combattue par des lois très sévères. Or ce que le peuple des États-

Unis considère maintenant comme un délit est tenu, par les collectivistes, comme la mesure la plus efficace pour extirper la misère. On voit combien les collectivistes planent au-dessus des réalités de la vie.

Les socialistes protestent de toutes leurs forces contre les monopoles, quand ils accroissent le prix de certains produits. Mais, d'autre part, ils demandent, à grands cris, la suppression de la concurrence. C'est contradictoire. Il faut vouloir ou le bon marché des produits, alors la concurrence, ou la cherté des produits, alors le monopole. Il faut vouloir ou que les consommateurs soient libres (concurrence), ou qu'ils soient esclaves (monopole). Mais on ne peut pas vouloir l'un et l'autre à la fois. En réalité, les contradictions des collectivistes s'expliquent pourtant fort bien. Ils veulent la suppression de la concurrence (le monopole) pour les articles que produisent les ouvriers de la grande industrie, et le maintien de la concurrence (la liberté) pour les articles que produisent les autres catégories de citoyens. C'est toujours l'antique tendance à vivre au détriment du prochain, à devenir classe privilégiée.

Les collectivistes veulent attribuer à l'État le monopole de toute la production. Quand on leur demande en vertu de quel raisonnement ils trouvent funestes les monopoles des particuliers et avantageux le monopole de l'État, ils répondent : « Il y a une grande différence ; les monopoles capitalistes ont en vue des intérêts individuels; le monopole de l'État aura en vue l'intérêt général ». C'est parfait. Mais qui dit que les fonctionnaires de l'État collectiviste comprendront cet intérêt général mieux que les fonctionnaires de l'État capitaliste ? Ces derniers comprennent parfois si mal l'intérêt général qu'ils mènent les nations aux abîmes. Les fonctionnaires actuels ne sont ni omniscients, ni impeccables, ni incorruptibles. Les socialistes pensent que les leurs auront ces qualités par suite d'une cause incompréhensible, par suite d'un miracle perpétuel. Assurément on ne peut que sourire à tant de naïveté. Mais on

ne peut rien bâtir de positif sur des fictions mythologiques, si gracieuses et si riantes soient-elles.

La suppression de la concurrence n'est donc pas, comme le pensent les collectivistes, le moyen de résoudre la question sociale.

Par la concurrence l'adaptation du milieu se fait dans le temps le plus court possible. Voilà pourquoi les économistes la proclament bienfaisante et indispensable. Un individu trouve un procédé nouveau pour fabriquer un article d'une façon plus rapide. Il faut lui donner les plus grandes facilités pour mettre son procédé à exécution sans aucun retard, dût-il, par la concurrence, détruire toutes les entreprises semblables à la sienne. Chaque autre organisation sociale ralentira l'accroissement de la richesse et éloignera l'avènement du bien-être universel.

Les socialistes qui considèrent la concurrence comme un mal en désirent naturellement la fin. Ils prédisent déjà l'arrivée prochaine de cette heure fortunée. Mais par quels facteurs s'accomplira-t-elle ? Ils le disent : par le développement des associations de crédit, par l'extension des syndicats ouvriers et des sociétés de coopératives, par la généralisation des assurances privées et publiques. Nombre de ces institutions sont excellentes. Mais la plupart d'entre elles sont des institutions de répartition (comme je le montrerai plus loin au chapitre xx). Assurément si le producteur n'épargne pas, il sera toujours dans la misère. Mais, pour que l'épargne soit possible, il faut que la production soit abondante. Or, les institutions de répartition n'accroissent pas la production. La concurrence l'accroît en laissant la liberté à ceux qui inventent des procédés plus rapides d'écraser ceux qui veulent continuer à se servir des procédés plus lents.

J'ai montré plus haut que les collectivistes prétendent extirper la misère par l'impôt progressif sur les revenus et les héritages. Ce dernier devrait être porté à 30 p. 100,

au moins, en sorte qu'au bout de trois générations toutes les entreprises reviendraient à l'État[1]. Celui-ci, devenu le producteur universel, distribuera les bénéfices de ses entreprises à tous les citoyens et la misère disparaîtra. Comme c'est simple !

On sait que toutes les entreprises, actuellement existantes sur le globe, ne fournissent pas la dixième partie de ce qui est nécessaire au genre humain. Pour résoudre la question sociale, il faut décupler le nombre des entreprises qui fonctionnent de nos jours. Est-ce qu'on y parviendra par l'impôt progressif sur les successions ? Assurément pas. Cet impôt fera revenir à l'État toutes les entreprises existantes. Mais elles ne suffisent pas. Il faut les multiplier. Qui le fera ? L'État ? Mais qui empêche actuellement l'État de fonder des entreprises en nombre dix fois supérieur à celles qui fonctionnent ? Qui empêche l'État canadien de mettre en culture, en une seule année, les millions d'hectares de terres labourables qui s'étendent des grands lacs jusqu'aux montagnes Rocheuses ? Le régime capitaliste n'empêche nullement l'État providence d'accomplir sa besogne. Il peut donc nous procurer la richesse universelle, sans avoir besoin de confisquer la propriété de personne. On ne voit véritablement pas pourquoi l'État ne choisirait pas ce moyen si facile plutôt que de recourir à la violence, qui soulèvera une résistance formidable.

Mais revenons à notre point de départ. Admettons un instant que les entreprises existantes puissent satisfaire tous nos besoins. La question se pose alors d'une façon plus simple. Qu'arrivera-t-il lorsque toutes les entreprises seront socialisées ? Donneront-elles plus de produits que

1. On se fait une illusion singulière en croyant que cela serait au bout de la troisième génération. Cela serait bel et bien au bout de la première. Les usines ne peuvent pas être coupées en tranches. L'héritier, pour payer l'impôt, sera obligé d'emprunter. Un grand nombre d'entreprises ne pourront pas supporter une surcharge montant au tiers du capital et seront obligées de liquider. Pour ne pas diminuer la production, l'État devra en assumer la gestion.

sous le régime individualiste ? Si oui, il y aura bénéfice pour l'humanité (accroissement de richesse) ; sinon, il y aura perte (accroissement de misère).

Or, quand toutes les entreprises seront socialisées, elles seront gérées par des personnes qui n'y seront pas intéressées individuellement. Croire qu'elles produiront plus dans ces conditions nouvelles que dans l'économie individualiste est une colossale aberration. Les administrateurs auront beau être élus par le plus universel des suffrages, rien n'y fera. Et puis, dans les entreprises de l'État, il y a non seulement l'indifférence des fonctionnaires, il y a encore un autre facteur : leur subordination hiérarchique. En général (toutes choses égales d'ailleurs, bien entendu), une entreprise privée donne plus de bénéfices qu'une entreprise collective, une entreprise d'actionnaires plus qu'une entreprise municipale, une entreprise municipale plus qu'une entreprise de l'État. Cela pour la raison très simple que les bénéfices sont en raison directe du voisinage des centres moteurs. Un particulier, dans son usine, peut prendre une résolution instantanée. Un directeur de compagnie doit consulter son conseil d'administration, un fonctionnaire de la commune doit consulter le conseil municipal, un ministre doit consulter le parlement. Plus l'instance est complexe et haute, plus il y a perte de temps. Or, comme les bénéfices d'une entreprise sont en raison directe de l'adaptation rapide aux circonstances, une entreprise est d'autant moins productive que ses centres moteurs sont plus éloignés.

De plus il y a une distinction fondamentale entre les entreprises privées et les entreprises publiques. Les premières sont seulement de l'ordre de la production, les secondes sont aussi de l'ordre de la spoliation. La politique n'est que l'organisation du banditisme. Les partis et les classes luttent constamment dans l'État pour s'arracher le produit de l'impôt. Un fonctionnaire ne peut avoir autant d'indépendance que le directeur d'une entreprise privée,

parce qu'il doit présenter ses comptes devant des corps politiques. Or, dans ces corps politiques, la lutte des partis déchaîne les oppositions les plus féroces. Pour avoir agi dans l'intérêt public et avec la plus profonde abnégation, un fonctionnaire peut parfaitement être, non pas récompensé, mais puni, quand ses adversaires ont intérêt à le perdre pour prendre sa place[1]. Cet ensemble de circonstances défavorables arrête évidemment beaucoup d'initiatives. De là la routine incurable des administrations publiques. Assurément, l'ensemble des fonctionnaires d'un pays n'est pas condamné par quelque divinité malfaisante et cruelle à avoir des facultés mentales inférieures à celles des citoyens engagés dans les carrières libres. Il n'en est pas complétement ainsi, bien que les carrières libres attirent des hommes plus capables que celles de l'État. Mais les fonctionnaires sont placés dans des conditions moins favorables que les particuliers, et c'est pour cette raison que leur travail est moins productif. Toutes ces circonstances sont conformes à l'ordre naturel des choses et ne peuvent pas être modifiées. Il faut ajouter encore que la nature humaine ne change pas. Le collectivisme ne pourra pas opérer ce miracle. Les fonctionnaires paresseux, négligents, voleurs, malhonnêtes et despotes seront aussi nombreux dans l'État collectiviste que dans l'État individualiste. Par suite, toutes les fonctions seront moins bien remplies par l'État que par les particuliers. La gestion de l'État sera constamment plus lente que la gestion privée, donc le collectivisme amènera une perte de temps, un recul de la richesse, non une avance. L'État socialisé devra nous fournir chaque matin du pain, de la viande, des boissons, des vêtements, etc., etc. S'il s'acquitte de ces besognes comme de celles dont il est chargé de nos jours, nous serons dans une triste situation ! Certains trusts américains nous donnent un avant-goût du collectivisme. Quand l'État aura

1. C'est le cas de Jules Ferry qui, pour avoir conquis le Tonkin à la France, a été couvert d'injures si cruelles qu'il en est mort.

réglementé toute la production et fixé tous les prix, quel recours restera-t-il au malheureux consommateur ? Ce sera la tyrannie la plus despotique, comme le trust américain de la viande, qui exerce l'oppression la plus révoltante. Maintenant il y a un pouvoir qui peut prendre des mesures contre les trusts, c'est l'État. Mais quand l'État gérera lui-même un trust universel, à qui pourra-t-on recourir ? Les socialistes répondent que le mal vient de nos jours de ce que les agents des trusts travaillent au profit des particuliers, tandis que les agents de l'État travailleront au profit du public. L'objection est juste par rapport aux agents des trusts, mais elle ne tient pas debout par rapport aux agents de l'État qui maintenant déjà travaillent au profit de tous. Cela ne les empêche en aucune façon d'être fort souvent prévaricateurs, de mettre leurs avantages particuliers au-dessus de ceux du public et de constituer précisément une caste qui exploite systématiquement les masses populaires.

Comme il n'y a pas de miracles en ce monde, les fonctionnaires de l'époque collectiviste seront aussi mauvais que ceux de l'époque individualiste et, comme les premiers seront omnipotents, la société deviendra un véritable bagne.

Mais faisons une concession aux collectivistes. Admettons que, par suite de certain phénomène incompréhensibles, tous leurs fonctionnaires deviendront la vertu même; deviendront-ils en même temps infaillibles ? Qui oserait soutenir la possibilité d'un second miracle, encore plus incompréhensible que le premier ? Or, quand les fonctionnaires de l'État dirigeront tout et quand ils se tromperont, même avec les intentions les plus pures du monde, le mal qu'ils feront sera en raison directe de leur puissance. Aujourd'hui un industriel calcule mal les besoins du marché : il fabrique un article en quantité trop grande ou en quantité insuffisante. Alors il se ruine ou ruine ses clients. Mais son voisin peut calculer juste et, l'action

d'un individu compensant celle d'un autre, les souffrances de la communauté peuvent se réduire à presque rien. Mais imaginez une administration centrale obligée de calculer d'avance les denrées alimentaires indispensables pour une nation de 400 millions d'hommes, comme la Chine. La moindre erreur de calcul peut produire, dans ce cas, des maux énormes.

Et puis il n'y a pas seulement les statistiques, il y a les principes généraux des sciences. Qui dit que les fonctionnaires de l'État les connaîtront toutes à la perfection ? En économie politique les fonctionnaires collectivistes pourront commettre erreur sur erreur. Toutes se traduiront par une diminution de production ou, en d'autres termes, par un accroissement de souffrance. L'ignorance des gouvernements est connue. En 1639, en Angleterre, on fit une loi pour défendre l'émigration. Si elle avait été obéie, où serait maintenant la grandeur de la race anglo-saxonne ? Les États-Unis n'existeraient pas ou, plutôt, ils seraient un pays hollandais. Ainsi donc l'incapacité de l'État est fatale. Cela étant, l'organisation sociale la plus parfaite est celle qui restreint les fonctions l'État de dans la mesure la plus grande possible. Le collectivisme qui, au contraire, veut les étendre, amènera nécessairement une diminution de la production.

Ajoutons de plus que l'intervention de l'État cause un circuit qui fait perdre du temps. Avec le collectivisme gouvernemental, l'humanité n'accomplira jamais tout l'effort économique dont elle est capable. Il y aura ainsi à chaque époque donnée une quantité de richesses qui auraient pu être créées et qui ne le seront pas. Le problème de la richesse ne sera donc pas résolu. Ni celui du bonheur, car tout individu, frustré des biens qu'il aurait pu acquérir, se sentira lésé, sera donc mécontent, donc malheureux.

Le collectivisme est rétrograde parce qu'opposé à la

loi universelle que la perfection vitale vient de la différenciation des fonctions. Sous le régime collectiviste tout producteur sera un fonctionnaire de l'État. Alors, quand on aura à se plaindre de la qualité d'une barre de fer ou d'un fromage, on deviendra un révolutionnaire, un fauteur de désordre. On peut se représenter comme il fera bon de vivre dans une société pareille, et quelle douce idylle elle constituera! Or le despotisme se ramène à un ralentissement de l'activité économique, à un accroissement de la misère.

Il faut faire tous les efforts imaginables pour épargner à l'humanité la phase rétrograde du collectivisme. Mais, hélas, il semble bien qu'on ne pourra pas l'éviter. Comme la plupart des hommes sont très ignorants, comme ils détestent raisonner, comme ils se laissent guider par les passions et les sentiments, ils n'acceptent pas toujours les arguments les plus précis et les plus clairs. Il faut aux générations l'expérience directe pour se rendre compte des choses. Par suite de ces imperfections mentales de notre nature humaine, nous n'éviterons probablement pas le désastreux arrêt de développement que produira le collectivisme.

Nous retombons de plus en plus dans le fétichisme de la force brutale. Nous croyons que l'État peut seul guérir tous les maux en employant ce moyen vieux comme le monde et usé jusqu'à la corde, dont l'inefficacité a été démontrée par des milliers d'expériences : la coercition.

Ainsi, considérons, par exemple, les pensions ouvrières si à la mode en ce moment. Que sont-elles au fond? Un acte d'injustice à l'égard de l'ensemble de la population et une mesure injurieuse à l'égard des ouvriers.

D'abord l'injustice. En effet, de deux choses l'une : ou la retenue pour constituer la pension sera prise sur le salaire des bénéficiaires, ou elle sera prise sur le revenu de personnes tierces. Dans le second cas, elle sera purement et simplement une spoliation. Certains individus

seront frustrés d'une part du produit de leur travail afin que d'autres aient une vieillesse assurée. Les socialistes semblent excuser ce vol en disant que le patron portera la charge des pensions ouvrières. Nous sommes tellement imprégnés de l'esprit du banditisme que cette excuse nous paraît suffisante ! Mais, même s'il en était ainsi, cela serait souverainement injuste. Chacun doit pouvoir jouir des chances favorables que lui offre la vie. Si un ouvrier trouve par hasard un diamant de valeur, admettra-t-il qu'un autre vienne le lui arracher ? Les gains de l'entrepreneur sont comme le diamant trouvé par l'ouvrier ; ils sont sa chance, ils doivent lui appartenir en entier sans aucune soustraction. Si chaque citoyen ne peut pas profiter de sa chance, que devient l'égalité devant la loi, que devient la liberté civile et politique ? De nouveau alors nous retombons dans la division de la société en privilégiés et en opprimés. La classe des taillables à merci reparaît, constituée, cette fois, non par les serfs de la glèbe, mais par les chefs des entreprises industrielles. Spolier le patron au profit de l'ouvrier est un acte aussi inique et, en dernière analyse, aussi funeste que de spolier l'ouvrier au profit du patron. Mais les socialistes oublient, ou feignent d'oublier que ce n'est pas le patron, mais le client qui paye, en dernière analyse, les retenues versées pour les pensions de retraite. Ces sommes entrent dans les frais généraux que l'industriel comprend dans le prix de ses produits. Alors un paysan, chaque fois qu'il achète une charrue, doit donner une certaine partie de son argent pour que les ouvriers qui l'ont fabriquée puissent avoir de pensions de retraite. Mais la réciproque n'est pas vraie : le paysan, lui, ne peut pas recevoir de pension, vu qu'il forme l'immense majorité de la population [1].

Vis-à-vis de l'ouvrier la pension de retraite se ramène au discours suivant tenu par l'État : « Vous êtes telle-

1. En Russie 75 p. 100 ; en Chine et aux Indes encore davantage.

ment insouciant, tellement désordonné que vous serez à jamais incapable par vous-même de rien épargner pour vos vieux jours. Je prescris donc qu'on vous fasse faire des épargnes par force et j'oblige vos patrons de retenir une certaine part de votre salaire pour vous former des pensions de retraite. » Cette attestation d'incapacité congénitale semblerait devoir provoquer chez les ouvriers une explosion de haine et de colère. Nullement ; elle provoque leur enthousiasme et leur paraît constituer la plus précieuse des conquêtes. Par suite, il y a lieu de penser que les pensions de retraite gouvernementales seront établies successivement dans tous les pays.

Ce sera la première phase : le triomphe du collectivisme. Puis viendra la seconde : sa démolition, non par suite de raisonnements, mais par suite de l'amère expérience. Quand les retraites ouvrières auront fonctionné pendant un temps assez long, les travailleurs s'apercevront un jour que, si toute l'institution était gérée, non par l'État, mais par eux-mêmes, ils feraient une économie énorme sur les frais d'administration et pourraient distribuer des pensions beaucoup plus fortes avec les mêmes retenues. C'est ce qui arrive déjà en Angleterre, où les sociétés privées de secours mutuels allouent à leurs membres des pensions de retraite deux fois supérieures à celles que paye, par exemple, le gouvernement allemand. Les ouvriers comprendront certainement tôt ou tard qu'ils ont un immense avantage à se débarrasser de la tutelle de l'État et à faire leurs affaires eux-mêmes. On étendra le raisonnement fait au sujet des retraites ouvrières à toutes les autres fonctions socialisées de l'État, et l'individualisme reviendra en faveur. Qui sait, hélas, combien d'années de stagnation et quelle somme incalculable de milliards, ou, en d'autres termes, de misères et de souffrances cette expérience aura coûté ?

On n'a pu trouver jusqu'à présent pour extirper la

misère que deux procédés : le travail ou la spoliation.

Si l'on veut pratiquer la spoliation au profit d'une seule classe et au détriment de l'ensemble des autres, on retombe dans les vieux errements : une minorité de privilégiés et une majorité d'opprimés. Que la classe privilégiée soit la noblesse ou le prolétariat, cela ne change rien à l'affaire. Le parasitisme est également destructeur de l'ordre social et du bonheur humain, qu'il vienne d'en bas ou d'en haut. Si l'on opère la spoliation au profit de tous, on aboutit à la plus flagrante contradiction : on prétend pouvoir faire de la jouissance avec de la souffrance ; on prétend rendre tout le monde heureux en rendant tout le monde malheureux.

Il est inutile de dire que la spoliation de tous au profit de tous est complétement vaine, puisqu'elle prend d'une main ce qu'elle donne de l'autre. Le collectivisme sera cette colossale et inutile mystification s'il est pratiqué d'une façon juste. Il ne pourra donc en aucune façon augmenter le bien-être général. Au contraire. La distribution de toutes les faveurs par les mains de l'État exigera des frais d'administration si énormes qu'ils diminueront, dans une mesure très forte, le bien-être des citoyens.

Une considération finale pour terminer cette deuxième partie consacrée aux aberrations.

La mythologie persane avait trouvé une image très juste pour représenter l'évolution sociale. Celle-ci est la résultante de la lutte entre deux forces contraires : la vérité et l'erreur ou, si l'on veut, le bien, et le mal personnifiées en Ormuzd et Ahriman. L'opposition acharnée de ces deux principes sera éternelle. L'erreur et la vérité, de même que la santé et la maladie, sont deux courants parallèles qui couleront toujours à côté l'un de l'autre. Selon l'alternative du triomphe d'Ormuzd ou d'Ahriman [1],

1. En termes scientifiques, selon les alternatives du triomphe des idées vraies ou des idées fausses.

la somme du bonheur humain augmentera ou diminuera.

La science économique, dite orthodoxe ou classique, a formulé une série de vérités de premier ordre. L'élaboration de cette science est un des triomphes d'Ormuzd. Mais, grâce aux idées Marxistes, une période, pendant laquelle Ahriman va l'emporter, semble s'ouvrir maintenant pour le genre humain. Souhaitons que cette infortune nous soit épargnée ou qu'au moins le nouveau règne d'Ahriman soit de courte durée.

Cela dépendra beaucoup de la conduite de l'aristocratie et de la bourgeoisie. J'ai montré que l'intérêt primordial de ces classes consiste dans le bien-être des masses populaires. Si l'aristocratie et la bourgeoisie comprennent vite cet intérêt primordial, si elles comprennent que toute injustice à l'égard du peuple leur est funeste à elles-mêmes, les classes supérieures se mettront à la tête du mouvement antibanditiste, et l'on pourra peut-être éviter la phase du socialisme. Mais, si les classes supérieures restent aussi aveugles que de nos jours, la phase du socialisme est inévitable. L'aveuglement, c'est-à-dire l'ignorance, dans ce cas comme dans tous les autres, aura produit le triomphe du funeste Ahriman.

TROISIÈME PARTIE

LA SOLUTION DE LA QUESTION SOCIALE

CHAPITRE XIX

LES FACTEURS POLITIQUES

I

Si paradoxal que cela paraisse, il n'en est pas moins vrai que le problème de la misère sera résolu plutôt par des mesures politiques, d'ordre national et surtout international, que par des mesures économiques. Mais ce prétendu paradoxe disparaît aussitôt qu'on se donne la peine d'observer les phénomènes de plus près. Chaque année l'homme produit une certaine quantité de richesses par son travail. Chaque année, également, il en détruit une partie par l'emploi de la violence : les brigandages, les émeutes, les grèves accompagnées de destruction de propriétés, les guerres, les armements, etc. L'homme ne peut alors tirer de jouissances que de ce qui lui reste après cette soustraction. Il est manifeste que, si aucune soustraction n'avait lieu, la somme des biens eût été supérieure. Violence et richesse s'excluent réciproquement. Et c'est évident, à première vue, puisque richesse signifie adaptation du milieu et que la violence est une action sur le voisin qui l'empêche d'opérer cette adaptation. Toute violence est du temps perdu, donc une niaiserie et une absurdité. La misère vient de la spoliation. Si les hommes ne s'étaient pas pillés depuis des siècles, il y a beaux jours qu'il n'y aurait plus un pauvre sur la terre. Et la spoliation internationale est la source de la spoliation interne. Si le milieu international avait été juridique, les nations auraient trouvé depuis longtemps les

ressources nécessaires et pour extirper le paupérisme et pour organiser une police capable de dompter les éléments criminels de la société. Pour résoudre la question sociale, il faut que l'humanité ne soit pas partagée en travailleurs et en spoliateurs, il faut que tous soient travailleurs. Supprimez la violence sur toute l'étendue du globe, le genre humain ne perdra plus une seule minute dans l'œuvre de l'adaptation de la planète, et la richesse atteindra immédiatement son point culminant.

Mais comment supprimer la violence ? Tout le monde comprend que cela ne sera possible que par des arrangements de l'ordre politique. C'est en établissant des gendarmes et des tribunaux que les sociétés suppriment la violence et créent des aires plus ou moins étendues de sécurité qu'on appelle États. De même c'est en formant des unions, toujours plus nombreuses, que les États créeront des aires de sécurité de plus en plus étendues qui finiront par couvrir le globe entier. Mais toute mesure ayant pour but de supprimer la violence, tant à l'intérieur de l'État que, sur le terrain international, est de l'ordre *politique*. Voilà pourquoi des mesures de l'ordre politique pourront seules résoudre la question sociale.

Après avoir montré que la question sociale ne peut être résolue que par des mesures de l'ordre politique, on peut faire un pas de plus et établir que, si ces mesures emploient la violence dans une limite quelconque, loin de résoudre la question sociale, elles ne feront qu'augmenter la misère.

Les socialistes prétendent qu'il faut égaliser les chances des hommes qui naissent. Si les uns viennent au monde avec des ressources et les autres privés de tout, les premiers ont infiniment plus d'avantages et l'emporteront nécessairement sur les seconds. Par suite, pour que tous aient des chances égales, il faut supprimer l'héritage. Supprimer, mais comment ? Puisque les pères de famille ne veulent pas laisser de plein gré leur fortune à la com-

munauté, il faut les y contraindre, donc employer la violence.

Mais, sitôt qu'on emploie la violence, le résultat fatal se produit sans tarder : l'accroissement de la richesse s'arrête, le recul commence, la somme de biens mis à la disposition de l'humanité diminue. On peut supprimer l'héritage par la violence, mais on ne peut pas faire que cela augmente le bien-être et que cela diminue la misère. On ne peut pas le faire parce que cela est contraire aux lois de la nature. Le droit de propriété pour soi et sa progéniture est la pierre angulaire de toute prospérité sociale. Supprimer le droit de propriété et supprimer l'ordre social sont des faits identiques. Non seulement l'adaptation du milieu est impossible sans la propriété, mais il suffit que le droit de propriété soit seulement *menacé* (même sans être encore réellement violé) pour que l'adaptation se ralentisse et que la désadaptation commence.

Au lieu de prendre le chemin de la violence, le salut est de suivre le chemin naturel par lequel passent les forces spontanées de la société.

Prenons un exemple entre mille. Il y a, certes, un désavantage pour les déshérités à ne pas pouvoir obtenir une instruction aussi solide que les privilégiés de la fortune. Mais, au fur et à mesure que les fortunes privées augmentent, ce désavantage va en diminuant. Aux États-Unis, les grands milliardaires ont donné dans ces derniers temps jusqu'à 1.650.000.000 de francs pour les écoles supérieures. Dans certaines régions de la grande fédération américaine, il y a plus d'universités qu'il n'en faut pour les besoins actuels du public. Tous ceux qui désirent recevoir l'instruction supérieure peuvent l'obtenir. Ainsi l'on est arrivé à cette égalisation des chances, tant désirée par les socialistes, dans un temps relativement très court, justement parce qu'on n'a pas employé la violence, parce qu'on a laissé agir les forces spontanées de la société. Si l'on avait confisqué les héritages de tous les citoyens amé-

ricains, il aurait fallu attendre de longs siècles avant que les universités de leur patrie eussent pu être dotées, par l'État, des ressources que leur ont fournies les particuliers. Donnez au monde un seul siècle de sécurité absolue, la richesse aura augmenté dans une mesure si immense que les dons volontaires pourront suffire à tous les besoins de l'instruction publique primaire, moyenne et supérieure. Elle pourra devenir complétement gratuite pour ceux qui seront incapables de la payer.

Cet exemple de l'instruction montre comment, en évitant la violence, on peut atteindre les fins que poursuivent les socialistes. Avec la violence, au contraire, on n'y arrive que bien difficilement, pour ne pas dire jamais. « Pourquoi ne pas donner à l'ouvrier le produit entier de son travail » ? dit M. A. Labriola[1]. En d'autres termes, pourquoi ne pas frustrer l'entrepreneur de l'entier produit du sien ? Car, d'une part, M. Labriola trouve injuste une retenue, *partielle*, sur le produit du travail de l'ouvrier, mais il trouve juste une confiscation, *totale*, du fruit du travail du patron. Évidemment avec des conceptions de ce genre on ne résoudra jamais la question sociale. L'entrepreneur spolié ne fera plus rien et l'ouvrier, à son tour, sera condamné à l'inaction et à la faim.

On considère comme injuste que les uns naissent capitalistes et les autres prolétaires. Nous voyons aussi naître des éléphants et des souris. Pourquoi ne trouvons-nous pas injuste cette inégalité de taille et de puissance chez les animaux ? Nous nous contentons de la constater et nous restons complétement indifférents à son égard. Pourquoi n'avons-nous pas la même attitude dans la question du prolétariat ? Par égoïsme. Que nous importe ce que sont les éléphants et les souris ? Cela ne change rien à notre destinée. Aussi ne prononçons-nous aucun jugement. Mais il nous importe que tous les hommes aient de la fortune.

1. *Essai sur la conception matérialiste de l'histoire*. Paris, Giard et Brière, p. 103.

Alors nous prononçons un jugement : nous trouvons l'inégalité injuste.

Nous voyons naître des hommes de génie et des idiots. Cette injustice ne nous révolte pas. Pourquoi ? Parce que nous ne pouvons pas l'empêcher. Nous voyons naître les uns capitalistes, les autres prolétaires, nous nous révoltons. Pourquoi ? Mais parce que nous comprenons qu'il pourrait en être autrement. Seulement il est évident que la question sociale ne sera jamais résolue si l'on veut faire de tous les hommes des prolétaires ; elle ne sera résolue que si l'on veut faire de tous les hommes des capitalistes. Actuellement, il y a et des prolétaires et des capitalistes. Vouloir que tous soient prolétaires et croire qu'on pourra résoudre la question sociale par ce moyen équivaut à croire qu'on pourra éclairer une ville en y faisant régner les plus épaisses ténèbres.

Mais, en admettant même que le capitalisme universel soit impossible, jamais le prolétariat universel ne sera la solution du problème. De nos jours, il y a un capitaliste sur dix prolétaires. Si demain il y en a un sur neuf et après-demain un sur huit, on approche de la solution. Mais si l'on s'arrange de façon à ce qu'il y ait dix prolétaires sur dix, tandis que l'année précédente il y en avait seulement neuf sur dix, on tourne le dos à la solution. Or le capitalisme universel est loin d'être un fait impossible. Il est plutôt l'état normal de notre espèce et, sans l'anarchie et la spoliation brutale, il pourrait être réalisé dans un délai assez rapproché. D'ailleurs, qu'on accepte mon optimisme ou qu'on le rejette, un fait reste absolument incontestable, c'est que tout emploi de la violence éloigne, le moment où chaque individu qui naîtra sur la terre aura un certain héritage économique venant de ses parents, en d'autres termes, retarde le moment où il n'y aura plus de prolétaires. Même à ce point de vue on voit que la question sociale ne sera jamais résolue par la violence.

Jamais, non plus, la question sociale ne sera résolue

par l'étatisme et le collectivisme, parce que ces deux organisations sociales seront nécessairement coercitives, c'est-à-dire emploieront la violence.

De nombreux individus, pendant une longue période historique, se sont faits moines et sont allés vivre dans les monastères. Ils l'ont fait de plein gré. De nos jours, si les hommes voulaient établir partout la communauté des biens personne ne les en empêcherait. Ils ne le font pas ; preuve qu'ils n'en veulent pas. Donc, pour établir le collectivisme, il faudra user de coercition. Immédiatement, la production de la richesse diminuera et, au lieu de s'acheminer vers le bien-être, on s'acheminera vers la misère. Le fameux « laissez faire, laissez passer » des économistes orthodoxes n'est, au fond, que la suppression de la violence.

« Le socialisme, a-t-on dit, sera l'organisation de la production sans entreprises capitalistes et un système de répartition où la durée du travail sera la seule mesure de la valeur. » Mais, quelle que soit la mesure, qui fera la répartition ? Évidemment les autorités choisies par la communauté. Autrement, si la répartition se fait d'elle-même, comme de nos jours, il n'y aura pas collectivisme mais individualisme. Jamais les hommes n'accepteront que le temps soit le seul mètre de la valeur. Il faudra tenir compte également de la suppression du temps c'est-à-dire de l'efficacité du travail. Or, si celui qui sera chargé de la répartition ne m'attribue pas la part qui me paraît *légitimement* due, je ferai des démarches pour obtenir cette part. Si elle ne m'est pas attribuée finalement, je ressentirai une profonde amertume. Il ne peut pas en être autrement étant donné les lois fondamentales de la psychologie humaine.

Même si la part qui m'est attribuée est, en réalité, conforme à mes mérites, mais *ne me paraît pas* l'être, c'est comme si elle ne l'était pas *pour moi*. Or, comme il est absolument impossible qu'un homme juge par l'esprit d'un autre et non par son propre esprit, le régime qui donnera à des fonc-

tionnaires le droit d'opérer la répartition paraîtra toujours entaché de violence, sera toujours un régime despotique. Donc, ce régime produira constamment un état de malaise psychique qui ralentira la production, car l'individu satisfait et de bonne humeur travaille d'une façon plus productive que l'individu aigri et mécontent. A part donc toutes les autres objections qui se dressent innombrables contre le collectivisme, celle qui est tirée de la violence psychique démontre, à elle seule, que ce système ne résoudra jamais la question sociale.

Aucun pays au monde ne vit encore en entier sous le régime socialiste (et n'y vivra jamais puisque ce régime est irréalisable). Mais quelques expériences partielles de socialisme, ou, si l'on veut, de socialisation ont été déjà tentées, par-ci par-là. Toujours elles ont amené le résultat diamétralement opposé à celui qu'on désirait atteindre. A ce point de vue, les tentatives récentes des municipalités anglaises sont remarquables. Elles ont démoli maintes maisons sordides où demeuraient des pauvres (*slums*) et elles les ont remplacées par des édifices nouveaux où les chambres sont spacieuses et saines. Or les locaux ainsi créés ne sont pas habités par les pauvres à qui ils étaient destinés. Ils sont habités par de petits bourgeois (les protégés de l'administration municipale). *Grâce aux constructions municipales, les pauvres sont logés maintenant plus mal qu'auparavant.* Il y a donc accroissement de *mal-être* et non de bien-être. Si l'on avait laissé agir les forces sociales spontanées, elles auraient procuré des appartements confortables à la masse entière des prolétaires *plus vite* que les municipalités. Ce qui a amené et amènera toujours la faillite des entreprises de municipalisation, c'est qu'elles sont entachées de violence. En effet, quand une entreprise municipale ne donne pas assez de revenu pour couvrir la totalité de ses frais, ce sont les contribuables qui sont *obligés* de parfaire la différence par l'impôt. C'est donc de la contrainte, de la violence, de la

spoliation, en dernière analyse. Le fait que les délégués de ces contribuables municipaux ont consenti à voter ces impôts ne change rien à leur nature coercitive, car, évidemment, l'État où le contribuable aurait à payer le moins possible serait celui où sa liberté serait respectée de la façon la plus complète. D'autres essais de socialisation ont été faits en Australie et en Nouvelle-Zélande. Partout ils ont eu le même résultat : une sensible diminution du taux d'accroissement de la richesse. Dans la colonie de Victoria, l'immigration est tombée à presque rien. Souvent elle a été inférieure à l'émigration. Un pays qui a cinq habitants par kilomètre carré et un gouvernement parfaitement régulier se *dépeuple !* Des espaces sans bornes qui auraient pu produire des richesses énormes restent incultes et abandonnés, faute de bras. La vie, dans les colonies australiennes, ne se développe plus, elle recule. Aux États-Unis d'Amérique elle bat son plein, au contraire, parce qu'elle n'est pas encore paralysée par le poison socialiste.

Collectivisme, contrainte et violence étant des termes synonymes, on peut donc affirmer sans crainte de se tromper que jamais la question sociale ne sera résolue ni par le collectivisme ni par le socialisme.

II

La solution de la question sociale n'est possible que par la suppression complète du banditisme, sous n'importe quel aspect et sous n'importe quelle forme. Et il ne peut pas en être autrement, parce que la suppression du banditisme et l'établissement de la justice universelle sont un seul et même fait. Or, le règne de la justice signifie la garantie de la personne et des biens pour tous les citoyens indistinctement. Dans un État où la sécurité du citoyen est complète, sa personnalité se développe avec le plus de facilité. Ce développement constitue

une exaltation de sa puissance vitale. Or, l'intensité de la puissance vitale est précisément le bonheur. Avec les théories de l'économie politique classique, on reste toujours sur le terrain des concordances (donc de la vérité) : on affirme que l'accroissement de la vie (par la richesse) vient de l'exaltation de la vie (par la justice). Avec tous les systèmes socialistes, au contraire, on arrive immédiatement à une contradiction formelle : on affirme que l'exaltation de la vie vient de la limitation de la vie. En effet, dès qu'un homme n'obtient pas directement la rémunération de son labeur, mais obtient seulement ce qu'un autre homme veut bien lui octroyer, il devient un esclave. Or, chez l'esclave, le développement de la personnalité, donc l'exaltation de la vie sont moindres que chez l'homme libre. L'économie politique orthodoxe reste toujours logique : elle dit que la plus grande vitalité vient de l'accroissement de la vitalité ; le socialisme, lui, est contradictoire : il dit que l'accroissement de la vitalité (richesse) vient de la diminution de la vitalité (esclavage).

Le justice n'est nullement dans l'égalité, comme le croient les socialistes. L'égalité n'étant pas dans la nature, où il y a des hommes de génie et des idiots, ne peut pas être dans la société[1]. L'égalité peut parfaitement devenir la suprême injustice. L'homme ne l'acceptera jamais, parce qu'elle est contraire aux lois fondamentales de la vie. L'égalité, c'est le lit de Procuste ; c'est la mort. La justice, au point de vue psychique, est une corrélation exacte entre l'effort exercé et la jouissance obtenue, et, au point de vue social, une corrélation exacte entre la jouissance procurée aux autres et la jouissance obtenue des autres.

L'établissement de la justice sur toute l'étendue du globe est le *seul* procédé par lequel la question sociale pourra être résolue. On n'y arrivera jamais par aucun autre : ni par

1. Le lecteur comprend bien qu'il ne s'agit pas ici de l'égalité au point de vue politique, de l'égalité du citoyen devant la loi. Cette égalité est sans aucune contestation possible la pierre angulaire du bonheur humain.

le socialisme, ni par le collectivisme, ni par la lutte des classes, ni par la suppression du capital, ni par la nationalisation des biens, ni par l'abolition du salariat.

Nous sommes pauvres parce que nous réglons mal nos affaires sur notre domaine terrestre. Jamais la misère ne sera extirpée tant que durera l'anarchie internationale. La misère ne sera supprimée que par l'organisation du genre humain. L'organisation de l'humanité, l'ordre sur toute l'étendue du globe, la justice universelle, la solution de la question sociale et le bonheur de notre espèce sont des notions identiques.

Le genre humain, dans son ensemble, est encore dans la période animale, parce qu'il vit en pleine anarchie. C'est par l'organisation générale que nous réaliserons le bien-être universel.

Les pessimistes affirment que jamais nous n'aurons ce bien-être. Ils ont tort. Si l'humanité a pu accomplir de si grands progrès par des efforts sporadiques, désordonnés, non concertés, et non systématisés, on peut se représenter ce qu'elle pourra atteindre le jour où elle marchera tout entière, consciente de ses fins, vers un but nettement perçu et clairement formulé.

A Arbelles, 40.000 Macédoniens ont battu un million de Perses, parce que les Macédoniens avaient une organisation militaire excellente et que les Perses étaient une cohue. La relation entre ce que l'humanité a pu accomplir dans la période anarchique et ce qu'elle pourra accomplir dans la période organique est voisine de la proportion entre 1.000.000 et 40.000. Si le revenu moyen de chaque habitant ne dépasse pas 200 francs aujourd'hui, il est facile d'imaginer qu'il atteindra 5.000 francs lorsque l'anarchie aura disparu[1].

Mais l'organisation générale du genre humain est-elle possible? J'examine cette question à la fin du chapitre. Ici

1. Encore une fois, il ne s'agit pas ici, à la lettre, de 200 et de 5.000 francs, mais du confort qu'on peut se procurer actuellement pour ces sommes.

je dois seulement mettre en évidence qu'espérer obtenir le maximum de bien-être en maintenant l'anarchie est une pure contradiction. Autant espérer obtenir le maximum de santé par la maladie. En effet, l'anarchie et la guerre sont des cas de pathologie sociale. Elles sont des rupture de l'équilibre normal, de la légalité, comme on dit en termes juridiques ; elles sont donc des phénomènes morbides.

Dès qu'on se pose le problème de la misère et qu'on cherche à le résoudre, il s'opère un renversement complet des valeurs sociales. Celles que les hommes d'État, dans leur ignorance, considèrent comme très importantes, passent au dixième plan, et celles qu'ils considèrent comme indignes d'intérêt passent au premier. Combien n'a-t-on pas versé de torrents de sang pour déplacer des frontières! Mais toutes ces préoccupations conquérantes et les jongleries diplomatiques qui les accompagnent ne sont que des enfantillages ridicules. Les annexions de territoire sont des niaiseries. Ce qui doit constituer l'unique préoccupation des hommes d'État, c'est la question du pain, en d'autres termes, du bien-être des masses populaires ou, comme le disent encore si bien les socialistes, c'est l'existence digne de l'homme.

Pour conquérir le bien-être, il n'y a pas d'autre moyen que d'organiser l'humanité. Cela veut dire qu'il faut établir des individus spécialement chargés de s'occuper, non des intérêts particuliers de chaque nation [1], mais des intérêts généraux de notre espèce. Cela constituera une révolution d'une importance de premier ordre. Ce sera la fin de la période chaotique de l'histoire. Il se peut que les hommes n'inventent pas d'emblée les procédés les plus efficaces pour faire fonctionner l'ordre international d'une façon satisfaisante. Mais, par cela seul que certains individus déterminés seront chargés de cette tâche spéciale, notre espèce cessera de marcher au hasard et de flotter au gré

1. Ces organes existent déjà : ce sont les gouvernements.

des vents. La période de l'humanité aveugle sera terminée ; celle de l'humanité consciente aura commencé.

Karl Marx, dans son célèbre manifeste de 1846, indique le véritable moyen de résoudre la question sociale et dans le même moment, hélas, il élève l'obstacle qui empêche sa solution. Il dit : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » Les derniers mots : « unissez-vous » sont la solution ; le premier mot : « prolétaires » est l'obstacle à la solution. Marx aurait dû dire : « Citoyens de tous les pays, unissez-vous. » Cette formule eût été logique, tandis que celle de Marx est contradictoire. En effet, elle indique simultanément l'union et la désunion comme moyens de vaincre la misère : l'union de tous les prolétaires, quel que soit leur pays, la désunion entre les prolétaires et les bourgeois. Marx veut en même temps l'association et la dissociation, l'hostilité et l'accord. Cette formule contradictoire ne pourra jamais résoudre la question sociale, car remplacer la guerre étrangère, plus ou moins rare, par la guerre civile de tous les moments, cent fois plus âpre et plus acharnée, c'est augmenter les pertes de temps dans une mesure immense, c'est accroître la misère.

La fédération de l'Europe et ensuite celle du genre humain sont l'unique moyen de résoudre la question sociale. Espérons que cette vérité si évidente sera comprise, en premier lieu, par les hommes d'État et les classes dirigeantes. Alors seulement elle sera réalisée, sans désastres et sans effusions de sang, par les moyens légaux. Mais si, par malheur, les classes supérieures continuent à persister dans leur aveuglement, si elles continuent à considérer la conquête, le brigandage et le banditisme comme les souverains biens, la fédération ne pourra se faire que par une poussée des masses déshéritées, et elle pourra amener les convulsions les plus désastreuses.

Depuis qu'elle est au monde, la misérable humanité aspire au bien-être et au bonheur. Aussi l'homme a-t-il constam-

ment cherché des panacées pour guérir les maux dont il était accablé. Ces panacées étaient comme des mirages. Sitôt qu'on s'en approchait, elles se dissipaient par enchantement. Cela n'a pas empêché les hommes, toujours à la poursuite du bonheur, d'en inventer de nouvelles, aussi décevantes que les anciennes.

Au commencement du siècle dernier, le régime parlementaire a été considéré pendant quelque temps comme la panacée qui devait amener la félicité universelle. Puis, vers 1848, on a basé les mêmes espérances sur le suffrage universel. Les Américains et les Français en ont fait l'expérience ; ils savent maintenant ce qu'il vaut. Mais les socialistes russes, par exemple, sont encore profondément convaincus qu'il suffit d'établir le suffrage universel pour faire descendre le paradis sur la terre. Ils ont la foi du charbonnier.

Après ces panacées de l'ordre général, on a basé aussi des espérances illimitées sur des panacées d'un ordre secondaire. Les ouvriers russes, sous l'influence du prolétariat intellectuel, s'imaginent maintenant que la journée de huit heures et le repos hebdomadaire vont résoudre la question de la misère.

Toutes ces panacées, dont on s'est engoué tour à tour, sont complétement vaines. Il n'est pas difficile de comprendre que ni le régime parlementaire, ni le suffrage universel, ni la journée de huit heures ne tireront le genre humain de la misère. Il n'y a pour cela qu'un seul remède efficace et qui, plus que tout autre, mériterait d'être qualifié de panacée universelle. C'est le seul, hélas, auquel on n'a jamais encore pensé. Les gouvernements lui sont hostiles. Quant aux peuples, non seulement ils ne veulent pas y recourir, mais ils lui sont opposés, ils le repoussent de toutes leurs forces, ils le vouent au ridicule. Ce moyen infaillible, c'est... la justice universelle. Elle est le salut, elle est l'*unique* chemin par lequel on arrivera à supprimer la misère et à résoudre la question sociale.

Mes conclusions sans doute auront désappointé quelques-uns de mes lecteurs. Eh quoi ! pourront-ils dire, était-ce la peine d'écrire un volume entier avec des prétentions scientifiques pour arriver à cette vérité banale que le bonheur de l'individu est en raison directe de son respect du droit du prochain ? Cette vérité est vieille comme le monde ; elle traîne dans tous les manuels de morale mis entre les mains des petits enfants. Sans doute le lecteur pouvait espérer que j'ai découvert, pour résoudre la question sociale, quelque chose de nouveau, d'extraordinaire, d'ingénieux, d'insoupçonné, d'inédit que j'ai voulu faire connaître au monde en publiant ce volume.

Que ce désappointement se produise ou ne se produise pas, la vérité n'en reste pas moins inébranlable : le seul moyen de résoudre la question sociale est la suppression du banditisme sous toutes ses formes ; la seule panacée infaillible est la justice universelle. Le seul moyen d'extirper la misère est l'organisation de l'espèce humaine. Il peut être profondément regrettable qu'il en soit ainsi. Il aurait beaucoup mieux valu qu'il existât quelque moyen plus expéditif, quelque combinaison habile, quelque invention surprenante. Mais, hélas, cela n'existe pas. On a beau déplorer le fait, on ne peut pas le changer. Et, parce que l'organisation de l'humanité est un moyen qui paraît lent, cela n'empêche pas, par malheur, qu'il ne soit le seul efficace.

Ce qui obscurcit cette vérité, c'est que la plupart des hommes sont encore plongés dans l'esprit mythologique et métaphysique. Ils croient au miracle. Au premier siècle de notre ère, les Juifs étaient fermement convaincus qu'il apparaîtrait un être surnaturel, le Messie, qui guérirait tous les maux et établirait le paradis sur la terre. Les socialistes actuels croient que le bonheur universel sera basé sur des arrangements sociaux actuellement inconnus. Ils refusent d'élaborer un programme concret. Ils disent qu'ils sont incapables de décrire les insti-

tutions futures. Ces illusions ne peuvent être répandues que par suite du faible avancement des sciences sociales. En chimie et en physique, on peut s'attendre à la découverte de forces mystérieuses, totalement inconnues. En effet, par suite du perfectionnement des microscopes et des autres moyens d'observation, l'œil humain pénètre dans des régions constamment nouvelles. Il n'en est pas ainsi en sociologie. Ici les faits ne sont pas microscopiques. Ils se passent constamment autour de nous ; ils sont vus de tout le monde. Mais ils ne sont pas observés par le grand public et ne sont pas toujours exactement interprétés, non seulement par les profanes, mais même par les spécialistes et même par les plus célèbres d'entre eux. S'il est au monde un fait évident, c'est bien l'identité complète de la justice et du bonheur. Cependant les hommes ne le voient pas et, toujours à croire enclins au miracle, ils attendent le salut de quelque force nouvelle et inconnue, ayant comme un parfum de surnaturel.

On pourra me faire encore une objection à laquelle je dois répondre.

Dans tout ce volume je me suis efforcé de démontrer que l'économie politique était une science, pour ainsi dire, extra-sociale, que les rapports entre les hommes étaient une infime partie des rapports entre les hommes et le milieu physique. Maintenant, dans mes conclusions, je semble rejeter mes prémisses en affirmant que la misère vient *uniquement* d'une cause sociale. On pourra me dire que, même dans le sein d'une fédération universelle et avec le règne de la plus stricte justice, il y aura des pauvres et des misérables, par suite des conditions du milieu et des imperfections physiologiques de notre espèce (vices de naissance, maladies, dégénérescence, etc.).

Cette objection ne me paraît pas justifiée. Sans oublier un seul instant le milieu physique, je maintiens toujours que la cause de la misère est *uniquement* sociale. En effet, si le globe terrestre *ne pouvait pas* nous fournir ce qui

nécessaire à notre bien-être, la cause de la misère serait sique. Mais il n'en est pas ainsi, comme je l'ai montré plus haut. Si donc l'homme ne tire pas des entrailles de la terre toutes les ressources dont il a besoin, c'est parce qu'il ne se conduit pas d'une façon conforme à ses intérêts *réels*. En d'autres termes, l'homme se trompe : il ne voit pas la vérité. Et son erreur fondamentale consiste à ne pas comprendre que la manière la plus avantageuse d'exploiter son semblable est d'en faire un *associé*. L'association est la meilleure combinaison pour atteindre un but désiré. On tue plus facilement un tigre en se mettant à dix qu'en étant seul. On dompte plus facilement le milieu physique en se mettant à 1.500.000.000 qu'à 40 ou 60.000.000, c'est-à-dire en faisant de l'économie mondiale, plutôt qu'en faisant l'absurde, la ruineuse et la ridicule économie nationale.

On peut contester, d'ailleurs, que le globe terrestre soit capable de livrer assez de produits pour faire vivre le genre humain dans l'abondance. Mais ce qu'on ne peut pas contester, parce que c'est une vérité de La Palisse, c'est que les hommes auront le maximum de produits (donc de bien-être) quand ils n'emploieront plus une seule minute de leur vie à se spolier les uns les autres, ce qui sera précisément le règne de la justice universelle.

Quant aux misères provenant des imperfections de la nature humaine, j'ai montré qu'elles pourront être facilement combattues. Les hommes honnêtes et sains gagneront assez pour couvrir les soustractions provenant des maladies physiques et mentales (vices et folie). Déjà maintenant, la charge provenant des dégénérescences corporelles et psychiques est supportée victorieusement par les éléments robustes de la société. Elle le sera avec une aisance beaucoup plus grande quand, par suite de la suppression du banditisme, la production de la richesse aura augmenté dans une mesure immense. Alors cette charge deviendra véritablement négligeable.

J'arrive maintenant à la dernière objection, mais la plus grave de toutes.

L'organisation de l'humanité n'est-elle pas une chimère à jamais irréalisable? Et, s'il en est ainsi, l'humanité n'est-elle pas vouée à la misère éternelle?

Je ne puis traiter ici cette vaste question avec tous les développements qu'elle comporte. Je l'ai fait dans d'autres travaux auxquels je renvoie le lecteur[1]. J'en dirai seulement le peu qui est absolument indispensable.

L'organisation du genre humain est-elle possible?

Par une coïncidence singulière, ces lignes sont tracées l'année même où, pour la première fois depuis l'origine de l'histoire, s'est assemblée une Conférence des délégués de *tous* les pays du globe terrestre. On peut donc dire que l'embryon d'une diète fédérale du genre humain a déjà vu le jour. Assurément, les délégués, réunis à La Haye, ont présenté le spectacle lamentable de gens discourant sur des questions de vingtième ordre et n'osant pas aborder celle du premier. Mais leur réunion même montre qu'une organisation de notre espèce est parfaitement dans le domaine des choses faisables. Il fut une période historique, extrêmement longue, pendant laquelle les différents groupes sociaux existant sur la terre n'étaient pas en communications constantes et suivies les uns avec les autres. Pendant cette période, une organisation de l'humanité était impossible parce que l'organisation suppose une série d'arrangements, et que les arrangements ne sont pas imaginables sans rapports constants entre les unités contractantes. Mais la période d'isolement des collectivités humaines est terminée à jamais. Grâce au télégraphe, toutes les régions de la terre sont en contact permanent les unes avec les autres.

Si l'on veut convoquer maintenant une diète de tous les États de notre planète les ambassadeurs ou les députés (comme la Conférence de La Haye l'a démontré) peuvent

1. Voir ma *Fédération de l'Europe* et ma *Justice et Expansion de la Vie*. Paris, F. Alcan, 1901 et 1905.

ir, dans un lieu déterminé, beaucoup plus vite que putés des États généraux du royaume de France ne aient se réunir, à Paris, au commencement du siècle.

Aucun obstacle de l'ordre matériel n'empêche donc, de os jours, la fédération du genre humain. Par conséquent elle est parfaitement réalisable. Elle ne dépend plus que de la volonté des gouvernements.

Mais comment faire la fédération? Pour y parvenir, il faut s'attaquer à la raison fondamentale qui maintient l'anarchie internationale, à la racine du mal.

Actuellement, tous les gouvernements, même les plus civilisés, tiennent les conquêtes territoriales pour avantageuses. Par suite, ils désirent en faire. A cause de cela, ils considèrent la *souveraineté* de l'État (en d'autres termes, la liberté de déclarer la guerre au voisin quand bon leur semble) comme le bien suprême qui doit demeurer intangible. La « souveraineté » des États produit le désordre, l'insécurité et l'anarchie internationale, parce que la « souveraineté » soustrait les relations entre États aux règles juridiques.

Il faut donc appliquer tout l'effort à faire comprendre aux gouvernements que la conquête est *désavantageuse*, que le seul avantage pour un État est de respecter scrupuleusement les droits du voisin. Quand ce point sera acquis, aucun gouvernement ne voudra faire de conquête, car aucun ne veut le mal du pays qu'il dirige. A partir de ce moment, l'organisation du genre humain sera faite. Dès que les États ne voudront plus de conquêtes, ils ne verront pas la moindre objection à conclure les uns avec les autres des traités de garantie mutuelle des territoires. Ce sera la première mesure par laquelle on sortira de l'anarchie. Toutes les autres en découleront avec une rapidité qui ira chaque jour en s'accélérant. Sitôt qu'on ne voudra plus s'emparer des provinces du voisin, on se sentira constituer un seul groupe politique et on n'aura aucune peine à organiser

d'abord l'arbitrage facultatif, puis l'arbitrage obligatoire pour les questions secondaires, puis enfin l'arbitrage obligatoire pour toutes les questions sans exception. Ensuite, d'arrangement en arrangement, on en viendra à créer, successivement, tous les rouages de l'organisation fédérale, c'est-à-dire le pouvoir judiciaire, législatif et finalement le pouvoir exécutif. Les lois fondamentales d'une union universelle ont été déjà rédigées par des juristes très compétents. Si l'on n'a encore adopté aucun de ces codes, c'est qu'on ne l'a pas *voulu*, par suite de l'aberration qui fait considérer la conquête comme avantageuse.

Il faut ajouter une autre considération très importante. A un certain point de vue, l'organisation du genre humain est déjà fort avancée. A l'heure actuelle, l'ensemble des intérêts de notre espèce est réglé seulement par *neuf* grandes puissances : les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Russie, la Chine et le Japon. La Chine est en avance sur tous les autres États du globe. Elle est démilitarisée depuis des siècles et, si les Européens ne la poussent pas à s'armer, elle restera ce qu'elle est. Il suffirait donc d'une alliance des sept grandes puissances chrétiennes, se garantissant mutuellement leurs territoires, pour constituer, en réalité, la fédération du genre humain. Il en est ainsi, parce que l'Angleterre contrôle la plus grande partie de l'Asie et de l'Afrique, et les États-Unis le continent américain tout entier. Quant aux petits royaumes européens ou asiatiques (Hollande, Suède, Bulgarie, Turquie, Perse, Siam, etc.), ils seront certainement incapables (et d'ailleurs ils n'auront pas la volonté) de s'opposer à une organisation fédérale, si elle est désirée par les grandes puissances.

Je n'ai pas encore parlé du Japon. Assurément il sera invité à entrer dans la fédération. Mais il pourra s'y refuser aussi longtemps qu'il sera dans sa période de fièvre conquérante. Dans ce cas, la fédération se fera sans lui et contre lui et, réduit à l'impuissance par la coalition du

monde entier, il devra, tôt ou tard, renoncer au banditisme international et prendre sa place dans l'union juridique.

On voit donc que l'organisation du genre humain, loin d'être une chimère à jamais irréalisable, est, au contraire, parfaitement possible et même relativement facile dans les circonstances historiques où nous nous trouvons actuellement.

Il s'agit seulement de comprendre ces vérités si évidentes. Espérons que viendra bientôt l'homme de génie qui poussera le cri de la délivrance : « Assez de banditisme ; citoyens de tous les pays, unissez-vous ! »

CHAPITRE XX

LES FACTEURS ÉCONOMIQUES

I

Depuis l'origine de l'histoire, sauf quelques années assez courtes de tranquillité relative, les sociétés humaines ont toujours vécu dans le trouble, l'inquiétude et les alarmes. Depuis des siècles et des siècles, nous sommes plongés dans le désordre, l'anarchie et le chaos. Des milliards d'efforts combinés produisent tous les ans un accroissement d'adaptation. Mais des efforts aussi très considérables également s'appliquent à la *désadaptation*, à la destruction de la richesse. Au moyen âge, les cités indépendantes du nord de l'Italie septentrionale entreprenaient, à chaque printemps, une razzia sur le territoire des cités voisines. Entre la France et l'Angleterre, du XIe au XIXe siècle, il y a eu une année de guerre sur deux ans et trois mois de paix.

L'humanité vit aujourd'hui sur le résidu de ce qu'elle a amassé, moins ce qu'elle a détruit. Notre richesse actuelle représente le bien-être réalisé *malgré* les efforts qui ont été accomplis pour le diminuer et en arrêter la croissance. Si l'on considère l'immensité des obstacles, il faut dire que les produits accumulés jusqu'à nos jours forment une masse énorme; mais si l'on considère ce qui aurait pu être fait *sans ces obstacles*, notre avoir actuel est une pure misère, digne du plus profond dédain. En comparaison de ce que l'humanité eût pu faire, si elle avait repoussé la

violence, ce qu'elle a fait est une quantité presque négligeable. Nous n'avons, pour ainsi dire, pas même élevé le rez-de-chaussée de cette maison à six étages qui représentera l'avoir futur du genre humain.

La question sociale ne sera résolue que par l'établissement de l'ère sans violence, en d'autres termes, par l'établissement de la sécurité absolue. Tâchons de nous représenter quel aspect offrira alors le monde au point de vue économique.

L'ère sans violence, l'état normal de la société, ou la santé sociale sont des termes synonymes. En effet, aussitôt qu'il y a des troubles violents dans un pays, il est dans un état pathologique. Dans un état social normal, le nombre des travailleurs productifs devra dépasser énormément le nombre des vicieux et des malades. Chacun de ces travailleurs, s'il est dans un état de santé économique (on me pardonnera cette métaphore), ne dépensera pas tout son revenu ; il fera des épargnes, si petites soient-elles. Le fait contraire serait une preuve de l'état pathologique de la société, car les hommes incapables de songer au lendemain sont des malades, et une société, composée en majeure partie de malades, est dans un état morbide.

Ainsi donc l'épargne est un phénomène inévitable dans une société saine. Cette épargne va chercher un placement. D'autre part, comme l'esprit d'invention de l'homme est inépuisable, il trouvera toujours des moyens plus parfaits que les anciens pour opérer l'adaptation du milieu. Les capitaux, offerts par les épargneurs, seront toujours absorbés par les entrepreneurs. Or, comme l'épargne est une quantité surajoutée aux richesses déjà produites, des entreprises nouvelles [1], par suite de l'épargne, s'ajouteront constamment aux anciennes, en sorte que la demande de travail dépassera l'offre.

1. Je donnerai un exemple entre mille. L'industrie cinématographique, rien qu'en France, représente déjà un capital de 80 millions de francs et un chiffre d'affaires de 40 millions de francs par an.

Ce qui est vrai du travail l'est aussi des produits. Dans l'état sain de la société (quand il n'y a de banditisme sous aucune forme), la demande des produits devra toujours dépasser l'offre[1], et les fabriques devront toujours être surchargées de commandes. Naturellement la demande de bras et la demande de produits sont en fonction l'une de l'autre, ou, si l'on veut, sont le même phénomène considéré à des points de vue différents. Et ces deux phénomènes forment un cycle ininterrompu. L'accumulation des épargnes, cherchant un placement, crée des entreprises nouvelles ; les entreprises nouvelles demandent un outillage qui fournit des commandes aux fabriques et celles-ci ont besoin, pour y faire face, d'un surcroît de travailleurs. Les travailleurs, plus nombreux et gagnant de bons salaires, réclament, à leur tour, plus d'objets de consommation, ce qui pousse de nouveau à une plus grande activité industrielle, et ainsi de suite. La santé de la société est caractérisée par un état de croissance sans arrêt, comme la maladie de la société est caractérisée par un état de stagnation ou de décroissance[2].

Celles des sociétés modernes qui sont organisées d'une façon plus ou moins satisfaisante confirment pleinement les considérations ci-dessus. De nos jours, l'industrie américaine ne trouve pas assez de main-d'œuvre pour faire face aux ordres qu'elle reçoit. Tous les pays du monde pourraient se trouver dans le même cas. Et il en serait ainsi constamment sans la violence. Toutes les fois qu'il y a chômage dans un endroit, c'est qu'il y a violence dans quelque autre. Quand il y a manque de travail dans un pays,

1. Je parle en général ; il est bien entendu que, dans certains cas particuliers, les industriels peuvent commettre des erreurs de calcul et produire un article en quantité supérieure aux besoins momentanés du marché.

2. Le banditisme peut être assimilé au parasitisme et l'association, en vue de la production, à la symbiose. Au point de vue biologique, le parasitisme aboutit à la maladie, au point de vue économique à la misère. Par contre la symbiose aboutit en biologie à la santé et en économie politique à la richesse. Santé et richesse, d'une part, maladie et misère, de l'autre, sont des termes corrélatifs.

c'est qu'il s'y accomplit ou qu'il s'accomplit dans les pays voisins des actes de banditisme[1]. Des industries peuvent languir à Paris, parce que les tarifs américains, ou russes, ou espagnol restreignent la demande des articles qu'elles produisent. Or les tarifs protecteurs, comme je l'ai montré plus haut, sont purement et simplement de la spoliation. En ce moment il y a en Russie des milliers d'individus qui cherchent en vain un travail quelconque. Cela vient des violences commises par les ouvriers, des grèves qu'ils suscitent à chaque instant et des attentats de tout genre auxquels se livrent les paysans et les partis révolutionnaires. Personne n'ose plus rien entreprendre dans l'empire des Tsars et, naturellement, la main-d'œuvre y est fort peu demandée. Encore ici on peut poser comme une règle générale que la violence et l'affaiblissement de l'initiative sont des faits parallèles.

Si les chômages viennent des violences, à leur tour ils y poussent. Tant que l'offre de travail dépasse la demande, la guerre économique règne entre les hommes. Une quantité égale de subsistances doivent être partagées entre les producteurs et les non-producteurs et par suite la part de chacun est réduite. De là l'hostilité et les combats. Il n'en est pas ainsi lorsque la demande de travail dépasse l'offre. Alors un plus grand nombre d'utilités sont apportées sur les marchés et sont offertes au même nombre de producteurs : Chacun voit son bien-être s'accroître et les hostilités s'apaisent.

Mais, dira-t-on, l'accroissement de la population n'amè-

1. Ces actes de banditisme ne sont pas toujours visibles, mais ils n'en sont pas moins les causes directes de la stagnation des affaires. Ainsi, en ce moment, beaucoup d'ouvriers anglais ne trouvent pas d'occupation. Cela provient de certaines mesures coercitives prises contre le commerce anglais en Australie, en Russie, dans la République Argentine et ailleurs. Cela provient, d'autre part, de la guerre du Transvaal qui a détruit beaucoup de capitaux anglais ; cela provient de l'insécurité qui règne dans certaines régions de l'Afrique centrale. Dans tous ces cas il y a violence. Mais le lien entre la violence et les chômages ne s'aperçoit pas toujours. La myopie des hommes d'État les empêche seule de comprendre que les nations deviennent solidaires aussitôt que des relations d'affaires s'établissent entre elles.

nera-t-il pas automatiquement et naturellement une offre de bras supérieure à la demande? L'expérience a démontré que, dans les pays très actifs (donc économiquement sains), la richesse augmente plus vite que la population. Il en est ainsi en Angleterre et surtout aux États-Unis, malgré un flot énorme d'immigrants qui, dans certaines années, dépassent le million. Il en serait ainsi partout sans la violence. La Russie, par exemple, est encore plus riche que l'Amérique du Nord en ressources naturelles; mais la violence empêche de les mettre en exploitation. Autrefois cette violence prenait la forme du despotisme politique, maintenant elle prend surtout la forme du terrorisme révolutionnaire.

Dans l'ère sans violence la demande de travail dépassera encore l'offre parce que l'esprit d'entreprise arrivera alors au point culminant de sa puissance. C'est précisément la violence qui limite la liberté, donc qui arrête l'élan et l'initiative des citoyens. Songez seulement à la formidable gêne occasionnée par les douanes. Elles empêchent des milliers de transactions lucratives. En Russie, pour fonder une compagnie d'actionnaires, il faut de longues et pénibles démarches qui doivent être faites uniquement dans la capitale de l'empire. Une centralisation aussi étroite est un pur acte de violence par rapport aux citoyens. Mais, quand les entraves opposées par la force auront disparu, le « laissez faire, laissez passer » (dans le domaine économique, bien entendu) deviendra universel. L'initiative des citoyens ne sera alors entravée en aucune façon et le nombre des affaires nouvelles augmentera avec le maximum possible de rapidité.

Quand la demande de travail dépassera l'offre, il se produira un double résultat. D'une part, les travailleurs verront leur salaire hausser constamment d'une façon *naturelle*[1]. Ils auront donc plus de bien-être. Quand

1. Lorsqu'un ouvrier, trouvant du travail plus lucratif, abandonne un ancien patron pour aller chez un nouveau, le premier est obligé d'aug-

« deux fabricants courent après un ouvrier », comme dit Cobden, les ouvriers peuvent poser leurs conditions. Alors toutes les améliorations économiques (salubrité des ateliers, heures de travail limitées, repos hebdomadaire, etc.), que les classes laborieuses attendent maintenant des seuls pouvoirs publics, pourront être obtenues plus vite par des stipulations directes entre les salariés et les patrons. Ceux-ci auront d'autant plus la possibilité de les satisfaire que les entreprises seront plus vigoureuses, plus puissantes et plus lucratives.

D'autre part, l'exaltation de l'esprit d'entreprise aura des conséquences indirectes sur le bien-être de l'ensemble des travailleurs. Le globe terrestre n'est pas encore complétement passé sous la domination de l'homme. Même dans les pays où l'adaptation du milieu s'opère depuis des siècles, il s'en faut de beaucoup que la nature ait été complétement domptée et assouplie. En Vénétie, tout à côté de fleuves magnifiques qui descendent des Alpes, certaines localités, situées sur des collines, manquent complétement d'eau. Elles sont fort peuplées et voudraient construire un réseau d'aqueducs, mais les capitaux manquent. Que dire de l'Apulie qui tout entière meurt de soif? Quant aux pays neufs, comme les États-Unis, la Russie, la République Argentine, le Brésil, l'Afrique presque entière, l'accommodation aux besoins de l'homme y est à peine ébauchée[1]. L'œuvre qui reste encore à accomplir par l'humanité est colossale. Il lui faudra des siècles et des siècles de travail acharné et inlassable pour amener son domaine à un état plus ou moins satisfaisant.

Considérez d'autre part l'outillage technique. Les chemins de fer russes ont besoin au moins de quatre milliards de

monter les salaires, sous peine de rester sans travailleurs. Cet accroissement de salaire est le seul *naturel* et il est aussi le seul bienfaisant et utile parce qu'il n'est pas nécessairement accompagné d'une hausse des objets de consommation, comme c'est le cas lorsque la hausse des salaires est le résultat de la violence exercée par le moyen de la grève.

1. Et ces pays neufs couvrent une superficie beaucoup plus étendue que le pays vieux.

francs pour pouvoir répondre aux besoins actuels de la population de ce pays. Les chemins de fer américains ont besoin de 25 milliards. Et cela aujourd'hui. Et les besoins futurs? Combien ils grandiront quand l'Amérique aura 400 à 500 millions d'habitants, au lieu de 145. Et les autres continents? Pour couvrir l'Afrique, l'Asie et l'Australie des chemins de fer qui leur seraient indispensables, il faut au moins une centaine de milliards de francs. Mais les chemins de fer ne sont pas tout; les routes sont également indispensables. En dehors de l'Europe, on peut dire que les chaussées n'existent nulle part. Il en faudrait donc de nombreux millions de kilomètres. Toutes ces améliorations exigeront aussi des milliards et des milliards de journées de travail. Ce n'est donc pas la besogne qui manque aux ouvriers des siècles à venir. Ce sont plutôt les capitaux et l'esprit d'entreprise. Aussi, plus celle-ci sera active, plus le bien-être des travailleurs ira en augmentant, directement, par les salaires qu'ils obtiendront, et, indirectement, par la plus complète adaptation du globe qui livrera des objets de consommation en quantité plus considérable.

Dans la période de l'anarchie, il y a des millions d'hommes qui cherchent du travail et n'en trouvent pas, parce que d'autres les empêchent de travailler. Une des formes les plus usuelles sous laquelle s'exerce cette violence est l'accaparement des territoires. Les Russes, qui ont à peine peuplé leur propre pays, se sont emparés de vastes contrées sur le littoral du Pacifique; ils en éloignent les Jaunes. Les Anglais se sont emparés de l'Australie. Elle est encore un désert; cependant ils n'y laissent pas débarquer les Japonais et les Chinois[1]. Ni cette entrave ni aucune autre n'existera dans l'ère sans violence, et alors aucun homme ne sera empêché par un

1. Il faut considérer encore les régions qui ont été autrefois adaptés aux besoins humains et que le banditisme et la violence ont désadaptées. Telles sont la Grèce, l'Asie Mineure et la Mésopotamie.

autre d'appliquer ses forces à l'adaptation de la planète, en d'autres termes, aucun homme n'enlèvera le travail à son semblable.

Puisqu'aucun effort ne sera alors perdu, la richesse augmentera avec la rapidité la plus grande possible, et le moment où la misère sera vaincue sera rapproché.

Il faut nous représenter comment cet âge fortuné sera atteint. Il le sera peu à peu, sans secousses, par le jeu des mêmes facteurs que nous voyons agir sous nos yeux.

De notre temps, les statistiques montrent que la fortune publique de certains pays monte à un nombre déterminé de milliards (celle de la France est évaluée par quelques-uns à 250). Ce nombre, augmentant de plus en plus, atteindra un jour un niveau assez élevé pour que la moyenne puisse assurer le bien-être de tous[1]. En considérant la question au point de vue individuel, elle se présente un peu autrement. A notre époque, sur 1.000 personnes vivantes, 90 réalisent un gain annuel de 10.000 francs et au-dessus. Plus tard, il y en aura 100, puis 200 puis 500 qui auront la possibilité de gagner cette même somme. Un jour viendra enfin où la proportion qui existe à l'heure présente, sera renversée. Il y aura 900 familles sur 1.000 qui seront dans l'aisance et la richesse et 100 qui seront dans la misère. Alors la question sociale sera résolue, car ces 10 p. 100 de pauvres seront facilement pris à la charge des producteurs. Il sera impossible d'extirper complétement le paupérisme, car il provient aussi de causes naturelles, mais il sera possible de le réduire à une quantité plus ou moins négligeable.

La suppression de la misère ne s'opérera nullement par la disparition des grandes fortunes. La richesse sera comme un plateau sur lequel s'élèvent de hautes montagnes. Le plateau et les cimes peuvent monter tous les deux sans que

1. Actuellement, le bénéfice moyen de l'humanité n'atteint peut-être pas 1.000 francs par famille et par an. Que cette moyenne puisse monter à 10.000 francs, la question sociale sera résolue.

leurs distances relatives changent. De même que les pics altiers du Gaourisankar et du Dapsang se dressent au-dessus du plateau du Thibet, qui dépasse lui-même la hauteur du mont Blanc, de même les fortunes colossales, comme celles de M. Morgan et de M. Rockfeller, se dresseront toujours au-dessus des fortunes moyennes de l'ensemble des mortels. Cet ensemble, ce plateau, lui aussi, pourra s'élever constamment et atteindre les nuages, c'est-à-dire l'existence digne de l'homme, comme disent les socialistes.

Mais si l'on veut que le plateau puisse s'élever, il faut laisser les cimes monter également sans obstacles. Les immenses fortunes [1], si rares et qui comptent pour si peu dans l'économie générale du monde, comptent immensément dans l'économie psychique du genre humain, s'il est permis de s'exprimer de cette façon imagée. De même que personne ne voit un plateau, si élevé soit-il, et que tous aperçoivent les rares pics qui se dressent au-dessus, de même personne ne fait attention au niveau moyen d'une nation, mais tous ont les yeux tournés vers quelques grandes fortunes extraordinaires. L'appât de ces grandes fortunes est ce qui pousse à produire le bien-être général. Empêchez les hommes de gagner les sommes les plus énormes (bien entendu sans violences ni spoliations d'aucune sorte), aussitôt l'activité économique se ralentit, le bien-être général diminue, et le niveau du plateau, pour reprendre ma comparaison géographique, baisse inévitablement. Il en est ainsi et il ne peut pas en être autrement, parce que la justice est dans l'inégalité des récompenses correspondant à l'inégalité des facultés naturelles.

Il ne viendra pas de jour où il n'y aura plus, en même temps, des fortunes colossales et des fortunes modestes, mais il en viendra un où les fortunes les plus modestes seront montées à un niveau qui procurera l'existence digne

1. Elles représentent une quantité négligeable, un millième à peine des fortunes dans les pays les plus riches et les plus avancés du globe, comme les Etats-Unis, l'Angleterre, la France et l'Allemagne.

de l'homme. Dans certains pays très civilisés, nous avons comme un avant-goût de cet état de choses. Il y a quelques années, je voyageais dans le canton des Grisons (un des moins favorisés par la nature, cependant), je n'y ai rencontré ni un mendiant, ni une maison délabrée.

Plaçons-nous maintenant à un autre point de vue : celui du prolétariat. De nos jours, il y a des gens qui apportent sur la terre leur personne physique et morale, et rien de plus. Ils naissent *nus*, s'il est permis de se servir de cette expression imagée : ce sont les prolétaires. D'autres personnes, en venant au monde, ont un héritage plus ou moins considérable : ce sont les bourgeois et les capitalistes. Actuellement, sur 1.000 hommes qui naissent, il y en a 900 qui appartiennent à la première catégorie et 100 à la seconde. Même de nos jours, cette proportion se modifie lentement[1]; le nombre relatif des bourgeois augmente, celui des prolétaires diminue. Mais, dès que la violence aura disparu, le mouvement s'accélèrera dans une mesure très forte, et un jour viendra où la proportion actuelle sera renversée, où il naîtra 900 individus pourvus d'héritage et 100 qui en seront privés. Alors le prolétariat aura disparu ; la question sociale sera résolue. Elle le sera, comme je l'ai dit au chapitre XII, par la suppression du prolétariat, non par la suppression du capitalisme. Le processus économique sera parallèle au processus biologique, parce qu'il en est la continuation immédiate. L'évolution biologique est une montée constante vers l'intelligence, le processus économique sera une montée constante vers le bien-être[2]. De même qu'il est venu un jour où tous les hommes (sauf les malades, les

1. Actuellement, sur 1.000 Français décédés, 296 ne laissent aucun héritage ; 221 laissent en moyenne 255 francs et 380, 304 francs. Donc, 897 sur 1.000 laissent un héritage insuffisant. Et notez que la France est un des pays les plus riches de la terre !

2. Et, au fond, ces deux processus n'en font qu'un, car le bien-être aide au développement de l'intelligence et le développement de l'intelligence pousse à l'accroissement du bien-être.

faibles d'esprit et les idiots) ont été capables de faire un syllogisme[1], de même il arrivera un jour où tous les hommes (sauf les malades et les vicieux) posséderont un héritage.

Mais, dira sans doute le lecteur, combien de siècles faudra-t-il encore attendre pour entrer dans le paradis dont je fais ici la description? Qui sait? Peut-être pas aussi longtemps qu'on le croit. Donnez au genre humain une dose suffisante de justice et de sécurité, supprimez le banditisme et la violence et, en quatre ou cinq générations, chaque famille humaine pourra jouir fort probablement du bien-être que donne maintenant un gain annuel de 10.000 francs. Mais la violence pourra-t-elle être supprimée dans quatre ou cinq générations? Voilà une question à laquelle il est impossible de répondre. Il faudra peut-être encore plusieurs siècles pour convaincre les hommes que la spoliation de leurs semblables est la plus stupide de toutes les spéculations. Ceci est le point de vue politique. Il n'empêche pas ma thèse *économique* d'être complétement vraie : donnez au genre humain la sécurité parfaite sur le globe entier et, au bout de quatre ou cinq générations, il pourra extirper la misère. Ce que nous avons vu s'accomplir sous nos yeux, dans des conditions beaucoup moins favorables, est fait pour nous donner bon espoir. Comparez, par exemple, l'état des ouvriers anglais en 1808 à leur état en 1908. A la première date, ils étaient encore de véritables barbares. Aujourd'hui, on les distingue difficilement de la petite bourgeoisie. Et notez que ces progrès ont été acquis dans des circonstances relativement très difficiles[2]. Dans l'ère sans violence la facilité du progrès sera beaucoup plus grande. On pourra donc avancer beaucoup plus vite.

Il faut considérer maintenant la question à un autre point de vue.

1. Et combien de milliers de siècles il a fallu pour arriver à un niveau psychique aussi élevé !

2. L'activité des Anglais est constamment entravée par les violences des nations voisines, c'est-à-dire par leurs tarifs protectionnistes.

Le maximum de bien-être du genre humain ne sera pas atteint quand le régime collectiviste aura succédé au régime individualiste, mais quand il ne sera pas resté sur la terre un seul champ non cultivé, une seule mine non exploitée. Or, pour tirer de notre planète tout ce qu'elle peut donner, il faut organiser le travail de notre espèce d'une façon rationnelle, en vue d'une fin générale. Personne ne se préoccupe encore d'une pareille question. Jusqu'à nos jours tout se fait au hasard et chaotiquement. J'ai dit au chapitre précédent que la solution de la question sociale n'était possible que par l'organisation politique de notre espèce. Elle n'est aussi possible que par son organisation économique et l'une sera, dans une forte mesure, la conséquence de l'autre.

Deux causes générales, dominant toutes les autres, empêchent le genre humain d'exploiter son domaine d'une façon satisfaisante. C'est d'abord le trop petit nombre de travailleurs et ensuite leur distribution géographique imparfaite. Considérons d'abord le second fait. Il y a sur la terre trois centres de population très dense : l'Europe occidentale, la Chine et les Indes. Il y a, par contre, trois régions presque complétement désertes : le continent américain, les terres océaniennes et l'Afrique. Il serait d'une extrême importance, pour le bonheur de notre espèce, que le surplus des centres très peuplés allât coloniser aussi vite que possible les pays à population très clairsemée. Il faudrait donc organiser trois courants d'émigration : l'européen, le chinois et l'indien[1]. Le premier devrait

1. Je ne parle pas du Japon parce que ce pays est loin d'être surpeuplé et pourrait facilement nourrir sa population par l'agriculture et l'industrie. M. Tzudzuki, le premier délégué du Japon à la seconde Conférence de La Haye, l'a déclaré en termes formels. « Quarante pour cent de nos terres arables sont seulement cultivées, a-t-il dit ; il y a chez nous énormément de place pour les nôtres. Dernièrement encore, des émigrants japonais, partis pour la Corée, sont revenus au Japon, convaincus que la terre japonaise est meilleure que la terre coréenne » (voir le *Matin*, du 14 octobre 1907). Les récentes conquêtes du Japon sont des entreprises purement politiques, inspirées par les convoitises des gouvernants et en aucune façon par les besoins du peuple.

se porter sur l'Amérique du Nord et les parties de l'Amérique du Sud qui sont riveraines de l'Atlantique, le second sur l'Asie septentrionale et les régions océaniques (Australie et îles de la Sonde) et le haut bassin de l'Amazone, le troisième sur l'Afrique. Le premier de ces courants est déjà parfaitement organisé. C'est un flot puissant qui dépasse sensiblement le million tous les ans, si l'on compte l'émigration orientale des Russes en Sibérie et l'émigration occidentale des Européens en Amérique. Quant aux courants hindou et chinois, non seulement ils ne sont pas organisés, mais ils sont même positivement contrariés. Or il est évident que la violence par laquelle les Européens veulent s'approprier des continents qu'ils sont incapables de peupler est des plus funestes. Aussi longtemps que les blancs pratiqueront cet exclusivisme haineux et absurde, ils languiront dans la misère, car le globe ne pourra pas être mis en exploitation complète : d'une part, parce que certaines régions resteront sans habitants, de l'autre, parce que des forces humaines très considérables (en Chine et aux Indes) resteront sans emploi. *Caveant consules*, disaient les Romains. De même, le temps est venu où quelques autorités doivent être chargées de songer aux besoins généraux de notre espèce, afin qu'elle puisse atteindre le maximum de bien-être dans le temps le plus court possible.

Mais, même si la population de notre globe était bien répartie, elle serait encore insuffisante. Nous sommes environ un milliard et demi. C'est trop peu. Pour prendre une possession complète de notre globe, il faudrait un nombre au moins triple de travailleurs [1]. C'est quand nous serons environ quatre milliards que la richesse atteindra son point culminant sur la terre, car il n'y aura pas alors un champ cultivable qui ne sera pas cultivé, et une mine exploitable qui ne sera pas exploitée.

1. Un exemple, entre mille, que je prends au hasard. En 1904, à Cuba, on a laissé périr sur pied pour cinquante millions de cannes à sucre, faute de bras pour les récolter.

Assurément l'accroissement de la population ne peut pas être décrété par un conseil fédéral de toutes les nations. Mais on peut dire de la population ce que j'ai dit tout à l'heure de la richesse : donnez au genre humain une somme complète de sécurité et il doublera facilement en quatre ou cinq générations.

Une fois la densité nécessaire atteinte, il faudra prendre des mesures pour ne plus augmenter trop vite. Nos arrière-petits-fils devront avoir ce souci. Il ne peut pas encore être le nôtre. Nous devons borner notre soin à répartir les hommes de la façon la plus avantageuse pour leurs intérêts généraux et nous devons laisser la population augmenter d'une façon normale.

La misère des classes déshéritées était épouvantable du temps de Malthus. Il a vu que cela venait de l'insuffisance des denrées alimentaires alors produites sur le globe. Il a donc affirmé que l'unique moyen de résoudre le problème de la misère était de diminuer le nombre des hommes. L'idée de la solution diamétralement opposée ne s'est pas présentée à son esprit : celle d'augmenter les subsistances. Cette seconde solution était la bonne. C'est elle qui a été adoptée par le genre humain, puisque les subsistances ont augmenté, au XIXe siècle, beaucoup plus vite que la population. Naturellement, Malthus n'a pu comprendre une vérité encore plus large, à savoir que la rareté des denrées alimentaires provenait précisément du manque de population.

II

Abordons maintenant un autre ordre de considérations.

Pour procurer l'aisance à tous, il faut que la quantité d'objets de jouissance produite soit suffisante. Mais l'homme ne peut pas produire pendant sa vie entière. Il ne le peut ni dans l'enfance, ni dans la vieillesse, ni même dans l'âge adulte, lorsqu'il est affaibli par la maladie. Par suite,

l'homme doit accumuler des ressources pour les mauvais jours, en d'autres termes, il doit épargner. La production de la richesse est le domaine particulier de l'économie politique, celui de l'épargne, le domaine particulier d'une discipline constituée depuis peu sous le nom d'économie sociale. Naturellement, l'économie sociale joue un rôle subsidiaire ; elle est comprise dans l'économie politique, elle en forme une section. En effet, si grand que soit le désir d'épargner, si la production est trop faible l'épargne est impossible. A ce point de vue, on peut dire que l'économie sociale ne peut pas résoudre le problème de la misère. Mais, d'autre part, si grande que soit la production, si ce qui a été produit a été consommé immédiatement, la misère est inévitable pendant la période où l'homme ne peut pas travailler. A ce second point de vue, les institutions et les inventions qui donnent une organisation parfaite à l'épargne résolvent le problème de la misère[1].

L'économie sociale part d'une somme de richesse donnée. Elle étudie les procédés les plus rationnels pour la partager entre les jouissances actuelles et les jouissances futures. Le premier échelon, pour obtenir l'aisance, est de tirer des entrailles de la terre une somme de denrées suffisante, le second est de savoir s'arranger de façon à en disposer pendant toute sa vie. Bien souvent les collectivistes et parfois même quelques économistes oublient le rôle subordonné de l'économie sociale et croient qu'à elle seule elle pourra résoudre le problème de la misère. C'est une profonde erreur. Mais, une fois qu'on place l'économie sociale à son rang véritable, on doit reconnaître qu'elle peut rendre des services très importants. Elle peut contribuer, dans une mesure considérable, à l'établissement du bien-être général.

Le champ particulier de l'économie sociale est l'épargne

1. Voir à ce propos l'excellent ouvrage de M. Ch. Gide, intitulé *l'Économie sociale*. Paris, Larose, 1905, un vol. in-12.

ou, en d'autres termes, la répartition, dans l'espace et dans le temps des richesses déjà produites : dans l'espace, c'est-à-dire entre les différents participants d'une entreprise ; dans le temps, c'est-à-dire aux différentes périodes de la vie des producteurs.

Ce qu'il faut établir, tout d'abord, c'est que l'épargne est loin d'être un fait uniquement social : elle est aussi un fait biologique. Les différents organes des corps animaux ne peuvent pas produire à tout moment et en quantité suffisante les substances nécessaires au fonctionnement de la vie. Aussi forment-ils des réserves, la graisse, par exemple. Lorsque le corps de l'homme ne peut pas prendre de nourriture, par suite de causes externes ou internes, il puise dans la réserve de graisse qui a été accumulée dans les périodes d'abondance. Les phénomènes économiques étant la continuation immédiate des phénomènes biologiques, les économies et les épargnes de l'homme commencent aussi tout d'abord par des réserves alimentaires, puis elles se ramifient à l'extrême et finissent par aboutir à des dépôts de numéraire dans les banques. Mais, si éloignée que l'épargne moderne soit de sa forme primordiale, le principe en reste le même.

L'économie sociale comprend deux grandes branches : 1° l'ensemble des inventions et des organisations ayant en vue de diminuer le prix des denrées et des services, et 2° l'ensemble des mesures prises pour accumuler des réserves. La première branche se ramène aussi à une épargne, bien qu'indirecte. En effet, si, au lieu de *trois* intermédiaires entre le producteur et le consommateur, vous en laissez seulement deux ou même un, il y a diminution de frais, possibilité d'avoir la même jouissance pour moins d'argent, donc plus grande latitude pour faire de l'épargne. Dans cette classe doivent se ranger les coopératives de consommation, d'achat de matériaux, etc., dont l'organisation a reçu, dans ces derniers temps, les perfectionnements les plus habiles et les plus ingénieux.

A moitié chemin entre l'économie sociale et l'économie politique, doivent se ranger les coopératives de production. Celles-ci ont pour but et de produire de la richesse et de distribuer les profits autrement que dans les entreprises où il y a un patron.

On a basé des espérances illimitées sur les coopératives de production. On est allé même jusqu'à dire qu'elles pourraient résoudre la question sociale. Ce sont des illusions très exagérées. Les coopératives de production ne peuvent pas supprimer la misère pour la plus élémentaire des raisons : c'est qu'il ne suffit pas qu'une entreprise soit coopérative pour donner des profits ; elle peut parfaitement aussi donner des pertes ou donner des profits si minimes que la part des participants soit moindre que le salaire payé par les patrons. Les miracles ne sont pas de ce monde : il ne suffit pas que quelques ouvriers s'associent pour que leur affaire donne aussitôt des bénéfices énormes. Elle subit des risques, comme toutes les autres. Sans doute, dans une coopérative, les ouvriers, ayant un intérêt direct, peuvent travailler plus consciencieusement. Mais cela n'est pas assez. L'entreprise peut être mal conçue, ne pas correspondre aux besoins réels de la société, enfin être mal conduite. Dans ces cas la ruine peut être inévitable, malgré le dévouement des coopérateurs. L'expérience démontre, en effet, que certaines coopératives ont eu des pertes et ont dû liquider et que d'autres ont procuré à leurs membres des revenus inférieurs aux salaires patronaux.

J'ai montré plus haut que les grosses affaires existant depuis de longues années ont une tendance à devenir collectives[1]. C'est dans ce champ d'action que les coopératives de production peuvent agir avec le plus de fruit. Mais la société ne pourra atteindre le maximum de bien-être que par le développement aussi grand que possible de l'es-

1. Voir plus haut, page 298.

prit d'initiative. Plus il se fondera d'entreprises nouvelles tous les jours, plus le peuple sera riche. Or, pour les entreprises nouvelles, la forme du patronat et du salariat est la combinaison qui permet la moindre perte de temps. L'abolition complète du salariat (si elle était possible) serait donc un recul, une régression et amènerait une grande décroissance de la richesse. Elle serait donc funeste aux classes laborieuses.

Ce n'est pas à dire que les coopératives de production ne soient pas très utiles ; au contraire. Plus leur nombre s'accroîtra, et plus elles prospéreront, mieux cela vaudra. Le jour où elles constitueront une part considérable des entreprises en général, on peut espérer qu'elles contribueront à apaiser les haines farouches et inconsidérées qui existent actuellement entre le capital et le travail.

Pour ce qui est des coopératives de consommation, sous toutes les formes imaginables, elles ne peuvent avoir que des résultats bienfaisants et il faut en souhaiter la multiplication la plus rapide.

Passons maintenant à la deuxième branche de l'économie sociale, à l'épargne proprement dite.

Dans ces derniers temps, elle a donné lieu aux inventions les plus ingénieuses et les plus habiles qui produisent déjà des résultats merveilleux. Mais, comme on en est encore aux premiers essais, on peut se représenter ce qu'il arrivera, dans un avenir plus ou moins prochain, quand les institutions centralisant les épargnes auront reçu de plus grands développements.

La forme la plus simple de l'épargne est le fameux bas de laine. Cette forme est non seulement simple, mais, à un certain point de vue, positivement funeste, puisque les capitaux, enfouis dans les cachettes, ne produisent aucun bénéfice, aussi longtemps que dure la prospérité de leur possesseur. Un immense progrès sur les bas de laine a été marqué par les caisses d'épargne, tant privées que publiques.

Ces dernières, en prenant la forme de caisses d'épargne postales, ont beaucoup contribué à créer des réserves pour les mauvais jours.

Après les caisses d'épargne, sont venues les innombrables combinaisons des assurances sur la vie, des assurances contre l'incendie, les chômages, la maladie, la vieillesse, etc. Ces institutions sont très récentes. Un bien petit nombre d'entre elles sont antérieures au XIX[e] siècle. Leur mécanisme est perfectionné tous les jours et un immense avenir leur est réservé. L'assurance sur la vie, avec ses combinaisons si variées et si souples, est une invention admirable. Elle enfantera de véritables merveilles. Déjà elle a produit des résultats fort importants. En Angleterre, dans les dernières années du XIX[e] siècle, 14.500.000 personnes avaient assuré leur vie. Cela faisait à peu près le tiers de la population. Évidemment on ira encore plus loin. Un jour viendra où l'assurance sera universelle. Alors « chaque travailleur, dès les premiers jours de sa jeunesse, dit le vicomte d'Avenel[1], jouira d'un luxe inaccessible à nos pères : la certitude du lendemain ». Imaginez l'assurance étendue à tous les habitants du globe. Imaginez, d'autre part, l'intérêt du capital descendu au taux le plus minime par suite du surcroît de production qui suivra la suppression du banditisme. Comme la prime est en raison du nombre des assurés et du prix des capitaux, avec l'assurance universelle et le taux minimum du capital, la prime deviendra des plus légères. Alors, avec une soustraction presque négligeable sur les jouissances du moment, on pourra se garantir contre tous les malheurs : tremblements de terre, inondation, incendie, maladie, chômages, perte des soutiens de famille, vieillesse[2].

1. *Revue des Deux Mondes*, du 15 septembre 1895, p.362.

2. De nos jours, quoique le loyer des capitaux soit encore relativement très élevé, des calculs exacts, établis par des spécialistes, montrent que le payement d'une prime de 60 francs par an suffit pour assurer contre tous ces risques. Dans l'ère sans violence, cette prime pourra descendre facilement

Il m'est impossible d'entrer ici dans de plus amples développements sur les bienfaits que promettent les inventions de l'économie sociale. Je le répète, nous sommes à leur début. Nous ne nous rendons même pas complètement compte des avantages qu'elles pourront procurer. Il me suffit de montrer quelles larges perspectives l'économie sociale ouvre devant nos yeux, il me suffit de faire entrevoir que la misère peut être parfaitement vaincue par des arrangements qui combinent la production la plus large possible avec l'épargne aménagée de la façon la plus ingénieuse, la plus habile et la plus savante.

Après ce court exposé des facteurs économiques, je dois revenir, pour terminer, aux facteurs politiques et psychiques.

Une vérité qu'on ne saurait mettre assez en évidence c'est que la solution de la question sociale est absolument impossible dans les limites de l'État. En effet, imaginez une société modèle : la justice et l'ordre y régnent partout, les assurances y donnent la sécurité aux citoyens, le paupérisme et le crime y sont réduits à une quantité négligeable, le bien-être est général. Voilà certes une société qui serait au comble de la prospérité. Mais, grâce à l'anarchie internationale qui sévit de nos jours, cette société modèle pourrait être envahie à chaque instant par un ennemi extérieur et sa prospérité pourrait être détruite, du jour au lendemain, et par les ruines directes, provenant des opérations militaires, et par le despotisme du vainqueur après la conquête. L'histoire rapporte de nombreux cas de sociétés en pleine floraison qui ont été ainsi anéanties par des envahisseurs étrangers.

Mais, à part la violence, la prospérité de la société modèle dont je parle pourra être sensiblement mise en péril par des actes, même pacifiques, des sociétés voisines,

à 30 francs. D'autre part, comme les bénéfices augmenteront sensiblement à cette époque, il sera doublement plus facile de payer cette prime.

en premier lieu par le banditisme des droits de douane. En élevant des barrières infranchissables aux produits de notre nation modèle, on peut réduire ses bénéfices possibles et causer la gêne et la misère d'un grand nombre de ses citoyens. C'est un peu le cas de l'Angleterre moderne. Elle a supprimé les droits de douane ; elle n'exerce donc plus aucune violence contre les nations voisines. Mais, hélas, la réciproque n'est pas vraie ; les nations voisines sont loin de la traiter d'une façon aussi équitable. Au contraire, elles dressent contre les produits anglais des tarifs protecteurs, tous les jours plus formidables et plus odieux. Sans doute le paupérisme aurait été réduit dans la Grande-Bretagne à une quantité négligeable, si les nations européennes n'arrêtaient pas le plein développement de ses forces productives. Ces considérations montrent combien sont étroites les vues de List et de ses adeptes qui croient pouvoir développer la richesse d'un pays par une sage économie *nationale*. C'est la chimère des chimères. La richesse des États n'atteindra le point culminant que lorsqu'ils pratiqueront l'économie mondiale. Les faits le démontrent surabondamment.

Étant donnés les conditions physiques de notre planète et le régime des pluies qui en est la conséquence, les récoltes ne peuvent pas être également belles chaque année dans tous les pays. Il y en a un, ou plusieurs, où elles sont au-dessous de la moyenne et même où elles manquent complétement. Abandonnez les pays à leurs propres ressources, vous aurez des famines périodiques et, au point de vue de l'ensemble de l'humanité, la famine perpétuelle, puisqu'elle sévira tantôt dans un coin du globe tantôt dans un autre. Le seul moyen de sortir de cet état déplorable est de renoncer à l'économie nationale pour pratiquer l'économie mondiale. En France, sous l'ancien régime, il y avait toujours des famines dans quelques provinces, parce qu'elles vivaient séparées économiquement les unes des autres. Vint la Révolution. D'un seul coup toutes les bar-

rières matérielles furent détruites, tous les obstacles furent levés. Les subsistances arrivèrent, sans entraves, des provinces qui avaient une bonne récolte dans celles qui en avaient une mauvaise, et le fléau de la famine fut conjuré. Il faut faire, sur une plus grande échelle, pour le monde entier, ce qui a été fait, sur une petite échelle, pour les provinces françaises. Il faut lever toutes les barrières, aplanir tous les obstacles. Sans la solidarité économique internationale la plus complète, il est chimérique de vouloir supprimer la misère dans le genre humain. A ce point de vue, comme à tous les autres, on voit que la question sociale est particulièrement une question internationale.

Une autre vérité incontestable, c'est que jamais le problème de la misère ne sera résolu par les *petits* côtés : la charité, la coopération, les coopératives, le collectivisme, etc. Le problème de la misère sera résolu par l'organisation de l'humanité. C'est seulement lorsqu'il y aura des individus chargés spécialement de veiller aux intérêts généraux de notre espèce que l'intérêt de chaque individu habitant sur le globe sera *pleinement* sauvegardé. Alors la production sera la plus grande possible et la misère disparaîtra. La somme de bonheur des sociétés est toujours en raison directe de la largeur d'horizon de ceux qui les dirigent. De nos jours, l'étroitesse de vue des hommes qui gouvernent les États les plus civilisés est véritablement lamentable. De là notre abjecte anarchie et la misère qui en est la conséquence. Dans l'espace, les vues des ministres les plus éminents ne dépassent guère les frontières de leur territoire. Par suite, règne un égoïsme étroit et par conséquent aveugle. Cet égoïsme est précisément contraire à celui qui favoriserait la prospérité des nations : l'égoïsme intransigeant, mais éclairé. Dans le temps, l'horizon des gouvernants ne s'étend pas de beaucoup au delà de l'année. Ils vivent au jour le jour, profitant des circonstances pour se lancer dans quelque

nouvelle jonglerie diplomatique[1], mais sans se préoccuper nullement du lendemain. Ainsi personne ne veut désarmer à l'heure actuelle. Les dépenses militaires montent aujourd'hui à 15 milliards de francs chaque année et doublent tous les trente ans. Aucun ministre ne se demande si les peuples pourront supporter ce fardeau encore pendant dix ans, vingt ans, cinquante ans. Si non, il faudra bien en venir tôt ou tard à un arrangement international. Alors, pourquoi ne pas commencer de suite, avant les catastrophes que les excès du militarisme finiront certainement par produire ?

On le comprend : tant que les hommes d'État auront des vues aussi étroites, la suppression de la misère sera impossible. Il faut que ceux qui gouvernent les nations se décident enfin à abandonner les routines médiévales, à enlever la chape de plomb qui couvre leurs yeux, à contempler l'humanité dans son ensemble et le vaste univers dans son étendue infinie et sa merveilleuse splendeur. Le moyen âge est fini. La *Somme* de saint Thomas d'Aquin n'est plus l'encyclopédie où l'Europe moderne va puiser son savoir. Les hommes d'État devraient bien finir par le comprendre.

M. J. L. de Lanessan, dans un volume paru il y a peu d'années, après avoir constaté que les neuf dixièmes des Français ne mangent jamais à leur faim, en trouve la cause dans ce que « la lutte pour l'existence et la concurrence sociale maintiennent les traitements et les salaires de toute cette partie de la population à un taux beaucoup trop faible[2] ».

M. de Lanessan se trompe : la misère ne vient pas de la lutte pour l'existence. Et c'est fort heureux, car la lutte pour l'existence, étant une loi universelle de la nature,

1. Comme le voyage de l'empereur d'Allemagne à Tanger.

2. *La lutte pour l'existence et l'Évolution des sociétés.* Paris, F. Alcan, 1903, p. 227.

sera éternelle et dans l'espace et dans le temps. Si donc la misère de l'humanité venait de la lutte pour l'existence, elle serait à jamais incurable [1]. La misère, fort heureusement aussi, ne vient pas non plus de la concurrence. Celle-ci, loin d'être un facteur de la misère, est, au contraire, un des facteurs les plus puissants de la richesse. D'abord, parce qu'elle pousse aux inventions et aux améliorations qui diminuent le prix des produits ; ensuite, parce qu'elle assure la liberté des consommateurs. Concurrence et suppression du banditisme sont des termes synonymes, puisque le banditisme économique s'exerce précisément au moyen des monopoles. Or, M. de Lanessan ne viendra pas affirmer, j'imagine, que la spoliation des masses populaires au profit d'un petit nombre de privilégiés puisse augmenter le bien-être général.

Non, la misère ne vient ni de la lutte pour l'existence ni de la concurrence ; la misère vient du vol : du vol sous toutes ses formes, depuis le mouchoir dérobé par le pickpocket jusqu'à la province conquise par les monarques. Nous sommes pauvres parce que nous passons notre temps à nous spolier les uns les autres, à pratiquer le banditisme par les procédés les plus divers avec une persévérance inlassable, tant entre individus au sein de l'État qu'entre États au sein de l'humanité.

Mais qu'est-ce qui empêche l'homme de renoncer à une conduite aussi manifestement ruineuse et contraire à ses intérêts, qu'est-ce qui l'empêche de s'allier avec tous ses semblables pour travailler et pour produire, pour combattre les conditions défavorables du milieu physique, pour retrouver cet Éden que, d'après une légende antique, il aurait perdu ?... Une seule cause : l'*erreur*. Lorsque les

1. M. de Lanessan, comme tant d'autres personnes, ne comprend pas que la véritable lutte pour l'existence ne doit pas se faire nécessairement entre les hommes, mais entre les hommes associés et le milieu physique. Assurément, quand les hommes veulent se piller les uns les autres, la lutte s'établit entre eux. Mais ils n'y sont nullement obligés et s'ils comprenaient leur intérêt véritable, ils cesseraient le pillage pour se mettre au travail.

hommes comprendront la véritable nature de la richesse et lorsque les nations pratiqueront la politique qui en est la conséquence, la misère disparaîtra de notre globe dans un délai relativement très court. Si les ministres qui dirigent actuellement les destinées des grandes nations civilisées comprenaient la nature *réelle* des phénomènes sociaux, s'ils voyaient que la spoliation, sous n'importe quelle forme, soit sous celle de tarifs protecteurs, soit sous celle de conquêtes territoriales, est *désavantageuse* pour celui qui la pratique, une grande partie du bonheur, que nous entrevoyons, hélas, dans un avenir si éloigné, pourrait échoir aux hommes de notre génération.

En un mot, pour résumer tout ce livre en une seule phrase, je dirai : *Le jour où l'on comprendra que la richesse est l'adaptation du milieu physique aux convenances de l'homme, qu'elle est, non pas une chose, mais un état des choses, la misère sera vaincue.*

TABLE ANALYTIQUE

TABLE DES MATIÈRES

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY ET FILS

317-08. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 5-08.

THE BORROWER WILL BE CHARGED AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE NOTICES DOES NOT EXEMPT THE BORROWER FROM OVERDUE FEES.